



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

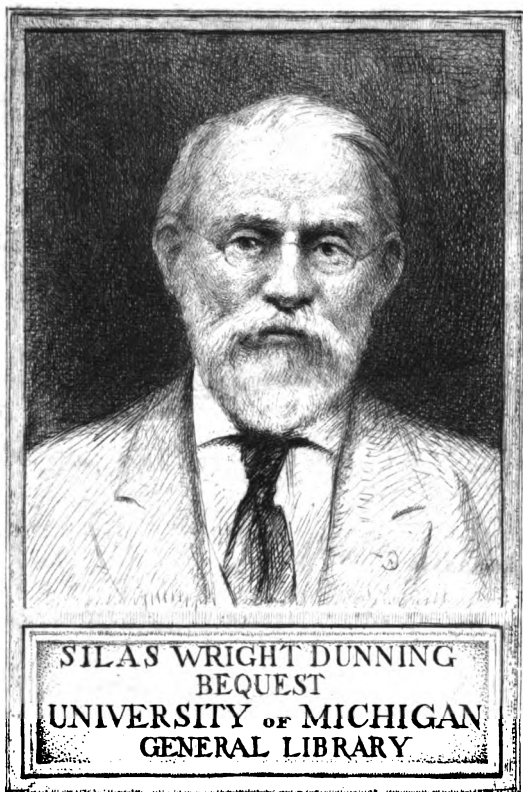
Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



SILAS WRIGHT DUNNING
BEQUEST
UNIVERSITY OF MICHIGAN
GENERAL LIBRARY

AP
20
.C376

LE CENSEUR
EUROPÉEN.

Le Censeur **EUROPÉEN,**

OU

*Examen de diverses questions de droit public, et de divers
ouvrages littéraires et scientifiques, considérés dans leurs
rapports avec les progrès de la civilisation.*

PAR MM. COMTE ET DUNOYER.

Paix et liberté.

TOME ONZIÈME.

A PARIS,

AU BUREAU DU CENSEUR EUROPÉEN,

RUE GIT-LE-CŒUR, N°. 10.

1819.

CET OUVRAGE SE TROUVE AUSSI,

A Aix-la-Chapelle, chez M. Laurelle.

Amsterdam,

Arau,

Bordeaux,

Bruxelles,

Caen,

Châlons-sur-Saône,

Gand,

Genève,

Grenoble,

Leipsick,

Liège,

Lille,

Lugano,

Maëstricht,

Marseille,

Milan,

Madrid,

Naples,

Nantes,

Poitiers,

Palerme,

Rouen,

Strasbourg,

Turin,

Delachaux.

Saerlander.

Coudert, imprimeur-libraire.

Hornies-Remier. — Le Charlier.

Madame Lebaron.

Delespinasse.

Buscheret fils.

J.-J. Paschoud.

Falcon.

Grieshammer.

T. Desoer.

Leleux.

Valadini, imprim.-libraire,
canton du Tésin.

Nipels aîné.

Masvert. — Camoin frères.

Giegler, rue des Servi.

Perez, rue de las Caretas.

Romilly.

Forest.

Catineau.

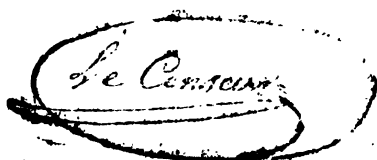
François Abaté, rue Maqueda.

Frères.

Fischer.

Bocca.

IMPRIMERIE DE FAIN, PLACE DE L'ODÉON.



Le Censeur **EUROPÉEN,**

OU

*Examen de diverses questions du droit public, et de divers
ouvrages littéraires et scientifiques, considérés dans leurs
rapports avec les progrès de la civilisation.*

PREMIÈRE PARTIE.

MATIÈRES GÉNÉRALES.

VUE

DES RÉVOLUTIONS D'ANGLETERRE.

SUITE (1).

Nous avons vu la nation anglaise conquise,
chaque homme de cette nation perdant la

(1) Seconde partie du règne de Charles II. (Voyez le
tome VIII, page 1.)

Cens. Europ. — **TOM. XI.**

I.

propriété de sa terre, de son industrie, de son corps même, et condamné par le droit de l'épée à ne plus vivre que pour les vainqueurs (1). Ensuite, nous avons vu ce peuple, au moment où il s'arrachait à ses maîtres, subjugué par des hommes sortis de son sein, qui se l'attribuèrent comme un domaine sans possesseur, qui devient la proie du premier occupant (2). Désormais, il se présente à nous courbé sous la ligue de ses premiers et de ses seconds conquérans, unis pour mettre en commun leur avidité et leur force (3).

Cette troisième révolution dans l'état du peuple d'Angleterre devait être par ses résultats la plus funeste de toutes (4). L'armée des *maîtres* s'est doublée ; les brevets, les places, les pensions, les impôts, ont crû du double ; dans la même mesure ont décrû la puissance et l'espoir de reconquérir la liberté. Le nombre de gens

(1) Voyez, dans le tome IV, la première partie de cette Histoire.

(2) Voyez, dans le tome V, la seconde partie.

(3) Voyez, dans le tome VIII, la troisième partie.

(4) « Une restauration est d'ordinaire la plus dange-reuse et la plus mauvaise de toutes les révolutions. » (Fox, *Histoire des deux derniers rois de la maison de Stuart*, tome I.)

sujets d'origine, qui possèdent des places ou qui aspirent aux places; le nombre de ceux qui sont redescendus dans le peuple, congédiés, licenciés, réformés par la troupe des gouvernans, et qui n'ont plus d'autre objet que d'obtenir de nouveau ce que leur a fait perdre ou la nécessité ou la défaveur; la foule immense d'hommes qui, sans abandonner les travaux des citoyens, sont engagés, par reconnaissance, par ambition, par espoir, dans la troupe de ceux pour qui les citoyens travaillent; ce mélange des races, cette confusion des caractères, ont détruit les signaux visibles auxquels se ralliaient les deux espèces d'hommes que nous avons vues si distinctes.

Mais si ces causes rendent moins facile une lutte générale des *sujets* contre les *maîtres*, elles doivent aussi créer des obstacles à l'action journalière des *maîtres* contre les *sujets*. S'il y a parmi ceux-ci une moindre communauté d'affections et d'intérêts, il y a parmi les autres des jalousies, des haines, des partis. Une faction s'est soulevée contre le chef de l'armée parce qu'elle le soupçonne de partager inégalement les fruits de la victoire commune, et de trop prétendre pour lui-même. Elle masque son opposition sous une apparence d'amitié pour

le peuple des *sujets*; elle soutient les patriotes pour en être soutenue. Il y a donc quelque espoir nouveau que le pouvoir de la conquête sera diminué, si cette diminution favorise les destitutions et les promotions qui sont l'objet de la faction opposante.

Nous entrons en effet dans un temps de concessions successives faites par les gouvernans aux subjugués, concessions toujours faites à regret, et ne devant jamais survivre à la nécessité qui les aura évoquées. C'est la vigueur du parti de l'opposition qui décidera de la liberté des *sujets*, et ce parti n'a rien de commun avec eux. Nous avons déjà vu l'opposition, unie aux patriotes, protester contre la guerre de Hollande et contre les armées entretenues par le roi; nous la verrons encore faire des demandes pour le pays; mais ce sera toujours avec la pensée de ne rien maintenir que son propre intérêt. Les réformes obtenues pour les citoyens seront abandonnées au courage des citoyens: là sera leur seule tutelle et la sauvegarde de leur existence. Si les *sujets* plient, elles périront. Nous allons voir ces vicissitudes se renouveler plusieurs fois, jusqu'au temps où l'opposition ayant réussi, ayant conquis pour elle les profits du pouvoir, rompra son

alliance forcée, et se retranchera dans son camp naturel.

1678. Charles II, associé dans la poursuite de ses projets d'ambition avec les gens à places catholiques, les regardait avec mépris comme de simples instrumens de ses desseins : par un concours d'égoïsme, ces hommes ne tardèrent pas à l'estimer comme il les estimait eux-mêmes, et à ne plus voir en lui qu'un instrument de leur fortune.

Le secret de cette ligue était divulgué, l'opposition grandissait en marchant, un retard pouvait tout faire perdre : et le roi, timide et indolent par caractère, n'osait rien presser. Alors une division se fit sourdement ; la faction qu'il avait ameutée le répudia en secret, et résolut d'agir sans lui, d'agir contre lui, si l'occasion l'exigeait. Le duc d'Yorck, frère de Charles II, était plus actif ; il était catholique par goût ; la ligue le regarda comme son chef, et le destina à être roi (1). On ne peut guère imaginer de situation plus critique que celle de

(1) « *They know you will only trot, and they want a prince that will gallop....* » (Mot du lord Halifax à Charles II.) *Echard's History*, part. III, p. 950.
— Rapin Thoyras, tom. IX, page 403.

Charles; de quelque côté qu'il se tournât, il devait rencontrer des dangers; il était menacé par les *sujets*, ses ennemis naturels; il était menacé par les opposans, à qui il avait déclaré la guerre en aspirant à les gouverner; et pour dernier péril, il était menacé par ses propres créatures, qui tremblaient que sa faiblesse ne sût pas leur donner ce que leur avait promis son ambition (1).

L'intrigue se dénoua bientôt; le 12 d'auguste 1678, un homme aborda le roi dans son parc et lui dit : « Retirez-vous, sire, on en veut à votre vie (2). » Cet homme interrogé répondit que deux assassins, qu'il nomma, s'étaient engagés à tuer le roi; et il dénonça des prêtres, des jésuites et le confesseur du duc d'York (3).

Charles II, à cette déposition, pénétra la manœuvre qu'il ignorait, et il en fut effrayé; il vit avec épouvante qu'il n'y avait plus de refuge pour lui, que dans l'adresse, dans l'activité, et dans un prompt succès. En laissant découvrir et rechercher les auteurs du complot,

(1) Échard, III^e. partie, page 750. — Rapin Thoyras, tome IX, page 403.

(2) *Hume's History*, chap. LXVII, page 510.

(3) *Idem*.

il craignit de briser lui-même toutes les machines qu'il avait dressées; il craignit de livrer tous les fauteurs de ses desseins aux ennemis déclarés de sa puissance. Il aima mieux rester sous les coups des siens, soulevés à regret contre lui, que de se livrer aux hommes qu'il avait provoqués; il fit l'incrédule, défendit toute enquête, et se reposa sur sa conduite à venir (1).

Mais le duc d'Yorck eut à cœur de se laver du soupçon de fratricide, qui l'atteignait quoique indirectement; il s'empressa de divulguer cette affaire, et, malgré le roi, les procédures furent commencées (2). On produisit des témoins; l'un d'eux déposa que cinq lords catholiques, Arundel, Powis, Bellasis, Peters et Stafford, avaient fait un traité privé avec le prince évêque de Rome, pour obtenir par son secours et assurer aux hommes de leur religion, la possession exclusive de l'Angleterre. Les charges de l'exploitation, disait-il, étaient déjà distribuées, et les brevets délivrés, sous la signature du général des jésuites. Il y avait vingt mille catholiques dans le voisinage de Londres, prêts

(1) Hume, chap. LXVII. — Rapin Thoyras, t. IX, page 409. — *Echard's History*, part. III, page 947.

(2) Hume, chap. LXVII. — Échard, page 917.

à s'armer pour un coup de main; huit mille devaient se lever en Écosse; le roi de France avait envoyé dans ce pays 200,000 livres sterling pour préparer l'émeute; il devait lui-même y descendre avec une armée. On avait résolu de tuer Charles II, et de donner sa place au duc d'Yorck, en imposant au nouveau roi le serment de ratifier toutes les promotions projetées, et d'exterminer les protestans (1).

Sur cette déposition, on arrêta un nommé Coleman, secrétaire de la duchesse d'Yorck; on saisit des lettres qu'il adressait au père de la Chaise, confesseur du roi de France, et au nonce du pape à Bruxelles. Il disait au père de la Chaise, que le roi était trop nonchalant, trop peu passionné pour l'intérêt des catholiques; il insinuait que l'argent serait peut-être un mobile capable de déterminer son esprit irrésolu; il engageait le confesseur à hasarder auprès de son maître une demande de 300,000 livres sterling. Il vantait complaisamment le duc d'Yorck, sa religion, son zèle, son courage, et son attachement à Louis XIV (2).

(1) Hume, chap. LXVII. — Échard, III^e. partie, livre II, chap. II. — Rapin Thoyras, tome IX, pages 403-415.

(2) Hume, chap. LXVII, page 513.

Pendant que ces découvertes occupaient les esprits, le juge de paix devant qui la première dénonciation s'était faite, fut trouvé mort à quelque distance de Londres (1). On ajouta cette circonstance à tous les faits précédens; l'idée d'une grande conspiration frappa d'effroi ceux qu'elle paraissait menacer; personne ne douta plus de la réalité d'un *complot papiste* (2). Le parti des opposans accrédita cette opinion, exagéra le danger devant ceux de l'armée qui étaient restés neutres, et devant les *sujets protestans*. Ce parti répandit l'alarme, s'acharna sur les prévenus, poursuivit leur procès, et demanda à grands cris, que cette cause fût évoquée devant les chambres (3). Il se préparait ainsi le moyen de détruire légalement ses principaux adversaires.

Charles II redoutait plus les obstacles que cette publicité allait opposer à ses projets, que le péril dont le menaçaient les catholiques. On l'avait averti que, pour ne rien craindre d'eux, il lui suffirait de se tenir à leur tête; il s'appliquait

(1) Le 17 octobre 1678. (Hume, chap. LXVII, page 514.)

(2) *Popish plot*, *idem*. — Échard, page 948.

(3) *Idem*.

à suivre ce conseil; ses ministres avaient ordre de garder le silence. L'un d'eux imprudemment laissa échapper quelques mots devant les pairs. « Qu'avez-vous fait ? dit le roi ; vous avez » livré des armes pour vous détruire et pour » ruiner mes affaires; vous vivrez pour vous » en repentir (1) ».

En effet, à ces paroles officielles, les lords de l'opposition se déchaînèrent tous à la fois, et aussitôt leurs motions pour la poursuite de ceux que l'imprudence du ministre livrait à leur haine, furent répétées par les opposans des communes et applaudies même par les *sujets*, qui se croyaient dévoués au massacre par les conspirateurs papistes (2). On vota des adresses pour demander l'éloignement de tous les catholiques de Londres, pour intercepter les avenues de la cour, pour armer les milices de la Cité et de Westminster. Les cinq lords dénoncés furent enfermés à la tour (3). Le projet de tuer le roi leur était imputé comme premier crime; cette tentative de meurtre devait servir de prétexte à toutes les exécutions (4). C'était au nom de

(1) Hume, chap. LXVII, page 515.

(2) Hume, chap. LXVII, page 515.

(3) *Id.*

(4) *Id.*

Charles II menacé et pour sa vengeance, qu'on allait faire déclarer coupables ceux qu'il avait armés pour le servir et qui avaient travaillé sous ses ordres.

Un comité des *lords* fut nommé pour éclaircir et publier le complot, et pour instruire le procès des accusés. Ils se firent donner des mandats en blanc pour emprisonner quiconque leur serait suspect (1). Ils accueillirent le premier dénonciateur comme un sauveur du roi et des hommes en place protestans; ils l'adressèrent à Charles II comme un ami à qui il devait la vie; Charles fut contraint de paraître céder de bonne grâce à leurs instances, et de les remercier de leur zèle; le dénonciateur fut logé dans le palais (2).

On travaillait sans relâche l'esprit des *sujets*; des bruits couraient; un écrit fut répandu où l'on dénonçait le dessein de brûler Londres, conçu par les papistes et avoué par l'un d'eux (3).

(1) Hume, chap. LXVII, page 516.

(2) *He was lodged in White-hall, protected by guards, and encouraged by a pension of 1200 pounds a year. (Idem.)*

(3) Le titre était : « *A narrative and impartial discovery of the horrid popish plot, carried on for burning*

Le roi affectait de tourner le complot en ridicule, et n'osant interrompre les poursuites, il se moquait du péril dont on prétendait le préserver (1) : mais on s'obstina à vouloir prendre malgré lui ces soins intéressés de sa personne ; l'obstination fut telle, que le roi la redouta et crut qu'il était prudent de céder. Il abandonna à leur sort ses amis qu'on cherchait à perdre (2). On ne voulait plus, disait-on, avoir de société avec les assassins du roi, et les catholiques furent exclus des deux chambres. Le duc d'Yorck demanda une exception et ne l'obtint qu'à peine (3). Un bill d'accusation enveloppa la reine dans la liste des meurtriers de son mari, mais cette imputation singulière fut appuyée en vain par l'opposition ; les lords du parti de la cour eurent le crédit de la repousser (4).

» *ing the cities of London and Westminster with their*
 » *suburbs.* » (Hume, chap. LXVII, pag. 517.)

(1) *Idem.*

(2) « *I find there is like to be a great deal of blood-*
 » *shed about this plot; and the times are so troublesome*
 » *and dangerous to me, that I durst not venture to par-*
 » *don any that is condemned.* » (Paroles de Charles II.)
 Échard, III^e. partie, page 950.

(3) Hume, chap. LXVII.

(4) *Idem.*

Les patriotes , pendant ces manœuvres qui ne se faisaient pas pour eux , ne détournèrent point la vue du premier objet de leurs désirs , la liberté. Ils se hasardèrent à provoquer un acte qui pouvait sembler conforme à l'intérêt des *maîtres* opposans , mais qui , dans la réalité , devait donner aux vaincus une défense contre les vainqueurs de tous les partis. Un bill fut dressé , portant que la milice serait sous les armes durant six mois de l'année , et que pendant ce temps , un tiers ferait le service toutes les nuits. (1) Le roi refusa sa sanction ; sur-le-champ les communes votèrent le licenciement de toutes les forces sur pied , et votèrent en même temps les sommes nécessaires pour cette opération (2). mais , par une prétention nouvelle , elles voulurent avoir une garantie physique que l'argent ne serait pas dépensé en même temps que leur désir éludé. Elles voulurent que les sommes levées en vertu de leur vote fussent mises en dépôt , non pas à l'échiquier , mais à la chambre de la ville. Tous les lords , ceux de la cour ainsi que les opposans , virent dans cette clause une violation des privilèges des *maîtres* du pays , et

(1) Hume , chap. LXVII.

(2) *Idem.*

leur réunion fit tomber le bill proposé (1). Les *sujets* eurent alors une preuve de ce que valait pour eux la ligue où ils étaient engagés. L'opposition les déliait contre la cour, mais elle se gardait bien de leur permettre d'usurper des droits sur le pouvoir.

Cette même opposition provoqua et pressa dans les communes un bill d'accusation contre le ministre Danby (2). Elle en voulait surtout aux personnes ; son ambition était également ennemie et de ceux qui prétendaient se maintenir et s'agrandir malgré elle, et de ceux qui aspiraient à diminuer les profits de l'héritage dont elle convoitait la possession exclusive. On produisit une lettre écrite par Danby sous la dictée du roi ; cette lettre, adressée à Louis XIV, sollicitait un secours d'argent pour l'exécution de projets concertés en commun (3). Le bill d'accusation fut dressé ; c'était Charles II lui-même qui était chargé sous le nom de son ministre. Il sentit dans quelle situation la poursuite de cette affaire allait le mettre ; il la rompit en prononçant que le parlement eût à se dis-

(1) Hume, chap. LXVII.

(2) *Idem.*

(3) *Id.*, page 518.

soudre. (1) Il espérait que le temps lui serait favorable, et que le défaut d'un champ de bataille déconcerterait la tactique des opposans.

Ce parlement fut dissous le 30 décembre 1678. Choisi dans les premiers jours de la dernière occupation du pays, il avait été rempli de ceux que leur goût ou leurs espérances avaient enlevés à la vie civile, pour les enrôler dans les emplois et dans le gouvernement des *maîtres*. Le petit nombre de *sujets* patriotes nommés par les électeurs intrépides qui pensaient toujours, quel que fût le pouvoir, que leurs députés étaient pour eux et non pour lui, ce petit nombre de défenseurs du pays, abattu et accablé d'abord, n'avait pu se faire entendre, et la chambre des communes avait semblé une commission des gouvernans (2). Les patriotes s'étaient efforcés plus d'une fois de faire rendre le droit de siéger dans les communes à ceux dont il était la propriété, et de purger la chambre de ces hommes qui, vivant des impôts, avaient pour premier intérêt la grandeur et la multi-

(1) Hume, chap. LXVII, pag. 518.

(2) Voyez, dans le tome VIII, la III^e. partie de cette Histoire.

plicité des taxes (1). Ils l'avaient tenté vainement jusqu'au jour où les projets de Charles II eurent divisé les *maîtres* et créé deux factions dans l'armée. Alors l'opposition reproduisit pour son compte les instances des patriotes ; elle fit sortir de la chambre des communes ceux des hommes salariés qui figuraient dans le parti de la cour , et les *sujets* furent délivrés de la moitié du mal , contre lequel ils avaient en vain lutté seuls. Mais les patriotes ne furent pas pour cela en plus grand nombre , et les aspirans aux places gouvernèrent les délibérations , comme l'avaient fait auparavant les titulaires (2).

Cette bizarre composition de la chambre des communes était sensible dans tous ses actes ; rien de grand n'était proclamé ; des cris de haine contre des personnes remplaçaient les élans généreux vers l'affranchissement public. Aucun bill de liberté ne passait , mais il en sortait en foule pour des destitutions et des changemens d'employés. On n'entendait plus ces nobles demandes adressées franchement au pouvoir pour l'inviter à se restreindre , à céder à la force des choses , et à prévenir l'heure des

(1) Voyez la III^e. partie de cette Histoire.

(2) *Idem*.

violences par un aveu de la puissance des citoyens (1). C'étaient des supplices qu'on réclamait ; c'étaient des malheurs individuels sans aucun profit pour la communauté , et qui seulement devaient faire des places vides , et livrer à d'autres mains les grands profits et le fléau du pouvoir. Quand on se souvient de cette hauteur de sentimens que les membres des communes déployaient dans la guerre de 1640 , on ne reconnaît dans l'opposition de 1678 , dans ce dérèglement de violences , de passions haineuses , de vengeances brutales , qu'un parti de gens à domination entraînant dans son influence une minorité d'hommes patriotes , dont la voix plus pure que les clameurs où elle se perd , n'arrive à l'oreille qu'étouffée ou dénaturée par le mélange.

Tous ceux que l'opposition redoutait , chargés par des témoins notés d'infamie , furent jugés et condamnés avec précipitation , comme de malheureux captifs à la merci de leurs ennemis (2). Cinq des accusés souffrirent la question ; ils nièrent leur complicité jusqu'au mi-

(1) Voyez , dans les tomes IV et V , la première et la seconde parties.

(2) Hume , chap. LXVII , page 517.

lieu des tortures, et ils furent exécutés (1). La vengeance ne se rassasia pas promptement, et les massacres furent longs. C'était au nom des communes que ces excès de justice se commettaient; mais, nous le répétons, les patriotes n'avaient pas changé; on ne doit pas plus leur imputer ces meurtres sans profit pour eux, que les actes du parlement qui, durant dix années, avaient livré leurs biens à la discrétion du pouvoir.

Si la voix des amis de cette vieille cause, tant de fois vaincue et jamais désespérée, prévaut encore, nous l'entendrons toujours la même; elle voudra convaincre avant d'appeler au combat; elle attestera la nécessité avant de la faire sentir; si elle ordonne de s'armer, ce ne sera pas contre des hommes seuls, pris au dépourvu et sans défense; ce sera contre des armées; elle ne demandera pas qu'on extermine l'ennemi, mais seulement qu'il soit réduit à vivre de la vie commune des citoyens.

1679. On allait choisir une nouvelle chambre; quatre partis s'en disputaient les places; trois de ces partis appartenaient aux gouvernans, et les *sujets* formaient le dernier, énorme

(1) Hume, chap. LXVII, page 517.

par le nombre, et faible dans ses ressources, épars, sans moyens de concert et d'action, sans intrigues, sans honneurs pour attirer, sans argent pour corrompre. Les trois premiers partis étaient ainsi composés. L'un, ayant le roi pour chef, suivait ses anciens projets avec mesure et lenteur ; on y voyait figurer les agens de l'administration, tous ceux qui avaient à conserver et à qui un changement ne devait apporter ni plus de profits ni plus de pouvoir. L'autre, plus fougueux, se donnait pour chef le duc d'Yorck ; il voulait que les grands profits de la conquête fussent tout entiers pour les fils des premiers vainqueurs, et que la troupe des nouveaux gouvernans fût réduite aux emplois subalternes ou à la vie commune des *sujets*. Le troisième parti assemblait en foule les mécontents de la nouvelle troupe dont l'ambition se repentait de l'alliance onéreuse qu'elle avait faite. Cette faction était d'une activité prodigieuse ; elle craignait la coalition des deux autres, dont la division n'était qu'un accident passager. Habitée au langage et aux manières des *sujets* dans les rangs desquels avaient vécu ses membres avant le temps de leur trahison, il lui était facile de cacher son intérêt privé

sous l'ombre de leurs intérêts communs, et de paraître n'agir que par un reste de patriotisme. Elle attaquait au nom du pays, comme une violation du droit de penser, la faveur dont jouissaient les catholiques, faveur qui la blessait dans l'intérêt de ses places; et, pour soutenir son attaque, elle-même violait ce droit dans la personne des catholiques. Elle se déchainait contre la concentration du pouvoir, qui donnait moins de chances à la variété des emplois, en protestant que cette manœuvre devait rendre intolérables pour le pays les rigueurs du despotisme; et, tous ses efforts tendaient à exclure à son tour ceux qui l'excluaient, et à concentrer aussi la puissance. Les maximes de l'humanité et de l'indépendance, n'étaient que le masque de ses prétentions, et l'appât dont elle amorçait les amis de la patrie, toujours confians, parce qu'ils n'étaient pas heureux.

Ce troisième parti, le parti de l'opposition, n'était donc pas le parti du pays, et seulement il avait pour tactique de marcher présentement avec lui; il se faisait donner ce nom, et on le lui laissait prendre; qu'aurait-on gagné à contester? Le besoin d'être mieux, qui travaille si fort les hommes quand ils ont désespéré et qu'ils se relèvent, ne donnait pas de loisir pour ces

disputes. Les historiens ont confondu dans le récit de ces événemens les opposans avec des patriotes; cette confusion n'existait qu'en apparence. Ce qui a peut-être causé la méprise, c'est que l'on voyait à la tête de l'opposition des personnages qui avaient autrefois figuré à la tête des vengeurs du pays. On pensait qu'ils continuaient leur rôle interrompu malgré eux; on oubliait que ce n'étaient plus les mêmes hommes, et combien il y avait loin de sir Hollis au lord Hollis (1).

Jusqu'ici nous avons appelé du nom d'opposans ceux qui, par leur réunion, mettaient obstacle aux vues du roi et de ses adhérens, que nous appelions le parti de la cour. Maintenant il nous faudrait une nouvelle nomenclature, car le parti de la cour, qui n'a pas changé de desseins et d'allure, voit contre lui deux partis agissant dans deux directions contraires. Les anciens opposans subsistent, et de nouveaux opposans se sont élevés du sein même de la faction de la cour (2), qu'ils cherchent maintenant à perdre parce qu'elle ne se presse

(1) Voyez, dans le tome V, la II^e. partie de cette Histoire.

(2) Voyez, ci-dessus, page 5 et suivantes.

pas à leur gré. Il faudrait distinguer l'opposition catholique et l'opposition protestante ; mais ces noms sont encore peu exacts parce que la religion , d'une part , n'est qu'un moyen , et de l'autre , n'est qu'un prétexte. Le parti de la cour est au milieu. Ces trois partis ont le même objet , la jouissance exclusive du pouvoir né de la défaite des citoyens. Tous trois , pris ensemble , forment le parti d'opposition à la liberté du pays ; tandis que les amis de la liberté , ennemis en réalité de chacune de ces factions , forment le parti national , le parti d'opposition au pouvoir des *maîtres* actuels , ou de ceux qui prétendent à le devenir. Voilà la vraie division des partis.

L'opposition catholique était alors en proie aux vengeances du parti protestant. Celui-ci trouva le moyen d'introduire ses créatures dans la nouvelle chambre des communes , par la manœuvre qu'il fit d'accroître le nombre des électeurs , au moyen d'une fausse division des propriétés (1). Le roi voyait avec peine ses premiers amis , devenus un moment ses concurrents , tomber sous les coups de ses ennemis irréconciliables. Ceux qui étaient décimés par

(1) Hume , chap. LXVII , page 521.

des sentences rendues en son nom, étaient plus loin que jamais de vouloir se rallier à lui; leur désespoir le repoussait; ils n'espéraient de salut que dans sa déposition. Les autres semblaient protéger sa personne; il fit de bonne grâce ce que sa faiblesse lui prescrivait; il plia sous leur influence; il éloigna son frère au-delà des mers (1), espérant que du moins il allait être par là délivré de tout compétiteur personnel.

Il se trompa; l'opposition protestante lui réservait aussi un successeur durant sa vie; c'était le duc de Montmouth, son fils naturel, né dix années avant la restauration. A cette manœuvre imprévue, il sentit la nécessité de reprendre plus d'énergie et de se retrancher vers l'autre parti; mais, d'abord, s'appuyant sur l'usage de la succession héréditaire, consacré par le temps et assez fortement lié aux intérêts des *maîtres* pour être respecté par les factions, il repoussa le nouveau concurrent, en reniant la légitimité de sa naissance, et en déclarant que la mère de Montmouth n'avait reçu de lui aucune promesse (2).

(1) Hume, chap. LXVII, page 521.

(2) *Idem.*

La faction protestante , sans contester ce que le roi affirmait, fit voter dans les communes que le duc d'Yorck étant papiste, l'espoir de son avènement au trône était un encouragement qu'il fallait ôter aux conspirateurs papistes; on demanda son exclusion irrévocable (1). Le parti national saisit cette occasion pour demander des restrictions au pouvoir d'un roi papiste. Les patriotes n'eussent rien obtenu, si ces limitations eussent été toutes à leur profit; quelques-unes étaient en faveur des gens à places opposans. Le roi papiste devait trouver assemblé, à son avènement, un parlement qu'il lui serait interdit de dissoudre durant quelque temps. Le roi papiste ne devait nommer, changer, destituer les titulaires de presque aucun emploi sans l'avis du parlement (2). Les patriotes avaient résolu, si les restrictions qui importaient aux *sujets* étaient une fois sanctionnées pour ce cas, de les maintenir contre le successeur de Charles II, quelle que fût sa religion.

Ils élevèrent encore la voix pour une réforme qui était à la fois dans l'intérêt du pays

(1) Hume , chap. LXVII , page 524.

(2) *Idem*.

et dans l'intérêt de la faction protestante. Ils demandèrent que dans le nouveau parlement on recherchât, comme on avait fait dans l'ancien, les hommes qui étaient liés à la cour par des pensions, des places ou des promesses. Dix-huit furent chassés de la chambre (1). Un bill fut dressé pour déclarer incapable d'y siéger tout homme qui posséderait un office ou une gratification de la couronne (2). De nouvelles déclarations furent faites contre l'armée permanente et contre les gardes du roi (3).

La grande charte imposée autrefois au général par les officiers de la troupe conquérante, exigeait que le corps de tout homme subjugué, que le général aurait saisi pour le maintien de l'ordre et le repos de l'armée, fût représenté à son propriétaire.

Lorsque les *sujets* eurent commencé leur entreprise de se reconquérir, ils changèrent la disposition de la grande charte en celle-ci : que le

(1) Hume, chap. LXVII. — Échard, III^e partie, page 979.

(2) *A bill was brought in « that no members receive » any pensions, or places, or profit, during this session » of parliament.* » (Échard, III^e partie, page 979.)

(3) Hume, chap. LXVII, page 525.

corps de tout homme emprisonné par ordre du roi, serait représenté à la première requête de sa famille ou de ses amis. Ce fut un article de la *pétition de droit* signifiée à Charles I^{er}. (1). Mais cet article n'avait été jusqu'ici qu'une vaine formule ; les patriotes proposèrent et la chambre décréta un bill qui devait l'appuyer par des garanties matérielles. Il fut défendu, sous des peines fixées, d'envoyer des prisonniers au-delà des mers ; il fut défendu à tout juge, sous des peines fixées, de refuser aux relations d'un prisonnier un ordre adressé au geôlier, de produire la personne du détenu et de désigner le motif de la détention (2). L'acte fut nommé *habeas corpus* (produisez le corps) ; ce sont les premiers mots du mandat que le juge doit délivrer.

Le succès de toutes ces démarches enhardit les patriotes. Un moment, ils se crurent au-dessus de leur fortune ; et, oubliant que ce qu'ils avaient pu faire n'était pas l'ouvrage de leur seule puissance, ils tentèrent de s'élever jusqu'à la majesté de leurs pères lorsqu'en 1640, ils préludaient par des manifestes à la guerre de la

(1) Voyez, dans le tome IV, la première partie de cette Histoire.

(2) Hume, chap. LXVII, page 525.

liberté ; les patriotes firent une adresse au peuple sur les misères de la patrie (1). Leur illusion ne fut pas longue ; ils furent aussitôt ramenés à la conscience de leur néant. Au premier bruit de cet acte, les trois partis des hommes en pouvoir firent un mouvement pour se rapprocher. La chambre des lords montra sa colère ; les seigneurs de l'opposition protestante, croyant que c'était une fausse manœuvre de leur parti, tancèrent leurs correspondans des communes. Dans l'incertitude de ce qui avait donné cette confiance aux avocats de l'intérêt du pays, et s'il y avait quelque puissance cachée qui allait se manifester tout à coup, l'opposition aimait mieux suspendre un moment ses attaques, et renoncer à cette machine des communes qu'elle faisait si bien jouer, plutôt que de laisser en péril la possession qu'elle disputait. Soutenu de l'accord de tous les partis qui vivaient ou voulaient vivre de la domination, Charles II envoya au parlement l'ordre de se dissoudre (2).

Pendant la vacance du parlement, la faction protestante n'interrompit point ses actes de vengeance judiciaire (3). Chaque jour on trait-

(1) Hume, chap. LXVII.

(2) Échard, III^e partie, page 979.

(3) Hume, chap. LXVII.

nait quelqu'un à la mort. La populace ignorante, cruelle par caractère, passionnée sans objet, pensait faire beaucoup pour la patrie en poursuivant de ses cris les hommes qu'une faction aussi ennemie qu'eux de la patrie, envoyait à l'échafaud (1). Des furieux ameutés par le parti protestant, qui se popularisait auprès de la multitude, ou emportés par une haine aveugle, menacèrent de mettre en pièces les témoins qui venaient déposer en faveur des accusés (2). Les amis éclairés du bien public se tenaient en repos, loin de ces scènes de carnage qui eussent attristé leurs yeux, et attendaient avec calme l'instant de haïr et de se venger noblement.

Nous avons laissé l'Écosse dans la désolation et le désespoir. L'épée ne cessait de dépeupler encore cette terre malheureuse. Les exécutions étaient dirigées par Laudérdale, l'un des ministres de Charles II. Cet homme avait imaginé de pousser les Écossais jusqu'aux dernières extrémités, de les contraindre à un soulèvement général, pour les exterminer avec pré-

(1) Hume, chap. LXVII, page 527.

(2) *Idem.*

texte (1). Il réussit, le désespoir les rallia ; ils résolurent de courir au-devant de la mort qui venait les atteindre dans leurs demeures. Ils déchirèrent les actes de l'autorité au nom de laquelle on les massacrait. Ils maudirent et troublèrent les fêtes par lesquelles les *maîtres* célébraient l'anniversaire de leur rétablissement (2) ; ils s'assemblèrent en armes.

Au bruit de cette insurrection , le roi envoya son fils, le duc de Montmouth, avec un corps de cavalerie (3). Il marcha à la rencontre de cette armée que le désespoir avait grossie ; il la dispersa et fit douze cents prisonniers. Montmouth traita avec humanité ces hommes qui se croyaient dévoués à la mort. Il rendit la liberté à ceux qui promirent d'être paisibles (4). Le roi lui reprocha cette conduite : « Si j'eusse été là » moi-même , dit - il , il n'y aurait pas eu de » prisonniers (5) ». Lauderdale continua l'expédition.

L'acharnement de la faction protestante ,

(1) Hume , chap. LXVII , 527.

(2) *Idem*, page 528.

(3) *Idem*.

(4) *Idem*.

(5) Burnet.

l'énergie que son secours avait rendue aux patriotes, et l'accroissement de forces qu'elle devait trouver dans cette énergie, fit prendre au roi des mesures plus actives pour l'agrandissement de son parti; il ramena à lui par des faveurs ou des promesses, ceux de la vieille race des *maîtres* qu'il avait négligés (1); il affaiblit ainsi l'opposition catholique (2). Il chercha à faire aussi des transfuges dans l'autre opposition. Le haut clergé épiscopal y était enrôlé par la crainte de perdre ses emplois; il lui fit voir ce péril plus imminent dans le succès même des opposans. « La quantité de sectaires qui composent ce parti, » disait-il aux évêques anglicans, le rendra indifférent pour la hiérarchie, et peut-être la détruira-t-il comme dispendieuse; vos brevets seront annulés. Votre puissance est fondée sur la mienne; elle en suivra toutes les chances; le jour où ma place tombera dans les mains d'une créature de mes ennemis, vous perdrez votre seul soutien (3) ». Les évêques

(1) Hume, chap. LXVIII, page 530.

(2) Cette expression n'est pas exacte, comme nous l'avons déjà dit; nous l'employons à défaut d'une meilleure.

(3) Hume, chap. LXVIII, page 530.

furent persuadés, et se rallièrent au parti de la cour.

Charles se préparait à soutenir avec ses nouvelles forces une lutte plus égale que la première, quand il tomba malade à Windsor (1). A la nouvelle de ce danger du roi, les partis furent en rumeur; chacun de leur côté, ils se retranchèrent, pour rassembler leurs forces et disposer de la succession. Tout le parti de la cour s'incorpora dans la faction qui voulait pour roi le duc d'Yorck. Charles II envoya à son frère un message secret, et, quand le duc arriva, le roi était hors de péril (2). Son retour mit le sceau à la réconciliation des deux fractions d'un parti qui ne s'était divisé que par accident. Des mesures communes furent prises contre les communs ennemis. Le candidat de l'opposition protestante, Montmouth, fut exilé (3). Le duc d'Yorck se retira en Écosse, où il voulait se fortifier, se recruter une armée, et se faire un camp de sûreté et d'attaque (4).

Tout prospérait pour les deux factions réu-

(1) Hume, chap. LXVIII, page 531.

(2) *Idem.*

(3) *Idem.*

(4) *Dalrymple's Appendix*, pages 269-279.

nies ; le roi de France continuait ses largesses ; Guillaume prince d'Orange, marié à la nièce du roi, devenu par la puissance du roi, *maître* des hommes et de l'argent de la Hollande, satisfaisait à ses devoirs de parenté et de reconnaissance, en promettant au parti royal des secours puissans d'argent et d'hommes (1).

1680. Il n'y eut plus dès lors que trois partis : le parti de la cour ; l'opposition à la cour ; et ce vieux parti du pays, moins organisé, moins apparent, moins agissant que les deux autres, mais toujours existant, et ne s'oubliant point. Les deux factions des hommes à pouvoir se donnèrent dans ce temps des noms qui subsistent encore, et qu'elles s'appliquèrent joyeusement comme des épithètes de mépris. Ceux de la cour appelaient leurs adversaires des *Whigs* ; c'était le nom dont les agens de Charles II en Écosse désignaient, par ironie, les malheureux qui se laissaient massacrer plutôt que de plier sous le pouvoir qui voulait extirper leur croyance (2). L'opposition à son tour appelait ses antagonistes du nom de *Torys*, que, par plaisanterie, encore les gouvernans de l'Irlande

(1) *Dalrymple's Appendix*, page 269.

(2) Hume, chap. LXVIII, page 532.

avaient appliqué à de malheureux catholiques , poursuivis et révoltés comme les presbytériens d'Écosse (1). Il n'y a pourtant rien de commun entre l'enthousiasme frénétique qui rassemble, arme et précipite contre les oppresseurs les victimes de l'oppression , et l'ardeur réglée d'une troupe d'ambitieux qui se présente au combat pour attaquer , pour conquérir , non pour se défendre , et à qui la défaite ne fait pas tout perdre. Le parti du pays, qui n'osait reparaitre avec son vrai nom, fut confondu dans la classe des *whigs*, et on l'y confond encore. Les écrivains qui se sont piqués d'analyser l'histoire de ce temps, ont distingué deux nuances de caractère sous les mêmes noms : les *torys* et les *whigs* outrés , les *torys* et les *whigs* modérés (2). Ceux qu'ils appellent *torys* outrés , ce sont les hommes de l'opposition catholique, laquelle dans sa coalition avec ceux du parti de la cour désignés par le nom de *torys* modérés , conservait encore sa pétulance , son ambition effrénée , et son ferme propos de suivre hardiment la route sans composer avec les obstacles, sans tenir compte ni des prétentions rivales

(1) Hume, chap. LXVIII, page 533.

(2) Rapin Thoyras.

des autres aspirans au pouvoir, ni de l'importance de ceux sur qui les gens à pouvoir opèrent. Si cette division des *torys* est juste, parce qu'elle indique deux variétés du même parti, la division pareille des *whigs* ne l'est pas; car elle répond à deux partis entièrement divers; car elle est fondée sur la confusion de ceux qui attaquaient les hommes puissans, pour s'emparer de la puissance, qui voulaient détruire les personnes en respectant les choses, avec ceux dont l'effort s'épuisait à réagir contre le despotisme pour le briser, dans quelques mains qu'il fût. Il n'y avait nul rapport entre ces deux ambitions et ces deux entreprises; l'une n'était point une exagération de l'autre; mais plutôt elles étaient alors et elles seront toujours contraires. Si deux hommes, dans la chambre des communes, se lèvent des bancs de l'opposition; si tous deux font des remontrances au pouvoir; si l'un d'eux termine sa plainte par la demande d'une épuration; et de la destitution des fonctionnaires oppresseurs qui compromettent auprès des gouvernés l'honneur et le repos des gouvernans, tandis que l'autre s'écriera qu'on doit anéantir l'arsenal où s'arme le bras des employés; qu'il faut rompre la verge qui frappe et non la donner à des mains

plus légères ; ne dites pas : le premier de ces hommes est un *whig* modéré, le second est un *whig* outré ; dites : le premier est un ambitieux de pouvoir, le premier est un *whig* ; le second est un patriote.

Nous reproduirons ce vieux nom que portaient Hambden, Ludlow, Vane, et ceux qui pour avoir voulu être libres périrent dans les champs de bataille d'Edgehill et de Naséby, ou sur les échafauds de Londres. Il semble effacé de l'histoire, depuis que ces héros n'y figurent plus ; mais ils trouveront des successeurs, et l'ami des hommes et de la liberté ne peut se résoudre à appeler du même titre Sydney et Shaftesbury.

Les élections se firent pour un nouveau parlement ; le parti de l'opposition et le parti du pays furent en majorité dans la chambre des communes. Le roi le vit et il différa la convocation (1). L'opposition était empressée de re-

(1) Charles II s'était de plus engagé envers le roi de France à ne pas assembler ce parlement. Voici les termes du traité :

« Sa majesté très-chrétienne promet de faire payer à
» sa majesté britannique la somme d'un million de livres
» tournois par an pendant trois ans, à compter d'au-

commencer la lutte, et les *sujets* espéraient ajouter encore dans cette session quelque chose à ce qu'ils avaient obtenu. Les opposans et les patriotes se réunirent pour contraindre le roi à ouvrir enfin l'assemblée. Une pétition fut signée par dix-sept pairs (1). Les corporations et les villes envoyèrent aussi des requêtes. Le roi fit une proclamation menaçante contre ceux qui prétendaient contraindre sa volonté dans les actes libres de son pouvoir; les requêtes vinrent en plus grand nombre (2).

Le parti de la cour crut donner de la force au refus du roi en publiant des protestations contre ces demandes. Il y eut une guerre de pétitions (3). Les adresses de la faction royale professaient, comme la vraie doctrine des subalternes et des *sujets* du roi, la déférence la plus absolue à ses jugemens, et l'aversion la plus

» jourd'hui (octobre 1677), à condition que sa majesté
 » britannique n'assemblera point son parlement pendant
 » trois ans; et au cas que, pendant lesdits trois ans, le
 » parlement soit assemblé, sa majesté très-chrétienne
 » pourra faire cesser les paiemens. » (*Dalrymple's Appendix*, page 249.)

(1) Hume, chap. LXVIII, page 532.

(2) *Idem.* (3) *Idem.*

grande contre ceux qui osaient les blâmer (1). Toute la population de l'Angleterre parut alors divisée en deux classes : ceux qui voulaient le parlement, et ceux qui ne le voulaient pas; ceux qui adressaient des requêtes, et ceux qui protestaient contre les requêtes (2).

Après un délai d'une année, pendant lequel l'opposition avait redoublé ses intrigues et excité le patriotisme dont elle savait s'aider à propos, le roi, suivant son caractère peu capable d'opiniâtreté, assembla enfin le parlement (3).

Dès l'ouverture de la session, les débats qui avaient rempli l'autre session se reproduisirent. On agita de nouveau la question d'un roi papiste; un bill fut dressé; dans les discussions qu'il fit naître, le parti de l'opposition insistait simplement sur l'exclusion et l'exil du duc d'Yorck; les patriotes demandaient des restrictions au pouvoir royal (4).

Ces limites, ces garanties que les avocats des *sujets* réclamaient, si elles étaient maintenues

(1) Hume, chap. LXVIII, page 532.

(2) *Thus the nation came to be distinguished into petitioners and abhorers.* (*Idem.*) (3) *Idem*, page 533.

(4) Hume, chap. LXVIII, page 535.

dans le cas d'un roi protestant, devaient donner à la nation un degré de liberté de plus, sans aucun profit pour les aspirans au pouvoir, et même à leur détriment; car plus il y a de liberté, moins il y a de places et de profits dans les places. De pareilles demandes attaquaient les rapports essentiels des vainqueurs avec les vaincus. Les changemens d'hommes, les destitutions, les dépossessions, n'y portaient pas atteinte. Aussi le parti de la cour, les amis, les parens de Charles II, furent-ils plus alarmés de la crainte que ces propositions ne devinssent des lois, que de la crainte de voir déshériter de la succession, et condamner au bannissement, leur chef le plus actif, l'homme dont ils attendaient la victoire.

Le prince d'Orange ne put cacher ses inquiétudes. « J'ai été bien surpris d'apprendre, » écrivait-il, que l'on parle de mitigations à » l'autorité royale. J'espère que le roi résistera » à des tentatives qui menacent à la fois toute » sa famille. On a beau dire que ces restrictions » n'auront de valeur que contre un roi catholique, n'en croyons rien. N'oublions pas quels » sont les hommes qui les demandent (1). » Et

(1) Lettre du prince d'Orange, du 10 décembre 1680. (*Dalrymple's Appendix*, page 306.)

dans une autre lettre : « Je suis consolé par » l'assurance que l'on me donne que le roi ne » consentira à aucune limitation de l'autorité » royale. Mais je crains que, par des voies dé- » tournées, l'on n'arrive à une chose si perni- » cieuse au pouvoir, et qui serait la ruine de » toute domination sur le pays. Qu'on le rap- » pelle au roi de ma part (1) ».

Le bill d'exclusion porté à la chambre des *lords* eut la majorité contre lui (2). Les dernières manœuvres du roi avaient ramené dans son parti tous les chefs de l'église anglicane ; les évêques croyaient avoir moins à craindre des catholiques que des presbytériens (3). La chambre des communes fut mécontente de ce mauvais succès ; les patriotes et les opposans vaincus sur ce point, ne perdirent pas courage et provoquèrent d'autres mesures. Quand le roi fit demander un subside, au lieu de voter l'impôt, les premiers répondirent par une adresse où tous les actes despotiques du règne étaient passés en revue, depuis la première entreprise contre la liberté des Hollandais jusqu'à la dis-

(1) Lettre du 27 décembre 1680. (*Idem*, page 307.)

(2) Hume, chap. LXVIII, page 537. (3) *Idem*.

solution du dernier parlement (1). L'opposition, poursuivant ses vengeances, fit mettre en jugement le comte de Stafford (2).

C'était un des cinq *lords* prisonniers à la Tour comme prévenus d'avoir pris part au complot des papistes. Il fut accusé avec acharnement d'avoir voulu attenter aux jours du roi, par des hommes à qui la vie du roi importait peu. Stafford devait être moins suspect qu'eux-mêmes d'avoir nourri ce dessein ; mais quelle heureuse circonstance pour ceux qui veulent ou qui ont la puissance que de pouvoir détruire leurs concurrens les uns par les autres ! L'opposition eut ce bonheur. L'accusé fut déclaré coupable de haute trahison envers le chef (3). Il était vieux et infirme. Il rappela sa longue vie passée dans la plus grande loyauté et la plus stricte observation de la discipline (4) ; mais les *lords*, ses juges, à la majorité de trente-quatre voix, prononcèrent contre lui une sen-

(1) *It was plainly insinuated that the king had, all along, lain under the influence of that party, and was in reality the chief conspirator against the religion and liberties of his people.* (Hume, ch. LXVIII, pag. 537.)

(2) *Idem.* (3) *Idem*, page 538.

(4) Hume, chap. LXVIII, page 538.

tence de mort. Il la reçut avec calme , et la populace ignorante applaudit par des clameurs à cet arrêt rendu par des hommes qui ne faisaient rien pour la nation , contre un homme qui n'avait fait contre elle rien de plus que tous ses pareils (1). Quand le condamné parut sur l'échafaud , le peuple sentit sa méprise , et la pitié se peignit sur les visages (2).

Le lord Shaftesbury , accompagné de plusieurs hommes de la caste des *maîtres* , se présenta devant le grand jury de Middlessex ; il accusa le duc d'Yorck d'être *papiste récusant* , et demanda qu'on lui appliquât les peines portées par les statuts. Le grand jury délibérait , lorsque le *lord* grand juge lui fit ordonner de se dissoudre , et déconcerta ainsi le projet hardi des opposans (3).

Les patriotes provoquèrent et firent passer dans les communes des bills pour que tous les trois ans au moins un parlement fût assemblé ; pour que l'office de juge des différens civils fût indépendant des choix de la cour (4). Il fut décrété que c'était se mettre en guerre avec le peuple que de lever des impôts non consentis ,

(1) Hume , chap. LXVIII , page 538. (2) *Idem* , page 539. (3) *Idem* , page 533. (4) *Idem* , page 540.

et l'on déclara coupable d'opposition au parlement quiconque ferait au roi des avances sur le produit des taxes à venir (1). L'opposition tenta de chasser du conseil du roi ses plus redoutables antagonistes ; elle fit voter dans les communes que ceux qui avaient consenti au rejet du bill d'exclusion étaient ennemis du roi et des *sujets*, et que nul subside ne serait accordé avant la sanction de ce bill (2). Un plan d'association pour la sûreté de la personne du roi et le maintien de la religion protestante fut aussi présenté à l'assentiment royal (3) ; mais ce n'était qu'un effort des opposans pour se donner une organisation légale et avouée ; le roi se garda d'y consentir.

Il ne vit de remède à la fougue de ses adversaires que dans la dissolution du parlement. L'huissier, porteur de l'ordre, était à l'entrée de la salle lorsque l'opposition, par un dernier élan de courage, vota que celui qui avait proposé de dissoudre le présent parlement était traître au roi, ennemi des *sujets*, apostat à la religion, et serviteur de l'intérêt du roi de France ; que le roi devait rappeler le duc de Monmouth, et le rétablir dans ses comman-

(1) Hume, chap. LXVIII, page 540. (2) *Idem*. (3) *Id.*

demens dont l'avait privé l'influence pernicieuse du duc d'Yorck (1). Cette dernière proposition était pour l'homme qu'elle désignait une sorte d'élection anticipée. Les factions nommaient leurs chefs, la guerre semblait près d'éclater.

1681. Le roi le vit, et il voulut tenter une dernière fois ces luttes d'intrigues et de paroles avant de recourir aux armes. Il convoqua un nouveau parlement. La ville de Londres renomma ses députés en votant des remerciemens pour leur conduite (2). Le roi craignit le voisinage de cette ville, le centre de tous les partis, et le séjour des citoyens les plus éclairés et les plus actifs pour la patrie; il désigna Oxford comme le lieu où le parlement devait s'assembler. Les opposans et les libéraux s'alarmèrent; quinze *lords* avec le duc de Monmouth protestèrent contre l'ordre qui convoquait le parlement dans un lieu où les membres du *bon parti* (3) seraient sans défense sous l'épée des papistes, et de la garde du roi qui en était peuplée (4). Les nouveaux membres se rendi-

(1) Hume, chap. LXVIII, page 540.

(2) Rapin Thoyras, tome IX, page 512 (*Id.*, p. 541.)

(3) *The good and honest party.*

(4) *Where the two houses, they said, would be easily*

rent à Oxford, suivis de leurs partisans armés. On portait des rubans où étaient brodés ces mots : *point de papisme, point d'esclavage* (1)! Le parti de la cour voulut aussi montrer sa force. Charles II parut avec tous ses gardes et des détachemens de troupes (2).

A la séance d'ouverture, le roi parla d'un ton de maître. Il fit des reproches et des menaces (3); mais sa voix n'en imposa pas, et les mêmes votes sortirent des communes. On demanda le procès du ministre Danby, la poursuite des enquêtes pour le complot papiste, et l'exclusion formelle du duc d'Yorck et de tout papiste (4). Un des ministres proposa pour accommodement que le duc fût éloigné durant la vie de Charles II à cinq cents milles de l'Angleterre, et qu'à sa mort un régent fût nommé pour exercer les fonctions de roi dont le duc d'Yorck n'aurait que le vain titre. Cette pro-

» *exposed to the swords of the papists and their adherents, of whom too many had crept into his majesty's guards.* » (Hume, chap. LXVIII, page 541.)

(1) *No popery! no slavery!* (Rapin Thoyras, t. IX, page 516. — Hume, chap. LXVIII, page 541, — Dalrymple, page 59.) (2) *Idem, Idem.*

(3) Hume, chap. LXVIII, page 641. (4) *Idem.*

position fut à peine écoutée (1). Les patriotes voulaient une diminution du pouvoir en même temps qu'un changement d'hommes; les opposans ne voulaient point composer avec leur ennemi.

Tout d'un coup la chambre des communes reçut un message du roi qui l'appelait à se rendre auprès des *lords* (2). Cet ordre imprévu surprit les membres, qui en comprirent la cause. Ils virent qu'ils allaient être dissous, et craignirent que cette mesure ne fût suivie d'une entreprise plus violente; ils tremblèrent pour leurs vies; et pendant ce temps le roi, de son côté, tremblait aussi pour la sienne (3); c'était le motif de sa démarche. Chaque parti s'éloigna d'Oxford en même temps; et cette ville, un moment si tumultueuse, redevint bientôt déserte et tranquille (4).

L'opposition dispersée se ralliait péniblement. Le parti de la cour profita de sa terreur. Les catholiques du duc d'Yorck, les créatures de Charles II, les gens en faveur et dans les places, le haut clergé, déjà réunis ensemble, s'en-

(1) Hume, ch. LXVIII, pag. 541.

(2) *Idem*, pag. 542.

(3) *Idem*. (4) *Idem*, page 543.

rôlèrent dans une confédération plus étroite (1). Les églises retentirent d'actions de grâces de ce que le roi avait échappé à la fureur du parlement; tous ses amis lui envoyèrent des adresses de dévouement et d'obéissance (2). On rappela des garnisons éloignées, et les troupes disponibles furent rassemblées (3). A l'appui de cette armée, le roi et ses ministres recrutèrent des bandes de délateurs, de suborneurs, d'espions, de faux témoins; ces hommes furent nourris à la cour et chargés de présents (4). Le parti royal allait dresser contre les opposans une machine de guerre judiciaire, pareille à celle que les opposans avaient fait manœuvrer contre lui. Selon le plan de bataille, les juges devaient entamer les rangs de la troupe ennemie, et ouvrir le chemin aux soldats.

Alors tous ceux qui avaient vendu leurs mœurs à l'opposition dans le temps de ses succès, se mirent à la solde de ses ennemis contre elle. Ils aidèrent, par leurs dépositions, les juges

(1) *The court party gathered force from the dispersion and astonishment of their antagonists, and adhered more firmly to the king.* (Idem.)

(2) *Idem.* (3) *Idem.*

(4) Hume, chap. LXVII, pag. 544.

qui devaient décimer les adversaires de la cour (1). Le premier qui périt fut accusé d'avoir porté une épée à Oxford durant la session du parlement (2). On présenta ce fait comme le signe manifeste d'une conspiration contre la vie du roi. Il fallait toujours trouver quelques délits contre le roi, parce que la coutume voulait qu'ils fussent punis de mort. Quatre témoins déposèrent contre l'accusé; c'étaient les mêmes qui avaient servi au jugement des catholiques (3). Il fut condamné malgré les preuves qu'il apporta du ridicule de la prévention. Quand la sentence fut prononcée, il se trouva des hommes qui applaudirent (4). C'étaient peut-être aussi les mêmes qui avaient hurlé naguère contre les malheureux que les opposans traînaient à l'échafaud. Chaque donneur de scènes tragiques avait des spectateurs à gages.

1682. Le duc d'Yorck était en Écosse. Il s'était proposé d'y faire une sorte de camp d'où il pût soutenir ses prétentions, et le droit que lui donnait la coutume, si la succession était

(1) *Their testimony was made use of in order to commit legal murder upon the opposite party. (Idem.)*

(2) *Idem.* (3) *Idem.* (4) *Idem.*

en litige (1). Il n'avait pas de terres en propre ; celles du comte d'Argyle lui parurent convenables à ses desseins ; il ne proposa pas au possesseur de les lui céder ; il l'accusa , et le fit condamner à la mort (2). Argyle s'échappa , et ses terres furent confisquées au profit de l'accusateur (3). Pendant que le duc préparait son établissement de défense , il assistait par passe-temps aux tortures que subissaient les malheureux accusés d'avoir montré encore quelques restes de volonté. Le duc regardait ce spectacle avec un air tranquille , comme un savant qui considère quelque expérience curieuse (4). A la dissolution du parlement d'Oxford , quand le parti de la cour vit venir l'heure de la force , il retourna en Angleterre prêter à ses associés son activité et son courage (5).

(1) « Si vous le voyiez résolu à se maintenir par le moyen de l'Écosse , vous pourriez lui témoigner que je ne lui refuserai pas en ce cas des secours secrets. » (Lettre de Louis XIV à Barillon , son ambassadeur en Angleterre. 15 novembre 1680.) *Dalrymple's Appendix*.

(2) Le duc d'York le raconte lui-même dans ses mémoires (*Macpherson's state papers*, 1, 123). Voy. l'Histoire de Jacques II, par Fox, tome II, page 190.

(3) Hume, chap. LXIX, page 548.

(4) *Idem*. (5) *Idem*.

Il laissa à sa place deux hommes qui , pour premier acte de leur autorité , décrétèrent que c'était rébellion de converser avec un rebelle ou un suspect (1). Vingt mille personnes furent mises hors la loi , et chassées de leurs demeures par des inquisiteurs , des juges , des soldats et des dogues de chasse , car ces animaux étaient admis parmi les satellites et les bourreaux du pouvoir (2). Les habitans , désespérés , résolurent de fuir leur pays où ils ne trouvaient que la mort , et un grand nombre de familles firent un traité avec les propriétaires de la Caroline , pour obtenir un refuge dans cette colonie encore inculée (3). D'autres se réfugièrent dans les lieux déserts ; ils s'y rassemblèrent , et ils résolurent de ne point périr sans se venger. Ils publièrent un manifeste où ils maudissaient Charles Stuart et ses agens comme leurs ennemis implacables (4). Aussitôt des soldats furent répandus dans tout le pays. Ils avaient ordre de forcer quiconque se rencontrerait sur leurs pas , de désavouer ce manifeste ; et si quel-

(1) Hume , chap. LXIX , page 549.

(2) Burnet , cité par Fox. (Histoire du règne de Jacques II , tome I^{er} , page 192.)

(3) Hume , chap. LXIV , page 549. (4) *Idem*.

Cens. Europ. — Tom. XI.

qu'un refusait, ils devaient le tuer sur-le-champ (1). Les femmes furent égorgées comme les hommes (2).

Le parti de la cour allait consumer tous ses moyens de force dans sa lutte avec les opposans. Il craignit que les *sujets* ne profitassent de cette diversion; et, ne pouvant tenir tête à deux ennemis à la fois, désespérant pour l'avenir des secours que l'opposition lui avait prêtés quelquefois contre les patriotes, il songea à garrotter les *sujets*, à leur enlever toute faculté d'agir et de le harceler pendant le combat. Un décret fut rendu qui annulait les *chartes* de Londres (3).

Après la conquête de l'Angleterre, tout homme vivant sur la contrée envahie, avait perdu sa puissance de vouloir, et n'avait gardé de ses facultés que celle d'agir au commandement des vainqueurs. Les subjugués n'avaient pu vivre long-temps d'une vie aussi incomplète, et ils avaient redemandé l'usage de leurs pouvoirs moraux et physiques. Les maîtres, sachant que des hommes machines qu'il faudrait mouvoir sans cesse leur donneraient trop de fatigue, les délièrent en leur octroyant

(1) Hume, chap. LXIV, page 549. (2) *Idem*.

(3) *Idem*.

des chartes. C'étaient des diplômes de liberté. Les actes dont le vainqueur permettait l'exercice au vaincu, y étaient énoncés; et cette énonciation, signée et scellée par l'homme possesseur, donnait à l'homme possédé une règle pour sa conduite et un recours contre le caprice ou le peu de mémoire de son maître. Les individus et les familles avaient reçu des chartes d'affranchissement; les cités et les communes, des chartes de corporation, qui déliaient à la fois tous les membres de la cité et permettaient à la réunion, considérée comme personne collective, de penser et d'agir pour sa conservation. Chaque nouveau degré de pouvoir, chaque nouveau mode d'action que les maîtres avaient accordé aux villes, avait fait la matière d'un nouveau brevet. Au temps où nous sommes parvenus, les villes, en vertu de leurs chartes, administraient la justice à leurs habitants, nommaient des officiers pour la police extérieure, et des agens pour régler leurs rapports avec les maîtres du pays. Annuler les chartes des villes, c'était dissoudre leur communauté, rompre tous leurs liens, rétablir le contact immédiat de chaque famille, de chaque homme vaincu, avec l'état major des vainqueurs; faire descendre le peuple anglais de

l'état d'une société tributaire à celui d'un troupeau d'esclaves (1).

Le décret qui frappa la ville de Londres, lui permettait de plaider pour sa défense (2). Le procès s'instruisit par devant les juges du *maître*; la ville fut condamnée (3).

Elle invoqua la clémence de la partie victorieuse; ses chartes lui furent rendues, mais dénaturées et réduites à de vaines formules (4). L'autorité de la commune sur ses citoyens passa aux mains d'agens royaux (5), et la cité ne fut plus un corps défendu par ses magistrats contre le pouvoir extérieur, mais une multitude régie à la volonté de ce pouvoir, et comme une province d'Afrique sous des proconsuls romains. Dans le même temps, un homme à qui son emploi de juge permettait de tuer sans être assassin, partit, escorté d'une troupe de bourreaux, et parcourut l'Angleterre, commandant aux magistrats et aux citoyens des cités de lui donner

(1) Hume, chap. LXIX, page 551.

(2) L'arrêt fut motivé sur ce que la ville avait présenté, en 1679, une pétition contre la prerogative du parlement. (Voyez Hume, chap. LXIX, page 551.)

(3) *Idem.* (4) *Idem.* (5) *Idem.*

ou la vie ou leurs chartes (1). Deux cents corporations se virent ainsi remises à la discrétion du maître (2). Elles avaient payé autrefois chacun de ces diplômes qu'on leur extorquait; on les leur rendit au prix de nouvelles sommes d'argent, mais mutilés comme ceux de Londres (3). Le roi, en reprenant le pouvoir de ses devanciers, loin de rembourser ce que les *sujets* avaient sacrifié pour que ses devanciers y renonçassent, exigeait au contraire que l'anéantissement de la liberté lui fût payé comme la liberté même.

1683. Mais l'énergie que donne une cause désespérée aux âmes capables de volonté, se fit sentir à la fois aux opposans et aux patriotes. Les premiers se voyaient sous l'épée des assassins judiciaires qu'ils avaient enrôlés et dressés eux-mêmes; les autres perdaient d'un seul coup les privilèges obtenus par le travail de tant de siècles, au prix du sang et des sueurs de leurs pères; ils voyaient la conquête rétablie

(1) C'était le juge Jefferies, que nous verrons figurer dans la suite. (Hume, chap. LXIX. — Dalrymple. — Échard, III^e partie, page 1047.)

(2) *Coke's detection*, etc., tome XI, page 317.

(3) Hume, chap. LXIX. — Dalrymple.

dans la plénitude de ses droits, et suivaient de l'œil dans l'avenir la continuation de cette chaîne, si un effort soudain ne la rompait. Les principaux de l'opposition et les plus ardens patriotes se levèrent en même temps, et rassemblèrent leurs amis pour un coup de main. Leurs desseins, différens de nature et différens de moyens, furent confondus ensemble par ceux qui avaient vu ces deux partis agir de concert, et leurs chefs se soutenir dans le parlement. Ceux qui enrôlaient les citoyens pour le pur objet de l'affranchissement, étaient de vieux ennemis de toutes les dominations qui avaient dévasté l'Angleterre, et les fils de ceux qui avaient péri en combattant contre elles. Le duc de Monmouth, dont la présence n'avait plus semblé dangereuse à la cour, après le retour du duc d'Yorck, fut le centre des manœuvres de l'autre parti, dont son règne était l'objet (1). Les opposans, dans ce changement de succession, voyaient l'accomplissement de leurs espérances et le triomphe de leurs prétentions. Le lord Shaftesbury, esprit souple et né pour l'intrigue, qui avait gagné quelque popularité auprès des *sujets*, dont pourtant il ne servait

(1) Hume, chap. LXIX, page 552.

pas la cause , était chargé de faire des recrues parmi eux. Il se vantait d'en trouver dix mille qui se lèveraient au mouvement de son doigt (1). Mais il fit ses signaux, et personne ne parut. Il semble que l'instinct de la liberté fit sentir à ces hommes que le parti du *lord* n'était pas leur parti ; Shaftesbury , honteux de s'être trompé , craignant la perte de son crédit et voulant être tout ou rien , quitta la scène politique , et se retira dans la Hollande (2). L'armée de l'opposition se forma d'hommes de la noblesse et du gouvernement (3).

A la tête des libéraux soulevés pour l'indépendance , figuraient Sydney , Essex , et le petit-fils de Hambden. Sydney avait combattu contre Charles I^{er}. ; il avait refusé avec dédain de se souiller par des meurtres sans honneur , quand l'armée anglaise avait exercé ses représailles sur les captifs (4). Il était resté citoyen contre les soldats devenus *maîtres*. A la trahison de Monck , et à la jonction des anciens et des nouveaux gouvernans , il avait fui sa patrie

(1) Hume , chap. LXIX , page 553.

(2) *Idem*.

(3) *Idem* , page 552.

(4) Mémoires de Dalrymple , page 78.

où il dédaignait de périr sans utilité pour elle. Souvent, sur les terres étrangères, les pas des assassins soldés par les maîtres de son pays, l'avaient arraché aux méditations profondes qu'excitaient dans son âme la misère des hommes libres et le triomphe odieux des oppresseurs (1). Il avait erré pauvre et obscur, attendant le jour du combat, et fortifiant son courage par l'étude des besoins de la nature humaine et la contemplation de la vertu. Après seize ans d'exil, il était venu rendre à son père mourant les derniers devoirs d'un fils; il voulait partir et s'éloigner (2). Mais l'oppression à son comble le retint malgré lui comme l'eût fait l'indépendance. Une heure de liberté, une heure de ces jouissances dont son attente remplissait ceux qui se dévouent pour elle, lui parut valoir tout le reste de sa vie; il ambitionna la gloire de réveiller la nation comme aux beaux jours de 1640. Il n'était point l'ennemi personnel de Charles, qu'il avait sauvé autrefois des mains d'ennemis moins généreux (3). Épar-

(1) Dix scélérats furent envoyés, par ordre de Charles II, à Augsbourg pour tuer Sydney. (Mémoires de Ludlow). Macaulay, tome VII, page 469.

(2) Mémoires de Dalrymple, page 79.

(3) *Idem*, page 78.

gner les personnes et détruire le pouvoir , c'était le mot de ralliement qu'il donnait à ses amis. « Le temps est venu , leur disait-il , où » nous devons remuer cette terre qui a produit » tant de courages (1) ».

Par une singularité bizarre , il y eut des conférences entre les insurgés patriotes et les chefs de la conspiration des opposans , Monmouth , Russel et Howard (2). Sans s'accorder sur l'objet de leur association , car il n'y avait rien de commun dans leurs vues (3) , ils toléraient mutuellement des projets qui ne pouvaient guère se nuire avant l'événement du premier combat , et ils se secouraient sur le point d'être ennemis. Chaque parti crut qu'il serait avantageux à tous les deux de faire le premier effort ensemble pour troubler les adversaires communs , qui ne sauraient d'où viendrait le péril. On convint que des deux côtés les forces seraient rassemblées.

(1) Mémoires de Dalrymple , page 76.

(2) Hume , chap. LXIX , page 553. — Dalrymple , page 79.

(3) *The conspirators differed extremely in their views. Sidney was passionate for a commonwealth; Essex had embraced the same project; but Montmouth had entertained hopes of acquiring the crown for himself.* (Hume , chap. LXIX , page 553.)

et l'étendard levé le 17 de novembre 1683 (1).

Cependant Shaftesbury n'avait pas entièrement manqué à sa promesse de séduire des citoyens à la cause de l'opposition. Quelques-uns s'étaient mis à ses ordres (2). Mais, dédaignant leur petit nombre, après leur avoir donné ses instructions, il était parti subitement sans révoquer ses commandemens, sans les affilier au corps du parti; et ces hommes, attendant de nouveaux avis, occupaient leur zèle en conférant sur ceux qu'ils avaient reçus. L'emploi auquel les avait destinés celui qui les avait réunis, était l'assassinat du roi et du duc d'Yorck (3). Un des conjurés se fit le délateur des autres (4). Tous furent saisis; un autre, pour sauver sa vie, promit de révéler un complot plus vaste, et il nomma le *lord* Russel et le lieu où les chefs se rassemblaient (5). Ce lieu était celui des conférences des hommes des deux partis. On obtint des informations qui signalèrent les personnes. Russel et Howard; Essex, Hambden et Sydney

(1) Mémoires de Dalrymple, page 82.

(2) *Idem.* — Hume, chap. LXIX, page 553.

(3) *Idem.* — *Idem.*

(4) Hume, chap. LXIX, page 554. — Dalrymple, page 83. (5) *Idem.* — *Idem.*

et plusieurs autres des deux partis, furent emprisonnés; Monmouth se cacha (1).

Les trois complots furent confondus dans la même procédure ; celui que Shaftesbury avait provoqué, paraissant le plus matériel , fut mis en avant comme la fin des deux autres , dont l'un du moins n'y avait nul rapport. Le meurtre simple du roi fut le texte de l'accusation intentée à Sydney comme au *lord* Russel. Les conjurés de Shaftesbury qui avaient fait l'aveu de leur projet, furent d'abord condamnés et exécutés pour troubler l'esprit des hommes mal instruits , et couvrir du projet d'un assassinat privé l'opposition armée, et l'insurrection civile (2). Russel fut assigné le premier à comparaître.

Le matin de son jugement, et avant son départ, le roi et le duc d'Yorck se rendirent à la Tour pour contempler au passage leur ennemi abattu et sous les coups de leur vengeance (3). Ce jour-là , Essex fut trouvé égorgé dans la même prison ; on crut qu'il avait mis fin à sa vie ; on crut aussi que l'impatience de ceux

(1) Hume , page 554. — Dalrymple , page 88.

(2) Hume , chap. LXIX , page 554 et 555

(3) Dalrymple , page 90.

dont il avait menacé le pouvoir n'avait pas voulu attendre son arrêt.

Russel parut avec calme devant les juges de la cour; il demanda un sursis d'un jour, parce que des témoins qui devaient déposer pour lui ne pouvaient arriver que le soir; le président refusa en disant : « Mais vous n'auriez pas accordé une heure de sursis au roi (1) ». On l'accusa de rébellion et il répondit : « Dans les anciens temps, la rébellion était possible; aujourd'hui il ne peut plus y en avoir, il n'y a plus de *grands* en Angleterre (2) ». Des jurés choisis le déclarèrent coupable. On lui proposa de gagner la clémence du roi en déclarant que nul homme du gouvernement ou de la noblesse n'avait le droit de résistance contre le chef. « Le pouvoir du général sur nos pères, dit-il, n'était point absolu; celui du roi sur nous ne l'est pas. Ce ne serait point une subordination limitée que celle dont les subordonnés n'auraient pas le droit de défendre les limites. Voilà ce que je dirais au roi (3) ». Le vieux père de Russel offrit cent mille livres pour racheter la vie de son fils (4); le roi refusa. « J'au-

(1) Dalrymple, page 90.

(2) *Idem.* (3) *Idem*, page 92. (4) *Idem.*

rais pardonné à Essex, » dit-il (1); et il signa l'arrêt de mort.

Algernon Sydney fut appelé ensuite. On changea pour lui le président de la cour de justice; on mit à cette place l'ennemi personnel de la cause qu'il avait soutenue, l'homme qui avait parcouru les cités de l'Angleterre, traînant avec lui des instrumens de supplice, et menaçant de la mort ceux qui refuseraient de lui remettre les vieux actes de leurs libertés héréditaires. Le juge Jefferies présida (2). On fit choix d'un jury dévoué (3). Sydney pensa d'abord à ne point se défendre, pour s'épargner des soins superflus; mais le désir d'être encore utile à ses compatriotes, en leur montrant sur quels soupçons frivoles le pouvoir livrait à la mort les hommes qui lui faisaient ombrage, le détermina à répondre (4). Il fallait deux témoins pour le convaincre, et un seul homme déposait contre lui. Le président déclara aux jurés que le second témoin existait et qu'il allait le produire; c'étaient des manuscrits trouvés dans la maison de l'accusé (5); ils n'avaient nul rapport au

(1) Mémoires de Dalrymple, page 92.

(2) *Idem.*, page 94. (3) *Idem.* (4) *Idem.*

(5) *Idem.* — Hume, chap. LXIX, page 55.

complot; ils contenaient des réflexions politiques, fruit des études de toute la vie d'un homme qui croyait se devoir aux autres hommes. L'auteur y vantait la liberté, et soutenait que la résistance est plus légitime que le pouvoir qui la provoque. Sydney, d'un ton calme, récusait ces témoignages que la loi ne reconnaissait point, et sans renier ses écrits plus qu'il ne reniait son entreprise, il demanda qu'on pût au moins prouver qu'ils étaient de lui (1). On n'alléguait qu'une preuve, encore récusable, la similitude d'écriture (2). Il mit au grand jour l'acharnement des *maîtres* contre ceux qui osaient penser ou dire que l'indépendance fût possible. Il les accusa sans affectation de l'envoyer à la mort, lui qui n'était à leurs yeux que suspect et non convaincu d'hostilité; tandis que lui-même avait refusé de condamner le père du roi pris les armes à la main, et sauvé la vie du roi armé comme son père contre les Anglais. Quand nous combattons, dit-il, nous sommes encore des hommes (3). Lord Russel avait été jugé en deux jours; Sydney retint la cour assemblée durant trois

(1) Hume, chap. LXIX, page 557. — Dalrymple.

(2) *Idem.* — *Idem.* (3) Dalrymple, page 96.

semaines entières, prolongeant les débats avec art pour mieux faire lire sur les visages de ses persécuteurs l'impatience de sa mort (1). Le dernier jour il les défiait encore de le convaincre, il confondait toutes leurs inductions sans rien affirmer pour lui-même (2). Jefferies, fatigué de ces délais, l'interrompt avec colère : « Mes » juges ne m'écoutent plus, dit l'accusé; j'en » appelle à Dieu et au monde (3). » Alors il cessa de se défendre; et la sentence fut prononcée (4).

Sydney marcha à pied au lieu de son supplice, d'un pas ferme et assuré (5). Il monta sur l'échafaud comme un orateur à la tribune publique. On ne pleurait point à cette vue, mais les cœurs battaient et les âmes se sentaient agrandir. « Me voilà, dit-il au bourreau, je » suis prêt (6); » et il se précipita sous la hache (7), impatient de goûter la mort des hommes libres. Il laissait à ses amis ses dernières pensées écrites durant son emprisonnement (8). Ceux qui le condamnèrent voulurent anéantir ces conseils et ce souvenir d'un patriote; mais on les déroba à leurs recherches (9). Sydney y

(1) Dalrymple, page 96.

(2) *Idem.* (3) *Idem.* (4) *Idem.* (5) *Idem.*, page 97.

(6) *Idem.* (7) *Idem.* (8) *Idem.* (9) *Idem.*

rappelait leur cruauté; il ne leur pardonnait pas (1); il ne croyait point avoir ce droit; car ses ennemis personnels étaient les ennemis du genre humain; il les dévouait à la vengeance des hommes. Il pria pour le pays dont il avait partagé la bonne et la mauvaise fortune (2); il s'adressait à Dieu libre, engagé dans la cause de la liberté humaine. « Protège ta cause, » lui disait-il, protège ceux qui la défendent; « je te remercie de mourir pour elle, pour cette » vieille et sainte cause à qui j'ai dévoué tous » mes jours (3). »

La constance de Sydney sauva la vie de Hamden; on craignit d'offrir une seconde fois un pareil spectacle (4); il fut condamné à une amende. D'autres hommes sur qui l'on eut des indices, furent exécutés ou mis à la torture en Angleterre et en Écosse (5). Les conspirateurs opposans, dont plusieurs siégeaient parmi les lords, se réfugièrent en Hollande. Le duc

(1) Dalrymple, page 97. (2) *Idem*, page 98.

(3) *Idem*. — Sydney avait pris pour devise ces vers :

. *Manus hæc inimica tyrannis,*
Ense petit placidam sub libertate quietem.

(4) Dalrymple, page 98.

(5) *Idem*, page 99. — Hume, chap. LXIX.

de Monmouth se rendit à discrétion ; il fit des aveux et reçut sa grâce. On lui demanda une déclaration, il la signa et se rétracta aussitôt (1). Il alla rejoindre en Hollande les restes du parti qu'il avait commandé (2).

La victoire de la cour fut proclamée et réduite en axiomes logiques par l'université d'Oxford (3) ; c'étaient ces corps savans qui jadis avaient transformé en droits imprescriptibles, les faits accidentels de la conquête (4). L'université déclara que l'état des choses tel que venait de le fixer la supériorité momentanée des propriétaires du pouvoir, était par sa seule nature, et indépendamment de la force d'où il provenait, immuable et nécessaire (5). Ce furent de nouveaux articles ajoutés au code de l'exploitation du pays et de la discipline des exploitans.

1684. Au milieu des exécutions qui signalaient aux yeux des *maîtres* et des *sujets*, le

(1) Dalrymple, page 110. — Hume, chap. LXIX.

(2) *Idem.* — *Idem.*

(3) Hume, ch. LXIX, p. 559. — Dalrymple, p. 101.

(4) Voyez, dans le tome IV, la première partie de cette Histoire.

(5) Hume, chap. LXIX. — Dalrymple, page 101.

Cens. Europ. — TOM. XI. 5

triomphe du roi et des siens, des adresses de félicitations parvenaient à la cour de tous les coins de l'Angleterre (1). Il n'y avait pas une cité qui n'envoyât des députés pour déposer aux pieds du vainqueur le tribut de ses applaudissemens, et ses malédictions contre la mémoire de ceux qui venaient de périr. Hélas ! ce n'étaient pas les citoyens qui affichaient eux-mêmes leurs noms à de pareilles lâchetés ; ceux pour qui Sydney était mort avaient quelque dignité dans l'âme : ces adresses étaient l'œuvre du pouvoir qui se félicitait lui-même ; c'étaient les magistrats soldés , imposés aux villes par les nouvelles chartes , qui , usurpant sur leurs devanciers le titre de représentans de la volonté commune , mentaient impudemment à la conscience publique , en adorant au nom des sujets ce que les sujets détestaient , et en détestant ce qu'ils adoraient. Jefferies parcourut encore l'Angleterre pour extorquer des adresses et les chartes qui n'avaient pas été rendues (2). Charles II, étonné lui-même du bonheur dont le peuple se disait comblé par lui , fit rédiger une déclaration où il promettait de continuer

(1) Hume, chap. LXIX. — Dalrymple, page 101.

(2) *Idem.* — *Idem*, page 102.

ses efforts pour la félicité générale, et de surpasser encore le bien qu'il avait fait. Il remerciait les *sujets* de la confiance avec laquelle ils se remettaient à sa merci, eux dont tout le soin avait été de se garantir contre ses devanciers (1). N'est-ce donc pas assez de poursuivre et de dévorer les hommes comme des animaux de chasse? Faut-il mêler encore la dérision aux violences, afin que nulle amertume ne manque à ceux que la fortune a soumis à d'autres?

Ce n'est pas seulement un outrage à la nation que ces adresses de louanges dont on se fait saluer en son nom après chaque attentat commis contre elle; on a l'impudence de la lier par ces paroles qu'on appelle les *siennes*, d'épuiser contre elle toutes les tortures morales et physiques, et de lui crier après qu'elle l'a voulu, et qu'elle doit se défier du caprice qui la fait sitôt changer de goût. Cromwell, dans les orgies où il consumait avec ses amis les fruits matériels de sa conquête, avait coutume de s'asseoir sur un coffre qui renfermait les adresses d'adhésion de deux millions de citoyens anglais; et, dans son langage amèrement éner-

(1) Dalrymple, page 102.

gique, il disait : « Je tiens sous moi la vie et » la fortune de tous les hommes de l'Angle- » terre » (1).

De nouveaux moyens de force furent rassemblés. Trente mille hommes de troupes régulières furent campés en Irlande sous le commandement d'officiers catholiques (2); et l'on songea à avoir aussi en Écosse une troupe prête à fondre sur les provinces anglaises voisines de ce pays, tandis que l'armée d'Irlande envahirait de son côté, que les forces promises par Louis XIV et le prince d'Orange attaqueraient les ports, et que les soldats de la cour agiraient à l'intérieur (3). Le duc d'Yorck, qui avait remarqué en Écosse l'heureux effet de la descente des montagnards, vit dans ces hommes sauvages les meilleurs alliés du pouvoir contre un peuple civilisé; il gagna leurs chefs, les disciplina, les organisa, excita encore leur amour naturel pour la destruction et le ravage, et les tint en réserve pour la première alarme que causerait la liberté (4).

Charles II avait obtenu l'objet des vœux de toute sa vie; un pouvoir plus grand que celui

(1) Dalrymple, page 63. (2) *Idem*, page 103.

(3) *Idem*. (4) *Idem*, page 104.

de son père ; il avait réduit ses subordonnés par la loi à une dépendance arbitraire, et il tenait le pays dans un asservissement que les souvenirs de sa jeunesse devaient lui faire regarder avec orgueil ; pourtant il n'était pas heureux (1). Il semble que la conscience des oppresseurs s'élève contre eux quand tout est abattu sous leurs pieds, et leur rende le mal qu'ils font aux hommes. Depuis le succès il était sombre et dur pour ceux qui l'avaient soutenu de leurs efforts : la grandeur de son pouvoir lui donnait des vertiges ; il croyait avoir comblé la mesure, qu'une seule larme de plus la ferait déborder, et troublerait par une guerre nouvelle le repos de son ambition. Son frère plus hardi le pressait de consommer beaucoup en peu de temps, et de compenser par la profusion des jouissances présentes les incertitudes de l'avenir. Mais Charles s'effrayait de cette impétuosité, il rejetait ces conseils ; « Je suis trop vieux », disait-il, pour recommencer mes voyages (2), » et pourtant cette crainte le troublait sans cesse. Il n'avait pas plus de con-

(1) Dalrymple, page 104. — Hume, chap. LXIX, page 561. — Macaulay, tome VIII, page 82.

(2) Dalrymple, page 104.

fiance dans son propre sang-froid que dans l'ardeur du duc d'Yorck. Arrivé au terme de ses vœux, il s'efforçait de se cacher à lui-même qu'il avait réussi, car cette pensée faisait sa misère ; il eût voulu détruire son ouvrage et se ramener à l'état des premières années de son règne, mais cela n'était plus en son pouvoir ; il fallait qu'il bût malgré lui les plaisirs et les maux du despotisme. Il fuyait l'aspect de sa grandeur, il en chassait le sentiment, il voulait ne se trouver qu'un homme ; et, pour absorber ses facultés dans cette seule impression, il livrait sa vie à des maîtresses (1). Mais ses transports languissans énervaient son âme sans la remplir, et la livraient plus abattue aux tourmens de la réflexion.

1685. Il y avait trois ans qu'aucun parlement n'avait été convoqué. Durant les triomphes de l'opposition, le roi s'était obligé à ne laisser jamais s'écouler ce temps sans en assembler un nouveau (2). Mais cet engagement pris dans un instant de détresse ne fut point gardé dans le succès. D'ailleurs il existait un traité conclu entre Charles II et Louis XIV

(1) Dalrymple, page 104.

(2) Voyez ci-dessus.

en 1681, par lequel celui-là s'engageait à ne point assembler de parlement (1). Une pension annuelle était le prix de sa constance à persévérer dans cette résolution, qui importait à Louis XIV, à cause de son état de *maître* d'hommes. Ceux qui règnent sont alliés naturels s'ils ne sont pas concurrents, et l'on pourrait croire que ces querelles passagères qui se décident avec tant de fracas, que les guerres des puissances n'ont pour objet réel que de tromper les hommes sans pouvoir, que de les précipiter les uns contre les autres, pour faire naître des haines qui rompent la chaîne nécessaire que l'intérêt d'être libres aurait étendue sur eux tous. Pourquoi a-t-on vu des amitiés de princes et jamais des amitiés de peuples? pourquoi, si Louis XIV et Charles II ont su faire un traité pour qu'il n'y eût pas de représentation en Angleterre, le peuple anglais n'a-t-il pas traité avec le peuple français pour qu'il y eût une représentation en France? Les peuples étaient alors d'un esprit peu flexible; ils ne savaient sentir l'un envers l'autre que les restes des haines allumées dans la dernière querelle de leurs *maîtres*. La race

(1) *Dalrymple's Appendix*, page 301.

gouvernante a découvert depuis long-temps qu'elle était à elle seule une nation , et sans distinguer les langues , les mœurs , ou le pays , les potentats se sont appelés frères ; les peuples n'ont pas vu que , par une raison pareille , il y avait aussi fraternité entre eux ; et l'espèce humaine pour chaque nation a fini aux bornes de son langage , au bord de ses derniers fleuves , au pied de ses dernières montagnes. Un peuple a vu souvent enrôlés sous les drapeaux de ses oppresseurs les *maîtres* des peuples voisins ; un peuple presque jamais n'a vu se joindre à lui d'autres peuples contre ses *maîtres*. La confédération du pouvoir a été permanente en Europe ; il ne s'est pas écoulé un seul quart de siècle sans rassemblemens , sans délibérations communes , sans congrès , sans traités , sans alliances de rois. La confédération de la liberté n'a jamais paru ; les hommes , qui devaient s'aider mutuellement , n'ont vécu que pour être la matière des complots qui se tramaient contre eux.

Charles II , suivant le conseil que lui avait donné Clifford , pensait qu'il était plus honorable pour lui d'être le valet soldé d'un homme puissant et généreux de sa caste , que d'être soumis au contrôle de cinq cents des hommes

subjugués par ses aïeux (1). Il paraît que, vers le commencement de cette année, Louis XIV resta en arrière de ses engagements, et différa de payer les quartiers de la pension convenue (2). Charles ne voulut pas souffrir ce manque de foi; et, quoique son intérêt fût de ne point convoquer un parlement, et que Louis XIV le gratifiât pour une chose à laquelle il avait tenté d'arriver pour lui-même, et qui avait été l'objet de ses devanciers, voulant menacer son allié, il manifesta le dessein de faire procéder à de nouvelles élections (3). Cette opinion de Charles II, qu'il forcerait ainsi Louis XIV à tenir sa promesse, est un témoignage frappant de ce que valent pour l'Europe les assemblées représentatives.

Aucun préparatif n'était fait encore pour réaliser le projet apparent du roi (4). Sans doute il lui eût suffi que la nouvelle en parvint à son débiteur. Sur ces entrefaites une maladie le surprit, et après six jours elle mit fin à sa

(1) Hume, chap. LXIX, page 561.

(2) Macaulay, tome VIII, page 54. — *Dalrymple's Appendix.*

(3) Fox, Histoire de Jacques II, tome I, page 127.

(4) *Idem.*

vie et à son commandement. Dans son lit de mort il communia à la manière des catholiques, de la main d'un prêtre catholique (1). Cette complaisance lui fut arrachée par son frère et par ceux qui l'avaient servi ; il leur semblait que ce dernier acte du général décédé devait établir une autorité de fait en faveur de la religion de son successeur. Charles II, durant toute sa vie, n'avait jamais eu de préférence pour les hommes à cause de leur religion ; il avait accueilli toutes les sectes qui avaient voulu l'aider dans ses desseins ; les catholiques s'étaient présentés en plus grand nombre ; il les avait accueillis comme des serviteurs, il avait aimé leur religion comme la cause de leur bassesse. Elle n'était à ses yeux qu'une bonne arme ; il l'avait maniée à sa guise, sans s'y asservir ou se gêner pour elle (2).

A. THIERRY.

N. B. Cette histoire sera continuée dans l'un des prochains volumes.

(1) Hume, ch. LXIX, p. 501. — *Dalrymple's App.*

(2) Voyez les portraits de Charles II, par Burnet et le comte de Mulgrave ; et, dans le tome VIII, la 3^e. partie de cette Histoire.

DE L'INFLUENCE

Qu'exercent sur le gouvernement les salaires attachés à l'exercice des fonctions publiques.

ON a beaucoup parlé des tributs que nous payons au gouvernement sous le rapport des privations qu'ils nous imposent, des effets qu'ils ont relativement à notre aisance, à notre prospérité, au progrès de la richesse nationale; mais on ne paraît pas avoir fait la même attention à l'influence qu'ils exercent sur le gouvernement lui-même. Notre dessein ici est de les considérer sous ce point de vue spécial. Nous nous proposons de rechercher quel est, relativement au gouvernement, l'effet des salaires que nous payons aux hommes qui gouvernent. Nous voulons examiner si l'on peut, sans péril pour la liberté, faire du service public une profession lucrative; si l'on peut salarier le gouvernement sans le rendre ennemi des intérêts que son devoir est de garantir; s'il est possible d'en faire une industrie sans qu'il dégénère en exploitation, en despotisme.

Il est des pays où nul ne peut s'enrichir que dans l'exercice des professions privées, où le service public est une charge pour tous et n'est

76 *De l'influence qu'exercent sur le gouv.*

un bénéfice pour personne, où le pouvoir ne rapporte à ceux qui l'exercent que de la considération et des fatigues, où les places, loin d'être un fonds à exploiter, n'offrent pas même en général des moyens d'existence, si ce n'est aux employés subalternes et pour ainsi dire aux manœuvres de l'administration. Nous pouvons citer en exemple quelques cantons de la Suisse; nous pouvons citer encore les États-Unis. Il est fort peu de commis dans la république de Genève qui ne soient mieux payés que les fonctionnaires les plus éminens. La république n'accorde annuellement à son premier magistrat que quatre-vingts louis; elle n'en donne pas plus de soixante à ses fonctionnaires du second ordre. Dans d'autres états de la confédération helvétique les salaires attachés aux premiers emplois sont encore plus exigus. Ils ne le sont pas moins, proportion gardée, aux États-Unis d'Amérique. La liste civile du président des vingt-deux états n'égale pas, à beaucoup près, le traitement d'un de nos ministres: il ne reçoit annuellement que 25,000 dollars, environ 125,000 francs. Les ministres n'ont que 4,500 dollars, environ 22,500 francs. La dépense du président des chambres et des divers services de l'intérieur, moins la guerre et la marine,

n'est que d'un million huit cent mille dollars, environ 9 millions de francs. Le département de la guerre coûte, en francs, 28 ou 29 millions; celui de la marine 20 millions. Le budget de toutes les dépenses ordinaires de l'année ne s'élève pas au-dessus de 11 millions 500 mille dollars, environ 57 millions de francs. Et encore faut-il remarquer qu'aux États-Unis l'argent vaut, relativement aux autres denrées, à peu près un tiers de moins qu'en France, ce qui réduit la liste civile du président de 125 mille francs à 83 mille, le traitement des ministres de 22 mille à moins de 15, et la dépense totale du gouvernement de 57 millions à environ 38. En général aux États-Unis les fonctionnaires publics sont défrayés, mais non pas dotés; ils reçoivent une indemnité, mais non pas un salaire; ils entretiennent, ils accroissent leur fortune par les mêmes moyens que le reste des citoyens, par l'agriculture, par le commerce, par la pratique des arts industriels et des professions privées, jamais par l'exercice des fonctions publiques. On a eu tellement pour principe d'empêcher que l'exercice du pouvoir pût devenir un moyen de lucre, qu'on en a fait une disposition de la loi formelle. Un article fondamental de la constitution de Pensilvanie, arti-

78 *De l'influence qu'exercent sur le gouv.*

cle qu'ont adopté la plupart des états de l'Union; veut que tout homme qui ne possède pas une propriété suffisante exerce quelque profession particulière qui puisse le faire subsister honnêtement. Cet article porte, en outre, qu'il ne doit jamais être créé d'emplois lucratifs; et il ajoute qu'aussitôt qu'une place présente assez de bénéfices pour tenter la cupidité de plusieurs personnes, la législature doit se hâter d'en baisser le salaire.

Nous avons en France sur tout cela de bien autres idées que les Américains. Au lieu de dire que tout homme qui n'a point de propriétés doit exercer quelque profession privée, nous disons qu'un honnête homme qui manque de fortune doit s'efforcer d'obtenir un emploi salarié, et tâcher de vivre sur le domaine public. Ce qui nous choque ce n'est pas qu'on fasse un métier lucratif de l'exercice du pouvoir; ce serait qu'une classe quelconque d'individus voulût s'arroger le privilège exclusif de l'exploiter. Nous n'avons qu'une maxime relativement aux emplois, c'est qu'ils doivent être également accessibles à tous. Ce point accordé, nous sommes universellement d'avis qu'on ne saurait trop les multiplier, ni les doter avec assez de largesse. Pourvu que la carrière soit

ouverte à toutes les ambitions, nous sommes bien aises qu'elles y trouvent de quoi vivre; nous voulons que le pouvoir soit non-seulement la première, la plus noble, mais encore la plus lucrative de toutes les industries. En conséquence, nous créons le plus de places que nous pouvons, et nous les dotons avec toute la magnificence dont nous sommes capables. Nous accordons, par exemple, au chef suprême de l'administration, une somme à peu près égale à la dépense entière du gouvernement des vingt-deux États-Unis d'Amérique. Nous fixons la liste civile à 34 millions. Un seul de nos ministres reçoit plus que les ministres américains tous ensemble. Le reste est payé à proportion. Finalement, nous attachons de tels salaires à l'exercice du pouvoir, surtout dans les hauts emplois, qu'il n'est point parmi nous de genre d'industrie dans lequel on fasse communément de meilleures affaires, et qu'en France le plus productif de tous les métiers est sans contredit celui de gouvernant.

Il y a donc, entre nous et les peuples que nous venons de nommer, cette différence que nous salarions grassement nos fonctionnaires publics, tandis qu'ils ne font que les indemniser; que nous les payons en argent, tandis qu'ils les

80 *De l'influence qu'exercent sur le gouv.*

paient surtout en considération ; qu'ils font du service public une charge , tandis que nous en faisons un moyen de fortune. La question maintenant est de savoir qui de nous ou de ces peuples se montrent le plus sages et le plus avisés ; quels sont des gouvernemens salariés ou de ceux qui ne le sont pas les plus propres à remplir leur objet, ceux sous lesquels la sûreté des personnes et des fortunes, la liberté des opinions, des consciences , de toutes les industries sont le mieux établies et le plus religieusement respectées.

A ne regarder d'abord que les faits , sans nous enquéir des causes auxquelles il faut les rapporter, nous sommes forcés de reconnaître que les intérêts à garantir le sont mieux dans les pays où les fonctionnaires publics sont à peine indemnisés , que dans ceux où ils sont dotés avec la plus grande magnificence. Ainsi , par exemple , il paraît constant en fait , que la propriété , le premier des intérêts que tout gouvernement doit défendre , est plus à l'abri de tout attentat particulier aux États-Unis où la protection des lois ne coûte pas quarante millions par an , qu'elle ne l'est en Angleterre où les dépenses publiques s'élèvent annuellement à plus de trois milliards. Il paraît certain également que, là où les gouvernemens exigent

pour leur salaire une portion considérable de la fortune des citoyens, il y a moins de sûreté pour les personnes, et de liberté pour les opinions et les actions. Il suffit de jeter les yeux sur les pays où le service public est une profession lucrative, pour voir que les individus y sont exposés à beaucoup plus d'avaries, de violences et de contraintes, que dans ceux où il ne présente aucun bénéfice à faire; qu'il se commet par exemple plus d'actes arbitraires en France qu'aux États-Unis, et qu'en général le despotisme se trouve à peu près partout au niveau des contributions publiques.

Mais ne nous tenons pas à l'indication de ces faits; montrons qu'ils sont la conséquence de la cause que nous énonçons, et que là où le gouvernement est un moyen de fortune il doit, par la force même des choses, dégénérer en tyrannie.

Il est d'abord un point constant; c'est que, par cela seul qu'on fait de l'exercice du pouvoir une profession lucrative, on donne à ceux qui l'exercent un intérêt opposé à celui du reste des hommes. Le pouvoir, considéré comme industrie, a un caractère fort différent de la plupart des autres travaux. Tandis que toutes les industries privées se vivifient par leur prospérité mutuelle, celle des hommes à

82 *De l'influence qu'exercent sur le gov.*

places ne peut prospérer qu'au détriment de toutes les autres. Le travail d'un fonctionnaire public est loin , comme on sait , d'être productif : tout ce qu'on lui donne , en échange de ses bons ou mauvais services , est définitivement perdu pour la richesse commune. L'ambition , qui n'est que de l'émulation dans la carrière du pouvoir ; l'ambition , si féconde en heureux résultats dans les travaux ordinaires , est ici un principe de ruine ; et plus un fonctionnaire public veut faire de progrès dans la profession qu'il a embrassée , plus il tend , comme il est naturel , à s'élever et à accroître ses profits , plus il devient à charge à la société qui le paye. Faire un moyen de fortune de l'exercice des fonctions publiques , c'est donc créer une classe d'hommes , ennemie par état , ennemie de fait , sinon d'intention , du bien-être et de la prospérité de toutes les autres.

De plus , c'est faire prendre à cette classe d'hommes des accroissemens illimités. Toute espèce vivante , toute nation , toute classe d'individus , toute famille tend naturellement à s'accroître dans la même proportion que ses moyens de subsistance. Livrer à la classe d'hommes qui suivent la carrière des places une portion plus ou moins considérable des revenus du public ,

c'est donc provoquer dans cette classe d'hommes un accroissement de population égal au nombre d'individus que ces revenus peuvent servir à élever ; et comme il est dans l'ordre ordinaire de la nature que les enfans se vouent à la même profession que leurs parens , provoquer cet accroissement de population , c'est multiplier dans une proportion toujours plus grande le nombre d'hommes qui voudront se faire une industrie de l'exercice des fonctions publiques. Nous ne nous arrêterons pas plus long-temps à ce point de vue. Nous avons déjà montré ailleurs comment les salaires font pulluler les hommes à places ; nous renvoyons le lecteur à celui de nos volumes où ce phénomène a été développé (1).

Mais ce n'est pas seulement en multipliant les naissances dans les familles vouées au service public que les salaires tendent à faire croître les classes gouvernantes ; c'est en y attirant sans cesse de nouvelles recrues ; ils les agrandissent du dehors en même temps que du dedans , et par accession autant que par génération. L'effet des salaires est d'aller exciter les passions ambitieuses dans tous les rangs de la société, et

(1) Voyez tome VII , page 1 à 79.

84 *De l'influence qu'exercent sur le gouv.*

de provoquer de continuelles irruptions des classes laborieuses vers les classes gouvernantes. Lorsque le service public est une profession lucrative, il arrive à l'égard de cette profession ce qui arrive à l'égard de toutes les branches d'industrie dans lesquelles il y a de gros bénéfices à faire ; tout le monde se tourne de ce côté. Il y a même une raison pour que la foule se porte vers le gouvernement avec plus d'empressement que vers aucune autre profession. Il n'est possible de réussir dans les carrières ordinaires qu'à de certaines conditions qu'il est indispensable de remplir. Il faut , dans une certaine mesure , du talent , de l'activité , de l'ordre , de l'intelligence. Rien de tout cela n'est rigoureusement nécessaire pour devenir homme en place : le hasard , l'intrigue , la faveur disposent de la plupart des emplois. Dès lors il n'est plus personne qui ne croie pouvoir en obtenir ; le gouvernement devient une sorte de loterie dans laquelle chacun se flatte d'avoir un bon lot : il se présente comme une ressource à qui n'en a point d'autres ; tous les hommes sans profession prétendent en faire leur métier ; et une multitude presque innombrable d'intrigans , de désœuvrés , d'honnêtes et de malhonnêtes gens se jettent pêle-mêle dans cette car-

rière où il se trouve bientôt mille fois plus de bras qu'il n'est possible d'en mettre en œuvre.

Tel est le premier effet des salaires. Cet effet a deux conséquences inévitables, et qu'il est essentiel de développer. La première, c'est qu'à mesure que les aspirans au pouvoir se multiplient, il est de force que le pouvoir étende ses attributions. La seconde, c'est qu'à mesure qu'il étend ses attributions il est de force qu'il accroisse ses dépenses. Naturellement la puissance publique n'aurait point de nombreux devoirs à remplir. Veiller à la sûreté intérieure et extérieure, telle est à peu près toute sa tâche. Mais le moyen qu'elle se tienne dans ses limites, lorsqu'un nombre toujours croissant d'auxiliaires la pressent de les dépasser ! Le moyen qu'elle circoncrive son action lorsque ses instrumens se multiplient outre mesure ? Il est sensible que plus la voie se remplit, plus il faut qu'elle s'élargisse ; plus ses embranchemens ont besoin de s'étendre et de se multiplier. Ainsi, le gouvernement qui, d'après le principe de son institution n'aurait à s'occuper que du maintien de la sûreté, sera conduit, pour ouvrir des débouchés à la foule toujours grossissante de ses créatures, de se faire une multitude d'occupations toutes plus ou moins

étrangères à ses attributions naturelles. En même temps qu'il veillera à la sûreté du public, il voudra se charger de son éducation, de son salut, de la direction de ses idées, de la formation de ses mœurs; il prétendra l'approvisionner de certaines denrées; il se constituera le régulateur de la plupart de ses travaux; enfin, il prendra de tels développemens, qu'il n'y aura bientôt plus moyen de dérober à son action aucun mouvement, aucune pensée, aucune portion de son existence.

Ce n'est pas tout; à mesure que la multiplication des prétendans le forcera d'étendre son activité à de nouveaux objets, la multiplication de ses modes d'activité le forcera nécessairement d'accroître le nombre et le faix des taxes; de sorte que plus son action deviendra gênante, plus elle deviendra coûteuse: à chaque nouvelle création d'emplois il diminuera tout à la fois la liberté d'agir et les moyens de vivre; il aggravera le poids des impôts en même temps qu'il multipliera le nombre des entraves, et il n'y aura pas de terme à ses empiétemens sur l'indépendance et sur la fortune des citoyens.

Les salaires, en faisant croître sans cesse la classe d'individus qui se destinent à l'exercice des fonctions publiques, rendent donc inévitables

par cela même la multiplication indéfinie des emplois et la progression illimitée des charges publiques. Ces conséquences en ont à leur tour qui ne sont pas moins dignes de remarque. A mesure que le pouvoir s'étend et s'appesantit ainsi, par l'influence des salaires, des raisons d'un autre ordre se présentent pour qu'il s'étende et s'appesantisse encore davantage. Il arrive qu'en dégénéralant en exploitation, il devient la source de mille désordres dont la répression exige ensuite qu'il se donne un nouveau degré d'extension et d'intensité. Il peuple la société d'oisifs, de mendiants, de voleurs, de banqueroutiers, de malfaiteurs de tous les genres. Or, plus les malfaiteurs abondent, plus il a besoin d'être fort pour les réprimer. Il la peuple surtout d'ambitieux et de mécontents, et c'est ici principalement ce qui l'oblige à devenir oppressif. Il est impossible qu'un gouvernement lève et distribue beaucoup d'argent sans qu'il se suscite à lui-même beaucoup d'ennemis et beaucoup d'envieux; beaucoup d'ennemis, parce qu'il devient horriblement onéreux pour ceux qui paient; beaucoup d'envieux, parce qu'il devient extraordinairement profitable à ceux qui reçoivent. Il se constitue ainsi en état d'hostilité soit avec des partis qui convoitent avec passion

88. *De l'influence qu'exercent sur le gouv.*

ses privilèges , soit avec le gros du public qui aspire de toutes ses forces à s'en affranchir ; et il se voit conduit , pour empêcher que la domination ne se détériore ou qu'elle ne passe dans d'autres mains , à s'entourer d'espions , de satellites , de prisons d'état , d'échafauds , et à s'armer de mille instrumens de violence et de terreur.

Telle est l'influence des salaires ; voilà comment , en faisant une industrie du pouvoir , on fait de ceux à qui on le défère une classe ennemie du bien-être de toutes les autres ; comment on fait prendre à cette classe des développemens indéfinis ; comment , à mesure qu'elle croît et se multiplie , le gouvernement est forcé d'étendre ses attributions et d'élever ses dépenses ; comment , à mesure qu'il empiète ainsi sur l'indépendance et sur la fortune des citoyens , il devient la source de nombreux désordres qu'il ne peut réprimer qu'en devenant encore plus oppressif ; comment enfin , à force de s'étendre et de s'appesantir , il finit par s'entourer de tout un peuple de concurrens et d'ennemis contre lesquels il ne peut se défendre qu'en descendant aux derniers degrés de la violence et de l'arbitraire.

Et ce n'est pas là une vaine théorie que nous développons. Il suffit de jeter les yeux autour de

nous pour y découvrir des preuves éclatantes du danger qu'il y a de faire du service public une profession lucrative. Voyez quelle extension désordonnée les salaires y ont fait prendre à l'administration ; surtout, depuis que l'exploitation des places a cessé d'être le privilège d'une caste, et que chacun a pu se vouer à cette sorte d'industrie ; surtout depuis que le chef du dernier gouvernement a commencé à la rendre si productive. Comme les hommes à places se sont multipliés ! comme les attributions du pouvoir se sont étendues ! comme le poids des impôts s'est aggravé ! Nous regrettons de n'avoir pas sous les yeux les almanachs publiés depuis trente ans. Il serait curieux de montrer comment s'est accru, d'année en année, le personnel de l'administration ; comment les bureaux, les antichambres, les casernes se sont progressivement encombrés. On peut juger, par ce qui est arrivé dans quelques services, de ce qui est arrivé dans tous.

En 1791 on ne comptait, dans les bureaux de l'administration centrale de l'enregistrement, que 116 employés ; on y en compte aujourd'hui 190. Il n'y avait, à la même époque, que 83 directeurs des départemens ; aujourd'hui, le territoire étant le même, on en

96 *De l'influence qu'exercent sur le gouv.*

compte 88. Le nombre des inspecteurs, en 1791, n'était que de 166; il est aujourd'hui de 216. Celui des vérificateurs n'était également que de 166; il est maintenant de 232. Il n'y avait à Paris, en 1791, qu'un seul directeur de l'enregistrement; il y en a trois aujourd'hui, qui sont considérés et rétribués comme directeurs de première classe. En 1792, dix-huit bureaux suffisaient à Paris pour la distribution du papier timbré; depuis, le nombre s'en est tellement accru que certains distributeurs perçoivent à peine, en un trimestre, une somme égale au montant de leur traitement. L'atelier du timbre, en 1813, n'avait que 159 employés pour fournir du papier à 130 départemens; aujourd'hui, pour en fournir à 84 départemens, il en a 174: il lui faut 15 employés de plus pour approvisionner 46 départemens de moins.

En 1791, l'administration centrale des douanes ne comptait que 58 employés; elle en a 108 maintenant. La même administration, en 1791, n'avait que 15,000 préposés; aujourd'hui, la ligne de douanes à garder étant la même, le nombre des préposés est de près de 24,000: il s'est accru de plus du tiers. En 1811, il n'y avait à Paris que 8 agens au bureau de

la douane; maintenant, pour faire des recettes beaucoup moins considérables, il y en a 21. On n'en comptait que 17 à l'entrepôt des sels; il y en a 28, aujourd'hui que les recettes sont sensiblement réduites.

Si l'on voulait prendre la peine de faire des rapprochemens de ce genre dans les diverses branches du service public, on trouverait que le personnel a fait partout les mêmes progrès. Il en fait dans tous les ministères, dans l'administration intérieure, dans la justice, dans l'armée. Il en a fait surtout dans les états-majors. Qu'on juge, par exemple, du développement qu'a dû prendre l'état-major de l'armée pendant la guerre, par ceux qu'il a pris depuis la paix. Nous n'avions, à l'époque où nos forces militaires ont été le plus exagérées, en 1812, que 553 lieutenans-généraux ou maréchaux de camp. Depuis la restauration, le nombre des officiers généraux s'est presque doublé : il s'est élevé de 553 à 951. Une seule compagnie des gardes du corps, dont l'effectif ne passe pas 240 hommes, compte aujourd'hui, dans son état-major, autant d'officiers supérieurs et de généraux que pouvaient en compter les plus grands corps d'armée sous Bonaparte.

Et il ne suffit pas, pour se faire une idée

92 *De l'influence qu'exercent sur le pouv.*

complète du prodigieux accroissement qu'a pris la famille des hommes à place, de porter ses yeux dans l'intérieur de l'administration ; il faut regarder autour d'elle. Il ne suffit pas de compter ceux qui possèdent ; il faut nombrer aussi ceux qui briguent, ceux qui aspirent. Ces dernières classes embrassent la nation presque entière. Qu'on aille au levant ou au couchant, au midi ou au septentrion, on trouve partout le même appétit de places. Il n'est presque point de familles, surtout dans les départemens pauvres, qui n'élèvent des regards supplians vers l'administration, et qui ne lui demandent de se charger de la fortune d'une partie de leurs enfans. C'est le mouvement ascendant dont parlait Bonaparte : de toutes parts la nation se soulève pour désertier au gouvernement et entrer en partage des tributs qu'il lève sur elle.

A mesure que ce mouvement a poussé plus d'hommes vers le pouvoir, le pouvoir a été forcé d'agrandir ses cadres. Il ne s'est pas contenté de multiplier les emplois dans les administrations existantes, il a créé une foule d'administrations nouvelles. On compterait peut-être trente sortes de régies qu'il a créées ainsi pour ouvrir des débouchés à la multitude tou-

jours croissante des aspirans , ou pour augmenter ses ressources. Régie des tabacs , régie des sels , régie des jeux , régie des hôpitaux , régie des écoles , régie du commerce , régie des manufactures , etc. , etc. , etc.

Il ne lui a pas suffi de multiplier les emplois ; il lui a fallu aussi multiplier les salaires , et plus son domaine s'est agrandi ; plus toutes ses dépenses se sont accrues. Il n'est presque pas de services dont les frais depuis vingt-six et moins de vingt-six ans n'aient été doublés et triplés : en voici quelques preuves.

En 1791 , les dépenses du personnel à l'administration centrale de l'enregistrement et des domaines ne s'élevaient qu'à 325 mille francs ; aujourd'hui elles s'élèvent à 774 mille. Les directeurs des départemens ne coûtaient que 600 mille francs : ils en coûtent près de 1,500 mille. Les inspecteurs et les vérificateurs ne recevaient ensemble que 840 mille francs ; on leur compte plus de deux millions. Les employés du timbre ne coûtaient que 100 mille francs ; ils en coûtent plus de 240 mille. La dépense entière de l'administration de l'enregistrement ne montait pas à quatre millions ; elle s'élève à plus de dix. — Même progrès dans les dépenses des douanes. Les frais de cette ad-

94 *De l'influence qu'exercent sur le gouv.*

ministration, en 1791, ne passaient pas 8 millions et demi ; aujourd'hui , la ligne des douanes étant la même, ils excèdent 23 millions ; ils sont presque triplés. — En 1802, les dépenses générales du ministère de l'intérieur, y compris les traitemens des préfets, sous-préfets, conseillers de préfecture et secrétaires généraux, ne s'élevaient qu'à 30 millions; les mêmes dépenses s'élèvent à près de 40, aujourd'hui que la France est réduite de plus d'un cinquième. En 1802, les employés des bureaux de ce ministère, y compris ceux des ponts et chaussées et de l'instruction publique, qui faisaient partie de l'intérieur, ne recevaient ensemble que 625 mille francs ; ils en reçoivent aujourd'hui près de 13 cent mille. — Aujourd'hui, les dépenses du ministère de la justice sont de 8 millions plus fortes qu'en 1802, où la France était d'un cinquième plus grande. — En 1802, la gendarmerie ne coûtait que 14 millions ; aujourd'hui que la France a 22 départemens de moins, elle en coûte près de 28. — En 1802, le budget de toutes les dépenses ordinaires, y compris la dette publique, ne montait qu'à 500 millions ; aujourd'hui que la France est d'un cinquième moins grande, le budget des mêmes dépenses s'élève à plus de 680 millions.

Il est vraiment curieux de voir comment, d'année en année, les budgets se sont graduellement élevés, à mesure que s'est accrue la multitude des gens à places, et que s'est étendu le domaine de l'administration. Les dépenses ordinaires, avons-nous dit, ne passaient pas 500 millions en 1802; elles sont montées à 589 en 1803. Elles ont été à 720 en 1807, à 772 en 1808, à 786 en 1809, à 795 en 1810. En 1811, elles ont atteint 1 milliard. Elles se sont élevées à 1 milliard 30 millions en 1812; et en 1813, elles ont passé onze cent cinquante millions. A l'époque de la restauration, le territoire de la France ayant été réduit de plus d'un tiers, on sent que les dépenses publiques ont dû subir aussi une réduction considérable; cependant elles sont demeurées comparativement plus fortes qu'elles ne l'étaient avant la chute de l'empire, et les budgets ont continué à suivre leur mouvement ascendant. En effet, tandis que celui de 1815 ne s'élevait, en dépenses ordinaires et extraordinaires, qu'à 791 millions, celui de 1816 est monté à 884, celui de 1817 à un milliard 69 millions, et celui de 1818 à un milliard 98 millions. Celui de cette année présentera sans doute une diminution à cause du départ des troupes étrangères; mais il y a

66 De l'influence qu'exercent sur le gouv.

apparence que, s'il est plus bas d'un côté, il sera plus élevé de l'autre, et qu'on remarquera encore un progrès dans les dépenses ordinaires de l'administration.

Il n'y a dans tout cela rien qui doive nous étonner, et dont nous puissions raisonnablement nous plaindre. Ces conséquences sont la suite naturelle et forcée du caractère mercenaire que nous avons imprimé à l'administration. Tant que nous voudrons que le service public soit un métier, une industrie, une profession lucrative et la plus lucrative de toutes les professions; il arrivera, bon gré mal gré, que le nombre des gens à places ira toujours croissant; que le gouvernement étendra chaque jour ses usurpations, qu'il aggravera chaque jour ses dépenses. Les salariés engendreront les salariés; les places engendreront les places; le génie de la fiscalité se déguisera sous mille formes pour surprendre les revenus du public. Quand il ne sera plus possible de rien prendre sur les revenus, on vantera les heureux effets du crédit, et l'on commencera, à l'aide de l'emprunt, à dévorer les capitaux. Non-seulement l'administration ne présentera jamais aucun *boni* sur les fonds qui lui auront été alloués; mais quoiqu'on lui accorde tous les ans tout ce qu'elle aura demandé,

il arrivera que tous les ans elle excédera ses crédits. On la verra se faire une ressource de l'arriéré, et enfler ses dettes pour pouvoir accroître ses dépenses. Elle fera, après plusieurs années, des demandes de millions dépensés de plus sur un exercice. Des ministres se permettront d'aliéner des rentes, et d'ajouter à la dette publique sans nulle autorisation. On ne rendra, pendant plusieurs années, aucun compte des fonds de non-valeur. Des branches importantes du revenu public seront soustraites à la connaissance des chambres. On ne parlera point des bonifications intérieures par des négociations d'effets publics. On ne rendra, nul compte du produit de la refonte des monnaies. On percevra, sous diverses formes, des rétributions qu'aucune loi n'aura autorisées. Finalement, il n'y aura pas d'expédients dont on ne s'avise pour tâcher d'avoir tous les ans un peu plus d'argent. Tout cela arrivera malgré les meilleures intentions de la part des ministres, et par la seule force des choses. En vain le gouvernement promettra de diminuer le nombre de ses serviteurs et de réduire ses dépenses ; il arrivera, nonobstant ses promesses, qu'il accroîtra ses dépenses, et qu'il augmentera le nombre de ses serviteurs. Nous avons vu ceci au exemple récent et digne de

98 *De l'influence qu'exercent sur le gov.*

mémoire. En 1817, le ministère avait pris l'engagement positif de porter aussi loin que possible, en 1818, les réformes et les retranchemens. En 1818, il a demandé dix-neuf millions de plus qu'en 1817; et, en faisant cette demande, il n'a pas craint d'affirmer *qu'il avait religieusement rempli son engagement, et poussé aussi loin que possible les retranchemens et les réformes.* Ajoutons, pour mieux faire sentir le piquant de ces paroles, que dans le temps où l'on a enflé de 19 millions la somme de ses dépenses, on a encore accru le personnel de l'administration, et que le ministre notamment qui parlait des réformes opérées, a porté le nombre de ses employés de 1352 à 1355. Voilà de quelle manière les gouvernemens salariés exécutent leurs promesses de se réduire. Se réduire, pour eux, ce n'est jamais renoncer aux abus existans; c'est tout au plus se restreindre sur les abus à introduire; et si, d'une année à l'autre, ils n'ont multiplié les emplois lucratifs que par centaines; s'ils n'ont accru des dépenses déjà scandaleuses que de quelques dizaines de millions, ils croiront avoir été d'une économie singulièrement rigide; ils feront parade de leurs sacrifices; ils se vanteront d'avoir *religieusement rem-*

pli l'engagement de diminuer leurs dépenses (1).

Il nous semble qu'il est inutile de pousser plus loin ces observations. Le peu que nous avons dit nous paraît suffire pour résoudre la question que nous nous étions proposée. S'il est vrai, comme le raisonnement et les faits le démontrent, qu'il soit impossible de doter les emplois, de faire du service public un moyen de fortune, sans multiplier hors de toute mesure le nombre des gens à places; s'il est vrai qu'à mesure que cette classe d'hommes croît et se multiplie l'administration soit forcée d'étendre sans cesse ses attributions et ses moyens de défense; s'il est vrai, enfin, qu'à mesure qu'elle

(1) Voici comment s'exprimait M. le ministre des finances en présentant au roi le budget de 1818, dans lequel les dépenses ordinaires excédaient de 18,847,633 f. celles de l'année 1817 : « Je dois le déclarer à votre majesté, *c'est après s'être convaincu de l'impossibilité de pousser plus loin les retranchemens et les réformes que son ministère lui propose cette fixation.* A la dernière session, le gouvernement avait pris l'engagement de réduire les dépenses, et de ne s'arrêter dans la carrière des *sacrifices* qu'au point où l'intérêt de l'état lui tracerait cette limite; *cet engagement a été religieusement rempli.* »

empiète et qu'elle devient plus menaçante, elle soit forcée d'aggraver sans cesse le poids des impôts, il nous est démontré que, par cela seul que le service public a le caractère d'une industrie, il doit nécessairement dégénérer en exploitation, en despotisme; il nous est démontré qu'il ne saurait y avoir, sous les gouvernemens à salaires, ni liberté pour les actions, ni inviolabilité pour les personnes, ni sûreté pour les fortunes.

Et quelle liberté d'agir peut-il exister en effet sous des gouvernemens qui, pour fournir du travail et des moyens de vivre à la multitude toujours grandissante des quêteurs d'emplois, sont obligés de s'ingérer dans tout, de préposer des régulateurs et d'imposer des entraves aux industries qui devraient être les plus indépendantes? De quelle sécurité peuvent jouir les personnes là où les gouvernemens, pour se défendre contre l'avidité des factions, que leurs dépenses amentent, ou contre les mécontentemens du public qu'elles épuisent et qu'elles excèdent, sont forcés de s'entourer de délateurs, de cachots, de tribunaux extraordinaires, et de semer partout la défiance et la terreur? Quelle peut être enfin la sûreté des fortunes, là où l'administration, à mesure qu'elle se dé-

veloppe; est forcée d'étendre toujours davantage ses empiétemens sur les fortunes? là où elle exige annuellement pour son salaire, le cinquième, le quart, le tiers et jusqu'à la moitié de tous les revenus du public? Dira-t-on qu'elle défend les propriétés contre les entreprises des particuliers? Cela d'abord ne peut être vrai que très-imparfaitement; car, à mesure qu'un gouvernement appauvrit un pays par l'excès de ses dépenses, il y multiplie nécessairement les voleurs, et il vient bientôt un temps où il fait commettre, sans le vouloir, plus de brigandages qu'il n'en réprime. Mais quand même, en s'emparant de la partie la plus claire de tous les revenus d'un pays, un gouvernement parviendrait à prévenir ou à réprimer tout attentat privé contre les fortunes, il ne serait encore pas vrai de dire assurément qu'il garantit la propriété. Que vous importe, en effet, que tel gouvernement défende votre bien contre les voleurs, s'il vous enlève tous les ans en impôts plus que les voleurs ne pourraient vous prendre? s'il faut lui donner plus que ne pourraient vous ravir les brigands contre lesquels il s'efforce de vous protéger? Qui oserait dire que le gouvernement anglais, par exemple, qui coûte tous les ans à ses sujets plus de trois

milliards, plus de la moitié de tous leurs revenus, défend réellement leurs propriétés (1)?

Il est donc vrai qu'il ne peut exister ni sûreté pour les personnes et les fortunes, ni indépendance pour l'industrie, pour les opinions, pour les consciences, là où le gouvernement a le caractère d'une profession lucrative. Un tel gouvernement tend, par sa nature, à l'invasion de toutes les libertés et de tous les revenus des peuples; et l'on peut dire qu'une nation qui, en fondant ses institutions politiques, attache de gros salaires à l'exercice du pouvoir, jette infailliblement les bases d'une tyrannie.

Ajoutons que, s'il est périlleux pour la liberté des gouvernés de faire une industrie du service public, cela n'est guère moins funeste à la sù-

(1) M. Say, dans son écrit intitulé *De l'Angleterre et des Anglais*, page 11 et suivantes, rapporte d'après Colquhoun (*On the wealth of the British empire*), qu'en 1813 le total des dépenses faites par les mains du gouvernement anglais s'élevait à la somme incroyable de 2 milliards 697 millions de francs. Ajoutez à cette somme celle de 384 millions à laquelle se montait déjà la taxe des pauvres; ajoutez-y la dîme qu'on paie au clergé; ajoutez-y les dépenses locales, et vous verrez que les charges qui pèsent annuellement sur la population anglaise passent de beaucoup trois milliards de francs.

reté des gouvernans. Les salaires , à force de faire pulluler les hommes à places , les multiplient bientôt au point qu'il ne peut plus y avoir place pour tous dans la même exploitation. On peut voir en France un exemple de ce terrible phénomène. Il y a peut-être dans le royaume dix fois plus d'aspirans au pouvoir que l'administration la plus gigantesque ne pourrait en recevoir dans ses cadres. On voit accumulés sur le terrain de l'ancienne France les hommes qui suffisaient naguère à l'administration de la moitié de l'Europe. On y voit tous les employés de l'ancienne monarchie ; tous les hommes nouveaux que les dernières épurations ont mis en scène. On y trouverait aisément de quoi gouverner vingt royaumes. Or, quand les choses en sont venues à ce point , et l'effet naturel des salaires est de les y conduire , il n'est plus possible que les gouvernemens aient la paix. Leur repos et leur sûreté ne sont pas moins incompatibles que la liberté des peuples avec l'existence de cette masse d'individus qui se sont fait , ou qui aspirent à se faire une industrie de l'exercice des fonctions publiques. Ils se trouvent réduits , s'ils ne sont assez sages et assez habiles pour faire rentrer dans la vie privée cette populace d'hommes pu-

blics, à l'impossibilité de prendre aucune bonne mesure à son égard. Que pourraient-ils faire en effet ? L'appeler toute entière ? C'est évidemment impossible. Appeler, de préférence, un certain parti ? ce serait se mettre aux prises avec les autres. Se composer un parti métis d'hommes choisis dans tous les partis ? ce serait les soulever tous contre soi. Essayer de les contenir les uns par les autres ? ce serait se les rendre tous encore plus contraires. Qu'on y réfléchisse, et l'on verra qu'un gouvernement qui a multiplié sans mesure autour de lui les hommes à places, et qui est forcé de se conduire au milieu d'une telle population, sans pouvoir la faire entrer dans ses cadres, n'a réellement aucun moyen d'assurer sa marche. Il traîne, au milieu des factions qui le harcèlent et loin du public qui l'abandonne à leur merci, une existence précaire et honteuse qui finit presque toujours d'une manière violente.

Quelles n'ont pas été, depuis quatre ans, les agitations du gouvernement, au milieu de l'ancienne et de la nouvelle noblesse, au milieu des hommes à places du vieux régime, et de ceux que la révolution a formés ? Il a voulu s'entourer d'abord des hommes de la monarchie, il a soulevé contre lui les hommes de l'empire ;

il a subi la révolution du 20 mars. Il a paru , au 5 septembre , vouloir se rapprocher des hommes de l'empire , il a soulevé les hommes de la monarchie : ils ont tiré le canon de détresse ; on les accuse d'avoir fomenté les plus graves désordres , et l'on doutait , il n'y a pas longtemps , s'ils n'avaient pas conspiré contre lui. Aujourd'hui , incertain entre ces partis , ne pouvant sans péril en repousser aucun , incapable de satisfaire aux prétentions de tous , il se trouve placé dans une situation violente dont il s'efforcerait vainement de sortir tant que subsistera la cause qui la perpétue , tant que le gouvernement sera un métier lucratif , tant que la possibilité de faire sa fortune dans les places attirera tout le monde dans la carrière des places et multipliera les factions autour du gouvernement.

Ce serait donc une chose tout-à-fait indispensable , si l'on avait la moindre envie d'affermir le gouvernement et de le rendre favorable à la liberté , de le dérober aux assauts de l'ambition et d'empêcher qu'il ne dégénérât en despotisme , que de s'appliquer à combattre cette déplorable tendance du public à entrer dans les places , à vivre de places , à s'élever , à s'enrichir par les places. Mais existe-t-il quelque moyen de

changer une direction qui vient de si loin , qui est devenue si générale et si forte ? Ce point nous reste à examiner.

L'histoire nous fait connaître à quel expédient on a eu recours , dans d'autres temps , pour faire cesser un désordre de ce genre. « Les Guise , dit M. de Lacretelle (1) , avaient songé d'abord à grossir le nombre de leurs partisans par les libéralités et les grâces qui signalent d'ordinaire un nouveau règne. Ils avilirent l'ordre de Saint-Michel en le prodiguant. Mais bientôt ils se repentirent d'avoir multiplié autour d'eux les solliciteurs. Le cardinal de Lorraine fit éclater son impatience avec une brutalité féroce. La cour était à Fontainebleau : la ville était remplie de personnes qui venaient présenter des demandes soit au roi , soit à ses ministres. Le cardinal de Lorraine fit planter une potence auprès du château , et publier , à son de trompe , une ordonnance par laquelle il était enjoint à tous ceux qui s'étaient rendus à Fontainebleau pour y solliciter quelque grâce , d'en sortir dans les vingt-quatre heures sous peine d'être pendus. »

(1) Histoire des guerres de religion , tome I , liv. IV , page 342.

Nous ne proposerons pas d'imiter cette conduite. L'expédient du cardinal de Lorraine, outre qu'il est un peu sévère, serait évidemment insuffisant. Si on voulait pendre aujourd'hui tous ceux qui convoitent ou qui briguent des emplois, il faudrait pendre la moitié de la France, à commencer par une partie de ses députés qui, pendant les sessions des chambres, ne viennent faire ici que l'office de solliciteurs. Ce serait d'ailleurs un fort mauvais moyen, pour faire perdre le goût des places, que de chercher à repousser par la violence ceux qui désireraient en obtenir. Un tel expédient, loin d'amortir les passions ambitieuses, ne ferait, à coup sûr, que les rendre plus ardentes. La chose du monde que les hommes de ce temps soient le moins disposés à souffrir, c'est que les détenteurs du pouvoir, quels qu'ils puissent être, prétendent rester seuls en possession du privilège d'exploiter les autres. S'il est décidé que l'exercice des fonctions publiques doit être un moyen de fortune, tout le monde voudra avoir le droit de faire sa fortune par ce moyen. Si vous voulez tondre le public, il n'y aura bientôt plus personne qui ne le veuille aussi. Si l'on doit dévorer la France, toute la nation demandera, peu à peu,

à être de la curée. Ces choses-là sont inévitables. Il ne faut pas que les gouvernemens qui se sont créé un riche domaine sur les revenus des peuples, s'attendent désormais à rester paisibles possesseurs de cette fortune. S'ils en jouissent encore sans remords, ils n'en jouiront plus sans inquiétudes : leur destinée est de vivre au sein des factions et des troubles. Il n'est pas en leur pouvoir d'empêcher que la vue du butin immense qu'ils distribuent à leurs créatures, n'aille enflammer au loin la cupidité et n'ameute autour d'eux une population turbulente et toujours plus nombreuse d'ambitieux et d'intrigans affamés. Si donc ils veulent éloigner cette avide et menaçante cohue, ils n'ont évidemment qu'un parti à prendre, c'est de renoncer à ce qui l'attire. Pour parvenir à dissoudre les factions, il faut de toute nécessité qu'ils abandonnent ce qui les rallie. C'est faire du pouvoir une chose trop digne d'envie pour le commun des hommes que d'y attacher d'énormes profits en même temps, qu'on l'entoure de distinctions et d'honneurs. L'expérience montre que la considération qui s'attache à la possession des emplois, dans les pays où ils ne sont pas dotés, est plus que suffisante pour les faire rechercher. Il n'y a nul profit à occuper des pla-

ces ; surtout des places élevées , aux États-Unis , et l'on ne voit pas que , pour cela , elles demeurent désertes. Cessons donc de faire du pouvoir un moyen de fortune ; si nous ne voulons pas qu'il reste un objet d'ambition universelle ; si nous ne voulons pas qu'il perpétue au milieu de nous le despotisme et l'anarchie. C'est en multipliant les emplois salariés , c'est en enflant progressivement les salaires qu'on a tout entraîné vers le service public ; on ne peut ramener les hommes aux travaux de la vie privée que par un procédé contraire. Il faut diminuer le taux des traitemens et le nombre des emplois ; il faut n'attacher que des indemnités aux offices nécessaires , et supprimer tout-à-fait les fonctions inutiles , c'est-à-dire , toutes celles qui sont hors des véritables attributions du gouvernement , toutes celles qui n'ont pour objet que d'offrir une occupation et des moyens de fortune aux individus qui les remplissent ; toutes celles qui ne sont destinées qu'à alimenter ou à défendre les abus.

Sans doute une telle réforme n'est pas sans difficultés. Il y a des résistances à vaincre ; toutes les ambitions sont solidaires pour la défense des abus ; nulle faction ne veut que le pouvoir se détériore , et la suppression d'un

emploi nuisible ou inutile peut être aussi vivement combattue par ceux qui le convoitent que par ceux qui le possèdent. Cependant, quelque idée qu'on veuille se faire de ces difficultés, elles ne sont point insurmontables; et un gouvernement qui voudrait entreprendre de les vaincre, serait sûr, avec un peu d'énergie et quelque ménagement, d'y réussir.

Considérez d'abord qu'il n'y a nulle proportion entre le nombre des personnes dont une bonne réforme peut blesser les intérêts et celui des personnes à qui elle est ordinairement utile; entre le nombre des amis qu'elle fait et celui des ennemis qu'elle suscite. La suppression d'un abus ne peut aliéner du gouvernement que quelques ambitieux privilégiés ou aspirant à l'être; elle lui concilie infailliblement l'estime et l'affection du public. Il peut arriver même qu'elle mette de son parti le grand nombre à qui elle profite sans armer contre lui le petit nombre à qui elle nuit. Il y a dans la justice évidente une telle autorité, que ceux qui ont le malheur de s'en trouver blessés n'ont pas toujours le courage de s'en plaindre. Il nous est difficile de croire, par exemple, que si, dans des vues manifestes d'économie, d'ordre, de bien public, le gouvernement se dé-

cidait à supprimer telle ou telle branche de l'administration qui nuit évidemment au pays, il se trouvât, parmi les employés que frapperait cette mesure, beaucoup d'individus qui osassent s'en formaliser. Si, en 1814, les officiers de l'ancienne armée ont pris de l'humeur de ce qu'on les renvoyait dans leurs foyers avec la moitié de leur traitement, c'est beaucoup moins, il faut avoir la justice de le dire, par le regret de se voir dépouillés de leurs commandemens et de leur solde, que par le ressentiment assez naturel de les voir transporter à d'autres personnes qui n'y avaient pas assurément plus de titres qu'eux. On en peut dire autant de la plupart des fonctionnaires qu'on a destitués depuis la restauration. En général, si les déplacements ont excité tant d'irritation et de rancune, c'est moins à cause du dommage éprouvé qu'à cause de l'injure soufferte. Si les réformes n'avaient pas paru faites dans un fâcheux esprit de préférence et de favoritisme, si elles avaient paru inspirées par quelque amour du bien public, par quelque pitié pour les souffrances des contribuables, par quelque désir de les soulager, elles n'eussent certainement pas excité tant de ressentimens. Ce qui aigrit, c'est l'injustice; mais il est peu d'hommes qu'on ne

puisse amener à faire le sacrifice de leurs intérêts privés à l'intérêt bien démontré du public.

Il semble même que cela serait peu difficile si, en même temps qu'on travaillerait à l'intérêt général, on gardait quelque ménagement pour les intérêts particuliers; si, en même temps qu'on frapperait les abus, on évitait de blesser trop cruellement les personnes. Or, c'est une précaution que la prudence et la justice commanderaient également de prendre. Quelque inutile ou même quelque pernicieux que puissent être des emplois, on ne pourrait pas condamner ceux qui ont passé une partie de leur vie à les remplir, et qui se sont mis dans l'impossibilité d'embrasser une autre profession, à se trouver tout à coup sans moyens d'existence, et à languir dans la détresse eux et leur famille. Il y aurait à cela de l'injustice et de la cruauté. Si dans les professions privées on est venu quelquefois au secours des individus que le progrès des arts, la découverte de nouvelles machines laissaient tout à coup sans emploi, pourquoi n'en serait-il pas de même dans le service public? pourquoi, à mesure que se simplifierait et se perfectionnerait le gouvernement, ne soutiendrait-on pas ceux que la suppression des emplois inutiles viendrait à priver de leur état?

Le meilleur moyen de rendre les réformes faciles, c'est de désintéresser ceux qu'elles doivent atteindre. Si l'on avait eu cette sagesse au commencement de la révolution, si, en attaquant certains abus, on eût pourvu convenablement au sort des individus qui en vivaient, il est permis de croire que la révolution aurait eu quelques obstacles de moins à vaincre.

Il ne serait donc pas impossible, à la rigueur, d'opérer la réforme dont nous parlons sans exciter trop de clameurs et provoquer trop de résistances. Il suffirait en quelque sorte, pour cela, de tuer les abus en laissant vivre les personnes; de supprimer les emplois inutiles en indemnisant, selon le besoin, ceux qu'on en dépouillerait. On écarterait ainsi, tout à la fois, et les prétendans et les titulaires: ceux-ci consentiraient à se retirer, parce qu'ils n'auraient aucun motif de se plaindre, ceux-là parce qu'ils ne verraient plus rien à convoiter. A mesure que diminueraient le nombre et les profits des emplois, l'administration deviendrait nécessairement plus douce, et le nombre des ambitieux moins considérable; et tandis que la nation s'affranchirait du despotisme, le gouvernement se mettrait peu à peu à l'abri des révolutions.

Au lieu de cela, qu'a-t-on fait ? On a ménagé soigneusement les abus et déployé sa sévérité contre les personnes. On a conservé les emplois et supprimé les employés. On a exagéré le nombre et les profits des places, et l'on a appelé de nouveaux individus à en jouir. Il existait une ancienne garde, on l'a écartée et l'on en a formé une nouvelle. On avait une armée trop nombreuse qu'il était impossible de payer ; on a appelé des Suisses que l'on paye le double. Il existait dix fois plus d'officiers qu'il n'était possible d'en employer ; on a créé une multitude d'officiers nouveaux auxquels on a livré les postes des anciens avec des traitemens supérieurs. Il y avait beaucoup de préfets et de sous-préfets de reste ; une épuration générale en a doublé le nombre. Il y avait trop de juges, on a nommé de nouveaux juges ; il y avait trop d'administrateurs, on a créé de nouveaux administrateurs ; les administrations étaient encombrées de commis, on a renvoyé ceux qui s'y trouvaient et on en a appelé un plus grand nombre. Finalement, on a partout frappé les personnes et partout respecté, accumulé les désordres. Qu'on regarde l'administration que nous avait laissée Bonaparte ; qu'on passe en revue les états-majors, les régies, le nombre

des emplois, le taux des salaires : on verra que tout cela a été conservé, accru, outré, poussé jusqu'au scandale. Seulement, les mêmes choses ne sont plus possédées par les mêmes personnes : en améliorant le domaine, on l'a fait passer en de nouvelles mains.

Il est aisé de concevoir qu'elles ont dû être les conséquences d'une telle conduite. Comme la réforme n'atteignait que les personnes, elle a rencontré des résistances invincibles qu'elle n'eût point éprouvées si elle avait porté sur les choses. Les hommes du gouvernement impérial, voyant qu'on ne les dépouillait de leurs emplois que pour les transporter aux hommes de l'ancien régime, n'ont pas vu le moindre motif pour se résigner à en faire le sacrifice ; et au lieu de rentrer dans la vie privée, ils se sont opiniâtrément maintenus sur les routes du pouvoir en attendant du temps et des événements l'occasion de les ressaisir. Plus tard, les hommes de l'ancien régime, voyant qu'on ne leur enlevait une partie de leurs places que pour les redonner aux hommes du gouvernement impérial, n'ont vu, à leur tour, aucune raison pour consentir à se laisser dépouiller en faveur de leurs concurrents ; et au lieu de jouir paisiblement du pouvoir qui leur restait, ils ont fait un vacarme

116 *De l'influence qu'exercent sur le gouv.*

épouvantable pour recouvrer celui qu'ils avaient perdu. Enfin , le gros du public n'éprouvant aucune espèce de soulagement de ces mutations d'hommes ; voyant que l'administration impériale continuait à peser sur lui de tout son poids ; voyant que , malgré quelques améliorations introduites dans les formes générales du gouvernement , il restait sanglé , bâti , chargé comme sous Bonaparte , et que même son fardeau devenait un peu plus pesant , le gros du public, disons-nous, n'a aucune raison très-positive de se féliciter des réformes opérées, et au lieu de se rallier au ministère, il a fait tous ses efforts pour se délivrer des abus qu'il voulait maintenir. Le ministère, en ne faisant porter les réformes que sur les personnes et en conservant, en accumulant les abus, s'est donc mis dans la nécessité d'avoir toujours à lutter contre une faction et contre le public. Or, cette nécessité subsistera pour lui tant que les réformes, au lieu de porter sur les hommes, ne tomberont pas sur les choses ; tant qu'il voudra maintenir et les états-majors, et les sinécures, et les gros salaires, et les milliers de places inutiles ; tant qu'il voudra, en un mot, que le pouvoir reste un domaine. Il n'obtiendra jamais qu'une faction renonce à ce domaine en faveur

de l'autre. Il obtiendra encore moins que le public le laisse en jouir paisiblement avec aucune. S'il veut l'exploiter avec des royalistes, il aura contre lui les bonapartistes et la nation. S'il veut le faire valoir avec des bonapartistes, il aura contre lui la nation et les royalistes. S'il veut en jouir avec un tiers parti formé de royalistes et de bonapartistes, il aura contre lui les deux factions et le public. Si, pour s'en assurer la possession, il s'arme de lois de terreur, il a recours à des mesures violentes, ces mesures ne serviront qu'à lui rendre encore plus contraires et le parti qui ne sera pas admis à l'exploitation, et le public sur qui elle sera exercée. Il n'a manifestement qu'un moyen de sortir de cet état de lutte et de péril, c'est de faire qu'il n'y ait plus de domaine; d'abandonner ce que les factions se disputent et que le public refuse d'accorder. Ce seul changement dans sa conduite en amènera nécessairement un très-heureux dans sa situation. Si, au lieu d'enlever une sinécure à un royaliste pour la donner à un bonapartiste, il supprime la sinécure, il est évident qu'aucun des prétendants ne pourra se plaindre, et que le public, en faveur de qui s'opérera la réforme, aura lieu d'être satisfait. C'est donc, non à changer de parti qu'il doit

118 *De l'influence qu'exercent sur le gouv., etc.*

tendre, mais à supprimer ce qui divise les partis et tient le public éloigné de lui, à supprimer les places inutiles, à baisser les profits des hauts emplois nécessaires, à faire que le pouvoir au lieu de se présenter comme un bénéfice, se présente comme une charge, et change de caractère et de nature. En opérant cette réforme, il s'ôtera sans doute l'appui des partis, mais il se délivrera aussi de leurs attaques; il verra les factions se fondre et le public se rallier à lui, et tandis qu'il acquerra de la force, la nation gagnera de l'aisance et de la liberté.

D. . . . R.

DEUXIÈME PARTIE.

OUVRAGES

SCIENTIFIQUES ET LITTÉRAIRES.

OBSERVATIONS

Sur les dernières élections et sur la situation présente du ministère ; par M. le marquis DE VILLENEUVE, ancien préfet des départements de Tarn-et-Garonne, des Hautes-Pyrénées et du Cher (1).

AVANT de faire aucune réflexion sur cet écrit, nous commencerons par réunir sous un même point de vue quelques-unes des propositions et des phrases les plus remarquables qu'il renferme :

« Le temps est sombre. La tempête s'amoncelle, l'aiglon de la démocratie souffle avec une

(1) Brochure in-8°. de 32 pages ; à Paris, au bureau du Conservateur, rue de Seine, n°. 8.

impétuosité multipliée par elle-même. Le gouvernail, au lieu de tendre au port, se prête au gré de la tempête. Tout va périr corps et biens : c'est le moment de jeter le cri général d'effroi. — On reconnaît à la lueur des torches que nous marchons sur un terrain miné. — Nous sommes dans un système qui nous mène en ligne droite et courte à une révolution nouvelle. — A la session prochaine le ministère tombera sans coup férir aux pieds de l'effigie de l'usurpateur ou de la république. — Le peuple s'inquiète peu encore au bruit lointain du tonnerre qui gronde ; mais le tourbillon l'entraînera comme les classes supérieures et bouleversera jusqu'au fond de l'abîme ses rapports journaliers, ses travaux, ses ressources, sa famille. — C'est alors que du milieu de cette multitude (la classe moyenne) avide de nouveautés, éperdue dans ses désirs, crédule et inflammable, s'élèveront des hommes forts qui, nouveaux Antées, fils de la Terre, recevront d'elle une vigueur irrésistible. Ils demanderont, à leur tour, compte des richesses qu'ils convoitent, et du pouvoir qu'ils ambitionnent. — Il se pourrait même que 1820 donnât au monde, plus affligé qu'étonné, une copie trop fidèle de 1792. Hélas ! le château

des Tuileries touche à la place Louis XV : l'intervalle n'est qu'un jardin , lieu d'enchantement qu'on parcourt en un quart d'heure à travers les jeux de l'enfance , les pompes du monde et les promenades solitaires de l'homme mûr, tristement pensif entre cette place et ce jardin , etc. »

Nous devons dire , avant de rien observer sur ce qu'on vient de lire , que des phrases semblables ou peu différentes se retrouvent dans la plupart des écrits ultra-royalistes qui ont paru à l'occasion des dernières élections.

Maintenant, veut-on savoir ce que tout cela signifie ? Veut-on savoir pourquoi le temps est sombre, pourquoi la tempête s'amoncèle , pourquoi nous marchons , en ligne droite et courte , à une nouvelle révolution ? Le voici : C'est que le parti ultra-royaliste , qui avait deux cent seize représentans à la chambre de 1815 , n'en eut plus que quatre-vingt-cinq à celle de 1816 , que soixante-dix à celle de 1817 , et qu'il ne lui en reste que soixante cette année. C'est que les nouveaux collèges électoraux paraissent ne devoir plus envoyer aucun ultra connu pour tel à la législature ; c'est que la faction ultra-royaliste , déjà réduite de trois cinquièmes , le sera peut-être , dans un an , de quatre cinquiè-

mes, et, dans deux ans, de cinq cinquièmes, c'est-à-dire, que dans deux ans elle sera peut-être réduite à zéro ; c'est que, dans le temps où le nombre des ultra-royalistes et des ultra-ministériels décroît à vue d'œil dans la chambre des députés, le nombre des amis de la liberté y fait des progrès sensibles ; c'est enfin, que la nouvelle loi des élections, en même temps qu'elle annule l'opposition ultra-royaliste dans la chambre, paraît devoir retirer la majorité aux ministériels de profession pour la transmettre graduellement aux libéraux.

Voilà ce qui fait que le temps est sombre, et que la tempête s'amoncèle, et que tout va périr, et que le ministère tombera dans un an aux pieds de l'usurpation ou de la république. C'est cette maudite loi des élections qui est cause de tout le mal ; c'est elle qui fait jeter à M. de Villeneuve et à ses amis le cri général d'effroi.

La loi des élections est *un instrument qui agit au rebours et qui démolit au lieu de bâtir*. M. de Villeneuve affirme qu'elle tend au renversement du trône et de la légitimité. Il insinue qu'elle menace la vie du roi. Suivant lui, « sa conséquence inévitable, plus ou moins prochaine, serait... faut-il dire ce mot ter-

rible?... serait la loi agraire. » Il expose qu'elle fera sortir de la classe moyenne des hommes forts qui, nouveaux Antées, fils de la Terre, demanderont compte, à leur tour, des richesses qu'ils convoitent, et du pouvoir qu'ils ambitionnent. Il montre comment elle entraînera le peuple dans un tourbillon qui bouleversera jusqu'au fond de l'abîme ses rapports, ses travaux et sa famille. Il parle aussi des ressorts qu'elle fait agir. « Quelles passions, dit-il, quelle corruption, quel abus du mensonge ! Au lieu d'union et de paix, quelle fièvre dévorante ! Dans la plupart de lieux d'assemblée quel hideux aspect ! Nous n'en voyons encore que les orgies : l'année prochaine viendront les violences ignobles, les éclats, les grossiers outrages ; et, dans deux ans, s'il y a lieu, les violences meurtrières, les coups de sabre, les coups de poignard. »

Que répondre à des observations d'une nature si singulière ? Peut-on sérieusement entreprendre de prouver qu'avant deux ans on ne s'égorgera pas dans les nouveaux collèges électoraux ? Que ces collèges, en refusant de donner leur confiance à des ultra-royalistes ou à des ultra-ministériels, et en élisant de préférence des députés patriotes, des

hommes tels que MM. d'Argenson, La Fayette, Dupont de l'Eure, Martin de Gray, de Grammont, Ternaux, Laffitte et trente autres, n'ont pas précisément pour objet de tout bouleverser ? Qui ne reconnaît dans le langage violent que tiennent, au sujet des élections, M. de Villeneuve et ses amis, le délire qui se manifeste presque toujours à la suite d'une ambition répercutée ? Qui ne voit que c'est le dépit, ou le désir d'effrayer le gouvernement sur les conséquences d'une loi qui ruine leurs espérances comme parti, qui leur inspirent tant de déclamations furibondes, qui leur font faire tant de sinistres prédictions ? Eh ! messieurs les hommes monarchiques, qui avez l'air de redouter les violences, les secousses, les catastrophes, vous seriez trop heureux que la loi des élections pût produire quelque désordre réel. On sait combien les idées de bouleversement vous sourient, aussitôt que les affaires du parti vous paraissent désespérées. On sait de quoi vous êtes capables alors, pour amener les excès que vous feignez de craindre, et vous faire du mal que vous provoquez un argument contre le bien que vous voudriez prévenir. Quand toute votre conduite, depuis trente ans, n'aurait pas assez dévoilé votre tactique à cet égard,

et sur la situat. présente du ministère. 125

les derniers événemens de Lyon seraient assurément bien suffisans pour la faire connaître. Votre art, lorsque le gouvernement a pris quelque bonne mesure en faveur de la liberté, est d'exciter, à l'instant même, des désordres qui puissent l'en faire repentir et le déterminer à la rapporter. S'il a eu l'imprudence de vous confier du pouvoir, vous vous en servez pour fomenter des conspirations. Si vous n'avez pas les moyens de faire conspirer, vous conspirez vous-même. Si vos conspirations échouent, vous avez recours à d'autres pratiques : dans l'impuissance de produire par vous-mêmes aucune agitation, vous appelez le gouvernement à votre secours ; vous ne négligez rien pour le pousser à des mesures violentes ; à défaut de désordres présens qui puissent les motiver, vous lui rappelez des désordres anciens et lui annoncez qu'ils vont se reproduire. Il n'est pas jusqu'à la modération des amis de la liberté dont vous ne cherchiez à tirer parti pour l'effrayer. Prenez garde, lui dites-vous ; ces hommes modérés sont des ambitieux *qui veulent hériter du trône sans secousses* (1). Enfin, il

(1) Paroles du Conservateur, IX^e. livraison, p. 423.

n'est pas d'expédiens auxquels vous n'ayez recours pour exciter des troubles, et vous faire ensuite de ces troubles un argument sans réplique contre les institutions que vous voulez détruire, parce qu'elles ruinent votre domination.

Loïn donc de croire que certains ultra-royalistes craignent, comme ils le disent, que la loi des élections n'amène de fâcheux désordres, il faut, au contraire, tenir pour certain que leur plus ardent désir serait de la voir produire quelque malheureux effet. Ils savent qu'ils n'auront pas cette joie, et voilà précisément ce qui les irrite. On voit percer dans tous leurs écrits l'amer dépit qu'ils ressentent du calme imperturbable que conserve le public au milieu de toutes leurs provocations au désordre. Tandis que, d'une part, ils reprochent aux amis de la liberté de vouloir tout renverser, tout ravager, tout tuer; d'un autre côté, ils semblent leur faire un crime de la mesure dans laquelle ils se tiennent. « Ne craignez pas, disent-ils, qu'ils s'engagent dans une guerre ouverte tant qu'ils pourront faire des conquêtes en pleine paix. Si vous continuez à leur donner, ils continueront de recevoir, et ne s'exposeront pas au reproche de prendre. Deux ans d'expérience

leur ont appris ce qu'on gagne à *usurper* sans dispute (1). » Ailleurs, leurs paroles sont encore plus expressives. « Du moins, disent-ils en parlant des libéraux, s'il s'agissait ici d'un parti *violent et désavoué*; si nous avions affaire à des *Guise* ou à des *Gracques*, les choses pourraient aller autrement : le principe serait menaçant, mais nié; la conspiration serait publique, mais combattue; elle marcherait tête levée, mais par des *secousses*, des *entreprises*, des *guerres civiles*, et l'état (c'est-à-dire notre parti) trouverait des chances de salut dans les vicissitudes de la guerre. Mais ici vous n'avez de guerre ni à craindre, ni à espérer. Ce n'est pas un plan de campagne que fait l'ennemi. . . . pas un cri, pas une goutte de sang. . . . Ne craignez pas revoir un dix août ou un vingt mars. Pas un nom propre ne périra, ils n'en veulent qu'aux choses, etc. (2). »

Lecteur, vous le voyez, les hommes monarchiques se plaignent de ne pas trouver dans les amis de la liberté des ennemis assez *violents*; ils regrettent de n'avoir pas affaire à un parti d'ambitieux, à des *Guise*, à des *Gracques*.

(1) Voyez le Conservateur, X^e, livraison, page 419.

(2) *Ibid*, page 446.

Ils sont au désespoir de n'avoir de guerre , ni à craindre *ni à espérer*. *Ni à espérer !* Quelle parole ! Ces Messieurs auraient donc bien envie qu'on leur fit la guerre ! Ils voudraient donc bien que les amis de la liberté se livrassent à des excès , qu'ils procédassent par *entreprises* et par *secousses* , qu'ils poussassent des *cris* , qu'ils répandissent du *sang* , qu'ils fissent des *dix août* et des *vingt mars* ! Hélas ! il faut les plaindre ; leurs vœux ne seront pas exaucés. En nous montrant ce qu'ils désirent , ils nous enseignent ce que nous devons éviter , et quand nous ne serions pas modérés par sentiment , nous le serons par politique. Non , Messieurs , vous n'aurez pas la douceur de pouvoir faire de justes reproches aux amis de la liberté. Ils ne se livreront point envers vous à des violences ; il leur suffira de se mettre à l'abri de vos atteintes ; ils se contenteront d'obtenir des garanties contre votre esprit d'avarice et de domination. Vous ne pouvez pas seulement espérer que , pour conquérir ces garanties , ils procèdent par *secousses* ou par *entreprises*. Ils paraissent tout-à-fait résolus à ne pas vouloir aller plus vite que la raison publique , et à ne rien entreprendre pour obtenir les institutions que réclame encore leur sûreté , qu'à la faveur

des institutions déjà existantes. Il ne vous serait permis d'espérer qu'ils procédassent autrement, que dans le cas où vous parviendriez à faire détruire ces institutions, dans le cas où le public viendrait à perdre le moyen de faire connaître ses besoins, dans le cas où vous lui feriez ravir la loi des élections par exemple. Oh ! si vous obteniez ce triomphe sur lui, il y a apparence que tous vos vœux seraient comblés. Il nous semble, en effet, qu'alors tout ce que vous souhaitez deviendrait facile ; il nous semble que la guerre, et les secousses, et les violences, et les dix août, et les vingt mars ne devraient pas se faire attendre long-temps. Mais peut-être, Messieurs, commenceriez-vous bientôt à comprendre que vous aviez formé d'imprudens désirs.

On voit que tout ce que nous avons rapporté de M. de Villeneuve se trouve complètement réfuté par ce que nous avons cité du Conservateur. Il ne faut pas que la loi des élections nous pousse en ligne droite et courte à une révolution nouvelle ; puisque le Conservateur regrette que les amis de la liberté ne procèdent pas par *entreprises* et par *secousses*. Il ne faut pas que cette loi nous ramène à 1792 ; puisque le Conservateur assure qu'on ne peut pas se flatter de

revoir un dix août. Il ne faut pas qu'elle tende au renversement du pouvoir légitime ; puisque, au dire du Conservateur, les réformes auxquelles aspirent les libéraux, ne doivent s'opérer que sous la sanction royale et dans la pleine paix et légitimité (1). Il ne faut pas qu'elle tende à faire sortir de la classe moyenne une nouvelle race d'hommes avides du pouvoir et de richesse ; puisque le Conservateur se désespère de voir que les patriotes qu'elle a fait être ne forment pas un parti d'ambitieux, ne sont pas des *Guise*, ou des *Gracques*. Finalement, il est manifeste par tout ce que dit le Conservateur, que ce que les ultra-royalistes redoutent le moins, c'est que la loi des élections devienne la source de nouveaux désordres ; que ce qui les effraie le plus, au contraire, c'est de voir qu'elle peut opérer le bien sans secousses, qu'elle tend à ruiner les partis, sans qu'ils puissent ni l'empêcher ni s'en plaindre ; qu'elle les dissout petit à petit, *senza dolore*, comme s'exprime fort élégamment le Conservateur, et qu'enfin elle nous conduit à la liberté par une marche lente mais sûre, mais infaillible.

Aussi, au lieu de perdre notre temps à re-

(1) X^e liv., page 447.

pousser les conséquences par trop absurdes que M. de Villeneuve se plait à tirer de la loi des élections, allons-nous nous appliquer à montrer clairement et nettement les véritables effets que cette loi tend à produire, afin que le public ne puisse pas se tromper sur les motifs, du reste assez évidents, de l'aversion qu'a pour elle un certain parti, et qu'il sache bien à quel point il est intéressé à la défendre, si jamais on avait la hardiesse d'entreprendre de la renverser.

La loi des élections est fondée sur ce principe bien simple que l'objet, l'unique objet de la représentation nationale est de veiller à la conservation de nos droits publics tels qu'ils sont définis par les articles 1, 2, 3, 4, 5, 8 et 9 de la charte constitutionnelle, c'est-à-dire, que son objet est d'empêcher qu'il puisse jamais être attenté à la sûreté de nos personnes, à l'inviolabilité de nos fortunes, à la liberté de nos opinions, de nos consciences, de toutes nos industries, et que par suite il est aussi de nous procurer toutes les garanties secondaires dont nous avons besoin pour que la jouissance de ces libertés devienne réelle, effective, assurée, et ne puisse jamais nous être ravie.

Ce point reconnu, le problème qu'on avait à résoudre en faisant une loi d'élection, c'était

de savoir à quelle partie de la population il était le plus expédient de confier le pouvoir d'être les représentans du peuple, pour que ces représentans fussent choisis conformément à l'objet de la représentation nationale; c'est-à-dire, pour qu'ils fussent véritablement propres à nous faire jouir de nos droits publics. Pour cela, une seule chose était à faire, c'était de chercher quelles étaient les classes d'individus les plus intéressées au maintien de ces droits et tout à la fois les plus capables de choisir des hommes propres à les faire respecter.

A vrai dire, il n'est pas une classe de citoyens, depuis les plus élevées jusqu'aux plus inférieures, dans laquelle on ne soit également intéressé à voir sa personne, sa liberté, ses biens à l'abri de toute atteinte. Le gentilhomme pense; à cet égard, comme le vilain, l'aristocrate comme le démocrate. Nous savons par expérience que les ultra-royalistes n'aiment pas mieux que les libéraux à être arrêtés arbitrairement. Personne n'a déclaré avec plus de feu que M. Canuel (lorsqu'il était à la Furob) contre les rigueurs illégales du secret. Il n'est pas jusqu'à Bonaparte qui, depuis sa chute, n'élève sa voix contre l'arbitraire et qui ne se plaigne d'être illégalement détenu, lui qui,

pendant quinze ans, n'a respecté la liberté de personne. Tout le monde veut donc que sa liberté soit respectée, cela est clair. Mais il est des classes d'hommes qui portent l'amour de l'indépendance jusqu'à vouloir jouir à la fois de leur liberté et de celle d'autrui. D'autres, au contraire, ont si peu joui de la liberté, que loin de pouvoir envahir celle des autres hommes, elles ne sont pas même capables de défendre la leur. Quoique toutes les classes de citoyens soient également intéressées à jouir des libertés que la charte consacre, toutes ne sont donc pas également propres à choisir les représentans qui doivent procurer au public la jouissance de ces libertés. On sent que les unes peuvent manquer de désintéressement, et les autres de lumières. Il est assez évident, par exemple, que, si l'on eût concentré dans les mains de nos seigneurs, les marquis, les comtes et vicomtes, le droit de choisir des représentans au peuple, ces messieurs ne se fussent pas piqués, dans leurs choix, d'un très-grand désintéressement. Il est permis de croire aussi que, si l'on eût remis ce pouvoir aux dernières classes de la société, ces classes n'en auraient pas usé avec tout le sang-froid et le discernement désirable. Il fallait donc que, sans déférer exclusivement

134 *Observations sur les dernières élections*

le pouvoir électoral à aucune classe de citoyens, on tâchât de le faire tomber spécialement dans les mains d'individus qui n'eussent pas de privilèges à faire prévaloir, comme ceux qu'on désigne par le sobriquet de nobles, qui ne fussent pas tout-à-fait dépourvus d'instruction, comme ceux des derniers rangs de la société, qui, par leur situation dans le monde n'eussent pas de plus grand intérêt que celui d'être libres et tranquilles, et à qui leur fortune laissât d'ailleurs assez de loisir pour s'instruire des vrais moyens de le devenir. C'est ce qu'on a fait, quoique assez involontairement peut-être, en décrétant que tout homme payant cent écus de contribution serait de droit électeur. Par là, on n'a point exclu des collèges électoraux les dernières classes du peuple; puisque tout homme peut accroître sa fortune par son travail, et qu'il suffit de posséder une certaine fortune pour être, soit électeur, soit éligible. On n'en a pas exclu non plus les classes dites nobiliaires, puisqu'il suffit aux individus de ces classes, comme à ceux de toutes, de payer cent écus de contribution pour y être admis. Il est résulté seulement de cette disposition fondamentale de la loi des élections que le corps électoral s'est trouvé composé, en majorité, d'hommes de

la classe moyenne, c'est-à-dire, d'agriculteurs, de négocians, de manufacturiers, de gens de loi, d'hommes de lettres, toutes gens qui n'ont point d'intérêts privilégiés à faire triompher, dont le premier besoin est de jouir des libertés reconnues par la charte, et qui, s'ils ne possèdent pas tous encore le degré de lumières et de fermeté nécessaire pour faire les meilleures élections possibles, ont cependant, en masse, et plus de lumières, et plus de tenue qu'aucune autre classe de citoyens, et se montreront chaque année mieux formés aux idées et aux pratiques de la liberté.

Le premier résultat de la loi des élections a donc été de donner, dans les collèges électoraux, la majorité à la classe moyenne. Voyons maintenant, quelles doivent être les conséquences de ce fait.

La première, c'est que la noblesse, puisque noblesse il y a, n'a plus, *en tant que noblesse*, aucune influence dans les collèges. M. le marquis de Villeneuve parle avec une grande sensibilité de l'état d'étouffement dans lequel elle y est tenue par la classe mitoyenne. Il se plaint avec amertume de ce qu'elle n'a plus d'accès à la chambre des députés. Il est vrai que le nombre de ses représentans dans cette chambre

va décroissant d'année en année , et qu'elle est menacée d'en être bientôt complètement exclue. Mais qu'a-t-on à dire contre cela ? N'y a-t-il pas trop d'impertinence à prétendre que la noblesse doit siéger en corps à la chambre des communes ? N'est-il pas trop ridicule de vouloir que la noblesse , comme noblesse , soit représentée ? Et à quel titre le serait-elle , s'il vous plaît ? La noblesse , vaine et puérile qualification laissée à quelques hommes , est-elle donc au nombre des intérêts que doit défendre la représentation ? Il nous semblait que la représentation était destinée à défendre les droits publics de la France , et non à maintenir entre ses habitans la distinction de nobles et de vilains. Il nous semblait qu'elle avait été uniquement instituée pour veiller à la conservation et à l'affermissement des libertés que la chartre consacre ; pour maintenir la sûreté des personnes et des fortunes, la liberté des opinions, des consciences , de toutes les industries. Qu'est-ce que les nobles ont à lui demander de plus , et comment , en tant que nobles , peuvent-ils prétendre siéger dans son sein ? Ils ont , dites-vous , comme les autres hommes , leur personne , leur liberté , leurs biens à défendre. Sans doute , et aussi ne les repousse-t-on que

comme nobles et non comme hommes intéressés au maintien de la sûreté et de la liberté. La preuve, c'est que partout où des gentilshommes se sont présentés comme des amis sincères de nos droits publics, leur qualité de nobles n'a point empêché de les élire; la preuve, c'est qu'on a élu, MM. de La Fayette, d'Argenson, de Grammont, qui sont peut-être bien aussi nobles que d'autres.

D'ailleurs, les nouveaux électeurs n'eu-
sent-ils fait à aucun gentilhomme l'honneur
de lui donner leur confiance, il est certain
qu'en choisissant les députés qu'on traite de
démocrates, ils n'ont voulu élire, ils n'ont,
en effet, élu que des hommes dont le plus grand
intérêt est de faire respecter les personnes et
les fortunes; et que par conséquent la noblesse
n'a point à craindre pour ses propriétés. As-
surément on ne persuadera à personne que des
hommes comme MM. d'Argenson, Laffitte,
Ternaux, de Grammont et les autres députés
qui siègent du même côté de la chambre n'of-
frent pas autant de garantie de leur respect
pour la propriété que des hommes qui, posses-
seurs de la moitié du sol de la France (ce sont
eux-mêmes qui le disent) ne se trouvent pour-
tant pas assez riches pour payer leurs dettes, et

qui profitent de leur influence dans les chambres pour se faire accorder tous les ans un nouveau sursis.

Un second effet de la disposition qui a donné dans les collèges électoraux la majorité à la classe moyenne, c'est que le ministère, en tant qu'il serait l'ennemi des libertés que la charte reconnaît et des garanties que ces libertés réclament, a dû perdre, comme le parti ultra-royaliste, presque toute influence sur les élections. Il est resté maître des voix d'un certain nombre d'hommes liés au pouvoir par des intérêts particuliers ; mais il n'a plus arbitrairement disposé de la majorité des électeurs, devenue beaucoup trop nombreuse pour qu'il pût réussir à l'intimider ou à la corrompre. Il lui a fallu, pour la faire voter selon ses vues, argumenter avec elle, se présenter comme le défenseur naturel des intérêts qu'elle veut mettre à couvert. Il est notoire que, s'il est parvenu à faire élire la plupart de ses candidats en 1817, c'est qu'ayant dissous la chambre de 1815, et se présentant comme l'ennemi du parti qui avait la majorité dans cette assemblée, on a supposé qu'il l'était aussi des violences, de l'arbitraire, et de tous les excès auxquels ce parti s'était livré. Il est notoire que c'est à des considérations du même

genre qu'il a dû , encore cette année , la nomination d'une partie de ses candidats. Finalement , il est devenu certain , par l'introduction de la classe moyenne dans les collèges électoraux , que les menaces , les promesses et tous les ressorts de l'intrigue ne sauraient suffire au ministère pour y avoir la majorité ; qu'il lui faut nécessairement avoir recours à la persuasion , et qu'à mesure qu'il lui deviendra plus difficile de persuader aux électeurs que les candidats ministériels sont de bons défenseurs de nos droits publics , il aura naturellement plus de peine à en obtenir des choix conformes à ses desirs , et verra le nombre de ses représentants dans la chambre devenir , d'année en année , moins considérable. C'est ainsi que les électeurs , plus malaisés à convaincre cette année que l'année dernière , ont élu en 1818 , moins de candidats ministériels qu'en 1817 ; et c'est probablement ainsi qu'en 1819 ils en éliront moins qu'en 1818. Du reste , il est assez aisé de voir que , s'ils repoussent certains candidats ministériels , c'est dans l'intérêt de la liberté , et non par un sentiment d'animosité envers le gouvernement ; et la preuve de ceci , c'est qu'ils ne font pas la moindre difficulté à choisir leurs députés parmi les agens du

gouvernement, lorsqu'on parvient à leur persuader que tels fonctionnaires qu'on leur propose seront des gardiens fidèles de nos libertés. Assurément, quand des électeurs qu'on traite de démocrates vont chercher leurs représentans dans les conseils du prince; quand ils confient la défense de nos droits à des procureurs du roi, à des conseillers d'état, à des ministres d'état, à des ministres; quand enfin, dans une seule année, ils élisent trente-cinq des présidens qui leur sont envoyés par la cour, comme ils l'ont fait l'année dernière, assurément ces électeurs font assez voir qu'ils ne sont pas des démocrates bien ombrageux, des ennemis bien intraitables; et l'on peut juger que, si d'une année à l'autre ils se montrent moins disposés à prendre leurs représentans parmi les candidats du ministère, c'est qu'il leur devient tous les ans plus impossible de croire que les députés ministériels soient des partisans bien sincères de nos libertés.

Enfin, comme, en repoussant de la représentation nationale les ultra-royalistes et les ministériels de profession, les nouveaux collèges électoraux n'ont manifestement en vue que la conservation et l'affermissement de nos droits publics, c'est une conséquence de cette

disposition qu'ils y envoient les hommes qu'ils croient le plus sincèrement dévoués au maintien de ces droits; et un troisième effet de la disposition qui a donné dans les collèges électoraux la majorité à la classe moyenne, paraît devoir être de porter graduellement aux libéraux la majorité qu'ont perdue les ultra, et qui échappé insensiblement aux ministériels.

Maintenant, à la perspective de ce résultat, les ultra-royalistes s'écrient que la loi des élections est une institution détestable. Ils disent que les nouveaux collèges électoraux sont des foyers de discorde; on bientôt on n'élira plus qu'à coups de sabre et à coups de poignard; ils disent qu'il n'en peut sortir que des ambitieux et des artisans de trouble; ils disent enfin que les prétendus libéraux élus par les nouveaux collèges sont des démocrates, qui nous conduisent à l'anarchie; à des révolutions; à des horreurs.

On ne peut assez s'étonner, en entendant sans cesse répéter de semblables paroles, de l'audace ou de la maladresse de ceux qui les proferent. Comment les ultra-royalistes osent-ils présenter les nouveaux électeurs comme capables de se porter à des excès, eux qui, aux élections de 1815, se livrèrent, dans les anciens

collèges électoraux à tant d'excès condamnables ? qui , à Toulouse , firent planter un gibet sous les fenêtres du président nommé par le roi , et le forcèrent d'abdiquer la présidence ; qui , à Nîmes , placèrent le collège électoral sous l'influence d'une troupe de pillards et de coupe-jarrets ; qui , à Mendè , le firent cerner par des bandes armées et prêtes à faire feu ; qui , dans la même ville , firent déclarer au président du collège que , s'il était élu , il ne sortirait pas vivant du lieu des séances ; qui , presque partout enfin , signalèrent leur influence , sinon par des coups de sabre et des coups de poignard , du moins par toute sorte d'ignobles violences et d'éclats , et de grossiers outrages ? Comment les mêmes hommes peuvent-ils reprocher à quelqu'un des vœux ambitieux ? Comment surtout osent-ils accuser les libéraux de nous ramener à 1793 ; quand nous sortons à peine de 1815 ? quand nous vivons toujours sous le règne de lois d'exception votées à cette époque ; quand le sang des protestans de Nîmes fume encore ; quand les horribles événemens de Lyon Mais , en vérité , il est trop aisé de récriminer. Laissons cela. Détournons promptement nos regards des excès commis par les ultra-royalistes , et voyons quels

faits ils allèguent contre les électeurs et les députés libéraux,

Assurément, s'il devait se passer dans les nouveaux collèges électoraux la dixième partie des désordres que se plaît à prévoir le parti ultra-royaliste, la loi qui les a institués serait une abominable institution. Mais où est, nous le demandons, le collège où l'autorité publique ait eu le moindre désordre à réprimer? On avait déjà prédit, il y a deux ans, que les nouveaux électeurs se livreraient aux excès les plus criminels. Ces hommes à cent écus, ces bourgeois, ces révolutionnaires devaient, disait-on, livrer la patrie à de nouvelles convulsions et la précipiter dans l'abîme. Ils menaçaient la France et l'Europe d'un nouveau bouleversement, etc. Eh bien! où sont donc les faits qui justifient ces noires prédictions? Qu'est-ce que les électeurs à cent écus ont bouleversé depuis deux ans? Dans quel département ont-ils trouble l'ordre? où ont-ils manqué de modération? Comment se fait-il que ceux qui les accusent avec tant de fureur n'aient pas un fait, pas un seul fait à leur imputer?

— Nous conviendrons encore que, si la loi des élections devait, comme on le dit, faire sortir de la classe moyenne une nouvelle race d'hom-

144 *Observations sur les dernières élections*
mes avides de pouvoir et de richesses ; elle
serait aussi détestable que le prétendent les
royalistes.

Il n'est déjà que trop de mangeurs ici-bas ;
et si nos efforts , pour en réduire le nombre ,
ne devaient tendre qu'à l'accroître encore , notre
parti le plus sage serait certainement de cesser
d'agir et de supporter notre malheur en silence.
Il n'est pas de pires réformes que celles dont
l'unique effet est de déplacer le pouvoir. Il faut
dire au réformateur dont les mesures ne tendent
qu'à nous donner de nouveaux maîtres , ce que
le renard de la Fable dit au hérisson qui veut le
délivrer des mouches qui le dévorent :

Garde-t'en bien : ami , ne le fais pas ;
Laisse-les , je te prie , achever leur repas.
Ces animaux sont souls : une troupe nouvelle
Viendrait fondre sur moi plus âpre et plus cruelle.

Mais l'effet de la loi des élections ne saurait
être , Dieu merci , de faire fondre sur nous une
nouvelle troupe d'ambitieux. Sa tendance bien
évidente , au contraire , est de nous délivrer ,
petit à petit , de ceux qui nous rongent ; et
voilà , s'il faut le dire , ce qui la rend si redou-
table à certaines gens. Assurément , quand les
nouveaux collèges électoraux choisissent leurs

représentans parmi les agriculteurs , les manufacturiers et les capitalistes les plus riches et les plus honorables de la France , il est difficile de penser que ce soient des ambitieux et des hommes avides qu'ils envoient à la chambre. Il est possible sans doute que dans le nombre des députés qu'ils élisent comme libéraux , il se trouve des hommes personnels et intéressés. Mais qu'importe , si ces hommes sont obligés de garder le masque à la faveur duquel ils se sont fait élire ? s'ils sont forcés , sous peine de perdre tout crédit , de parler et d'agir honorablement ? Ils ne pourraient devenir dangereux qu'autant qu'on parviendrait à imprimer aux affaires une marche violente , et qu'on offrirait ainsi à des partis qui ont disparu l'occasion de se reproduire.

Nul doute encore , assurément , que la loi des élections ne fût une institution fort mauvaise , si , en portant la majorité aux libéraux , elle devait , comme on dit , nous mener à une révolution. Mais où sont les faits qui décèlent dans les députés libéraux des pensées révolutionnaires ? quels actes a-t-on à leur reprocher ? Ce sont , dit-on , des démocrates , des hommes anti-monarchiques. Toujours des mots ; jamais un fait. Où est la preuve de leur inimitié pour

146 *Observations sur les dernières élections*

la monarchie ? On parle des antécédens politiques de plusieurs d'entre eux : les antécédens politiques de tous les royalistes sont-ils donc bien rassurans pour la légitimité ? Ne voit-on dans leurs rangs aucun suppôt de l'usurpation , aucun auxiliaire de la république de quatre-vingt-treize ? N'y a-t-il d'ennemis du gouvernement que les hommes qui n'ont été aux gages d'aucune tyrannie ? Encore un coup , où est la preuve que les députés libéraux en veulent à la monarchie ? On parle de ce qu'ils ont *conquis* , de ce qu'ils ont *usurpé* depuis trois ans. Le gouvernement , dit-on , leur a *concé* la loi des élections , l'enseignement mutuel , la suspension du nouveau concordat , la dernière ordonnance sur les gardes nationales , etc. Si le gouvernement leur a *concé* tout cela , ils ne l'ont pas *conquis* , ils ne l'ont pas surtout *usurpé*. Mais quand , en effet , ils auraient conquis tout ce que leur a *concé* le gouvernement , quel sujet aurait-on de s'en alarmer ? Ces conquêtes , poursuit-on , sont un acheminement à de nouvelles usurpations , et , d'usurpations en usurpations , les libéraux finiront par arriver à la république. A la république ! encore un mot. Il est vrai que , suivant les hommes monarchiques , ce sont les choses de la république et non le mot

que désirent conquérir les libéraux. Mais s'ils n'en veulent qu'aux choses , pourquoi parler du mot ? Contentez-vous d'examiner si les choses sont justes , raisonnables , nécessaires , telles qu'aucun gouvernement ne puisse légitimement les refuser , telles par conséquent que la monarchie soit obligée de les admettre. Car enfin , vous ne voulez pas sans doute que les intérêts de l'humanité soient sacrifiés à une forme de gouvernement ; et si nous devons désirer que la monarchie s'affermisse , c'est bien apparemment parce qu'elle est favorable aux véritables intérêts du public. Contentez-vous donc ; encore une fois , d'examiner si ce sont des choses justes ou iniques , utiles ou pernicieuses que demandent les libéraux ; car c'est de justice et d'utilité qu'il s'agit , et non de monarchie ou de république.

Ce que les libéraux réclament ce ne sont pas des faveurs et des grâces , qui ne s'accordent qu'aux dépens du public. On ne les verra pas , comme les ultra-royalistes , comme tous les hommes coalisés pour des intérêts privés , se plaindre sans cesse de ne pas recevoir assez de places , assez d'honneurs , assez d'argent. Leurs demandes sont un peu plus morales et un peu plus désintéressées que cela. Ce sont des li-

bertés et non du pouvoir qu'ils réclament. Le gouvernement aura fait assez pour eux quand les droits publics reconnus par la charte auront été pleinement garantis. Mais ils voudraient que ces droits fussent enfin mis hors d'atteinte, et ils désirent obtenir, à mesure que le public en sentira véritablement le besoin, les institutions nécessaires à cet objet. Ces institutions, on sait déjà quelles elles sont. Ce sont, en même temps que la représentation nationale, des assemblées communales et départementales, un jury, des gardes municipales, et enfin un mode d'élection à toutes ces choses tel qu'elles soient composées, autant que possible, d'hommes dont les intérêts soient analogues à ceux qu'il s'agit de défendre. Voilà ce que désirent les libéraux, et voilà ce que la loi des élections paraît devoir leur donner le moyen de conquérir, non pas tout à l'heure, ni dans l'espace d'une année, ni de deux, ni peut-être de dix; mais par la suite des temps, et à mesure que les électeurs mieux instruits du véritable objet de la représentation nationale, épureront la chambre des députés de ce qu'elle peut renfermer de gens ambitieux, et la composeront d'hommes dont le premier intérêt sera de donner de solides garanties à nos droits publics.

Si donc on voulait que ces droits n'existassent jamais qu'en spéculation , il n'y aurait pas à dé-livrer, il faudrait détruire la loi électorale ; car elle tend évidemment à faire de ces droits des vérités pratiques. Si l'on avait résolu de ne nous accorder jamais que des garanties illusoires , il faudrait détruire la loi des élections ; car elle nous donnera certainement un jour des garanties positives. La loi des élections étant déjà par elle-même une garantie réelle , la réalité qui est dans cette garantie ne peut manquer de passer dans toutes les autres : elle se communiquera d'abord à la représentation nationale , de là au jury , aux conseils municipaux , aux conseils généraux de département , et enfin à toutes les garanties qui ne sont encore que nominales. Dès lors il est évident que la loi des élections commence à nous faire sortir de l'empire des déceptions et des mensonges ; nous avons posé le pied sur le terrain de la liberté ; nous sommes certains de marcher vers elle , et notre marche est d'autant plus propre à effrayer ses ennemis qu'elle est plus régulière , plus lente , plus paisible , et par conséquent plus assurée. Que tous les fauteurs de discorde et de despotisme se hâtent donc d'élever la voix ; jamais l'empire de l'arbitraire n'a été dans un

si grand péril. La loi des élections l'attaque par sa base ; elle menace d'en renverser graduellement tous les appuis. Qu'ils ne cessent de réclamer contre cette institution fatale. Qu'ils terminent tous leurs discours en demandant qu'on détruise la loi des élections. Mais qu'en faisant cette demande ils ne perdent plus leur temps et leurs forces à en dissimuler les motifs. Qu'ils ne parlent pas de prévenir une révolution , quand leur effroi naît surtout de notre concorde. Qu'ils ne parlent pas de conserver la paix , quand leur plus grand chagrin est de voir qu'il n'y a de guerre ni à craindre, ni à espérer. Personne ne peut se tromper sur l'objet de leurs attaques contre la loi des élections. Il s'agit uniquement pour eux de détruire , à quelque prix que ce soit , une loi qui menace leur existence comme parti , comme mangeurs d'hommes ; il s'agit , comme ils le disent , d'être ou de ne pas être : *to be or not to be, it is the question.*

D. R.

PETIT COURS

DE JURISPRUDENCE LITTÉRAIRE,

OU

*Répertoire de police correctionnelle, à l'usage
des gens de lettres, selon MM. Hua, Vati-
mesnil, Marchangy, etc. ;*

PAR JOUSELIN DE LA SALLE (1).

EN voyant amener successivement devant les tribunaux et traîner dans les prisons tous les écrivains, presque sans exception, qui se permettent de n'être pas du même avis que le ministère, on ne sait s'il faut se plaindre ou des hommes que le gouvernement fait poursuivre, ou des magistrats par lesquels il les fait juger, ou des lois qu'il leur fait appliquer ; mais il est

(1) Deux volumes in-8°. ; à Paris, chez Lhuillier, libraire, rue Serpente, n°. 16. Prix du premier volume, 6 fr. 50 cent., et 7 fr. 50 cent. par la poste ; prix de la première partie du second volume, 5 fr. 50 cent., et 6 fr. 75 cent. par la poste.

évident qu'il y a , ou dans les écrivains , ou dans les juges , ou dans les lois , des vices profondément enracinés , et qu'il faut se hâter de détruire. Les poursuites qui se multiplient de jour en jour , au lieu de corriger ceux qu'elles atteignent ou qu'elles menacent , ne produisent que l'opiniâtreté ou l'endurcissement ; les hommes qui en sont l'objet ne perdent rien de leur considération aux yeux de la plupart de leurs concitoyens ; et , si l'on n'y prend garde , l'avilissement complet de la magistrature aura précédé de beaucoup la ruine de la liberté.

Si les écrits dont on a poursuivi ou dont on poursuit encore les auteurs , avaient été imprimés et publiés clandestinement , nous n'hésiterions pas à croire que c'est aux écrivains que les torts doivent être imputés ; nous penserions que le soin qu'ils ont pris de se dérober aux regards du public , est un indice de leur culpabilité , et que l'espoir d'échapper aux recherches de la justice a été la cause de leur persévérance ou de leur ténacité. Mais aucun des écrits qui ont donné lieu à des poursuites depuis trois ans n'a été imprimé clandestinement ; les auteurs , avant que de les livrer à l'impression , avaient la conviction qu'ils seraient dénoncés ou déclarés à la police par

l'imprimeur; ils savaient qu'après l'impression, ils ne pourraient les mettre en circulation que lorsque la police en aurait reçu cinq exemplaires, qu'elle en aurait fait faire l'examen, et qu'elle en aurait autorisé la publication; ils devaient donc avoir la certitude qu'ils seraient punis avant que d'avoir eu le moyen de consommer leur délit. Il est impossible d'admettre que des hommes de sens vont de gaieté de cœur tenter de commettre un délit après en avoir averti la police, et avec la certitude qu'elle leur ôtera les moyens de l'exécuter. Les écrivains n'ont pas été accusés de folie; il faut donc croire qu'ils se sont trompés, et que, s'ils sont tombés dans l'erreur, on ne peut les accuser du moins d'avoir eu l'intention d'enfreindre les lois.

Les écrivains devant être reconnus de bonne foi, serait-il permis de soupçonner que les juges ou les avocats du roi ont manqué de lumières ou d'impartialité? A Dieu ne plaise; comment des hommes qui peuvent décerner des mandats d'arrêt, et condamner les gens à la prison et à l'amende, pourraient-ils n'être pas les plus éclairés, les plus savans et les plus impartiaux des hommes? Certes, nul ne s'avisera de leur contester ces honorables titres, et

nous moins que personne. Il est bien vrai qu'ils sont choisis par le pouvoir pour juger ceux que le pouvoir accuse; mais, qu'importe? cela ôte-t-il quelque chose à leur science, à leur probité ou à leur impartialité? ne sont-ils pas après leur élection ce qu'ils étaient avant? n'ont-ils pas d'ailleurs en peu d'années acquis une longue expérience, et peut-on croire qu'ils n'entendent pas la liberté de la presse après avoir condamné à la prison tous les écrivains qu'on leur a livrés? Non, ce n'est point des officiers de l'ordre judiciaire qu'il faut se plaindre; délégués par le gouvernement pour juger, ils sont fidèles à leur mandat: ils jugent; et ils jugent avec les lumières et la conscience que le pouvoir leur connaissait lorsqu'il les a choisis.

C'est donc à la législation qu'il faudrait adresser ses reproches; mais comment serait-il possible que la législation fût assez mauvaise pour contraindre des juges éclairés et probes à condamner des hommes auxquels nulle intention criminelle ne pourrait être imputée? On conçoit qu'avec des lois bien faites on puisse n'être pas en sûreté si les magistrats sont corrompus; mais conçoit-on qu'avec des juges éclairés et intègres on puisse avoir quelque

chose à craindre même d'une législation vicieuse? Il n'est point de pays peut-être où les lois pénales soient plus mauvaises que chez les Anglais; et cependant nulle part les vices des lois ne sont moins sentis, tant leur institution du jury est puissante. La loi du 9 novembre elle-même deviendrait claire et douce, si jamais elle passait de l'autre côté de la Manche; tandis que la loi la plus intelligible et la plus humaine pourrait être funeste sur les rives de la Seine. De qui donc faut-il se plaindre? nous l'ignorons; nous voyons que le mal existe, mais nous ne saurions en indiquer la cause. Il est des personnes qui, ayant trop de bonne foi pour accuser les écrivains qu'on poursuit, et trop de prudence ou de circonspection pour se permettre de parler des juges, déversent toute l'amertume de leur âme sur la loi du 9 novembre. Nous imiterons leur exemple, quoique bien convaincus que cette loi n'est pas le plus grand de nos maux. Elle a fait beaucoup de mal, sans doute; mais elle ne l'a pas fait toute seule.

Ce qui nous enhardit à l'examiner, c'est qu'elle n'a été présentée que comme une mesure provisoire, et que l'époque à laquelle elle devait cesser est passée depuis long-temps.

« La juridiction prévôtale, est-il dit en effet dans le préambule de cette loi, a en sa faveur l'expérience des temps passés, et nous promet *les heureux résultats qu'elle a produits sous les rois nos ancêtres*. Mais, tandis que notre conseil prépare avec maturité les dispositions de la loi qui doit la rétablir, nous avons cru [devoir chercher un *remède momentané* dans une *législation provisoire*. » Ainsi, d'après ce préambule, la loi du 9 novembre 1815 ne devait être qu'un *remède momentané*, qu'une *législation provisoire*; elle devait cesser d'exister aussitôt que les cours prévôtales seraient établies. Le préambule qui en contenait la promesse implicite, commandait d'autant plus la confiance qu'il n'avait été adopté qu'avec réflexion; il ne se trouvait pas dans le projet de loi présenté aux chambres; il y fut ajouté avant la discussion, en vertu d'un ordre spécial, et sans doute ce ne fut pas sans raison (1).

(1) La commission nommée par la chambre des députés pour examiner le projet de loi, proposa des amendemens dont l'objet était d'aggraver les peines d'une manière terrible. Ces amendemens furent présentés au roi; et, comme le despotisme de cette chambre se faisait déjà vivement sentir, les modifications qu'elle proposa

ou Répertoire de police correctionnelle. 157

Cependant , qu'est-il arrivé ? La juridiction prévôtale a été établie , et la loi du 9 novembre a continué d'être exécutée ; cette juridiction a produit *les heureux résultats qu'elle avait promis*, et la loi du 9 novembre n'a pas cessé d'être en vigueur ; enfin , les prévôts et leurs cours ont disparu , et l'on n'en exécute pas moins la loi du 9 novembre , ce remède *momentané*, cette législation *provisoire*. Serait-il permis de croire qu'une mesure qu'on ne présentait que comme temporaire à la chambre

furent adoptées. Mais , en cédant à ses vœux , le gouvernement sentit la nécessité de donner à *la loi amendée* la durée la plus courte possible. Le garde des sceaux vint à la chambre , et parla en ces termes : « Messieurs , dit-il , le roi a donné son consentement aux amendemens dont *votre commission* vient de vous entretenir , et qui sont le résultat des observations qui ont été faites dans vos bureaux. Les ministres ont pensé que ces *amendemens exigeaient une explication* qui ne saurait être contenue dans les articles du projet de loi. *Ils ont pris les ordres du roi. Sa majesté a ordonné qu'il serait rédigé un préambule qui ferait corps avec la loi, et dont la rédaction serait présentée aux chambres.* » Ce préambule fut en effet rédigé , ajouté à la loi , proposé aux chambres et adopté ; comment a-t-on pu soutenir après cela que cette loi n'était pas une mesure momentanée ou temporaire ? (Moniteur du 17 octobre 1815.)

de 1815, est destinée à devenir définitive ? Ce n'est pas seulement parce qu'elle est excessivement sévère que cette loi est vicieuse ; c'est parce qu'elle qualifie mal les faits qu'elle a pour but de réprimer ; qu'elle est inintelligible dans la plupart des dispositions qu'elle renferme , et qu'elle se prête ainsi aux condamnations les plus arbitraires.

Jamais un homme en possession du pouvoir n'a pris, pour le conserver, autant de précautions que Bonaparte en avait prises ; non-seulement il s'était préparé, dans la procédure, les moyens de faire condamner et exécuter promptement tout individu dont il voudrait se débarrasser ; mais il avait fait rédiger un code où tous les faits dont il pouvait désirer la répression étaient prévus, et où la peine de mort se trouvait prodiguée. Comment est-il donc arrivé qu'en 1815 la législation impériale s'est trouvée insuffisante, et qu'on a eu besoin d'y ajouter de nouvelles dispositions ? A-t-on vu se manifester des faits qui jusqu'alors avaient été inconnus ? Des Français se sont-ils livrés à un genre de désordre dont l'espèce humaine n'avait pas encore offert d'exemple ? Non, sans doute ; mais les hommes qui ont été chargés de maintenir l'ordre public et de faire réprimer

les atteintes qui y seraient portées, n'ont pas eu assez d'intelligence pour demander ou pour faire l'application des lois déjà établies; il a fallu créer des lois, non pour de nouveaux criminels, mais pour une nouvelle espèce de magistrats.

Dans toute action produite par un être humain, il faut considérer deux choses : la partie matérielle et la partie morale, c'est-à-dire, d'une part, le fait considéré comme tel et abstraction faite de toute intention, et, d'une autre part, la volonté qui a produit ce fait. L'objet des lois pénales n'est point de faire souffrir l'individu qui a été convaincu d'une action nuisible; c'est d'agir sur les volontés dans lesquelles réside le principe des mauvaises actions, et de prévenir ainsi les faits dont l'exécution serait malfaisante. L'on agit donc sur les volontés avec plus ou moins de force, selon que l'intérêt qu'on a à empêcher un fait est plus ou moins grand; de là, la nécessité de graduer les peines, selon la gravité des délits; de là, aussi, la nécessité de remonter au principe d'une action, c'est-à-dire, à la volonté qui l'a produite, pour en déterminer le caractère, et pour savoir quelle doit être la peine qu'il faut infliger à celui qui en est l'auteur.

Il importe , sans doute , que nul particulier ne soit injurié ; mais il importe un peu plus qu'un magistrat ne le soit point dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions ; il importe davantage encore que ce magistrat ne soit point exposé à recevoir dans l'exercice de sa magistrature des outrages ou des blessures ; enfin , il importe encore plus que nul ne puisse former des attroupemens pour les diriger contre l'autorité publique , ou pour attaquer une partie des citoyens. Pour prévenir les mouvemens séditions , il a donc fallu agir sur les volontés avec plus de force que pour prévenir l'injure qui serait faite à des magistrats ; et , pour prévenir l'injure qui pourrait être faite à des magistrats , il a fallu agir avec plus de force que pour prévenir celle qui pourrait être faite à de simples citoyens. Nous voyons qu'en effet les peines ont été graduées suivant l'importance des faits qu'on a voulu prévenir.

Mais si , pour graduer les peines , le législateur a dû , comme nous l'avons dit , considérer le fait et la volonté , il n'a pas eu à examiner comment ce fait serait exécuté. Les moyens par lesquels on peut injurier , calomnier , blesser ou voler , sont infinis ; et celui qui entreprendrait d'en faire l'énumération essaierait

d'exécuter une chose absurde , parce qu'elle serait impossible , et qu'elle offrirait une multitude d'inconvéniens sans avantages. Un des inconvéniens qu'aurait une telle entreprise serait de laisser impunis les délits qu'on exécuterait par des moyens qui n'auraient pas été prévus. Mais ce ne serait pas là le mal le plus grave ; ce qu'il y aurait de plus à craindre , ce serait une classification vicieuse , qui ferait appliquer à une action produite par une certaine volonté , une peine qui n'aurait été établie que pour une action produite par une volonté différente ; dès lors les délits seraient caractérisés , non par l'intention , mais par le moyen ; et les peines n'auraient plus d'objet qu'on pût avouer. Nous allons mieux expliquer notre pensée par quelques exemples.

• Nos lois ont établi des peines pour réprimer l'injure , la calomnie , la provocation à la révolte , le vol , le meurtre , l'assassinat et beaucoup d'autres crimes ; mais elles n'ont pas déterminé les expressions à l'aide desquelles on pourrait injurier , calomnier ou provoquer à la révolte ; elles n'ont pas déterminé davantage les moyens ou les instrumens à l'aide desquels on pourrait prendre le bien ou attenter à la vie d'autrui. Si , par quelque circonstance extraor-

dinaire, il arrivait que les délits déjà prévus devinssent plus communs; si de nouveaux moyens d'injurier, de calomnier, de voler ou d'assassiner étaient découverts; si de nouvelles phrases étaient employées; si des moyens de les faire circuler étaient trouvés, ou de nouveaux genres de mort mis en usage, que devrait faire le législateur? Devrait-il se mettre à la poursuite des phrases ou des moyens qui peuvent donner la mort, et dire: Celui qui prononcera tel mot sera coupable d'injure; celui qui prononcera tel autre mot sera coupable de sédition; celui qui frappera une personne de telle manière sera coupable de meurtre; celui qui la frappera de telle autre sera coupable d'assassinat? Cela paraîtrait sans doute fort bizarre et surtout fort mal imaginé; cependant c'est ce qu'ont fait les législateurs de 1815, dans la loi du 9 novembre, par laquelle ils ont voulu réprimer la sédition.

Du moment que, pour caractériser les délits, on substituait à la volonté ou à l'intention le moyen ou l'instrument, il n'était plus nécessaire de considérer un prévenu comme un être moral, agissant par sa propre volonté; aussi, ce n'est pas sur l'individu qu'a porté la qualification servant à désigner l'innocence ou

la culpabilité ; c'est sur la chose ou sur le fait. On n'a pas dit un *homme séditieux* ; on a dit un mot, un discours, un écrit, un fait séditieux. Il est probable que , si les législateurs de 1815 eussent été appelés à réformer le code pénal tout entier, nous eussions vu le même système suivi pour tous les genres de délits ; ainsi, nous aurions eu des crochets ou des sacs voleurs, des bâtons tapageurs, des couteaux meurtriers, des poignards assassins et des écrits faussaires. Fort heureusement l'ordonnance du 5 septembre a dispersé les réformateurs, et il ne nous est pas resté d'eux d'autre loi pénale que la loi des *cris et des écrits séditieux*.

Un individu forme le projet d'exciter la guerre civile en armant ou en portant les citoyens à s'armer les uns contre les autres, ou contre le gouvernement ; il tente d'exécuter son projet, mais il échoue par des causes indépendantes de sa volonté. Voilà évidemment un homme coupable du crime de sédition, et qu'il faut punir, par conséquent, comme on punit un séditieux. Mais, pour déterminer la nature du crime qu'il a commis, ou la peine qu'il a encourue, sera-t-il nécessaire d'examiner quels sont les instrumens ou les moyens qu'il a employés pour exécuter son dessein ? non,

sans doute ; car les moyens ne peuvent pas changer la nature de l'action qui lui est imputée. Qu'il ait poussé, dans un lieu public, tel ou tel cri ; qu'il ait prononcé telle harangue ; qu'il ait répandu tel pamphlet ou telle proclamation, ou qu'il ait arboré telle ou telle couleur, cela ne changera rien à la question ; la culpabilité sera toujours la même. Les moyens qu'il aura employés serviront sans doute à constater le crime qu'il aura tenté de commettre, mais ils ne seront pas eux-mêmes le crime. Ces moyens pourront être multiples, mais le crime sera unique.

Si, au lieu de supposer un crime de sédition ou de provocation à la révolte, nous supposons un délit d'injure, de diffamation ou de calomnie, le raisonnement sera le même. Il faudra examiner si l'individu accusé a eu l'intention de blesser quelqu'un dans ses sentiments, en l'humiliant ou en le dégradant dans l'opinion de ses concitoyens, et s'il a exécuté ou tenté d'exécuter son dessein. Mais, pour caractériser le délit et pour déterminer la peine que le délinquant aura encourue, il ne sera nullement nécessaire qu'il s'y soit pris de telle manière plutôt que de telle autre ; les expressions dont il se sera servi seront examinées

comme élémens de conviction , et non pas comme constituant le délit. Les moyens par lesquels on peut injurier ou calomnier une personne sont infinis , ou du moins il nous est impossible d'en faire une énumération complète. On peut injurier, diffamer ou calomnier par des imputations directes, par des réticences, par des comparaisons; on le peut par des paroles verbales, par des écrits, par des images, et même par de simples signes. Ces paroles, ces écrits ou ces images peuvent varier d'un million de manières, et ces variations ne sauraient être déterminées par aucune loi. Pour savoir si, dans une action, il y a injure, diffamation ou calomnie, il ne faut donc examiner que deux choses, l'intention et l'effet qui s'en est suivi. Les moyens qui ont été employés, nous ne saurions trop le répéter, ne peuvent pas plus caractériser le délit, que les moyens qu'on emploie pour donner la mort à un homme, ne peuvent caractériser l'assassinat.

Un individu se trouve, à dessein ou par l'effet du hasard, sur le passage d'un prince; au moment où il l'aperçoit, il fait entendre le cri de *vive Tibère* ou de *vive Néron*; faudra-t-il le condamner comme coupable d'injure ou de diffamation, ou comme coupable du crime de sé-

dition? Cela dépendra de la conviction des juges ou des jurés. S'ils sont convaincus que l'accusé se proposait de produire un soulèvement ou une émeute, ils le déclareront séditieux. Mais s'ils sont convaincus qu'il n'avait pas d'autre objet que de faire un outrage à la personne à laquelle il s'est adressé, ils le déclareront coupable d'injure. L'injure n'en existerait pas moins si, au lieu d'invoquer un nom odieux, l'individu avait invoqué, dans le même dessein, un nom qui, à ses yeux, eût été cher et respecté. Le cri de *vive Titus*, poussé sur le passage de Domitien, aurait pu être, dans l'intention de celui qui l'aurait proféré, une injure sanglante contre le dernier de ces princes.

Le même discours peut donc, selon les circonstances ou plutôt selon l'intention de celui qui le profère, être considéré ou comme une louange, ou comme une injure, ou comme une provocation à la révolte. Lorsqu'en 1815, après le débarquement de Bonaparte, des individus faisaient entendre, dans les campagnes ou dans les villes, le cri de *vive l'empereur*, dans la vue de faire déclarer les partisans de cet homme, ou de rallier les habitans autour de lui, ils se rendaient évidemment coupables d'un crime prévu par le code pénal, la provo-

cation à la révolte. Mais, lorsque d'autres individus sont allés plus tard faire entendre le même cri sous les fenêtres des Tuileries, au milieu des soldats étrangers, dans un moment où Bonaparte était entre les mains des Anglais, et sans autre dessein que de braver et d'insulter la famille des Bourbons et les hommes qui s'étaient armés pour la rétablir, on n'a pu les considérer que comme coupables d'injure envers le monarque et envers ses défenseurs. L'injure était grossière, sans doute; elle pouvait exiger, surtout dans un moment d'exaltation, une forte répression; mais il ne fallait pas donner aux faits un caractère qu'ils n'avaient pas et les classer dans les actes de sédition, quand, dans la vérité, aucun acte de sédition n'était ni ne pouvait être tenté. Si le mensonge doit être odieux, c'est surtout quand il s'introduit dans les lois criminelles pour faire appliquer à certains actes, des peines qui n'ont été établies que pour des actes d'un caractère plus dangereux.

C'est pour n'avoir pas su classer les faits selon le caractère qui leur était imprimé par l'intention des prévenus, qu'on a senti le besoin d'une loi nouvelle. Les cris qui étaient des signes de révolte au mois de mars, et qui, après la seconde

chute de Bonaparte , n'étaient plus que des insultes faites au nouveau gouvernement ou au parti vainqueur, se sont fait entendre dans plusieurs lieux. Les prévenus ont été mis en jugement, et renvoyés devant les cours d'assises comme coupables de provocation à la révolte ; mais le bon sens des jurés ne leur a pas permis de faire des déclarations contraires à l'évidence ; quelque soin qu'aient pris les préfets de bien composer leurs listes, il ne s'est point trouvé de jurys assez aveugles ou assez complaisans pour transformer l'injure ou l'insulte en provocation à la sédition ; et , si l'on en croit ce que disait M. le baron Pasquier à la chambre de 1815, ce n'a été qu'en ayant recours à la complaisance des juges correctionnels, qu'on est parvenu à obtenir quelques condamnations avant la loi du 9 novembre. Si, au lieu de dénaturer les faits et de transformer l'injure en sédition , l'on avait posé aux jurés les questions telles qu'elles auraient dû l'être , il n'y a pas de doute que la culpabilité aurait été reconnue toutes les fois qu'elle aurait été prouvée (1).

(1) Voici comment s'exprimait, à la chambre de 1815, le rapporteur de la loi du 9 nov., M. le baron Pasquier :

« Ainsi, lorsqu'il est démontré que certains faits classés

Ne pouvant pas contraindre les jurés à reconnaître la sédition ou la provocation à la sédition là où elles n'existaient pas, on a pris le parti de leur enlever les causes qu'on n'aurait pas pu leur faire juger d'une manière contraire à leur conscience, et de les donner aux tribunaux correctionnels; et, comme cela aurait pu ne pas suffire, au moins pour tous les tribunaux, on s'est décidé à donner la qualification de *séditieux*, non point aux hommes

parmi les crimes, et comme tels soumis à des peines criminelles très-graves, échappent par cela même à toute espèce de condamnation; lorsque nous voyons que les juges et les jurés s'entendent également pour déclarer non coupables des hommes qu'autrement il faudrait atteindre par les peines les plus sévères et souvent les plus disproportionnées avec leur culpabilité, n'est-il point évident qu'il y a pour la société un avantage très-réel à ramener un homme *sous les coups de la justice correctionnelle*, dont la juste sévérité est d'autant plus assurée que son indulgence serait sans aucune excuse, et que la responsabilité des magistrats, dégagée de celle des jurés, *est personnellement intéressée*? Au reste, je dois le dire ici, messieurs, ce qui vous est proposé à cet égard dans la loi qui vous est présentée, ce qui vous le sera également dans la rédaction arrêtée par la commission, *est justifié par l'expérience*. Depuis trois mois, la justice expressive pour les délits qui tiennent, *plus ou*

qui ont une intention , mais aux choses qui ne peuvent en avoir aucune. Dès lors il a été nécessaire de faire l'énumération des *faits séditeux* ; ce sont en quelque sorte les choses ou les faits qu'on a mis en jugement et contre lesquels l'accusation a été portée ; l'individu n'a dû figurer dans le procès que pour recevoir la peine qui ne pouvait pas être infligée à un fait quelque *séditeux* qu'il pût être.

Cependant , comme il eût été trop absurde d'infliger les peines portées par le code pénal

moins , à l'esprit de sédition ou de révolte , n'a eu quelque action que par les tribunaux correctionnels ; les magistrats se sont généralement prêtés à attirer devant ces tribunaux ce qui pouvait , avec quelque apparence de raison , rentrer dans les espèces qui leur sont attribuées , et on a dû à cette sage conduite les seuls exemples qui aient été faits. » (Moniteur du 23 oct. 1815.)

— Un autre magistrat , devenu ministre d'état , avait dit d'un certain tribunal correctionnel , qu'il avait condamné des accusés bien moins parce qu'ils étaient coupables que *par égard pour leurs dénonciateurs*. Ce n'était là qu'un fait particulier ; mais , lorsque M. le baron Pasquier fait l'éloge de *la sage conduite des juges qui se sont généralement prêtés à faire certaines choses* , lorsqu'ils l'ont pu avec *quelque apparence de raison* , il s'exprime , il faut en convenir , avec un peu trop de naïveté sur l'indépendance et la fermeté des magistrats.

contre les provocateurs à la révolte, à des individus qui, dans leur intention, n'étaient coupables que d'injures, il a été nécessaire de reconnaître qu'il y aurait deux ordres de séditions ; des séditions véritables, auxquels on appliquerait la peine de mort portée par le code pénal, et des séditions fictifs ou sans intention séditionneuse, auxquels on appliquerait des peines moins sévères. Suivant le projet de loi, les séditions fictifs, ou, pour nous servir des termes de la loi, les auteurs de *faits séditions*, devaient être punis de cinq années d'emprisonnement dans les cas les plus graves. La peine aurait pu n'être pas trop sévère dans quelques-uns des cas prévus, si l'on avait fait porter la culpabilité, non sur les faits considérés en eux-mêmes, mais sur les individus auteurs de ces faits. La commission nommée par la chambre des députés pour examiner le projet de loi, trouva cette peine trop douce, et proposa, par l'organe de M. le baron Pasquier, de substituer la déportation à l'emprisonnement. La proposition fut adoptée, non-seulement pour les discours prévus par l'article premier de la loi, mais pour des faits séditions d'un autre genre, prévus par les articles 2 et 3. Nous allons faire l'analyse de ces deux ar-

tibles , ainsi que de ceux qui les suivent.

« Seront punis de la même peine , dit l'article 2 , toutes personnes coupables d'avoir arboré , dans un lieu public ou destiné à des réunions habituelles de citoyens , un drapeau *autre que le drapeau blanc*. »

Voilà ce qu'on appelle un fait *séditieux en lui-même* ; il n'est pas question de savoir quelle a été l'intention de celui qui en a été l'auteur. Qu'il ait arboré un drapeau *autre que le drapeau blanc*, pour attrouper des révoltes autour de lui , ou pour attirer des dupes et vendre de l'orviétan , peu importe ; ce n'est pas l'homme , c'est le fait qui est *séditieux* ; et , comme le fait n'a pas d'intention , il est toujours le même quel que soit le dessein de celui qui en est l'auteur. Ainsi , lorsque les soldats étrangers se sont réunis pour quitter la France , il est probable qu'ils se sont réunis autour d'un drapeau qui n'était pas blanc. Messieurs les avocats du roi auraient donc pu lancer un réquisitoire contre le premier qui a arboré un tel drapeau , parce qu'il est incontestable que les lois de police et de sûreté obligent tous ceux qui habitent le territoire. Si l'objet de la loi était de punir un fait spécial et non pas une provocation à la révolte , de quelque manière qu'elle fût

commise, il aurait fallu déterminer clairement ce que c'est qu'un drapeau; car on ne prétendra pas sans doute, que tout individu qui expose dans un lieu public un morceau de linge ou de drap, *qui n'est pas blanc*, encourt la peine de la déportation; et cependant un drapeau est-il autre chose qu'un morceau de linge ou de drap exposé aux regards du public?

L'article 3 de la loi a pour objet de punir un *fait séditieux* d'un autre genre.

« Seront punies de la déportation, dit-il, » toutes personnes qui feront entendre des *cris séditieux* dans le palais du roi ou sur son passage. »

Ce n'est pas l'individu, c'est le *cri* qui doit être *séditieux*, pour qu'il y ait lieu à la déportation; mais puisqu'on admet qu'il y a des *cris séditieux*, pourquoi n'admettrait-on pas aussi qu'il y a des *cris meurtriers*, des *cris assassins*, des *cris faussaires* ou des *cris voleurs*? Tel mot, direz-vous, peut provoquer à la sédition ou à la révolte; mais tel autre peut provoquer au meurtre, à l'assassinat, au faux ou au pillage; est-ce que la provocation à ces derniers crimes ne serait pas un mal? Si c'est l'esprit de sédition ou de révolte que vous voulez réprimer, que vous importe la manière

dont cet esprit se manifeste? Que ce soit par un drapeau, par un signe ou par un cri, le délit n'est-il pas toujours le même? Ce n'est pas au drapeau, au signe ou au cri que convient le titre de séditieux, c'est à l'individu qui en fait usage dans la vue de provoquer à la sédition ou à la révolte. Il est vrai que, si l'on eût fait porter la qualification sur l'individu, il eût été nécessaire, pour caractériser le délit, d'apprécier le fait par l'intention, et qu'alors il n'eût pas été possible de considérer une insulte ou une injure verbale comme une provocation à la révolte; il n'eût pas été possible, non plus, d'appliquer la peine de la déportation à un fait qui n'avait été puni jusqu'ici que de peines de simple police, lorsqu'il avait été commis envers de simples particuliers (1).

L'article 4 de la loi donne aux cours d'assises la connaissance des crimes énoncés par les articles précédens. L'article 5, qui est celui

(1) L'injure faite à des magistrats dans l'exercice où à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions, est punie de peines correctionnelles par le code pénal. Il n'appartenait qu'aux purs de 1815, de demander qu'elle fût punie de la déportation; un grand nombre d'entre eux voulaient qu'elle fût punie de mort.

en vertu duquel tous les écrivains mis en jugement ont été condamnés, exigerait à lui seul un long commentaire pour être entendu ; peut-être même, après avoir tenté de l'expliquer, resterait-on convaincu qu'il est intelligible, et qu'il n'y a pas un mot, pas un discours auquel on ne puisse l'appliquer. Cet article est ainsi conçu :

« Sont déclarés *séditieux* tous cris, tous discours proférés dans des lieux publics ou destinés à des réunions de citoyens, tous écrits imprimés, même tous ceux qui, n'ayant pas été imprimés, auraient été ou affichés, ou distribués, ou livrés à l'impression, toutes les fois que, par ces cris, ces discours ou ces écrits, on aura tenté d'affaiblir, par des calomnies ou des injures, le respect dû à la personne ou à l'autorité du roi, ou à la personne des membres de sa famille, ou que l'on aura invoqué le nom de l'usurpateur, ou d'un individu de sa famille, ou de tout autre chef de rébellion ; toutes les fois encore que l'on aura, à l'aide de ces cris, de ces discours ou de ces écrits, excité à désobéir au roi et à la charte constitutionnelle. »

On voit ici que la qualification de *séditieux* ne porte pas sur les individus accusés, elle

porte sur les *faits*, sur les *cris*, sur les *écrits*, sur les *discours*, choses qu'on apprécie sans avoir égard à l'intention qui les a produites.

On remarque ensuite que ces *faits séditieux* ne sont punissables, dans certains cas, qu'autant qu'ils sont accompagnés *d'injures* ou de *calomnies*. Mais, puisque la calomnie et l'injure sont prévues et punies par le code pénal, est-il nécessaire de les dénaturer pour les convertir en délits de sédition ? Si un individu se rend coupable de calomnie envers le roi ou envers les membres de sa famille, punissez-le comme calomniateur et non comme séditieux. Que si vous trouvez que les peines portées par le code que le gouvernement impérial vous a transmis, ne sont pas assez fortes, aggravez-les, mais laissez à chaque chose le nom ou la qualification qui lui convient.

Les injures et les calomnies, dit-on, ont un caractère *séditieux*, car elles tendent à affaiblir le respect dû à la personne du roi ou des membres de sa famille. Voilà, certes, une découverte bien nouvelle ; sans doute, elles ont pour but ou pour effet d'affaiblir le respect dû aux personnes contre lesquelles on les dirige ; mais c'est précisément pour cela qu'elles sont des injures ou des calomnies, et que la loi les

punit comme telles. Ne disait-on pas qu'il faut les punir d'abord en faisant abstraction de la volonté de ceux qui en sont les auteurs, et du mal qu'elles produisent, et ensuite à cause de l'intention des prévenus et du mal qui en est résulté ? Que penserait-on d'un législateur qui, après avoir prévu et puni le meurtre et l'assassinat, imaginerait un troisième genre de crime, et établirait de nouvelles peines contre tout individu qui, à l'aide de l'assassinat ou du meurtre, tendrait à priver une personne de la vie ? Les rédacteurs de la loi du 9 novembre ont fait quelque chose de semblable relativement à l'injure et à la calomnie.

La loi a fait un délit de la tentative d'affaiblir le respect dû, non-seulement à la personne du roi et des membres de sa famille, mais encore à son autorité. Si cette tentative était un délit par elle-même, et quels que fussent les moyens qu'on aurait employés pour la faire réussir, il y aurait à examiner si le fait, a été assez bien caractérisé pour ne donner lieu à aucun arbitraire. Mais elle n'est point punissable par elle-même ; elle ne prend le caractère de délit que lorsqu'il s'y joint un autre délit déjà prévu et puni par la loi. Cela peut paraître une bizarrerie sans conséquence échapp-

pée au rédacteur de la loi. Cette bizarrerie a eu cependant de fort graves résultats ; toutes les fois qu'un individu, appartenant de près ou de loin au pouvoir, s'est cru injurié ou calomnié, il s'est placé sous la protection de la loi du 9 novembre, et a fait accuser l'homme dont il a cru avoir à se plaindre *d'avoir voulu affaiblir l'autorité du roi par des injures ou des calomnies* ; le ministère public et les juges se sont empressés d'accueillir une doctrine qui les a placés tous au niveau de la majesté royale ; et tout citoyen qui s'est permis de parler de l'ignorance ou de la partialité d'un juge d'instruction ou d'un procureur du roi, a pu être poursuivi et condamné comme coupable de sédition.

Le même article déclare en outre séditeux les *cris*, les *discours* et les *écrits* à l'aide desquels on aurait excité à désobéir au roi et à la charte constitutionnelle. Mais comment peut-on désobéir au roi ? Le roi ne commande directement à personne qu'à ses ministres ; et lorsque ses ministres ne jugent pas à propos de lui obéir, ils se démettent et sont remplacés. Un ministre qui refuserait d'exécuter ses ordres serait destituable, mais ne serait point punissable. La faculté de ne pas obéir dans tous

les cas, est une des conditions de la responsabilité. Quant aux personnes qui ne sont point ministres, elles sont tenues d'obéir aux lois, et rien de plus. La France n'est point un camp où tout se règle par la volonté du général ; elle n'est pas non plus un pays conquis. Les purs de 1815 ont pu croire le contraire ; mais ils doivent commencer à se désabuser. Que si, par les mots *exciter à désobéir au roi*, on a voulu désigner la provocation à désobéir aux lois, on a pris une peine inutile ; le code pénal a pourvu à tout à cet égard (1).

L'*écrit*, le *discours* ou le *cri* à l'aide duquel on aurait excité à désobéir à la charte constitutionnelle est aussi un acte séditieux. Mais c'est encore une question fort difficile à résoudre que celle de savoir comment de simples citoyens peuvent désobéir à la charte. La première partie détermine *les droits publics des Français* ; et, puisque c'est aux Français qu'appartiennent les droits, il faut que les obligations soient du côté du gouvernement. En effet, l'article qui déclare que la liberté individuelle est garantie, reconnaît un droit en faveur des citoyens, et impose aux gouvernans

(1) Voyez les articles 60 et 217.

une obligation. Il en est de même de l'article qui garantit la liberté de la presse, de celui qui garantit la liberté des cultes, de celui qui commande l'oubli de certains votes ou de certaines opinions, et de plusieurs autres. Il faut donc, pour que la provocation existe dans ces cas, qu'elle s'adresse au gouvernement; et alors on conçoit comment un individu qui demande à la tribune, soit la suspension de la liberté individuelle ou de la liberté de la presse, soit la proscription des hommes qui ont émis des votes ou des opinions dont l'oubli est commandé, provoque directement les chambres et le gouvernement à désobéir à la charte constitutionnelle. Mais est-ce pour des cas semblables que la loi a été faite? Si l'on prétendait qu'il ne s'agit pas de la provocation faite de désobéir aux articles qui reconnaissent les droits des Français, puisqu'il est impossible de concevoir qu'un peuple désobéisse à ses droits, nous répondrons que la désobéissance aux autres articles de la charte est tout au moins aussi inconcevable. Ces articles organisent les pouvoirs publics; et une organisation ne commande ni n'interdit rien. Il n'y a pas d'autre moyen de provoquer à désobéir à la charte que de provoquer à renverser le gouvernement

qu'elle organise. Mais cette provocation se trouve prévue par le code pénal, et même par l'article premier de la loi dont nous faisons l'analyse.

L'article 6 n'est pas moins vicieux que les précédens. Il déclare coupables *d'actes séditieux* les auteurs, marchands, distributeurs, expositeurs de dessins ou images dont la *gravure, l'exposition ou la distribution* tendraient au même but que les cris, les discours et les écrits mentionnés en l'article précédent.

On voit que c'est toujours le même système. La culpabilité ne s'attache point à l'individu ; elle s'attache à l'acte considéré en lui-même, et abstraction faite de toute intention. Il importe assez peu de savoir quel a été le but de l'inculpé ; l'essentiel est de connaître la tendance de la *gravure, de l'exposition, de la distribution*. Si, au lieu de suivre cet étrange système, le législateur se fût attaché à caractériser le délit qu'il voulait réprimer, il eût senti combien il était inutile et dangereux de vouloir poursuivre chacun des moyens à l'aide desquels ce délit pourrait être commis, et de faire un délit de chacun de ces moyens considéré en lui-même. Lorsqu'on a voulu punir le meurtre, on ne s'est point occupé des in-

strumens à l'aide desquels ce crime pourrait être exécuté ; on n'a pas dit , « sera coupable de meurtre tout individu qui , à l'aide d'un sabre , d'un fusil ou d'un bâton , donnera volontairement , mais sans préméditation , la mort à une personne » ; on a senti que c'était le meurtre , et non l'usage de tel ou tel moyen qu'il fallait empêcher : pourquoi en serait-il autrement quand il s'agit d'injure , de calomnie , de sédition ou de provocation à un crime , quelle qu'en soit la nature ?

L'article 7 continue :

« Sont déclarés *actes séditeux* l'enlèvement ou la *dégradation* du drapeau blanc , des armes de France et autres signes de l'autorité royale , la *fabrication* , le *port* , la *distribution* de cocardes quelconques , et de tous autres signes de ralliement défendus ou même non autorisés par le roi. »

Certaines personnes avaient placé dernièrement à leurs fenêtres des drapeaux blancs , en signe de réjouissance du départ des armées étrangères ; d'autres y avaient mis des écussons aux armes de France. Le lendemain , ces drapeaux et ces écussons avaient disparu , et il est probable que ceux qui les avaient placés , les avaient eux-mêmes *enlevés et dégradés*. Y

avait-il lieu de les poursuivre, pour cela, en vertu de l'article 7 de la loi du 9 novembre? Dans ce cas, *l'enlèvement et la dégradation du drapeau blanc ou des armes de France*, n'étaient-ils pas des actes séditieux? Les derniers débats auxquels ont donné lieu les événemens de Lyon, nous ont appris qu'on *fabriquait* dans cette ville des objets dont le président de la république d'Haïti devait, à ce qu'il paraît, *faire des signes de ralliement*; il est probable que les fabricans n'avaient pas demandé l'autorisation du roi; fallait-il, pour cela, les poursuivre comme coupables d'actes séditieux? Si un marchand de Paris *fabriquait* des cocardes noires pour les livrer au gouvernement anglais qui lui en aurait fait la demande, faudrait-il le poursuivre comme séditieux, dans le cas où il se serait livré à cette branche de commerce sans en avoir obtenu la permission du gouvernement français? Ou l'individu qui enlève ou dégrade un drapeau blanc se propose d'exciter les citoyens à la révolte, ou il n'a pas d'autre objet que de satisfaire des ressentimens personnels. Dans le premier cas, il faut le poursuivre comme coupable de provocation à la révolte, crime prévu par le code pénal; dans le second, il faut le poursuivre comme coupable de dé-

gradation de monumens, délit prévu par l'article 257 du même code.

« Sont coupables, dit l'article 8, d'*actes séditieux* toutes personnes qui répandraient ou accrédiateraient, soit des alarmes touchant l'inviolabilité des propriétés qu'on appelle nationales; soit le bruit d'un prétendu rétablissement des dîmes ou des droits féodaux, soit des nouvelles tendant à alarmer les citoyens sur le maintien de l'autorité légitime et à ébranler leur fidélité. »

Comme le même vice se trouve dans chacun des articles de la loi, il nous est impossible de ne pas reproduire les mêmes arguments. Ou l'individu inculpé s'est proposé, en répandant des *bruits alarmans*, d'armer les citoyens contre le gouvernement; ou il n'a eu pour but que de le dénigrer. Dans le premier cas, il faut le poursuivre comme coupable de provocation à la révolte; dans le second, comme coupable de calomnie ou de diffamation; mais, quelle que soit l'hypothèse dans laquelle on se place, on n'a nul besoin de recourir à la loi du 9 novembre; le code pénal a tout prévu. Si, au lieu d'imputer au gouvernement l'intention de vouloir rétablir les dîmes ou les redevances féodales, on lui imputait de vouloir faire une

nouvelle Saint-Barthélemy, cette imputation ne serait ni moins *alarmante*, ni moins *séditieuse* qu'une autre ; pourquoi donc ne l'a-t-on pas prévue ? pourquoi ne pas prévoir aussi chacun des bruits alarmans, chacune des imputations calomnieuses qu'il est possible de répandre ? Si cela est inutile pour le plus grand nombre, pourquoi cela serait-il nécessaire pour quelques-uns ? Il est des juges qui ont voulu faire de l'article sur *les bruits alarmans* un singulier usage. Si quelqu'individu s'est permis d'inquiéter des acquéreurs de biens nationaux, ils ont eu l'air de n'y point prendre garde ; mais si des écrivains se sont avisés de s'élever contre ces attaques illégales, ils les ont fait arrêter et traire devant les tribunaux.

Remarquons, en outre, que tel bruit peut n'avoir rien d'alarmant pour celui qui le répand, tandis qu'il peut inspirer l'effroi à celui aux oreilles de qui il parvient. Faudrait-il mesurer le degré de culpabilité d'un homme par le degré de courage et de lumières de ceux auxquels cet homme aurait parlé, ou par le degré de courage de ses juges ? Il n'y a pas de bruits qui ne soient alarmans pour les individus que leur conscience accuse. Un assassin peut trembler au bruit que fait la chute d'une

feuille; et des juges qui, dans une révolution, auraient trempé leurs mains dans le sang innocent, trouveraient partout des présages d'une révolution nouvelle. Ne voyons-nous pas tous les jours des hommes qui s'imaginent que l'élection faite par des électeurs de tel citoyen, le maintien de telle loi, l'adoption de telle mesure, la publication de telle opinion ou le choix de tel ministre, vont entraîner la chute de la monarchie? Quel est l'idée juste et raisonnable dont les suites ne les aient pas épouvantés? Le départ des troupes étrangères n'a-t-il pas été pour eux un sujet d'effroi, et, si cela eût été en leur puissance, n'eussent-ils pas fait appliquer au premier qui en a répandu la nouvelle, les dispositions de la loi relative aux bruits alarmans? Nous ne saurions trop le répéter : si des individus alarment les citoyens en faisant au gouvernement des imputations calomnieuses, il faut les poursuivre comme calomniateurs; s'ils les provoquent à la révolte, il faut les poursuivre comme provocateurs; mais il est absurde de prétendre déterminer chaque calomnie en particulier, ou chaque moyen de provocation. Tout homme peut savoir ce que c'est qu'une calomnie ou une provocation à la révolte; mais il est impossi-

ble de déterminer d'avance ce que c'est qu'un bruit alarmant.

Les articles que nous avons analysés renferment un grand nombre de vices ; mais l'article 9 en renferme à lui seul plus que tous les autres ensemble. Plusieurs volumes seraient nécessaires pour en donner l'explication ; et peut-être, après l'avoir bien commenté, resterait-on convaincu qu'il est inintelligible , et que ceux qui l'ont rédigé ne l'ont pas eux-mêmes compris. Voici comment il est conçu :

« Sont déclarés *actes séditeux* les discours et écrits mentionnés dans l'article 5 de la présente, soit qu'ils ne contiennent que des *provocations indirectes* aux délits énoncés aux articles 5, 6, 7 et 8 de la présente loi, soit qu'ils donnent à croire que des délits de cette nature, ou même les crimes énoncés aux articles 1, 2 et 3 seront commis, ou qu'ils répandent faussement qu'ils ont été commis. »

Des personnes auxquelles les principes de la législation criminelle sont peu familiers, ont cru que le vice le plus grand de la loi du 9 novembre consistait dans ce qu'elle avait mis les *provocations indirectes* au nombre des délits. Nous ne sommes point de leur avis à cet égard. Lorsqu'il est reconnu que la provocation à cer-

tains faits est un acte criminel, il faut la punir partout où elle se trouve et sous quelque forme qu'elle se montre. L'adresse que met un individu à exécuter une action punissable peut bien être de sa part une preuve d'esprit, mais elle n'est pas une preuve de moralité. Or, partout où la perversité et le mal qu'on a voulu produire sont identiques, la peine doit être la même. Ce qui constitue le délit, nous l'avons déjà dit, c'est l'intention jointe au fait. Les moyens d'exécution ne peuvent être considérés que comme des élémens de conviction; c'est au juge et non au législateur qu'il appartient de les apprécier. Si la provocation à un délit est elle-même un délit, il est ridicule de prétendre qu'on ne doit la punir que lorsqu'elle est directe. La distinction entre les délits directs et les délits indirects, serait une chose toute nouvelle, et la nouveauté ne serait pas ce qu'elle aurait de plus remarquable.

Un individu peut bien provoquer des hommes à la sédition ou à la révolte; mais il ne peut pas former à lui seul une révolte ou une sédition. Tant qu'aucune sédition n'a éclaté, il ne peut donc pas y avoir, à proprement parler, de séditeux; il ne peut y avoir que des provocateurs à la sédition. En supposant que les au-

teurs des actes prévus par les huit premiers articles de la loi du 9 novembre, eussent l'intention d'exciter les citoyens à la révolte, on ne pourrait donc les considérer que comme des provocateurs; car il est impossible d'admettre, par exemple, que l'exposition de telle gravure, la dégradation de tel drapeau, la fabrication de tel signe, ou tel autre fait isolé, forme à lui seul une révolte ou une sédition. Si donc les huit premiers articles de la loi n'ont pour but que de réprimer les provocations, quel peut être l'objet de l'article 9 que nous venons de rapporter? C'est de réprimer les provocations aux provocations. La prévoyance de la loi va loin; mais on ne voit pas pourquoi elle s'arrête en chemin. Après avoir déclaré par l'article 9, que les provocations aux provocations prévues par les articles précédens, seraient elles-mêmes des délits, il fallait faire un dixième article pour prévoir les provocations aux provocations prévues par l'article 9; on en aurait fait ensuite un autre pour prévoir les provocations aux provocations prévues par l'article 10; puis on en aurait fait un autre pour prévoir les provocations aux provocations prévues par l'article 11, et ainsi de suite sans qu'il fût possible de s'arrêter. Mais, dira-t-on, que fallait-

il faire pour atteindre tous les coupables? Il fallait exécuter le code pénal qui punit les auteurs des crimes et leurs complices. Il est vrai que, pour le faire exécuter, il eût fallu le connaître, et que, pendant quelque temps, de tous les hommes de France, les plus étrangers aux principes élémentaires de la législation ont été les ministres de la justice.

Rien ne ferait mieux sentir les vices de la loi du 9 novembre, et particulièrement ceux de l'article 9, que l'application du jugement par jurés aux délits prévus par cette loi. Lorsque le ministère public poursuit devant des juges de police correctionnelle un homme prevenu d'actes ou de faits dits séditions, il n'a nul besoin de préciser la question qui est à juger. Il sait bien qu'après s'être livré à de vagues imputations, et à des déclamations plus vagues encore, le tribunal pourra condamner l'accusé sans spécifier aucun fait, et en disant seulement qu'il est coupable d'un délit prévu par tel article de loi qui en prévoit une multitude. Mais, devant des jurés, les choses ne pourraient pas se passer ainsi : il faudrait poser un fait spécial, et établir la discussion sur ce fait, pour que le jury pût répondre par *oui* ou par *non*. Or, il nous serait difficile de voir

quelle question on pourrait poser au jury dans le cas où un des délits prévus par la loi de novembre, et surtout par l'article 9, serait imputé à une personne. Un jury auquel on demanderait si tel individu a excité ou provoqué les citoyens à commettre tel délit ou tel crime, saurait fort bien ce qu'on lui demande, et la réponse qu'il donnerait suffirait pour constater l'innocence ou la culpabilité de l'accusé, mais en serait-il de même si, au lieu de l'interroger sur l'existence de la provocation au crime, on l'interrogeait sur l'existence du moyen ou de l'instrument auquel il plairait au ministère public de prêter une *tendance séditieuse* ?

Cette loi, qui, pour réprimer les provocations, laisse de côté l'intention des prévenus, et s'attache à poursuivre les moyens ou les instrumens qui peuvent être employés dans l'exécution, ouvre à l'arbitraire le champ le plus vaste; car nul n'est à l'abri d'une condamnation criminelle du moment que les signes, les paroles ou les actions peuvent être appréciées indépendamment de la volonté qui les a produites, et par une prétendue tendance qu'il plaît aux agens du pouvoir de leur attribuer et de leur dire propres. Cependant, plus on a laissé de latitude aux juges pour imprimer le

caractère de délit aux paroles ou aux actions les plus innocentes, plus on semble avoir pris de plaisir à aggraver les peines. Un mot qui peut avoir été dit sans mauvaise intention, suffit pour entraîner la déportation; et des juges de police correctionnelle peuvent se donner le plaisir d'accabler des malheureux qui n'ont pas eu d'autre tort que de ne pas penser comme eux. Tout homme qui leur est livré peut être condamné à cinq années d'emprisonnement et à vingt mille francs d'amende; il peut être placé sous la surveillance de la haute police pendant cinq années à compter du jour où l'emprisonnement est expiré; il peut, en outre, être interdit des droits suivans, 1°. de vote et d'élection; 2°. d'éligibilité; 3°. d'être appelé ou nommé aux fonctions de juré, ou autres fonctions publiques, ou aux emplois de l'administration, ou d'exercer ces fonctions ou emplois; 4°. de port d'armes; 5°. de vote et de suffrage *dans les délibérations de famille*; 6°. d'être tuteur, curateur, si ce n'est de ses enfans, et *sur l'avis seulement de sa famille*; 7°. d'être expert ou employé comme témoin dans les actes; 8°. de témoignages en justice, autrement que pour y faire de simples déclarations. Après avoir prononcé ces peines contre

les auteurs de signes , de paroles ou d'actes prétendus séditieux , la loi du 9 novembre ajoute : « En cas de récidive , les coupables seront punis d'une peine double ; de telle manière que l'emprisonnement pourra être de dix années , et la mise en surveillance de dix années pareillement. » Ainsi , un homme que les trois juges correctionnels ont frappé dans toute leur colère , n'est plus , pendant le reste de sa vie , qu'une espèce de paria auquel on laisse une existence physique , mais qui , par le fait , n'est plus considéré comme un membre de l'état. Il est dans une situation pire qu'un étranger , après avoir subi son emprisonnement ; car un étranger peut être admis en justice comme témoin , il ne peut pas être privé de la tutelle de ses enfans , il peut porter des armes pour sa défense , il conserve ses droits de famille , et peut se transporter où bon lui semble.

Ce n'est pas tout : lorsqu'un homme est prévenu d'un signe , d'une parole ou d'un acte séditieux , il dépend de l'officier instructeur de lui faire subir la peine de l'emprisonnement aussitôt que la plainte est portée. Jusqu'en 1815 , la détention d'un accusé n'avait été considérée que comme un moyen de s'assurer de sa personne , et n'avait été employée en con-

séquence que pour prévenir son évasion. La loi n'avait ordonné, en effet, aux juges de s'assurer des prévenus que dans les cas où il y aurait lieu de les faire juger par les cours d'assises, et dans les cas où il serait à craindre qu'ils parvinssent à se soustraire par la fuite à l'exécution du jugement. Mais l'emprisonnement n'était pas prescrit, il n'était même presque jamais mis en usage lorsqu'il ne s'agissait que d'une peine dite correctionnelle, et que l'inculpé, étant domicilié, présentait quelques garanties; si l'arrestation était ordonnée, celui-ci pouvait, en donnant caution, obtenir son élargissement provisoire. Ces dispositions du code d'instruction criminelle, applicables aux voleurs et aux escrocs, ont été jugées trop douces pour les hommes prévenus d'actes séditieux. Si celui qui se trouve prévenu d'un semblable délit est arrêté préalablement, toutes les puissances de la terre se porteraient inutilement ses cautions; il faut qu'il reste en prison jusqu'à ce qu'il ait subi la peine à laquelle il sera infailliblement condamné. Lorsqu'il s'agit d'actes séditieux, les pouvoirs de l'officier instructeur sont au-dessus de tous pouvoirs. Il peut, s'il le juge convenable, laisser les accusés jouir de leur liberté jusqu'au moment où

ils ont été condamnés ; mais, s'il lui plaît de les faire arrêter, il n'est pas au pouvoir du tribunal auquel il appartient, ni même de la cour qui est au-dessus de ce tribunal, de faire que sa volonté ne soit pas suivie.

Ce pouvoir suprême, donné aux officiers instructeurs, de faire ou de ne pas faire arrêter les prévenus d'actes prétendus séditeux, n'est exercé, au reste, qu'avec beaucoup de discernement. Si l'on connaît à l'inculpé assez de caractère pour obéir au jugement quel qu'il soit, on commence par le faire arrêter ; la détention qu'il subit, avant que d'être jugé, est autant d'ajouté à sa peine ; on sait d'ailleurs que, lorsqu'il sera enfermé, il lui sera bien plus difficile de se défendre. Si, au contraire, on a des raisons de croire qu'il consentira à s'expatrier pour ne pas subir la peine à laquelle il sera condamné, on le laisse en liberté, et on prononce contre lui une forte condamnation. Par ce moyen, on se débarrasse d'un homme qui eût été incommode même au fond de sa prison, et l'on trouve le moyen de le condamner au bannissement sans avoir besoin de prononcer le mot. La disposition de la loi qui investit les officiers instructeurs d'un pouvoir discrétionnaire sur la liberté des citoyens, ne se trouvait

pas, au reste, dans le projet de loi qui fut présenté aux chambres ; elle y fut ajoutée par les purs de cette époque, sur la proposition qui leur en fut faite par l'organe de M. le baron Pasquier.

Nous avons vu que la loi qualifiait certains actes de *séditieux en eux-mêmes*, et abstraction faite de la volonté qui les produisait. Il est des personnes qui s'imagineront peut-être que, dans l'exécution, cette loi n'a produit que peu de mal, et que les juges n'ont condamné comme *séditieux* que les hommes qui avaient participé à des séditions ou qui du moins y avaient excité les citoyens. Mais, si l'on est tombé dans cette erreur, il faut se désabuser ; les juges correctionnels ont pour maxime de punir comme *séditieux*, des hommes accusés de faits prévus par la loi du 9 novembre, quoique à leurs yeux ces hommes n'aient jamais eu d'intention séditeuse. « Le tribunal a dernièrement jugé, disait M. Marchangy aux juges de la police correctionnelle, deux individus qui avaient vendu et distribué des signes tendant à rappeler le souvenir du gouvernement déchu, et qui prouvaient que, pendant les cent jours, ils avaient distribué des signes qui tendaient à rappeler le souvenir du gouvernement royal.

Cela n'a pas empêché qu'ils aient été punis, parce que *le fait en lui-même était séditieux, et qu'on doit punir l'auteur du fait séditieux quelles que soient ses intentions.* »

C'est en suivant un tel système que les prisons se sont peuplées, et que des milliers de condamnations ont été prononcées contre des personnes auxquelles on n'aurait pu imputer aucune intention criminelle. Ici, un enfant s'amuse à esquisser grossièrement sur le sable la figure d'un oiseau ; à l'instant il est arrêté, jeté dans les prisons, et poursuivi criminellement, parce qu'il s'est rendu coupable d'un fait qui est séditieux en lui-même. Là, un officier appelle son cheval *cosaque*, et il est jeté dans les cachots où il meurt, pour avoir prononcé un mot qui est par lui-même séditieux. Ailleurs un jeune soldat fait entendre sur son fifre une marche militaire dont il n'a peut-être jamais connu les paroles, et il est mis en jugement et condamné pour avoir répandu des bruits alarmans par eux-mêmes. Dans tel autre pays, un garde national s'avise de se taire quand ses camarades crient ; aussitôt on le fait sortir des rangs, on le casse et on le traduit ensuite devant une cour prévôtale où on lui impute de s'être rendu coupable de silence séditieux.

Dans un autre lieu, un tribunal correctionnel se constitue le défenseur officieux de tous les prévôts et des arrêts de toutes les cours prévôtales, et condamne comme séditieux tout homme qui se permet de douter de leur impartialité ou de leur justice. Partout, enfin, le même système est mis en pratique; partout les délégués du pouvoir disent, avec M. Vatisménil, qu'un fait est séditieux par lui-même, et qu'il faut punir l'auteur d'un fait séditieux quelles que soient ses intentions.

Les rédacteurs de la loi du 9 novembre ont cru probablement qu'en désignant spécialement chacun des moyens qui pourraient être employés pour provoquer les personnes à la sédition ou à la révolte, ils viendraient au secours de l'ignorance ou de l'incapacité des délégués du pouvoir auxquels la répression des délits serait confiée; mais ils auraient dû voir qu'il leur était impossible d'en faire une désignation exacte, et qu'il fallait toujours s'en rapporter, pour l'appréciation de chaque moyen particulier, au jugement des magistrats chargés de poursuivre ou de faire l'application de la loi. Après avoir qualifié de séditieux les cris, les écrits, les discours, les images, les gravures, les signes et les drapeaux, il eût fallu définir chacun de ces ob-

jets en particulier ; car si la définition est abandonnée au pouvoir discrétionnaire des juges , il vaudrait mieux que la loi n'eût rien désigné , et qu'elle eût clairement défini la provocation sans s'occuper des instrumens. On n'aurait pas entendu alors un avocat du roi dire que les faits étaient séditions par eux-mêmes , et qu'il fallait punir les auteurs de ces faits quelles que fussent leurs intentions ; peut-être aussi l'on n'aurait pas vu tant de jugemens qui feraient gémir le sens commun , quand même ils ne seraient pas des outrages faits à la justice.

En faisant l'analyse de la loi du 9 novembre , nous n'avons point parlé de la liberté de la presse ; c'est qu'en effet cette loi n'est pas plus contraire à la liberté de la presse qu'à la liberté de la parole , qu'à la liberté de la pensée , qu'à la liberté des actions. Elle frappe ou elle menace également tout le monde , l'ouvrier qui ne sait pas lire comme le savant le plus distingué , le militaire comme le négociant , l'agriculteur comme l'homme de lettres. La centième partie des condamnations auxquelles elle a servi de base , n'est pas tombée sur des écrivains ; et si les juges correctionnels fussent parvenus à étouffer entièrement la liberté

de la presse , le nombre des procès auxquels auraient donné lieu les paroles indiscretes se fût décuplé en peu de temps. La liberté de la presse n'est qu'une extension de la liberté de la parole ; et là où la première est comprimée, la seconde n'existe bientôt plus.

Le *Petit Cours de jurisprudence littéraire* que publie M. Jouslin de la Salle, est un recueil des procès auxquels cette loi a donné naissance contre les écrivains. L'auteur rapporte les actes qui ont servi de base aux procédures, les plaidoyers du ministère public , ceux des parties , ceux de leurs défenseurs ; enfin , les jugemens et les arrêts qui les ont suivis. Il n'est aucune de ces causes que nous n'ayons attentivement suivie au moment où elles ont eu lieu , et cependant il nous est impossible de relire les éloquens réquisitoires du ministère public et les jugemens qui en ont été la suite , sans éprouver de nouveaux mouvemens de surprise. Nous ne dirons point quelle en est la cause ; mais nous sommes persuadés qu'il n'est aucun de nos lecteurs qui ne soit affecté du même sentiment, s'il veut se donner la peine de faire la même épreuve.

Il y a peu de temps qu'un jeune auteur et son libraire ont été mis en jugement pour une

infraction faite à la loi du 9 novembre. L'auteur n'a été condamné qu'au *minimum* de la peine, mais son libraire a été condamné à un long emprisonnement et à une amende qui peut le ruiner. Quel a été le motif de cette différence ? Nous l'ignorons ; nous savons seulement que c'est chez ce libraire qu'a été mis en vente le *Petit Cours de jurisprudence littéraire*. Ce n'est certainement pas une raison pour croire que la vengeance a eu part à une sévérité dont nous ne voulons pas rechercher la cause ; mais cela doit nous suffire pour engager les amis de la liberté à ne pas laisser dans les magasins du libraire un ouvrage qui a dû lui faire peu d'amis parmi MM. les juges et les avocats du roi , quoique entrepris dans des vues patriotiques. Cet ouvrage ne sera point, au reste, le monument le moins curieux de l'époque à laquelle nous vivons.

CONSIDÉRATIONS

SUR LES PRINCIPAUX ÉVÉNEMENS DE LA
RÉVOLUTION FRANÇAISE,

Par madame la baronne DE STAËL ;

Publiées par M. le duc de BROGLIE et par M. le baron
de STAËL :

SECONDE ÉDITION (1).

EXAMEN CRITIQUE

*De l'ouvrage posthume de madame la baronne de STAËL ,
ayant pour titre : CONSIDÉRATIONS , etc. ;*

Par J.-Ch. BAILLEUL , ancien député.

[2 volumes in-8°.]

LES hommes ne jugent , en général , les choses que par l'utilité qu'ils en retirent ou qu'ils en attendent ; de là vient que ce qui est un objet d'admiration pour les uns , est souvent pour les autres un objet d'aversion ou d'antipathie. Il est peu d'ouvrages sur lesquels on ait porté des jugemens si opposés que sur le dernier écrit de madame de Staël ; les hommes qui avaient figuré dans les temps malheureux de la

(1) 3 vol. in-8°. Chez Delaunay, Palais-Royal. Prix :
18 fr., et 22 fr. 50 cent. par la poste.

révolution, n'y ont vu que des erreurs ou des imputations injurieuses ; ceux qui n'y avaient pris aucune part , et il faut placer dans ce nombre la génération nouvelle, n'y ont vu que la défense éloquente et généreuse des principes de la morale et de la liberté. L'intérêt des uns et des autres a été la base de leurs jugemens.

Il importe assurément que les hommes qui ont pris une part active aux événemens de la révolution, ne soient pas injustement flétris ; il importe même que ceux d'entre eux qui ont fait des actions utiles en soient récompensés de leur vivant , au moins par l'estime publique : l'erreur qui les flétrirait ne serait pas moins nuisible à la morale qu'à la justice. Mais ce qui importe encore davantage, c'est et la destruction des vices et des erreurs qui ont servi de fondement à la tyrannie , et le triomphe des institutions pour lesquelles les amis de la justice et de la liberté ont constamment combattu. Les erreurs qui ne porteraient que sur quelques individus seraient bien peu de chose auprès des erreurs qui porteraient sur les principes de la morale ou de la liberté.

Un ouvrage dans lequel pourraient se trouver des inexactitudes sur quelques personnes , mais dans lequel on trouverait aussi une mo-

rale toujours pure , des sentimens généreux et patriotiques , un amour vif et éclairé de la liberté , et une aversion constante pour toutes les tyrannies , aurait nécessairement pour adversaires ceux dont il blesserait les intérêts ou la vanité ; mais il aurait pour défenseurs tous ceux qui en partageraient les sentimens et les principes. Le nombre des uns ne saurait jamais être fort étendu , et il se restreindrait continuellement ; le nombre des seconds serait au contraire fort grand , et il le deviendrait tous les jours davantage. Ce serait donc une grande maladresse de la part des premiers de vouloir discréditer l'ouvrage en l'attribuant à la passion ou à l'esprit de parti ; leurs efforts , bien loin de détruire les erreurs qui pourraient s'y trouver renfermées , ne serviraient peut-être qu'à les accréditer. C'est ce que n'ont peut-être pas assez senti plusieurs des écrivains qui ont parlé de l'ouvrage de madame de Staël , et dans ce nombre nous nous permettrons de placer M. Bailleul.

Les personnes qui écrivent l'histoire des temps où elles ont vécu , peuvent présenter les faits d'une manière différente , sans qu'il y ait lieu d'accuser les unes ou les autres de mauvaise foi. Placées sur des points souvent

opposés , elles ne peuvent pas voir les objets de la même manière. Celui qui regarderait un mouvement populaire du salon d'un ministre , et celui qui le dirigerait ou qui se trouverait dans la foule , ne le verraient probablement pas du même oeil et ne seraient pas affectés des mêmes sentimens. Pour écrire l'histoire , il faut que la distance à laquelle on se trouve des événemens permette d'en saisir l'ensemble , et que le temps ait révélé les causes secrètes qui ont fait agir les hommes. Un soldat qui se serait toujours tenu dans la mêlée , ne saurait présenter l'ensemble d'une bataille , et ce n'est pas en se plaçant au milieu d'une forêt qu'un peintre pourrait en tracer le tableau.

Il ne faudrait donc considérer les écrits des personnes qui ont vécu pendant la révolution , et qui veulent nous en faire connaître les événemens , que comme de simples mémoires. Si même ces personnes s'étaient tenues à l'écart , et si elles n'avaient pas eu une connaissance personnelle des choses , on ne devrait considérer leurs écrits que comme des compilations plus ou moins complètes , plus ou moins impartiales. Nous avons déjà un assez grand nombre de compilations de ce genre ; mais , en supposant aux hommes à qui elles appartiennent

nent, toute l'impartialité qu'on a droit d'attendre de ceux qui écrivent pour la postérité, on ne voit pas quel est le moment auquel il leur eût été permis de présenter la vérité sans déguisement. Il est douteux si un écrivain pourrait aujourd'hui, sans danger pour sa personne, publier une histoire impartiale du règne de Louis XV ; comment serait-il donc possible de publier l'histoire d'un temps qui est si près de nous, lorsque la plupart des acteurs sont encore sur la scène, et qu'ils jouissent d'assez de crédit pour faire châtier, par la police correctionnelle, l'imprudent qui se permettrait de parler d'eux avec impartialité ? Au tribunal de l'histoire, ce ne sont pas les *jugemens*, ou les *actes authentiques*, qui établissent les faits d'une manière incontestable. Là, les hommes du pouvoir n'ont aucun privilège : la vérité n'a pas besoin d'eux pour s'y montrer.

Aussi, ce n'est pas une histoire de la révolution française, que madame de Staël a eu l'intention de nous donner. Frappée des injustes reproches dont son père avait été l'objet, soit pendant les premières années de la révolution, soit sous le gouvernement impérial, sa première pensée n'a été que de venger sa mémoire, en nous présentant le tableau de son ad-

administration. L'exécution de son projet l'a conduite à parler des causes ou des principes de la révolution, et des hommes les plus remarquables de cette époque. C'est ainsi que son plan s'est successivement étendu, et que l'idée principale de l'écrivain a fini par n'être plus qu'une idée accessoire. Si les personnes qui ont rendu compte de l'ouvrage au public avaient bien voulu ne pas perdre cela de vue, elles se seraient épargné des critiques dans lesquelles on a remarqué plus d'humeur que de bonne foi.

Ce qui frappe le plus dans l'ouvrage de madame de Staël, c'est une affection très-vive pour toutes les pensées élevées et généreuses, et une aversion constante pour toutes les idées basses ou cruelles. La présence de la liberté exalte ses sentimens; et lui inspire de l'enthousiasme pour toutes les institutions qui lui paraissent devoir la produire; elle l'aime avec ses défauts; comme un amant aime sa maîtresse. L'oppression, sous quelque forme qu'elle se montre et quels que soient les individus sur lesquels elle s'exerce, lui est toujours odieuse; quand les seigneurs féodaux oppriment la population qu'ils ont asservie, elle les flétrit; quand les rois oppriment les seigneurs dans

l'intérêt de leur despotisme, elle les condamne avec rigueur ; enfin , lorsque des hommes sortis de la classe asservie , usant de représailles envers la race des dominateurs , deviennent des oppresseurs à leur tour, elle prend la défense des plus faibles : *secours aux vaincus* , telle pourrait être sa devise.

Des sentimens d'un autre ordre dominant dans l'ouvrage de M. Bailleul. On y remarque aussi de l'amour pour la liberté ; mais ce sentiment n'y tient que le second rang. L'antipathie pour les classes jadis privilégiées s'y trouve toujours au premier ; on dirait qu'aux yeux de M. Bailleul, il nous importe bien moins d'être libres que de n'avoir point de nobles. A l'en croire, la partie de la population qu'on désignait jadis sous le nom de tiers état n'a jamais tort ; les hommes anciennement privilégiés n'ont jamais raison ; s'il arrive à quelques-uns de ces derniers de se livrer à des excès, ce n'est qu'en eux-mêmes qu'il faut en chercher le principe ; si, au contraire, des excès sont commis par des hommes d'une autre classe, ce sont les nobles ou les prêtres qui en sont la cause ; quand les uns enfreignent les lois pour satisfaire leurs passions ou leurs intérêts, ils sont des misérables qu'il faut punir ; quand les autres

violent les lois fondamentales de la manière la plus scandaleuse, et proscrivent ou déportent les citoyens sans examen et sans jugement, ils ne font qu'user du droit d'une légitime défense, et c'est à leurs ennemis qu'il faut imputer leurs attentats. Les torts des hommes qui ne sont pas de race noble ou anoblie sont tous individuels; les torts des hommes privilégiés sont communs à la caste toute entière. Là, c'est par exception qu'on est injuste ou cruel; ici, c'est par exception que l'on est juste. M. Bailleul, en un mot, s'est constitué le défenseur de ce qu'il appelle la nation, et l'adversaire de ceux qu'il nomme les privilégiés.

Les Francs ayant envahi le territoire que nous habitons, en massacrèrent une partie des habitants, et se partagèrent les autres avec les terres qu'ils occupaient. Les parts furent en proportion des grades; le général en eut une fort considérable; ses capitaines en eurent de moins grandes; et les soldats eurent les plus petites selon l'usage. La race des conquérans s'est perpétuée; et pendant plusieurs siècles, les descendants de leur chef ont fait leurs efforts soit pour s'emparer des parts échues aux officiers ou à leurs soldats, soit pour les réduire eux-mêmes au rang des peuples asservis.

Louis XI, Louis XIII et Louis XIV ont terminé la lutte : ils ont mis définitivement au rang des sujets, ou des hommes assujettis, les descendans des compagnons de leurs ancêtres. Cette lutte entre les enfans des conquérans n'est pas envisagée du même oeil par madame de Staël et par M. Bailleul. Madame de Staël, en désapprouvant la conquête, trouve mauvais que les descendans des vainqueurs aient été asservis à leur tour ; elle désapprouve surtout les moyens qui ont été employés pour arriver à cette fin. M. Bailleul, au contraire, trouve que les chefs de la conquête ont bien mérité de l'humanité, par cela seul qu'ils ont asservi leurs anciens compagnons.

L'assujettissement des conquérans au pouvoir de leur chef a eu d'heureux résultats pour les hommes que la conquête avait réduits en servitude ; mais ces résultats méritent peu de reconnaissance. C'est pour eux et non dans l'intérêt des peuples conquis, que les rois ont asservi les fils des conquérans ; leur seul objet a été d'agrandir leurs domaines, comme la suite l'a prouvé. Leurs moyens n'ont pas toujours été honorables ; la perfidie et la cruauté ont été trop souvent mis en usage, surtout dans les derniers siècles. Madame de Staël

croit que le régime de la féodalité valait beaucoup mieux pour les nobles que l'état de cour-tisan auquel le despotisme royal les condamna ; elle pose , sans la résoudre , la question de savoir si l'espèce humaine gagnerait à l'indépendance d'une classe plutôt qu'à l'oppression exercée **généralement** , mais également sur toutes ; et elle se borne à faire remarquer que les nobles , dans les temps de leur splendeur , avaient un genre de liberté politique , et que le pouvoir absolu des rois s'est établi contre les grands avec l'appui des peuples.

Madame de Staël est bien loin , au reste , de faire l'apologie des temps antérieurs à la révolution. « Les hommes , dit-elle , ne savent guère que l'histoire de leur temps ; et l'on dirait , en lisant les déclamations de nos jours , que les huit siècles de la monarchie qui ont précédé la révolution française n'ont été que des temps tranquilles , et que la nation était alors sur des roses. On oublie les templiers brûlés sous Philippe-le-Bel ; les triomphes des Anglais sous les Valois ; la guerre de la Jacquerie ; les assassinats du duc d'Orléans et du duc de Bourgogne ; les cruautés perfides de Louis XI ; les protestans français condamnés à d'affreux supplices sous François I^{er} , pendant

qu'il s'alliait lui-même aux protestans d'Allemagne ; les horreurs de la ligue surpassées toutes encore par le massacre de la Saint-Barthélemy ; les conspirations contre Henri IV, et son assassinat , œuvre effroyable des ligueurs ; les échafauds arbitraires élevés par le cardinal de Richelieu ; les dragonnades ; la révocation de l'édit de Nantes ; l'expulsion des protestans , et la guerre des Cévennes sous Louis XIV ; enfin , les querelles plus douces , mais moins importantes des parlemens sous Louis XV. »

Dans les considérations qui précèdent les événemens de la révolution , madame de Staël a peu ménagé la mémoire de Richelieu et de Louis XIV. Elle a succinctement rapporté des actes d'injustice et de cruauté de l'un et de l'autre. Elle nous a montré le premier se prêtant basement et perfidement aux superstitions qu'il ne partageait pas , et faisant brûler un pauvre curé comme sorcier ; faisant enfermer dans sa maison de campagne le maréchal de Marillac qu'il haïssait , pour le faire condamner à mort plus sûrement sous ses yeux ; envoyant de Thou à l'échafaud pour n'avoir pas dénoncé son ami ; établissant , enfin , des commissions extraordinaires pour faire juger tous les délits politiques. Les jugemens qu'elle

a portés sur Louis XIV sont conformes à ceux qu'en avaient portés avant elle les amis éclairés de la liberté, et ceux qu'en a portés depuis M. Lémontey. Elle ne pense pas qu'on puisse attribuer les grands écrivains de cette époque à un prince qui persécuta Port-Royal dont Pascal était le chef; qui fit mourir de chagrin Racine; qui exila Fénelon; qui s'opposa constamment aux honneurs qu'on voulut rendre à La Fontaine, et qui ne professa de l'admiration que pour Boileau.

M. Bailleul ne juge point Louis XI, Richelieu et Louis XIV comme les juge madame de Staël. Il trouve qu'ils ont asservi la noblesse, et cela les justifie de tout; car c'est de cet asservissement que sont sortis la révolution et le gouvernement représentatif. A son avis, madame de Staël s'est mise en contradiction avec elle-même, lorsque, d'une part, elle a condamné les cruautés et le despotisme des rois ou de leurs ministres, et que, de l'autre, elle a applaudi à l'établissement de la monarchie constitutionnelle. « Qu'on y prenne garde, dit-il, ces imputations, adressées à Louis XI et à Richelieu, mettent madame de Staël dans une contradiction sensible avec elle-même, puisqu'elle approuve les résultats de la révolu-

tion, notamment le gouvernement représentatif. » M. Bailleul distingue dans la conduite des rois le but et les moyens. Suivant lui, le but fut toujours louable ; il fut même nécessaire. Les moyens purent être plus ou moins justes, plus ou moins condamnables.

Ici M. Bailleul tombe dans une erreur grave en confondant le but avec les résultats. Il ne persuadera à personne que les rois qui ont lutté pour asservir la noblesse, se soient proposé d'établir la liberté publique. Leur unique but était l'agrandissement de leur pouvoir, ou, pour parler plus juste, l'établissement de leur despotisme. Ils voulaient dominer sur les nobles, comme les nobles dominaient sur leurs vassaux ; et, s'ils revenaient au monde, ils seraient fort surpris de voir qu'on leur fait hommage des événemens de la révolution et de l'établissement d'une forme de gouvernement qu'ils auraient repoussée comme un outrage fait à leur puissance. Des Français qui auraient osé proclamer, sous Louis XI, sous Richelieu ou sous Louis XIV, les principes qui, plus tard, ont été proclamés par l'assemblée constituante, auraient été pendus jusqu'au dernier, quand même ils auraient professé pour ces illustres personnages la même admiration que pro-

fesse M. Bailleul. Il ne faut donc pas leur faire un mérite de ce qui est arrivé quelques siècles plus tard , de ce qu'ils auraient empêché s'ils avaient pu le prévoir, et que cela eût été en leur puissance.

L'espèce humaine, quand elle est parvenue à un certain degré de civilisation , met tout à profit, les crimes comme les vertus. La tyrannie des rois d'Angleterre a produit des institutions protectrices de la liberté; les croisades ont concouru à civiliser l'Europe ; et les réactions de 1815 nous ont fait mieux sentir le besoin d'institutions que les écrits les plus patriotiques. S'ensuit-il que les tyrans, les fanatiques et les persécuteurs doivent être considérés comme des bienfaiteurs de l'humanité , et que nous devons leur rendre des actions de grâces de leurs excès ou de leurs folies ? Que deux peuples se déchirent pour savoir quel sera celui des deux qui dominera sur un troisième , et qu'après le combat le vainqueur ne soit plus assez fort pour rester maître de celui qui était l'objet de la querelle , celui-ci devra-t-il le louer beaucoup d'avoir vaillamment combattu ? M. Bailleul est si porté à l'indulgence pour ceux qui ont abaissé la noblesse, qu'il voudrait bien excuser les excès auxquels ils se sont li-

vrés, même à l'égard des hommes qui n'étaient ni prêtres ni nobles. « La révocation de l'édit de Nantes, dit-il, tient moins à la politique que la Saint-Barthélemy ; elle fut *une concession* faite à quelques fanatiques, *sans autre motif et sans autre but* : ce ne fut pas l'œuvre du roi, mais celle *de l'homme dévot*. » Si Richelieu porta des coups terribles aux protestans, c'est *qu'il les considéra comme une faction armée*. Il dit ailleurs, en parlant de ce fameux ministre, et de Louis XI : « Qu'ils aient été injustes, cruels, arbitraires, cela ne fait rien aux résultats qui furent sentis à l'instant même. » Où en serions-nous si de pareilles maximes étaient jamais adoptées ? L'effet ne peut pas exister avant la cause ; tout gouvernement pourrait donc être injuste, cruel, arbitraire ; et, si l'on s'en plaignait, il se serait justifié en disant qu'on doit attendre les heureux résultats de l'arbitraire, de l'injustice et de la cruauté.

M. Bailleul ne peut pas se dissimuler que, tout en frappant la noblesse, les rois n'établirent aucune institution favorable à la liberté ; mais cela même lui paraît un trait de sagesse. « Avant de semer de bonnes graines dans un champ, dit-il, il faut le défricher, *le purger de toutes les plantes parasites et malfaisantes* qui

l'infestent. C'est précisément ce qu'ont fait les rois, et c'est tout ce qu'ils pouvaient faire lorsque le pouvoir était divisé par de si nombreuses et de si redoutables rivalités. » Lorsque Robespierre et ses acolytes, après avoir anéanti toutes les institutions qui protégeaient les citoyens, envoyaient à l'échafaud les hommes les plus respectables de France, ils disaient probablement aussi qu'avant de semer de bonnes graines dans un champ, il fallait le défricher et le purger de toutes les plantes parasites et malfaisantes. Les hommes de 1815, lorsqu'ils méditaient leurs catégories, pouvaient tenir le même langage, et nous doutons que M. Bailleul s'en fût contenté. Renvoyer l'établissement des garanties au temps où le pouvoir aura détruit tous ses ennemis, est un moyen banal que toutes les tyrannies mettent en usage, et qui désormais devrait être discrédité. Au reste, ce n'était pas ici le cas d'en faire mention, car il n'a jamais été dans l'intention de Louis XI, de Richelieu ou de Louis XIV de donner à la France des lois d'exception, et d'établir un despotisme temporaire pour arriver plus sûrement à la liberté. Madame de Staël, en condamnant les excès commis par quelques princes ou par quelques ministres

pour se rendre maîtres absolus , ne tombe donc point *dans une erreur capitale* , comme le prétend M. Bailleul , *soit lorsqu'elle accuse les efforts des anciens rois pour conquérir le pouvoir , soit dans sa doctrine politique.*

M. Bailleul trouve une grande analogie entre ce qu'a dit de Richelieu le cardinal de Retz , et ce qu'en dit madame de Staël. « Il semble , dit-il , que l'un des deux , *je ne sais lequel* , ait copié l'autre. » Il nous semble , à nous , que , lorsqu'on s'élève à cette hauteur de politique où se tient M. Bailleul , on doit savoir que le cardinal de Retz n'a pas copié madame de Staël , et que , si une affectation d'ignorance est partout déplacée , elle l'est ici plus qu'ailleurs.

Madame de Staël , après avoir tracé une analyse rapide des événemens qui ont précédé la révolution , arrive au temps où M. Necker fut appelé au ministère des finances. S'il ne nous est pas possible d'exposer ici , dans son ensemble , le système d'administration qu'adopta M. Necker , nous pouvons rappeler du moins quels en furent les principes. Ces principes furent l'ordre , l'économie , la bonne foi et le désintéressement. Le ministre qui veut opérer des réductions dans les salaires doit commen-

cer par se réduire lui-même ; c'est ce que fit M. Necker : il accepta le ministère et refusa les appointemens attachés à la place de ministre. M. Bailleul le blâme de ce refus. C'était en effet un mauvais exemple ; un pays où l'on fait métier de vivre de places ne doit rien tolérer de pareil ; il lui convient beaucoup mieux d'avoir des ministres qui montent courageusement à la tribune, comme à l'assaut, pour y défendre leurs salaires. Un ministre qui défend si bien ses appointemens ne saurait souffrir qu'on portât atteinte à ceux de ses commis : il devient pour ceux-ci une garantie plus puissante que toutes les constitutions.

Le ministère de M. Necker a prouvé une vérité dont les grands hommes d'état de notre siècle ne se doutent guère ; c'est que des intentions pures et une probité sévère, si d'ailleurs elles sont accompagnées d'un jugement sain et d'un caractère ferme, sont une puissance contre laquelle toutes les intrigues viennent échouer. En 1776, M. Necker est appelé au ministère ; son premier soin est de remettre de l'ordre dans les finances et de supprimer les dépenses inutiles. Les réformes qu'il se propose et celles qu'il exécute soulèvent contre lui la meute affamée des courtisans, et il est obligé

de donner sa démission. Mais, à peine sa retraite est connue, que chacun la considère comme une calamité publique. On court auprès du ministre disgracié avec plus d'empressement que s'il était le distributeur de toutes les grâces. « On eût-dit, à voir l'étonnement universel, écrivait un homme de ce temps, que jamais nouvelle n'avait été plus imprévue : la consternation était peinte sur tous les visages ; ceux qui éprouvaient un sentiment contraire étaient en trop petit nombre ; ils auraient rougi de le montrer. Les promenades, les cafés, tous les lieux publics étaient remplis de monde ; mais il régnait un silence extraordinaire. On se regardait, on se serrait tristement la main, je dirais comme à la vue d'une calamité publique, si ces premiers momens de trouble n'eussent ressemblé davantage à la douleur d'une famille désolée qui vient de perdre l'objet et le soutien de ses espérances (1) ».

Quelques années plus tard, la force de l'opinion publique appelle encore M. Necker au

(1) Correspondance littéraire, philosophique et critique, adressée à un souverain d'Allemagne par le baron de Grimm et par Diderot. (Tome V, page 297).

ministère. Des intrigans parviennent à l'en faire sortir au bout d'une année ; et, comme l'on craint l'effet que sa présence pourrait produire, on lui ordonne de sortir de France sur-le-champ. Le ministre renvoyé par la cour obéit sans communiquer son départ à personne. Aussitôt que son renvoi est connu du public, les spectacles se ferment, on barricade les rues, chacun se fait garde national, prend un costume militaire quelconque, et se saisit au hasard de la première arme, fusil, sabre, faux, n'importe. Une armée, composée de plus de cent mille hommes, se forme ainsi spontanément au milieu de Paris, et le résultat de ce mouvement est la prise et la destruction de la Bastille, de cette forteresse du gouvernement arbitraire. Le ministre disgracié est à peine arrivé à Bâle qu'un courrier extraordinaire vient lui annoncer son rappel ; et la cour qui l'a renvoyé, se trouve fort heureuse qu'il veuille bien se charger encore du portefeuille.

Quelles furent les causes de ce soulèvement général produit par la disgrâce d'un homme ? Etaient-ce des affections personnelles ? Non ; car il est probable que le plus grand nombre de ceux qui s'insurgeaient ne l'avaient jamais

vu ? Était-ce l'espoir d'obtenir les faveurs d'un ministre ? pas davantage ; un peuple n'a de faveurs à attendre de personne. Était-ce l'opinion qu'on avait de son génie ? Nous sommes loin de le penser ; M. Necker était sans doute un homme fort éclairé ; mais, s'il n'avait eu pour lui que ses lumières , on eût été fort peu touché de sa disgrâce. Quelle était donc , encore une fois , la cause qui mettait en mouvement la population toute entière ? C'était l'intime conviction que chacun avait que le ministre joignait à des intentions pures et désintéressées une conscience que rien ne pouvait faire plier ; on savait que M. Necker ne voyait que l'intérêt de la nation , et qu'aucune considération n'était capable de le lui faire sacrifier : voilà le véritable secret de sa force. Si on l'eût vu faire une seule concession à la faveur ou à l'arbitraire , à l'instant toute sa puissance se fût évaporée comme une ombre. Nous avons vu des ministres auxquels le public croyait , à tort ou à raison , une grande capacité ; ces ministres ont été renvoyés , et personne ne s'en est inquiété ; on eût pu les exiler ou les proscrire qu'on ne s'en fût pas inquiété davantage.

M. Baillet, qui montre beaucoup d'estime pour le caractère de M. Necker , fait de ses

opérations une critique sévère. Mais entend-il bien lui-même les matières sur lesquelles il écrit? Nous allons mettre nos lecteurs à même d'en juger. Voici comment il s'exprime en parlant des emprunts à rente viagère que M. Necker fit en entrant au ministère.

« Le reproche tiré de la morale est le plus faible qu'on puisse leur faire. Ce n'est pas seulement parce qu'ils favorisent le penchant des pères à consumer d'avance la fortune qu'ils doivent laisser à leurs enfans que ces emprunts sont critiqués; c'est parce que, relativement aux emprunts perpétuels, ils doublent les charges, par conséquent ils diminuent d'autant les ressources de l'état, et encore parce qu'ils sont *une charge sans compensation*. Le but de l'emprunt étant d'avoir de l'argent moyennant un intérêt; le procédé qui donne un capital double pour la même somme d'intérêt est, sous tous les rapports, préférable. Or, la différence de l'emprunt viager au perpétuel est de plus de moitié au désavantage du premier.

» Dans l'emprunt viager, le capital est anéanti; dans l'emprunt perpétuel, il est conservé, il circule, et remplit dans la circulation, soit comme valeur, soit comme gage, toutes les fonctions des métaux précieux ou des pro-

priétés les plus solides. *Sous ce point de vue , toute comparaison cesse , et il est impossible de défendre les emprunts viagers. »*

L'ouvrage de M. Bailleul est plein de critiques de cette force. J'en citerai encore un passage qui fera voir jusqu'où s'étendent les vues de l'auteur en économie politique. Madame de Staël avait dit que la France ayant de plus grandes sources naturelles de prospérité que l'Angleterre , et beaucoup moins de puissance et d'habileté sur mer, *c'est la paix qui la fortifie et la guerre maritime qui la ruine.* Là-dessus M. Bailleul s'écrie : « C'est vraiment une chose désolante que de semblables préjugés ; l'acharnement avec lequel on les alimente et on les propage est plus désolant encore. Y a-t-il des sources naturelles de prospérité là où il n'y a pas de débouchés proportionnés ? et y a-t-il des débouchés assurés là où la mer peut être fermée par un voisin plus puissant ? »

Il serait inutile de faire observer que la critique porte entièrement à faux ; que la paix ne ferme pas les débouchés , et que , s'il faut se battre jusqu'à ce qu'on n'ait pas un voisin plus puissant que soi , chaque peuple doit se résoudre à être éternellement en état de guerre , comme assaillant s'il est le plus faible, et comme

assailli s'il est le plus fort. Mais ce n'est pas de cela qu'il s'agit ; c'est de l'idée que M. Bailleul se fait des débouchés. Suivant lui , il n'y a point de débouchés assurés là où la mer peut être fermée par un voisin plus puissant ; et là où les débouchés maritimes ne sont point assurés , il n'y a point de sources naturelles de prospérité. Il faut donc croire qu'un peuple ne peut accroître ses richesses qu'en les tirant de l'extérieur ; mais à l'extérieur, d'où viennent-elles ? Une nation ne peut-elle s'enrichir que de ce qui est perdu par une autre ? Mais comment se fait-il alors que tous les peuples sont plus riches aujourd'hui qu'ils ne l'étaient il y a trois siècles ? Leurs richesses leur seraient-elles tombées du ciel ? Lorsque M. Bailleul affirme qu'il n'y a de sources naturelles de prospérité *que pour les plus forts* , on dirait qu'il est persuadé que la force est la source des richesses , et qu'un peuple ne peut s'enrichir que par le pillage.

Madame de Staël apprécie toujours les choses par l'utilité qu'elles ont ou qu'elle leur croit pour l'espèce humaine. Elle apprécie les hommes par le degré de moralité qu'elle leur connaît. Suivant elle , la morale est la science des sciences , même à ne la considérer que sous le rapport du calcul. Cette opinion , qui était aussi

celle de M. Necker, lui fait porter des jugemens sévères sur plusieurs personnages célèbres de la révolution. Mirabeau, dont elle admire d'ailleurs le talent, n'a pas échappé à sa censure. Elle a tracé son portrait d'une main ferme, et qui nous le représente bien tel qu'on peut se le figurer, quand on connaît ses discours et son histoire.

« L'opinion qu'on avait de son esprit, dit-elle, était singulièrement augmentée par la peur que faisait son immoralité ; et cependant c'est cette immoralité même qui a diminué l'influence que ses étonnantes facultés devaient lui valoir. Il était difficile de ne pas le regarder long-temps, quand on l'avait une fois aperçu : son immense chevelure le distinguait entre tous ; on eût dit que sa force en dépendait comme celle de Samson ; son visage empruntait de l'expression de sa laideur même, et toute sa personne donnait l'idée d'une puissance irrégulière, mais enfin d'une puissance telle qu'on se la représenterait dans un tribun du peuple. »

Dans un autre chapitre, madame de Staël fait remarquer les qualités et les vices du même personnage : elle fait de lui un grand éloge sous le rapport des talens et des lumières ; mais elle flatte peu son caractère. M. Bailleul, qui ne

paraît point penser avec madame de Staël que la morale est la science des sciences , apprécie Mirabeau d'une autre manière. Il pense que la moralité peut être considérée dans un individu relativement à sa conduite privée , dans ses rapports avec sa famille , avec la société et l'ordre public , et aussi avec les personnes qu'il fréquente habituellement.

« On a reproché en effet à Mirabeau , dit-il , dans sa conduite privée , des aventures de femmes , des séductions , des enlèvemens , etc.... Mettre de la décence dans ses mœurs , réprimer des passions trop violentes , respecter les nœuds de l'hymen , et ne pas porter le trouble dans les ménages , ce sont incontestablement des devoirs dont l'accomplissement importe autant au bon ordre en général , qu'à la paix des familles ; mais enfin , *ce genre d'immoralité appartient à un ordre particulier d'idées et de principes ; il ne déshonore pas chez nous ceux qui s'en rendent coupables* : c'est une perversité pour laquelle bien des femmes aimables , et même d'une conduite irréprochable , ont toujours montré beaucoup d'indulgence. Cette immoralité , très-condamnable , je le répète , et qui serait très-criminelle *dans un prélat* , n'emportant avec elle *aucune idée de corruption et*

de bassesse, ne peut pas raisonnablement entrer comme moyen de condamnation *dans la conduite d'un personnage politique.* »

On voit, par ce passage, que les idées de M. Bailleul ne sont pas plus avancées en morale qu'en économie politique. Il admet, dans sa manière de juger les actions des hommes, différens ordres d'idées et de principes. Nous ignorons sur quoi il fonde ses subtiles distinctions, et comment ce qui est criminel chez un individu, peut ne pas l'être chez un autre. Qu'un homme marié séduise une femme mariée, qu'il la ravisse à son mari, et qu'il vive publiquement avec elle, sans qu'aucune idée *de corruption* s'attache à sa conduite, c'est une manière de juger, qui heureusement n'est pas commune. Dire que ce genre d'immoralité ne déshonore pas chez nous, et que bien des femmes d'une conduite irréprochable ont toujours montré beaucoup d'indulgence pour cette espèce de perversité, c'est faire injure à la nation française, et en donner aux étrangers qui ne la connaissent pas, une idée tout-à-fait fausse. Le privilège d'immoralité, que M. Bailleul accorde aux *personnages politiques*, sera repoussé par tous les hommes d'un caractère véritablement estimable, et même par ceux qui voudraient bien

pouvoir en user sans se déshonorer aux yeux de leurs concitoyens. On pouvait croire jadis que les hommes en puissance étaient au-dessus des règles de la morale ; et qu'une action avilissante pour un simple particulier , n'avait rien d'illicite pour un prince ; mais les temps où l'on jugeait ainsi sont passés , et il est bien singulier que ce soit en faveur d'un homme de la révolution , qu'on reproduise un des préjugés les plus odieux que la révolution a effacés.

Lorsqu'on sait l'histoire de Mirabeau , et qu'on a lu ses lettres particulières , on ne peut s'empêcher de reconnaître qu'avec de grands talens , cet homme fut profondément immoral , jusqu'au moment où il parut à l'assemblée constituante. Les événemens de la révolution donnèrent peut-être alors un autre cours à ses idées ; il est à croire que la prodigieuse activité de son esprit se tourna vers les discussions politiques , et que les passions auxquelles il s'était livré jusque-là , furent remplacées par des passions d'un autre genre. Ce qui nous porterait à adopter cette opinion , c'est que , dans sa carrière politique , il eut pour amis des hommes d'un caractère essentiellement pur ; l'amitié de Cabanis est sans contredit un des témoignages qui parlent le plus haut en sa

faveur. Mais, lorsqu'on le vit appelé à jouer un rôle dans l'assemblée nationale, on put bien croire que la morale n'aurait pas plus d'influence sur sa vie publique qu'elle n'en avait eu sur sa vie privée; et les craintes que plusieurs personnes en conçurent, suivant madame de Staël, nous paraissent fort naturelles. L'idée de deux morales est au-dessus de notre intelligence; et nous sommes très-portés à croire que, s'il est des personnes qui en admettent deux en théorie, c'est pour n'en reconnaître aucune dans la pratique.

Madame de Staël juge les peuples avec les mêmes règles qu'elle juge les particuliers. Il n'est aucune action généreuse qu'elle n'admire; aucun principe favorable à la liberté, aucune institution protectrice qu'elle ne proclame et ne défende avec tout le talent qui lui est propre. Mais aussi, il n'est aucune action lâche ou cruelle, aucune institution despotique qu'elle ne flétrisse. Les abus de la force soulèvent son indignation, quels qu'en soit les auteurs ou les victimes. Elle ne pense point qu'une action soit juste par cela seul qu'elle est commise ou approuvée par le plus grand nombre. Elle ne voit, dans le nombre considéré comme tel, que ce qui s'y trouve réellement, c'est-à-dire, la

force; et, à ses yeux, la force n'est pas la même chose que la justice. Ces deux choses peuvent bien se trouver quelquefois réunies, mais elles ne le sont pas toujours et nécessairement. La majorité d'un peuple peut donc commettre des erreurs et des excès aussi bien que la minorité; et, si elle en commet, il n'y a pas de raison pour la juger avec plus d'indulgence qu'on ne juge la minorité. Ainsi, madame de Staël approuve ou condamne une nation, selon que les actions produites par la majorité sont bonnes ou mauvaises.

M. Bailleul et tous les écrivains politiques de la même école, ne jugent pas de la même manière. Aussitôt qu'une nation se sépare en deux parties, la fraction dans laquelle il leur plaît de se classer est pour eux *le peuple*, et le peuple n'a jamais tort; on doit se soumettre sans examen et sans résistance à ce qu'il ordonne ou à ce qu'il approuve. Si la fraction à laquelle ils donnent le nom de peuple commet des excès, c'est qu'on l'a provoquée; et, si aucune provocation n'a existé, c'est qu'on lui a fait peur. Si la minorité la plus éclairée d'une assemblée représentative est envoyée à l'échafaud, cela est nécessaire pour détruire les résistances et sauver le peuple; si elle est enlevée

par la force armée et déportée sans jugement ; c'est pour assurer l'indépendance de la représentation nationale , et sauver les lois fondamentales de l'état ; mais , si cette fraction renverse elle-même ces lois fondamentales , elle ne fait qu'user de ses droits. Enfin la force qui agit au nom de la majorité , est la raison suprême , et tout individu qui ne se reconnaît pas *sujet du peuple* , doit être traité de rebelle. Le peuple est *souverain* , et il n'y a point de souverains sans sujets ; ce souverain , d'ailleurs semblable à tous les autres , a le privilège d'être infailible.

Ce système n'est ni meilleur ni pire que tel autre avec lequel il est mis en opposition. Il est bon d'examiner cependant sur quoi il se fonde , et de savoir où il nous conduit. Lorsqu'il s'établit une lutte entre les habitans d'un même pays , la majorité a sur la minorité un avantage incontestable ; c'est la force. Mais , si cet avantage était la seule raison , soit de l'obéissance qu'on réclame pour elle , soit de la justice de ses procédés , il s'ensuivrait qu'on ne lui devrait plus rien aussitôt qu'elle l'aurait perdu : la cause cessant , l'effet devrait cesser avec elle. Il serait donc impossible de commettre à son égard aucune injustice , et elle

devrait obéir sans discernement, du moment qu'elle aurait perdu la force. Le motif pour lequel on exigerait pour elle une soumission aveugle, venant à exister contre elle-même, il faudrait bien reconnaître ou qu'on ne lui doit rien quand elle est la plus faible, et qu'elle doit quelque chose quand elle est la plus forte. La force n'est donc pas la raison de l'obéissance qu'on réclame en faveur de la majorité, puisqu'on ne peut admettre une telle raison sans justifier toutes les tyrannies.

Mais, si la majorité ne peut pas, sans donner raison à tous les oppresseurs, tirer avantage de sa force contre la minorité, de quoi peut-elle se prévaloir? ce n'est pas des lumières; car les lumières ne se prouvent pas par le nombre. Un homme éclairé peut avoir raison contre cent mille goujats, aussi facilement que contre dix ou même que contre un. La multiplicité des sots ne produit que la multiplicité des sottises; et une injustice, soutenue par un million de voix, n'en est pas moins une injustice : le nombre ne prouve donc rien que lui-même. Bien plus, le raisonnement et l'expérience nous font voir que les lumières, quand elles se montrent, commencent toujours par se trouver en minorité. Depuis plusieurs siècles

l'espèce humaine marche vers son perfectionnement ; mais elle n'y marche pas de front : un petit nombre d'hommes , favorisés par la nature , précèdent les autres dans la carrière de la civilisation ; il leur faut du temps avant que d'avoir fait passer dans la foule les vérités qu'ils ont aperçues les premiers ; et si , à leur début , on les faisait juger par la majorité , est-il une vérité utile à l'espèce humaine , qui ne fût pas impitoyablement proscrite ? Un parti ne prouve donc pas qu'il a raison en prouvant qu'il est le plus fort ou le plus nombreux ; il ne le prouve pas davantage en prouvant qu'il est le plus faible. Les lumières et la raison , il est vrai , se trouvent presque toujours dans une minorité ; mais il ne suit pas de là que toute minorité soit éclairée et raisonnable. Il est des hommes qui sont plus en avant que les autres ; il en est aussi qui sont plus en arrière. La majorité peut avoir raison sur plusieurs points ; elle peut avoir tort sur beaucoup d'autres. Absoudre ou condamner d'une manière générale ce qu'elle fait , c'est donc se jeter dans des excès également éloignés de la vérité.

Les principes de madame de Staël l'empêchent de tomber dans aucun de ces deux excès. Réclamant toujours des garanties pour les plus

faibles, elle ne demande pour eux que la justice. M. Bailleul, au contraire, ne pense pas qu'une majorité puisse avoir tort. Dans son écrit, on voit sans cesse la force aux prises avec l'intelligence, et c'est toujours à la première qu'il donne raison, ou qu'il considère comme la raison. On conçoit que cette manière d'envisager les choses doit le mettre souvent en opposition avec madame de Staël. Nous allons citer quelques exemples à l'appui de ces observations.

Madame de Staël a distingué deux classes d'émigrés : ceux qui sortirent de France pour y rentrer avec le secours des armées ennemies, et ceux qui plus tard s'expatrièrent pour échapper aux dangers dont ils étaient menacés. Elle condamne les premiers, et elle ne croit pas qu'ils puissent se justifier ; mais elle pense que ce fut un crime, de la part du gouvernement d'alors, de considérer comme coupables ceux qui ne s'éloignaient de leurs foyers que pour échapper à l'assassinat populaire et juridique, et de comprendre dans la proscription, non-seulement les hommes en état de porter les armes, mais les vieillards, les femmes, les enfans même.

M. Bailleul ne s'arrête point à ces distinctions.

minutieuses : il traite toujours les choses en grand , même quand il s'agit de proscriptions. « A quel signe d'abord , dit-il , reconnaître une émigration *forcée* ? La situation politique d'un état peut exiger de la part des citoyens plus de dévouement et de courage : dans ce cas , c'est un devoir de ne pas l'abandonner ; ce pourrait même être une trahison , un crime que de le faire. Pour qu'une émigration pût être justifiée , il faudrait un acte quelconque dirigé positivement contre l'individu , comme un ordre d'arrestation ou un jugement de condamnation. Il résulte de ces deux choses bien évidentes , que l'individu poursuivi ne peut plus être utile , et qu'il est personnellement menacé ; ce qui lui donne ce droit naturel de défense négative , qui consiste dans la soustraction de sa personne : dans toute autre position je ne vois point d'émigration *forcée*..... Mais pour faire les distinctions qu'exige ici madame de Staël , avait-on le temps , en avait-on les moyens ? »

Une des plus grandes erreurs qu'on ait commises pendant la révolution , a été d'imprimer un caractère criminel à des faits ou à des opinions , qui , par eux-mêmes , n'avaient rien de répréhensible. Une personne se déplaît dans

un pays ; elle réalise ses capitaux et va s'établir dans une autre contrée : elle ne fait rien en cela qui soit punissable. En prenant une semblable détermination , elle use de la liberté qui appartient naturellement à tout individu. Cette liberté est reconnue dans tous les pays qui ne sont point soumis à un gouvernement despotique. Pour en interdire l'usage , il faut commencer par établir que les hommes sont un objet de propriété ou d'exploitation. Dès le commencement de la révolution , il fut reconnu en France que chacun avait le droit d'aller ou de venir , de partir ou de rester. La reconnaissance de ce droit était une conséquence nécessaire de l'abolition de l'esclavage , ou du principe qu'un homme ne pouvait appartenir qu'à lui-même. Par elle-même , l'émigration n'est donc point criminelle : il doit être permis à chacun de poursuivre son bien-être par tout moyen qui ne nuit point à autrui. On a vu des émigrations à toutes les époques ; les gouvernemens sages les ont toujours encouragées , lorsqu'ils ont vu leurs pays surchargés de population. Les colonies anciennes et modernes n'ont été formées que par des émigrés , et ces émigrés ont été ou sont devenus des personnes respectables.

Dans les premières années de la révolution , si l'on avait voulu agir avec justice , ou si l'on avait su comprendre et respecter la liberté , on aurait vu que ce n'était pas l'émigration qu'il fallait déclarer punissable ; c'était la désertion, dans ceux qui avaient un devoir spécial à remplir , et le crime d'avoir porté les armes contre leur patrie ou d'avoir attiré l'ennemi sur son territoire , dans ceux qui s'étaient enrôlés parmi les ennemis. En suivant ce système, on n'eût puni que des hommes punissables , et les lois existantes auraient suffi pour cela. Il a toujours existé assez de lois contre ceux qui refusent de remplir les obligations qui leur sont imposées , ou contre ceux qui portent les armes contre leurs concitoyens. Suivant M. Bailleul lui-même , ce n'était pas le fait d'émigration qu'on punissait ; loin de le regarder comme un crime , ou se serait au contraire trouvé fort heureux que les opposans à la révolution sortissent de France , et allassent s'établir dans des pays lointains. Ce qu'on voulait réprimer, c'étaient les actes d'hostilité commis envers la France : or , dès que cela était reconnu , ce n'était pas le fait d'émigration qu'on devait déclarer punissable ; ce n'était pas sur la qualité d'émigré qu'il fallait faire porter la culpabilité.

Il est vrai que , si l'on avait fait porter la culpabilité , ou sur le fait de s'être soustrait à l'exécution de certaines obligations , ou sur le fait d'avoir porté les armes contre la France , il aurait fallu rendre un jugement sur chaque individu en particulier. La nécessité de porter un jugement aurait obligé l'accusateur à prouver que tel individu s'était soustrait à l'accomplissement de tel devoir , que tel autre s'était rangé dans les bataillons ennemis ; et , dans certains cas , cela eût été difficile. Les femmes , les enfans , les vieillards n'ont , en général , aucun devoir public à remplir , et jamais on ne les a condamnés comme déserteurs. Il n'est pas d'usage qu'ils aillent à la guerre ; par conséquent il en était peu qui pussent porter les armes contre leur patrie : voilà déjà la liste des proscrits singulièrement diminuée. Quant aux hommes qui n'avaient fui que pour sauver leur tête , il fallait n'avoir aucune notion de justice pour les assimiler à ceux qui allaient dans les cours étrangères mendier la guerre contre la France , ou qui venaient porter la dévastation sur son territoire.

Mais , dit M. Bailleul , *avait-on le temps et les moyens de faire ces distinctions ?* Et qu'y avait-il donc de si pressé pour prononcer des condamna-

tions en masse , et pour confondre les innocens avec les coupables ? Les lois où les listes qu'on rédigeait à la hâte , faisaient-elles tomber les armes des mains des ennemis ? Ce n'est pas avec des décrets qu'on défait des armées : des hommes , qu'on a frappés de mort civile , et dont on a confisqué les biens , ne s'en portent pas plus mal et ne sont pas moins à craindre , quand ils sont les plus forts ; et , quand ils sont les plus faibles , on n'a pas besoin de se hâter. L'excuse d'avoir manqué de temps ne serait admissible que dans le cas où les mesures qu'on prenait auraient été de nature à faire disparaître le danger sur-le-champ. Mais il n'en était pas ainsi : les lois contre les émigrés ne désarmaient pas un seul des hommes qui portaient la dévastation sur notre territoire. Il est vrai que , suivant M. Bailleul , on manquait de moyens pour discerner les innocens et les coupables ; mais alors comment se permettait-on de condamner des hommes dont la culpabilité ne pouvait pas être prouvée ? Les lois sur l'émigration étaient empreintes des mêmes vices que la loi du 9 novembre 1815. Elles considéraient un fait qui , par lui-même , n'avait rien de répréhensible , comme la preuve d'un fait punissable qu'on ne voulait pas se donner la peine de prouver.

Nous sommes loin de prétendre , au reste , que les peines prononcées contre les hommes qui sortaient de France pour y rentrer les armes à la main , au milieu des bataillons ennemis , aient été trop sévères. Ce n'est pas sur la sévérité de la peine que portent nos observations. A cet égard , nous sommes tout d'accord avec M. Bailleul. Nous ne différons que sur la qualification du crime qu'il s'agissait de punir , et sur la manière dont la loi devait être appliquée. Jamais nous n'admettrons que des peines prononcées en masse et sans un examen préalable et régulier , soient compatibles avec le régime de la liberté. Les proscriptions sont iniques , par cela seul qu'elles sont des proscriptions. Tout gouvernement qui en fait usage est par cela même un gouvernement despotique , quel que soit le nom qu'il se donne ; et l'acte qui les admet comme un moyen de sauver la liberté , est pour la liberté une atteinte mortelle. Madame de Staël a donc eu raison de blâmer le gouvernement qui , après avoir assimilé les hommes que la terreur avait bannis , à ceux qui avaient pris les armes contre la France , les condamna aux mêmes peines sans examen et sans jugement.

Le supplice des députés de la Gironde fut
Cens. Europ. — Tom. XI. 16

un des crimes les plus atroces des hommes qui dominaient dans la convention ; ce crime fut le signal de la mort des hommes les plus recommandables de France , et commença ce qu'on a appelé depuis , *le règne de la terreur*. Madame de Staël n'arrive à cette époque qu'avec une sorte d'effroi « On ne sait , dit-elle , comment approcher des quatorze mois qui ont suivi la proscription de la Gironde. Il semble qu'on descende , comme le Dante , de cercle en cercle , toujours plus bas dans les enfers. » Elle ne retrace point le tableau des excès qui furent alors commis ; mais elle cherche à en faire voir les causes. Elle les trouve dans les malheurs que l'ancien régime avait fait peser sur la France , et dans les vices du gouvernement détruit. Elle pense , avec raison , que ce n'est point au gouvernement qu'on veut avoir , mais à celui qu'on a eu long-temps , qu'il faut s'en prendre de l'état moral d'une nation.

« Le gouvernement dont on nous parle comme d'un objet de regret , dit-elle , avait eu le temps de former la nation , qui s'est montrée si coupable. Les prêtres , dont l'enseignement , l'exemple et les richesses sont propres , nous dit-on , à faire tant de bien , avaient présidé à l'enfance de la génération qui s'est dé-

chainée contre eux. La classe soulevée en 1789 devait être accoutumée à ces privilèges de la noblesse féodale ; si particulièrement agréables , nous assure-t-on encore , à ceux sur lesquels ils doivent peser. D'où vient donc que tant de vices ont germé sous les institutions anciennes ?

Madame de Staël et M. Baillet-Latour sont d'accord sur les causes qui conduisirent les Girondins à l'échafaud ; mais le jugement qu'ils portent de ceux qui les y envoyèrent n'est pas le même. Les députés de la Gironde demandaient qu'on organisât un gouvernement ; que l'action des lois ne fût plus suspendue , et que ceux qui s'étaient livrés à des excès fussent punis. Ils s'indignaient de voir que les auteurs des massacres des 2 et 3 septembre , non-seulement jouissent de l'impunité , mais exerçassent même une sorte d'influence sur les affaires publiques. Leurs adversaires , qu'on appelait les Montagnards , s'opposaient , au contraire , à toute organisation sociale ; ils prétendaient qu'un gouvernement régulier anéantirait cette fièvre patriotique , cet enthousiasme qui seul , à leurs yeux , pouvait sauver la liberté ; ils voulaient que toute organisation sociale fût ajournée jusqu'à ce que l'Europe eût posé les armes

et reconnu la république. Les premiers étaient approuvés par les gens raisonnables et paisibles. *Mais*, dit M. Bailleul, *à quoi ces gens-là sont-ils bons dans des temps de crise ?* Les Girondins avaient tort ; parce qu'ils n'avaient pas la force de leur côté : ils périrent. Aux yeux de M. Bailleul, ces Montagnards qui firent périr les hommes les plus illustres de cette époque, les Malesherbes, les Bailly, les Condorcet, les Lavoisier, et qui envoyaient quatre-vingts personnes à l'échafaud tous les jours, étaient au fond d'assez bonnes gens : « Ils nous regardaient réellement, dit-il, comme un obstacle au bien, comme des ennemis dangereux de la chose publique. »

Dans un gouvernement qui est réellement représentatif, il existe, contre l'action arbitraire du pouvoir, divers ordres de garanties, la procédure par jurés, des administrations et des gardes municipales. Au-dessus de ces institutions, se trouve la représentation nationale qui veille à ce qu'elles ne se détériorent pas ; elle est, à proprement parler, la garantie des garanties. Tant que celle-ci se conserve pure et inviolable, les autres ont peu de danger à courir, parce que, si elles éprouvent quelque atteinte, le mal peut être réparé prom-

ptement et d'une manière légale. Mais aussitôt que la représentation nationale cesse d'être inviolable, toutes les garanties sont ou peuvent être impunément renversées, et les citoyens ne peuvent plus rétablir l'ordre constitutionnel que par le même moyen qui l'a détruit, c'est-à-dire, par la violence. Le supplice des députés girondins a été le prélude du règne de la terreur ; la tyrannie du directoire a commencé par la proscription de cinquante-trois députés ; et ce n'est qu'après avoir dispersé les représentans de la nation par la force armée, que Bonaparte est parvenu à constituer le régime qu'il nous a légué et dont nous recueillions les fruits amers. Ceux qui se sont rendus coupables d'attentats contre la représentation nationale, ont à leur tour été renversés par la force ; les uns sont morts sur l'échafaud ; les autres ont eu une existence peu digne d'envie.

C'est donc avec raison que madame de Staël marque comme les époques les plus désastreuses celles où l'inviolabilité des représentans de la nation a été méconnue. Elle juge les proscriptions du 18 fructidor comme les jugeront tous les hommes impartiaux et amis de la liberté ; elle ne voit dans cette funeste journée que le triomphe du pouvoir militaire sur l'au-

torité des lois. « Le soir qui précéda l'entrée du général Augereau dans les conseils, dit-elle, la frayeur était telle, que la plupart des personnes connues quittèrent leurs maisons dans la crainte d'y être arrêtées. Un de mes amis me fit trouver un asile dans une petite chambre dont la fenêtre donnait sur le pont Louis XVI. J'y passai la nuit à regarder les préparatifs de la terrible scène qui devait avoir lieu dans peu d'heures ; on ne voyait dans les rues que des soldats : tous les citoyens étaient renfermés chez eux. Les canons qu'on amenait autour du palais où se rassemblait le corps législatif roulaient sur le pavé ; mais, hors ce bruit, tout était silence. On n'apercevait nulle part un rassemblement hostile, et l'on ne savait contre qui tous ces moyens étaient dirigés. La liberté fut la seule puissance vaincue dans cette malheureuse lutte ; on eût dit qu'on la voyait s'enfuir comme une ombre à l'approche du jour qui allait éclairer sa perte. »

Le résultat de cette lutte fut, comme sous la convention, la proscription de la minorité par la majorité. Il y eut des proscrits de toutes les classes, des directeurs, des députés, des journalistes et des citoyens sans fonctions. Ceux

qu'on saisit sur-le-champ furent déportés ; ceux qui tombèrent plus tard dans les mains des hommes du pouvoir, furent livrés à des commissions militaires et fusillés ; les autres restèrent cachés jusqu'à la chute des proscriptionnaires. « Des mesures atroces , dit madame de Staël , suivirent cette première violation de toute justice. La dette publique fut réduite des deux tiers , et on appela cette opération la *mobiliser* ; les prêtres et les nobles furent proscrits de nouveau avec une impitoyable barbarie ; on abolit la liberté de la presse. » Le député Boulay (de la Meurthe) proclama le même jour que la déportation devait être désormais le grand moyen de salut pour la chose publique ; que cette mesure était commandée par la politique , autorisée par la justice et avouée par l'humanité.

Ces maximes , qui furent celles des ministériels de la république , comme elles ont été plus tard celles des ministériels de l'usurpation et des ministériels de la légitimité , paraissent éminemment justes à M. Bailleul. Il dit qu'il existait une vaste conspiration dont l'objet était de renverser le gouvernement et de rétablir l'ancien régime ; que , parmi les conjurés , étaient des membres des conseils et du direc-

toire, des généraux et des journalistes ; ensuite il s'écrie :

« Quoi ! parce que la loi ne donnait pas telle ou telle attribution au directoire, devait-il laisser périr la patrie ? devait-il laisser le champ libre aux conjurés ? Les propositions les plus séditeuses, les désordres, les assassinats qui couvraient la France de deuil, de larmes et d'effroi, ne l'avertissaient-ils pas assez que *la nécessité est aussi une loi*, et que cette loi ne permettait plus le moindre retard dans ceux qui, revêtus des pouvoirs publics, devaient veiller à *la sûreté publique*, à la conservation et à la sécurité des individus ? Dans les momens de danger, *c'est le danger qui est la mesure du droit*. Et y eut-il jamais danger plus imminent ? Le gouvernement eût été attaqué personnellement et uniquement, parce qu'il n'aurait pas plu à tel ou tel parti, *qu'il aurait été suffisamment autorisé à se défendre* : mais ici c'étaient la nation, la civilisation, l'humanité qui étaient menacées, compromises ; et le directoire, *secondé par la portion saine des conseils*, aurait balancé !... Les membres du directoire furent donc, dans cette occasion, ce qu'ils devaient être, courageux, prévoyans et fermes. *Je soutiens que ce genre d'escrime était*

très-constitutionnel, parce qu'avant que d'être de telle ou telle manière, il faut être. »

Il existe, entre ce langage et celui que tenaient et que tiennent encore les proscriptionneurs de 1815, une identité frappante : ce sont les mêmes maximes : l'application seule en est différente ; de part et d'autre on reconnaît la nécessité des proscriptions ; de part et d'autre on admet qu'il est permis de frapper ses ennemis vrais ou supposés, sans examen et sans jugement ; de part et d'autre on regarde cette manière de procéder comme *très-constitutionnelle* ; de part et d'autre le danger est la mesure du droit, et chacun est juge du danger dans sa propre cause ; de part et d'autre, enfin, on considère comme des conspirateurs ceux qui se permettent d'exprimer des opinions contraires à celles qu'on a soi-même ; il y a seulement cette différence que celui-là n'approuve que les proscriptions faites au nom de la souveraineté du peuple, et que ceux-ci n'approuvent que celles qui se font au nom de la légitimité ; que l'un les admet pour sauver la nation, la civilisation et l'humanité ; et que les autres, qui veulent aussi sauver l'humanité, la nation et la civilisation, les réclament en outre pour sauver l'autel et le trône.

Un gouvernement que soutient l'opinion publique n'a rien à craindre d'une conspiration du moment qu'il l'a découverte, et qu'il a le temps et les moyens soit d'appeler la force nationale autour de lui, soit de s'emparer des conjurés. La faculté de faire déporter ou fusiller des hommes qu'on a fait saisir, suppose nécessairement qu'on a assez de puissance pour les faire juger. Si l'on viole à leur égard les formes établies pour arriver à la découverte de la vérité, et pour protéger les innocens et punir les coupables, ce ne peut être que pour une de ces deux raisons : ou parce qu'on craint que dans les débats l'opinion publique et les juges se prononcent en faveur des accusés, ou parce qu'on n'a pas les moyens de les convaincre d'un fait punissable. Dans le premier cas, l'illégalité des mesures est une preuve évidente que les accusateurs sont réprouvés par l'opinion publique; dans le second, elle est une preuve que les accusés ne doivent pas être punis.

Si, dans le sein des conseils, des députés émettaient des opinions condamnables; s'ils se livraient, comme le dit M. Bailleul, à des provocations, c'était aux conseils eux-mêmes qu'il appartenait de leur imposer silence, soit en leur refusant la parole, soit en les rappelant

à l'ordre, soit, enfin, en faisant usage des moyens de police qui appartiennent à toute assemblée publique ; s'ils se livraient à des trames dont le but était de changer le gouvernement par des moyens que la constitution réprouvait, ils ne pouvaient être dangereux , après avoir été découverts , que dans le cas où ils auraient disposé d'une grande force ; et, si cette force existait , il suffisait d'en saisir le chef et de la disperser pour annuler leur influence. On peut faire sur les écrivains qui furent déportés un raisonnement analogue à celui que nous avons fait sur les membres des conseils ; il fallait les poursuivre, ou comme provocateurs à la révolte s'ils provoquaient en effet les citoyens à la révolte, ou comme conspirateurs , si en effet ils conspiraient. Mais, dans l'un et l'autre cas, il fallait les convaincre avant que de les condamner, et les juger avant que de les punir. La majorité du directoire et des conseils ne pouvait pas s'excuser sur l'insuffisance des lois, puisque , si elles étaient insuffisantes , il dépendait d'eux de les compléter. Il est bon même de remarquer que M. Bailleul ne dit pas que , dans ces mesures de violence , la majorité du directoire fut secondée par la majorité des conseils : il dit qu'elle le fut par la partie *saine* ; et l'on sait que ,

dans tous les temps et sous tous les régimes, la partie *saine* est toujours la partie qui proscriit.

Nous ne pousserons pas plus loin le parallèle entre l'ouvrage de madame de Staël et l'Examen critique de M. Bailleul. Nous nous arrêterons seulement aux censures qui se trouvent dans le premier de ces deux écrits contre la nation française, et aux éloges que l'auteur a donnés à la nation anglaise. Comme ce sont les deux points sur lesquels les critiques ont appuyé avec le plus de force, nous croyons qu'ils méritent quelques éclaircissemens.

Il est des gens qui, lorsqu'ils parlent d'une nation, se figurent un être unique, immobile, homogène, qui est aujourd'hui ce qu'il était hier, et qui sera demain ce qu'il est aujourd'hui. Les nations sont pour eux des objets fixes comme les étoiles; ils parlent de la volonté, des désirs, des mœurs et des lumières des nations, comme de la volonté, des désirs, des mœurs et des lumières des individus; encore un individu n'a-t-il pas toujours les mêmes idées et la même volonté; tandis qu'à leurs yeux rien ne change chez une nation.

Cette manière de voir et de parler est si commune que personne ne s'avise guère de penser le contraire. Il faut cependant se mé-

fier beaucoup des pensées communes, surtout en politique; car ce sont ordinairement les pensées les plus fausses. Qu'est-ce qu'une nation? Une nation, c'est une multitude d'individus parlant ordinairement la même langue, vivant sous les mêmes lois ou sous la même domination. Chacun de ces individus est-il également éclairé? Personne ne s'avise de le prétendre; outre une multitude d'enfans qui ne savent rien, de femmes qui ne pensent à rien, et d'hommes qui ne songent qu'à vivre ou qu'à donner du pain à leurs familles, il y a une quantité prodigieuse d'esprits faux, et une quantité non moins considérable d'intérêts contraires. Les individus qui ne pensent à rien aujourd'hui penseront demain à quelque chose; ceux qui n'ont qu'un petit nombre d'idées en auront un nombre un peu plus grand; et les desirs se modifieront par les connaissances qu'on aura acquises, et par les intérêts qui se seront formés. Mais, dans ce mouvement continu et général des esprits, des intérêts et des mœurs, comment saisir ce qu'on appelle une volonté nationale?

Ce n'est pas tout. Les individus dont se compose une nation ne sont point éternels. Le terme moyen de la vie humaine n'est, dans les

climats ordinaires , que d'environ vingt-sept ans. Une nation de vingt-sept millions d'individus éprouve donc toutes les années un million de décès , et elle se répare par un million de naissances. Ces naissances et ces décès se répartissant sur tous les momens de l'année , il y a pour chaque jour un peu plus de deux mille sept cents personnes ajoutées d'un côté et retranchées de l'autre. Ainsi , il est évident par les mouvemens continuels qui ont lieu dans la partie morale et matérielle d'un peuple , que la nation d'aujourd'hui ne sera pas la nation de demain ; ni celle de demain , celle d'après-demain (1).

Lorsqu'on parle de la conduite d'une nation ,

(1) Ceci nous fait voir que les représentans élus à une certaine époque , n'ont aucune mission pour représenter un peuple tel qu'il existait à une époque plus éloignée. Une assemblée populaire , ou soi-disant telle , qui viendrait déclarer aujourd'hui qu'une autre assemblée populaire dont l'existence remonterait à vingt-cinq ou trente ans , a mal représenté les hommes qui l'avaient élue , serait aussi absurde que le gentilhomme qui , étant nommé commandant de la garde nationale , se prétendrait le représentant des soldats de Brennus , et qui viendrait , en leur nom , désavouer les actions de leur général , ou en faire amende honorable.

soit qu'on l'approuve, soit qu'on la condamne, il est donc bien entendu, pour tout homme de bonne foi, qu'on n'entend approuver ou condamner que les individus qui, à telle ou telle époque, se sont montrés en majorité et ont donné le mouvement aux affaires publiques. L'écrivain qui décrit la marche d'une révolution n'a à s'occuper que de la partie agissante du peuple, parce que c'est la seule qui soit en évidence. Les éloges ou le blâme qu'il distribue ne peuvent porter que sur cette partie; et s'il lui donne le nom de nation ou de peuple, chacun réduit ses expressions à leur véritable valeur, et les applique aux hommes pour lesquels elles sont employées. Ainsi, l'on peut dire qu'en 1789 et 1790 le peuple français s'est montré généreux et énergique; et qu'en 1793 il s'est montré soupçonneux et cruel, sans que personne s'avise de se croire loué ou blâmé, que les hommes qui ont paru à l'une ou l'autre de ces deux époques.

Ces observations sont si simples que peut-être elles en paraîtront puérides : cependant c'est pour ne les avoir pas faites que M. Baillet a écrit une grande partie de son ouvrage. Cet écrivain est un de ceux pour lesquels une nation est un être aussi fixe et aussi invariable

qu'une médaille ou qu'une pièce de monnaie. Dans toute censure qui s'adresse à une masse d'individus existans à une époque déjà éloignée, il voit une injure personnelle pour chacun des individus qui existent aujourd'hui. Madame de Staël a condamné les excès et les folies commis pendant la révolution; c'en est assez pour lui faire répéter jusqu'à satiété qu'elle déteste la France. Elle a dit que, sous la terreur, la paix était impossible avec les puissances étrangères, et que des ambassadeurs qui seraient venus recevoir l'accolade de Marat et de Robespierre se seraient déshonorés. Là-dessus, le critique ajoute, *Réflexion obligeante de madame de Staël*; comme si la France toute entière avait été concentrée dans les personnes de Marat et de Robespierre.

Ce que nous avons dit pour le blâme jeté sur une nation, nous pouvons le dire pour la louange. Les éloges donnés à un peuple ne peuvent avoir quelque justesse qu'autant qu'ils portent sur un temps donné, ou qu'ils s'appliquent à des êtres existans à une certaine époque. Il est vrai que la réputation, bonne ou mauvaise, acquise par les hommes d'une génération, nuit ou profite presque toujours à la génération qui suit, et qu'il faut beaucoup de temps

avant qu'on se soit aperçu de l'amélioration d'un peuple ; mais il n'en est pas moins vrai que la personne qui blâme ou qui approuve , est obligée de se fixer à un temps donné et de s'arrêter à certains objets. Ce n'est donc qu'en se portant au temps et aux objets qu'elle a eus en vue qu'on peut apprécier la justesse de ses éloges. L'Angleterre , par exemple , a devancé , dans la carrière de la civilisation , tous les peuples de l'Europe , ou peu s'en faut. Elle a fait faire à la philosophie , à l'industrie manufacturière et à l'agriculture, des progrès immenses. Elle a eu et elle a encore quelques institutions qui valent mieux que tout ce que nous avons dans ce genre. Voilà , sans contredit , bien des sujets d'éloges ; et il faudrait n'avoir aucune connaissance des choses, ou être aveuglé par l'esprit de parti, pour les contester. Mais s'ensuit-il de là que la nation anglaise, prise à une autre époque , soit supérieure aux autres nations ? Nullement ; celles-ci peuvent avoir profité tout aussi-bien qu'elle , et même mieux , des lumières et des découvertes de ses philosophes, ou des procédés qu'elle a employés dans les arts ; elles peuvent l'avoir devancée sous quelques rapports, et être aussi restées en arrière sous quelques autres. Ceux qui

ne jugent l'Angleterre que par l'influence qu'a exercée son gouvernement sur le sort des autres nations, peuvent considérer cette île comme la boîte de Pandore : toutes les calamités qui ont le plus affligé le monde en sont sorties. Mais ceux qui la jugent par les hommes éclairés qu'elle a produits, peuvent penser que la somme du bien excédera de beaucoup celle du mal. Les Pitt, les Wellington et les Castlereagh n'exerceront aucune influence sur les générations à venir ; on ne parlera d'eux que parce que leurs noms resteront attachés à des époques funestes. Mais Bacon, Locke, Newton, Hume, Gibbon, Robertson, Adam, Smith, Malthus et beaucoup d'autres resteront pour éclairer le monde et pour le bonheur de l'humanité.

M. Bailleul a pour Mirabeau une admiration qui va jusqu'à l'enthousiasme : il considère en quelque sorte ses paroles comme des oracles ; mais il a pour tout ce qui vient d'Angleterre une antipathie et un mépris très-grand. Voici cependant comment s'exprima Mirabeau dans l'assemblée constituante, lorsqu'un membre de cette assemblée annonça la perte de ce pays : « L'Angleterre est perdue ! Ah, grand dieu, quelle sinistre nouvelle ! Eh ! par

quelle latitude s'est-elle donc perdue ? ou quel tremblement de terre , quelle convulsion de la nature a englouti cette île fameuse , cet inépuisable foyer de si grands exemples , cette terre classique des amis de la liberté ?..... Mais vous me rassurez... l'Angleterre fleurit encore pour l'éternelle instruction du monde ; l'Angleterre répare, dans un glorieux silence, les plaies qu'au milieu d'une fièvre ardente elle s'est faites ! l'Angleterre développe tous les genres d'industrie , exploite tous les filons de la prospérité humaine , et tout à l'heure encore elle vient de remplir une grande lacune de sa constitution avec toute la vigueur de la plus énergique jeunesse , et l'imposante maturité d'un peuple vieilli dans les affaires publiques (1). »

Nous avouerons toutefois que l'admiration de madame de Staël pour l'Angleterre nous paraît trop absolue. Ce pays a renfermé et renferme encore des hommes très-recommandables , de véritables amis de l'humanité ; il possède des institutions qu'il serait à désirer de voir adopter partout où elles peuvent prendre

(1) Collection des travaux de Mirabeau, par Étienne MÉJAN ; XXI^e. volume , tome I^{er}. de la législation, page 338.

racine ; il jouit enfin de plusieurs avantages qui nous manquent. Mais il renferme aussi des hommes dont les noms ne peuvent rappeler aux amis de la liberté que des souvenirs affligeans ; et malheureusement ce sont ceux qui y exercent le plus d'influence dans les affaires ; circonstance qui prouve à elle seule que la constitution anglaise a changé de nature , ou qu'il n'en existe plus qu'un simulacre.

Si madame de Staël eût eu le temps de revoir la dernière partie de son ouvrage , elle eût supprimé , nous en sommes persuadés , des éloges qui ne sont pas plus d'accord avec ses principes ou avec ses intentions , qu'ils ne le sont avec la vérité. Peut-être aussi se serait-elle convaincue qu'une aristocratie telle qu'elle la concevait , n'est plus praticable en France. Dans ce monde , les choses seules ont de l'influence ; une aristocratie de noms n'est qu'une aristocratie de chimères. Un Montmorency qui serait dénué de talens et de fortune , serait aujourd'hui moins considéré par les habitans de son village , qu'un riche fermier qui fertiliserait le pays. Il n'y a point de noms historiques pour les gens qui ne lisent pas l'histoire , et ces noms sont peu séduisans pour le petit nombre de ceux qui se donnent la peine de l'étudier.

Nous n'avons rien dit encore de la partie de l'ouvrage de madame de Staël où il est question du gouvernement consulaire et impérial, et nous avons donné trop d'étendue à nos réflexions pour en faire ici l'analyse. C'est cependant la partie la mieux liée de l'ouvrage, et par conséquent celle qui présente les faits dans leur ordre naturel, et qui donne le moins de prise à la critique. M. Bailleul, qui semble n'avoir voulu laisser passer aucune proposition sans la combattre, est obligé de convenir que madame de Staël a parlé de Bonaparte et de son gouvernement avec une grande impartialité. Il avoue que, dans cette partie, elle montre une supériorité de talent qui la replace sur la ligne de sa réputation; et que la finesse, l'étendue et la profondeur caractérisent la plupart de ses aperçus qu'une expression vive, piquante, forte et quelquefois acérée rend encore plus sensibles et plus frappans.

Il est cependant des personnes qui, douées d'une sensibilité profonde, et ne trouvant point sur le continent européen assez de malheureux pour l'épuiser, vont chercher au-delà des mers des maux sur lesquels elles puissent gémir, et ne peuvent pas songer, sans en être vivement affectées, aux privations qu'on y fait éprouver

à un vieux tyran. A Dieu ne plaise qu'elles regrettent les charmes de la domination et les douceurs de la tyrannie ! elles ont , au contraire , disent-elles , une passion très-vive pour la liberté ; mais elles veulent qu'on se montre *sensible*, et qu'on respecte les *droits du malheur*. Ces personnes charitables accusent madame de Staël d'avoir parlé de l'illustre malheureux avec trop peu de ménagement ; elles attribuent à la passion les vérités sévères qu'elle a dites , et ne peuvent pas lui pardonner d'avoir mis à nu le restaurateur d'un régime sémi-féodal. Pour nous , que les malheurs des tyrans ne touchent guère et que tant de sensibilité n'aveugle pas , nous croyons , au contraire , que madame de Staël a rendu à la nation française un véritable service en lui présentant le tableau d'un régime sur lequel quelques personnes pouvaient encore être abusées ; nous croyons aussi que , loin d'en avoir exagéré les vices , elle a laissé beaucoup à dire , et que , si la liberté triomphe , la postérité fera descendre Bonaparte et les hommes qui ont concouru à établir son système politique , bien au-dessous du point où elle les a placés.

M. Bailleul assure que , dans sa réfutation , il ne s'est attaché qu'aux erreurs les plus essen-

tielles, qu'autrement il aurait fait des volumes. Nous pouvons assurer aussi que, si nous avions voulu combattre toutes les erreurs ou tous les faux principes qu'il défend, nous aurions fait un ouvrage plus volumineux que le sien. Il est peu de pages de son livre où l'on ne trouve quelque critique fausse ou puérile. On dirait qu'il n'a pas entendu l'écrit dont il a entrepris la réfutation ; et ce n'est qu'aux dépens de son jugement qu'on peut faire l'éloge de sa bonne foi. Il prétend que madame de Staël a présenté les faits de la manière qui pourrait être la plus avantageuse pour M. Necker ; si cela était, ce serait un tort sans doute. Mais que serait-ce donc si elle avait défendu de faux principes pour justifier des opinions injustifiables qu'elle aurait émises dans d'autres temps ? C'est cependant ce que paraît avoir fait M. Bailleul ; son écrit n'est, à proprement parler, que l'apologie de la conduite qu'il a tenue dans sa carrière législative : on voit que les mesures qu'il défend dans son ouvrage, et celles qu'il a soutenues ou provoquées, soit dans le sein de la convention, soit au conseil des cinq-cents, sont exactement les mêmes.

Il ne faut pas croire cependant que tout soit erreur dans son livre. La position dans laquelle

il s'est trouvé lui a permis de voir certains faits ou de connaître certaines personnes mieux que madame de Staël, qui était plus éloignée que lui du lieu de la scène (1) : mais c'est une faible compensation des faux principes qu'il défend. Si la forme de l'ouvrage était aussi séduisante que le fond en est mauvais, nous n'hésiterions point à dire que c'est un livre très-dangereux : mais les vices du style et la faiblesse des raisonnemens lui ôtent toute espèce de dangers ; les esprits les plus faciles à persuader peuvent le lire sans crainte d'être séduits, sinon par l'exposition d'un petit nombre de faits, au moins par les principes.

(1) Madame de Staël, en rendant compte de ce qui s'est passé au corps législatif en 1813, a commis une erreur qui se trouve dans un de nos volumes, et que M. Bailleul n'a point relevée. — Voyez, à la fin de ce volume, la lettre d'un ancien membre du corps législatif.

TROISIÈME PARTIE.

ACTES DE GOUVERNEMENT.

RENOUVELLEMENT DU MINISTÈRE.

LE dernier ministère venait de perdre , par l'effet des élections , la majorité qu'il avait dans la chambre des députés. Sur cinquante et quelques députés que les collèges électoraux devaient élire , il n'avait pu faire choisir que vingt-deux des présidens envoyés par la cour, et un petit nombre de fonctionnaires publics arbitrairement destituables. Plusieurs candidats , en faveur desquels il avait épuisé tous ses moyens d'influence, n'avaient point été élus. D'autres , contre lesquels il avait déployé tout un code d'intrigues et de manœuvres , avaient au contraire été choisis. Il se trouvait , par le résultat de la bataille électorale que le nombre de ses représentans dans la chambre était réduit de près du quart. Celui des défenseurs du parti ultra - royaliste l'était à peu près

d'un cinquième ; le côté gauche seul s'était recruté. On jugeait, par aperçu, que les forces de l'extrême et de la moyenne droite, seraient encore de soixante-dix à quatre-vingts députés ; celles du centre d'un peu plus de quatre-vingts, et celles du côté gauche, en y comprenant les doctrinaires, d'environ soixante-quinze. Il paraissait donc évident que le ministère n'avait plus à lui seul la majorité dans la chambre, et que, pour pouvoir se soutenir, il serait dans l'obligation d'incliner vers la droite ou vers la gauche, et de s'appuyer sur les libéraux ou sur les ultra.

La faction des *hommes monarchiques* ne tarda pas à juger que cet instant était décisif pour elle. Elle sentit que c'en était fait de son influence dans les affaires, si, dans l'embarras ou se trouvaient les ministres, elle ne parvenait à leur faire accepter ses secours et à obtenir, pour prix de son alliance, une loi d'élection à la faveur de laquelle elle pût espérer de recouvrer un jour la majorité. Le ministère, battu par celle qu'il avait établie, devait naturellement être peu disposé à la défendre. Il devait également, et pour plus d'une raison, se sentir peu de penchant à favoriser le parti auquel cette loi portait la majorité. La faction comprit très-

bien cela ; elle vit le parti qu'il y avait à tirer de ces dispositions, et elle résolut de ne rien négliger pour les faire tourner à son avantage. Elle entreprit de déterminer le gouvernement à se déclarer contre les libéraux, et à les arrêter brusquement dans leur marche en enlevant les élections à la classe moyenne et en concentrant le pouvoir de nommer des députés au peuple dans les mains de la *grande propriété*, c'est-à-dire, dans les mains de l'ancienne aristocratie.

Sa première pensée, pour décider le gouvernement à cette mesure, fut d'intéresser les puissances étrangères à la réclamer. En conséquence, des rapports furent adressés à Aix-la-Chapelle, dans lesquels on s'efforçait d'effrayer le congrès sur la situation de la France. Le mouvement régulier et paisible de la nation vers l'établissement des garanties constitutionnelles fut présenté comme le prélude d'une révolution inévitable et prochaine. On cita, en les dénaturant, tous les faits qu'on crut propres à donner à ce mouvement un caractère douteux et inquiétant. On parla des souscriptions au Champ d'Asile ; de l'intérêt manifesté aux proscrits ; des gravures, des chants, des écrits par lesquels on cherchait à entretenir parmi

nous l'esprit militaire ; des éloges prodigués aux hommes et aux choses du gouvernement impérial ; du soin qu'on mettait dans quelques écrits à recueillir tout ce qui pouvait apitoyer sur le sort de Bonaparte ; de l'élection à la chambre des députés de plusieurs membres de la chambre des représentans qui avaient voté contre le retour des Bourbons. On n'omit dans ces tableaux de club rien de ce qui pouvait concourir à tromper les souverains sur la nature du mouvement qui se faisait en France , et sur le véritable but auquel tendaient les libéraux ; et, tandis que d'une part on présentait les hommes de ce parti comme une faction de bonapartistes , de démocrates , de révolutionnaires , on montrait, de l'autre, que la loi des élections leur portait graduellement la majorité, et leur livrait ainsi les destinées de la France. Finalement, on fit de la loi des élections , et du parti qu'elle favorisait, un tableau tellement effrayant qu'on parvint, à ce qu'on assure , à persuader au congrès qu'elle menaçait la sûreté de l'Europe , et qu'un ministre français fut, dit-on , autorisé à en demander l'abolition au nom des puissances.

Ce n'est pas tout. Dans le temps où la faction intéressait ainsi les cabinets étrangers à

solliciter l'abolition de la loi électorale, elle agissait de tous ses efforts sur le gouvernement pour le pousser à ce coup d'état. « Reconnaissez maintenant, disait-elle aux ministres, les dangers de votre institution. Vous avez voulu vous donner une arme contre nous, et l'on s'en sert aujourd'hui pour vous battre. Vous avez voulu nous mettre dans l'impuissance de recouvrer la majorité, et votre loi vous la ravit pour la porter aux libéraux. Ce parti qui, avant la loi, était épars et sans aveu dans la chambre, y devient, d'année en année, plus redoutable. Inaperçu dans la session de 1816, il a eu vingt-cinq représentans en 1817; il en aura cinquante cette année, et à l'arrivée de deux ou trois nouveaux cinquièmes il sera tout-puissant dans l'assemblée. Ses succès lui ont donné une vogue menaçante et une audace qui l'accroît. Il arrive gonflé des conquêtes qu'il a faites et de celles qu'il va faire. Sûr d'avoir un jour la majorité, il vous fera, comme de juste, payer chèrement son alliance. Il vous demandera un nouveau système municipal, la liberté de l'instruction, celle de la presse, la réformation du jury, son extension à tous les délits, le renvoi des Suisses, le rappel des bannis, etc. N'espérez pas même à ce prix conquérir une paix

durable : vous obtiendrez tout au plus une trêve d'une année. Fortifié, par vos concessions, grossi par ses écrits, accru d'auxiliaires étrangers, ayant pour lui tous les vertiges de la vogue, disposant de grands capitaux, et possédant mieux que vous l'art de l'intrigue, et mieux que nous celui des révolutions, il donnera à la chambre, l'année prochaine, un quatrième cinquième composé des coryphées du parti, des hommes des cent jours, de ceux de 93 ; et les 50 jacobins qui sont dans l'assemblée, auront plus que doublé leurs forces. Dès lors, il n'y aura plus de pacte à faire avec eux. Devenus tout-puissans, ils suivront superbement leur marche sans daigner sou-doyer d'auxiliaires, et nous nous trouverons, vous et nous, complètement à leur merci. Hâtez-vous donc de prévenir leur triomphe. Vous le pouvez encore, si vous voulez vous unir à nous. Nous ne vous ferons pas marchander chèrement notre alliance. Nous cédon sans calcul à notre premier devoir, celui de combattre et de mourir pour le roi. Nous promettons de vous accorder une loi sévère contre les délits de la presse, terrible surtout contre les doctrines des libéraux, qui ruinent toutes les doctrines dont nous vivons. Vous obtiendrez un budget qui ne sera plus le cadre inévitable

de toutes les discussions qu'on ne peut introduire qu'à sa faveur. Vous serez sûrs enfin d'une majorité constante sur toute loi qui ne sera pas contraire à la direction monarchique, c'est-à-dire, aux intérêts de notre parti. Et, pour prix d'une si généreuse assistance, que vous demandons-nous ? rien, moins que rien ; nous ne vous demandons ni pouvoir, ni crédit, ni fortune, ni gloire ; nous vous demandons seulement la bagatelle d'une nouvelle loi d'élection au moyen de laquelle nous puissions rattraper la majorité et la direction des affaires. Vous voyez que nous ne sommes ni ambitieux, ni exclusifs, ni intraitables ; et si, après avoir mis notre alliance à si bas prix, vous persistiez à la refuser, il serait bien démontré que vous n'avez pas voulu sauver la monarchie, et que c'est par votre propre détermination et dans toute l'étendue de votre libre arbitre, que vous précipitez le trône et la France dans le gouffre qui s'élargit pour les engloutir. »

Tels ont été les argumens et les manœuvres des ultra. Tout le monde connaît la suite de cette déplorable intrigue. Le gouvernement, trompé quelques instans sur le compte des libéraux, par les diffamations des *hommes monarchiques*, par l'art avec lequel ils avaient mis sur leur

comptés des actes qui ne leur appartiennent point, et profité de ces actes pour jeter du louche sur leurs desseins ; ne pouvant douter , d'ailleurs , que la loi ne tendît à leur donner la majorité ; effrayé des progrès qu'elle leur faisait faire , et pressé , comme il paraît , par les cabinets étrangers de la faire réformer , le gouvernement , disons-nous , a été au moment de se déclarer contre elle et de s'unir aux ultra pour l'abolir. Le président du conseil a été autorisé à composer , pour cet objet , un ministère *d'hommes monarchiques* ; et , pendant quinze jours , la France s'est vue menacée de tomber une seconde fois et sans aucune garantie , sans nul moyen de défense , dans les mains des réacteurs de 1815. Déjà tout semblait préparé pour cette révolution. Des négociations avaient été ouvertes, dans les deux chambres , entre les minorités ultra-royalistes et les membres du centre ; presque tout était passé aux ultra à la chambre des pairs ; à la chambre des députés ils avaient eu la majorité pour l'élection à la présidence , au secrétariat , à la commission d'adresse ; ils en concluaient qu'ils l'auraient aussi pour l'abolition de la loi électorale ; et ils promettaient hardiment aux ministres de concilier à cette mesure , non-seulement l'opinion des chambres ,

mais celle de la France. Que vient-on nous raconter, disaient-ils : que le peuple est amoureux de la loi des élections, qu'il se soulèvera pour la défendre ? Le peuple est amoureux du repos, et c'est nous qui le lui donnerons. Unissez-vous à nous, et demain la France est ultraroyaliste. Enfin, ces messieurs paraissaient tellement sûrs du succès de leur entreprise, qu'ils commençaient à triompher dans tous leurs pamphlets ; et le Conservateur qui avait sonné la charge, sonnait déjà la victoire.

Cependant on ne savait, dans le public, comment s'expliquer un si étrange mouvement. Qu'a donc le ministère, se demandait-on de toutes parts, et d'où lui vient cet air d'agitation et de colère ? Pourquoi ces menaces de coups d'état ? Qu'ont fait les nouveaux collèges électoraux pour qu'on parle de les dissoudre et de changer la loi qui les institue ? Cite-t-on quelques faits à leur charge ? Dit-on qu'ils aient excédé leurs pouvoirs ou troublé l'ordre public ? nullement. On est forcé de convenir, au contraire, qu'au milieu des intrigues des divers partis, ils sont restés calmes et tranquilles, et ont donné partout l'exemple de la modération et du respect pour les lois. Il est vrai qu'ils ont accordé leurs suffrages à des candidats que le

ministère repoussait. Mais n'avaient-ils donc le pouvoir de choisir que pour faire la volonté des ministres ? et faudra-t-il , à chaque choix qui ne sera pas conforme aux vues ministérielles, qu'on parle de changer la loi des élections ? Cette loi , dit-on , est trop démocratique. Comment une loi d'élection qui , sur une population de trente millions d'hommes , ne donne le pouvoir d'élire qu'aux cent mille plus imposés , peut-elle être trop démocratique ? On dit qu'en deux ans elle a fait élire cinquante indépendans. Pourquoi ne dit-on pas que , dans le même temps , elle a fait élire cinquante-sept des présidens envoyés par la cour , et un bon nombre d'agens salariés du ministère ? On dit enfin qu'elle porte visiblement la majorité aux libéraux. Telle est , il est vrai , sa tendance ; mais quel motif sérieux a-t-on de s'en effrayer ? Les libéraux , dit-on , sont des bonapartistes , des révolutionnaires. Il n'est sans doute pas impossible que des bonapartistes et des révolutionnaires prennent le masque de libéraux , et qu'à la faveur de ce déguisement ils parviennent à se faire choisir ; mais il est tout-à-fait évident que ce ne sont ni des bonapartistes , ni des révolutionnaires que les collèges électoraux ont la volonté d'élire ; qu'il est dans leur intention

de choisir des amis de la liberté , alors même qu'ils laissent tomber leur choix sur des envoyés de cour ou sur des agens du ministère ; que , s'ils se trompent , ils peuvent rectifier leur erreur ; que l'expérience doit les rendre tous les ans mieux instruits et plus sages ; et qu'il est impossible qu'avec le temps ils ne donnent pas à la France une bonne chambre des députés. On veut donc supprimer la loi des élections parce qu'elle nous promet une véritable représentation nationale ? On veut donc nous ravir la seule garantie réelle que nous possédions ? On veut donc nous condamner à nous repaître éternellement d'illusions et de mensonges , et nous ôter tout espoir d'arriver à la liberté , même quand nous n'y tendons que par des voies douces et légales ? Ces réflexions étaient désespérantes. Les esprits s'aigrirent , les cœurs se fermaient à la confiance ; les fonds publics baissaient avec rapidité ; on croyait toucher à une crise , et rentrer dans la voie des révolutions. Heureusement le chef de l'état , rassuré sur les dangers chimériques dont on cherchait à l'effrayer , et éclairé sur les véritables périls auxquels on exposait la paix publique , a délivré la France de l'état cruel dans lequel on la tenait depuis quinze jours , en re-

mettant la direction des affaires aux ministres qui combattaient le mouvement des ultra , et en leur donnant pour collègues des hommes que le peuple ne crût pas ennemis de la liberté et des institutions qui la garantissent. Aussitôt l'agitation s'est calmée , la paix est rentrée dans les âmes , on a repris confiance dans le gouvernement , et les fonds publics , qui étaient tombés à 60 , sont remontés depuis à 70 , et continuent à s'élever. Grande leçon ! qui a dû montrer au gouvernement comment il est sûr d'aliéner les esprits , et comment il peut les rallier à lui et se donner l'appui de l'opinion publique.

Depuis que ce mouvement a eu lieu , les hommes que les épurations de 1815 avaient éloignés des affaires , les libéraux de circonstance et les patriotes dégalonnés affluent , dit-on , des divers points du royaume , comme les aspirans de 1814 , et obstruent toutes les avenues du gouvernement. La réforme qui leur parait la plus urgente , c'est que les ultra-royalistes soient expulsés des places , et que l'argent de la *patrie* soit distribué de préférence à des *patriotes*. Nous ne savons pas jusqu'à quel point la patrie aime mieux être tributaire d'un parti que d'un autre ; mais nous sommes convaincus qu'un changement de ministère qui n'amène-

rait que des mutations d'hommes améliorerait peu notre situation. Ce n'est point par des reviremens de pouvoir qu'on peut dissoudre les partis et se délivrer de leurs attaques. Tant qu'on ne fera que transférer les places des royalistes aux bonapartistes, ou des bonapartistes aux royalistes, on ne fera que changer d'ennemis; parce qu'aucun parti ne veut se laisser dépouiller en faveur d'un autre. Tant que les réformes ne porteront que sur les hommes, on n'attirera point à soi le public; parce que ses charges resteront nécessairement les mêmes. Enfin, tant qu'on se bornera à changer des fonctionnaires, on ne fera rien pour la liberté, parce que ce qui la détruit, c'est l'existence même de plusieurs sortes de fonctionnaires; parce qu'elle dépend moins de la bonté des magistrats que de celle des institutions; parce qu'enfin, changer des magistrats, ce n'est point accorder des garanties.

Si donc nous étions appelés à donner conseil sur les réformes qu'il est sage et expédient de faire, nous ne dirions pas de chasser des places les royalistes pour y appeler des bonapartistes, ni même des libéraux; nous dirions de supprimer peu à peu les places qui ne sont pas évidemment utiles, et de rendre celles qui sont néces-

saires si peu lucratives, et même si onéreuses toutes les fois qu'elles sont honorifiques, qu'au lieu d'être convoitées comme des bénéfices, elles fussent redoutées comme des charges, et ne pussent être remplies que par un très-petit nombre de personnes. Nous conseillerions en même temps de donner au public des garanties si positives contre l'abus qu'il serait possible d'en faire, qu'on ne pût pas concevoir la pensée de leur faire rapporter en despotisme ce qu'elles ne donneraient pas en argent, et qu'on n'en dût jamais attendre autre chose que de la considération.

Ainsi, par exemple, au lieu de conseiller de donner à un libéral telle place de sous-secrétaire d'état ou telle autre *sinécure* qui serait possédée par un royaliste, nous conseillerions simplement de supprimer la *sinécure*. Ainsi, au lieu de proposer de donner à des patriotes les préfectures possédées par des ultra, nous proposerions de faire des fonctions de préfet des places d'honneur assez onéreuses pour qu'un très-petit nombre de personnes pussent y prétendre, et en même temps nous demanderions qu'on ouvrît aux citoyens un recours si facile et si assuré contre les prévarications des fonctionnaires publics, que les préfets n'eussent pas

la tentation de retirer de leurs préfectures en services, en corvées, en exemptions, ou en autres abus de pouvoir, un profit égal au traitement qui n'y serait plus attaché. Ainsi encore, au lieu de proposer de remplacer des juges royalistes par des juges libéraux, nous proposerions de laisser en place ceux qui s'y trouveraient, si tant était qu'il fût impossible d'en réduire le nombre et de le composer de personnages un peu moins exigus que le commun de nos magistrats; mais nous conseillerions de donner au public un jury assez loyalement constitué pour qu'il fût assuré d'y trouver, au besoin, une garantie contre l'indépendance, les lumières et l'impartialité de certains de nos tribunaux.

Nous ne savons pas si, de cette sorte, tout le monde serait satisfait; mais il nous semble que personne ne pourrait justement se plaindre. Le royaliste qui perdrait une *sinécure*, parce qu'on l'aurait supprimée en vue du bien public, ne pourrait plus dire qu'on favorise les *démocrates* au détriment des *hommes monarchiques*. Les préfets ultra qui ne perdraient leurs préfectures que parce qu'ils ne pourraient plus en supporter les charges, ne seraient plus fondés à prétendre qu'on dépouille les fidèles pour

récompenser les traîtres. Nul parti ne pourrait avoir la pensée d'accuser le gouvernement; car des réformes ainsi dirigées ne paraîtraient paraitre faites en haine ni en faveur d'aucun parti; et le public aurait mille raisons de le bénir; car, tandis qu'il serait délivré du fardeau des salaires écrasans et des places inutiles, il recevrait des garanties contre l'abus des pouvoirs nécessaires.

Est-ce ainsi que le nouveau ministère paraît disposé à diriger les réformes? Les fera-t-il porter sur les choses ou sur les personnes? Se bornera-t-il à substituer des fonctionnaires à des fonctionnaires, ou bien aura-t-il le courage *d'opérer sur le pouvoir*, et prouvera-t-il, en réduisant le nombre et les profits des places, qu'il connaît la vraie source de nos discordes et de nos misères, et qu'il sent le besoin de faire rentrer enfin dans la vie commune une partie de cette énorme masse d'hommes publics que l'appât des emplois salariés en a fait sortir, et qui est devenue si incommode et si dangereuse? A juger de ses desseins par ses actes, il est permis de craindre que telle ne soit pas sa tendance. On le voit bien remplacer des commis par des commis, des préfets par des préfets, des généraux par des généraux, etc.; mais rien

n'annonce encore qu'il ait l'intention de porter la main sur les emplois abusifs et de baisser le taux des salaires exagérés. Loin de songer à réduire ce domaine des places que les factions se disputent avec tant de fureur, on pourrait croire qu'il a le désir de l'étendre, car il demande de nouveaux monopoles qui entraîneront infailliblement la création de nouvelles places. Loin de travailler immédiatement à supprimer les traitemens des emplois qu'on ne devrait pas payer, ou à baisser le salaire des places qu'on paye trop, il semble regarder de pareilles réformes comme impraticables; car il demande, pour un assez grand nombre d'années, la conservation d'un des premiers impôts qu'on devrait songer à abolir si l'on avait le dessein de réduire les dépenses, d'un des impôts les plus nuisibles et les plus inégalement répartis qui pèsent sur la nation.

Il ne semble donc pas que le nouveau ministère ait le projet d'étendre ses réformes jusqu'aux choses, et de diminuer le nombre et les bénéfices des emplois. On assure qu'en revanche il doit nous donner plusieurs garanties; mais cela ne paraît guère conciliable, et l'on ne voit pas trop comment un gouvernement qui voudrait conserver intact le domaine de son auto-

rité pourrait vouloir de bonne foi concéder au public des libertés et des garanties. Il est impossible en effet qu'on fasse des concessions de ce genre sans qu'il en résulte lésion pour le pouvoir. Accorder la liberté du commerce extérieur, par exemple, c'est renoncer à l'établissement des douanes, ou du moins à une partie des attributions de cet établissement. Accorder la liberté de l'agriculture, c'est renoncer à la régie des tabacs. Accorder la liberté de la presse, c'est renoncer à l'administration de la censure, c'est abandonner la régie des doctrines publiques, c'est consentir à laisser discuter des idées dont la ruine peut entraîner celle de beaucoup d'emplois. Accorder le jugement par jurés, c'est renoncer à la direction des jugemens, c'est faire l'abandon des tribunaux correctionnels, des cours prévôtales, et de tous les tribunaux d'exception. On voit qu'il n'est pas possible d'accorder au public une liberté ou une garantie quelconques, sans resserrer, par cela même, le domaine du pouvoir, sans dissoudre quelque régie, sans jeter par terre quelque pan d'administration; et, s'il était vrai que le gouvernement ne voulût réformer aucune partie de l'établissement public, qu'il ne voulût renvoyer aucun employé, ni faire le sacrifice

d'aucune place, il ne serait pas possible qu'il voulût nous accorder *réellement* des libertés et des garanties; car on ne peut vouloir à la fois deux choses contraires.

- La première chose que suppose la volonté de nous accorder des libertés et des garanties, c'est donc qu'on veuille consentir à la dissolution de quelque partie du pouvoir; et rien n'est plus vain, pour le dire en passant, que ce reproche banal fait aux amis de la liberté de vouloir désorganiser. Eh! sans doute, les amis de la liberté veulent désorganiser, et vous devez le vouloir aussi, ou l'on ne sait ce que vous voulez quand vous parlez de faire jouir le public des libertés consacrées par la charte; car, enfin, vous ne pouvez le faire jouir de ces libertés qu'en détruisant, qu'en désorganisant ce qui fait obstacle à la jouissance. Oui, les amis de la liberté veulent désorganiser; ils veulent désorganiser les abus; ils le veulent, en mettant dans cette entreprise de la lenteur et de la prudence; ils le veulent, en ménageant les personnes que les abus font subsister; ils le veulent, parce que ce n'est qu'ainsi qu'on peut alléger le fardeau des charges publiques; ils le veulent, parce qu'il n'y a pas d'autre moyen de procurer au public des libertés dès long-temps promises, et dont

il a besoin comme de l'air même qu'il respire ; ils le veulent enfin , parce que ce n'est qu'en désorganisant les abus, en diminuant le nombre et les profits des places qu'on peut détourner de la poursuite du pouvoir et ramener à des travaux honnêtes cette cohue d'ambitieux de toutes les couleurs qui ne cessent d'assaillir le gouvernement , et qui parlent de le renverser sitôt qu'ils ne peuvent être admis à le servir.

D. . . . n.

SESSION DE 1818.

NOTRE intention est de présenter une histoire sommaire de la session de 1818. Chaque volume qui suivra celui-ci contiendra le récit des discussions qui auront occupé, dans l'intervalle, les chambres et le gouvernement. Obligés, dans le travail que nous entreprenons, de porter des jugemens en même temps que de consigner des faits, nous nous efforcerons d'être justes autant qu'exact. Le gouvernement, la chambre des pairs et la chambre des députés, considérés à part, ont une nature qui leur est propre, et dont il faut nécessairement tenir compte dans les opinions qu'on exprime sur leurs pensées et sur leurs actes; car c'est cette nature diverse pour chacun de ces trois corps, et dont chacun d'eux a conscience, qui lui indique son objet, et lui trace pour ainsi dire sa marche. Les députés, les pairs et le gouvernement ne peuvent point être soumis à la même critique, ni jugés sur les mêmes règles.

Venons aux faits, et distinguons nettement la

nature actuelle des trois corporations législatives : le gouvernement n'attribue son origine qu'à lui-même ; il se pose avant tout ; la chambre des pairs dérive du gouvernement ; la chambre des députés dérive de la nation, c'est-à-dire, du peuple, moins ceux qui gouvernent.

Le gouvernement se posant lui-même, son premier objet, c'est lui ; sa première loi, c'est de persister dans son existence ; voilà naturellement son mobile perpétuel et la règle générale de sa conduite. Qu'il suive une autre impulsion, cela peut arriver, car il peut oublier sa nature, ou s'en écarter volontairement ; mais on doit n'y compter jamais, et surtout ne jamais lui reprocher de ne pas être constant dans ces écarts. On peut bien lui savoir mauvais gré de sa nature, mais non de ce qu'il agit conformément à sa nature.

La chambre des pairs, composée par le gouvernement, est, d'après son origine, un moyen pour le gouvernement. Elle est par lui, donc elle est pour lui : sa fin première, c'est la continuation du mode de gouvernement qui lui a donné l'être ; sa loi, c'est d'aider le gouvernement à persister dans ce mode d'existence. Que la chambre des pairs agisse quelquefois autrement, que certains hommes parmi les

pairs pensent autrement, cela peut arriver; mais c'est un fait qu'il faut accepter comme fortuit, sans prétendre qu'il se reproduise, sans s'irriter s'il ne se reproduit pas. On peut ne pas aimer l'institution actuelle de la pairie; mais, cette institution une fois donnée, c'est une demande peu juste, et d'ailleurs superflue, que d'exiger des pairs une conduite qui ne s'y rapporte pas.

La chambre des députés est née du suffrage des électeurs représentant la nation. La chambre des députés est par la nation, donc elle est pour elle. Son objet, sa fin spéciale, c'est l'intérêt des contribuables, c'est-à-dire, de ceux qui payent les taxes et qui ne reçoivent rien des taxes; de ceux pour qui l'impôt est de l'argent placé à perte comme argent, quelque avantage de sécurité qu'ils retirent de ce placement stérile. La volonté des contribuables est la loi suprême de la chambre des députés; toutes les fois qu'elle lui désobéit, ou seulement qu'elle néglige de lui obéir, elle manque sciemment à sa nature.

Si le gouvernement s'oublie et songe à autre chose que lui-même, cela le regarde; nul n'étant plus intéressé que lui à sa propre existence, nul ne peut s'établir juge de ce qu'il fait ou de

ce qu'il ne fait pas pour elle. Si la chambre des pairs songe à autre chose que le bien du gouvernement, c'est au gouvernement de représenter à cette chambre que son existence dépend de la sienne propre; c'est à lui de rappeler les pairs sous la loi de leur nature, par des promesses de faveurs, ou par des menaces de disgrâces; et après cela, permis à la chambre et aux pairs individuellement, d'être sourds à cette voix, et de persister au péril de leurs places.

Mais la chambre des députés qui, n'ayant rien en propre, n'a rien à perdre pour sa part; la chambre des députés qui, en agissant hors de son mandat, sacrifie non ses intérêts, mais des intérêts qui lui sont communs; la chambre des députés à qui la nation ne peut infliger aucune disgrâce visible au prix de laquelle elle recouvre sa liberté d'agir; la chambre des députés est sous l'empire d'une obligation morale envers ceux qui l'ont créée pour les servir. Le gouvernement et les pairs qui ont une existence propre et utile à eux-mêmes, en s'annulant, ne commettraient qu'un suicide; mais ce suicide pour la chambre des députés serait une trahison de confiance.

Cette responsabilité de la chambre des repré-

sentans nationaux s'applique à ses doctrines aussi-bien qu'à ses actes. Si le gouvernement peut regarder la nation comme la simple matière de ses œuvres, si le gouvernement peut considérer le bien de la nation seulement dans le sien, l'existence de la nation seulement dans la sienne, il n'est pas permis à la chambre des députés de ne pas professer contre ces maximes, ce qu'est véritablement la nation; c'est-à-dire un composé de personnes, et par conséquent une personne collective, vivant en soi, existant pour soi, ayant son bien et son mal à soi.

Le gouvernement se maintient lui-même; la chambre des députés, si elle est fidèle à sa nature, maintient la nation; car la nation a aussi sa forme propre, qu'elle ne perd pas sans périr. Cette forme c'est l'arrangement naturel qui résulte de la liberté des pensées et des travaux. Il peut être utile d'ailleurs pour la nation elle-même que le gouvernement existe sous telle forme ou sous telle autre, mais c'est au gouvernement à plaider cette cause, et c'est à la chambre des députés à plaider contre le gouvernement, pour que sa forme, quelle qu'elle soit, n'envahisse pas la forme sociale, et ne réduise pas la nation libre, la nation être volon-

taire et agissant, à l'état passif d'instrument, de moyen, de matière. Ce n'est point à la chambre des députés qu'il appartient de faire des tentatives pour monarchiser ou pour démocratiser la nation ; on a tort de donner à cette chambre le nom de pouvoir démocratique ; sous la démocratie la plus pure, la chambre des députés devrait exister ; elle devrait penser, voter, agir dans le même sens que sous la monarchie. Elle n'a rien à démêler avec la forme du gouvernement, parce qu'elle a toujours à se débattre contre le gouvernement lui-même. Où elle a moins à faire, c'est où le gouvernement entreprend moins sur la société ; où il consomme moins, où il entrave moins, où il gouverne moins. Là, et là seulement, il y a moins de luttes entre la chambre et lui, qu'il soit démocratique ou non.

La plus fausse des théories politiques est celle qui, hormis dans certains cas, suppose une communauté générale d'intérêts entre ceux qui gouvernent et ceux qui sont gouvernés, entre ceux qui exercent l'industrie administrative et ceux qui sont la matière de cette industrie. Au contraire, indépendamment de tout accident particulier, il y a entre ces deux espèces d'hommes une opposition naturelle.

Cela ne veut pas dire que les gouvernans et les gouvernés ne soient pas utiles les uns pour les autres ; mais le gouvernement ne subsiste et n'agit, même pour les gouvernés, qu'aux dépens des gouvernés ; c'est leur travail qui le nourrit et sa puissance bonne ou mauvaise n'existe que par leurs entraves.

Que le gouvernement avoue ou n'avoue pas cette discordance réelle d'intérêts ; qu'il s'indigne ou qu'il souffre qu'on la proclame , toujours est-il vrai que le devoir de la chambre des députés , partie adverse du gouvernement pour la nation , est de se conduire conformément à ce qui est , et non pas à ce qui se publie. Sa situation est visiblement marquée ; ses paroles et ses actes doivent prouver qu'elle la comprend. Si on la lui conteste , que lui importe ? elle peut répondre en s'y maintenant. C'est là tout le sens de son mandat : ce sera toute la règle de nos jugemens sur sa conduite.

Discours du Roi. Adresses des Chambres.

Le 10 décembre , le roi a ouvert la session législative par un discours , dont voici la substance :

» Mes troupes seules occupent toutes nos places ; le drapeau français flotte aujourd'hui sur tout le sol de la France.

» La France est replacée au rang qui lui appartient.

» J'ai attendu cette heureuse époque pour recevoir au milieu de vous l'onction royale.

» Je compte sur votre concours pour repousser ces principes pernicieux qui, sous le masque de la liberté, attaquent l'ordre social.

» Les événemens ne m'ont pas encore permis de vous proposer l'allégement des charges imposées à mon peuple.

» La jeunesse française vient de donner une preuve de son amour pour sa patrie et pour son roi ; la loi du recrutement s'est exécutée avec soumission et souvent avec joie.

» Les Français doivent se pénétrer que les libertés sont inséparables de l'ordre, qui, lui-même, repose sur le trône. »

L'adresse de la chambre des pairs en réponse au discours du roi, réduite à ses idées principales, s'exprime de la manière suivante :

« Le territoire est libre, et le drapeau français est relevé sur nos frontières.

» La solennité religieuse que nous annonce

» V. M., ramènera des idées salutaires et vraiment politiques.

» Les pairs de France ont entendu V. M. réclamer leur concours et leur zèle pour repousser ces doctrines pernicieuses, qui de révolutions en révolutions ramèneraient le pouvoir absolu par les désordres de l'anarchie.

» Sans les hautes prérogatives du trône, la constitution n'a pas d'appui; toute loi monarchique est donc une loi populaire.

» La France doit avoir une force militaire en rapport avec sa population et son territoire.

» L'affaiblissement de l'autorité royale n'est pas moins funeste que ses abus. »

Il y a entre cette adresse et le discours du roi la plus parfaite conformité d'idées et même d'expressions; l'adresse, en d'autres termes, n'est pas autre chose qu'une copie un peu commentée du discours. Elle affirme tout ce que le discours affirmait; elle annonce ce qu'il annonçait; elle blâme ce qu'il blâmait; elle loue ce qu'il louait: c'est un fait sur lequel on ne peut prononcer ni éloge ni reproche. Créée par le gouvernement, continuant d'exister en vertu de la continuation de son existence, pouvant regarder

le fait de sa création comme un mandat tacite, la chambre des pairs s'est empressée de sanctionner les paroles du gouvernement en les reproduisant pour son compte; elle a voulu plaire au gouvernement et le servir. On ne trouve point qu'une autre loi lui soit imposée par sa nature.

Quant au discours du ministère prononcé par le roi, comme ce serait une chose absolument gratuite que de lui supposer un autre objet que le plus grand intérêt du gouvernement, il serait hors de propos d'en critiquer le texte, c'est-à-dire, de louer ou de blâmer la manière dont le gouvernement parle pour son profit: comme c'est lui à qui le soin en est remis, c'est lui qui est le seul en état de juger s'il a bien ou mal fait, bien ou mal dit pour lui-même: car, dans la sphère d'existence absolue où il se place, son rapport principal est de lui-même à lui-même, et nul principe de conscience ne lui impose des règles fixes pour les rapports qu'il veut établir entre lui-même et ce qui n'est pas lui, entre lui-même et la nation, par exemple. Nous devons nous conformer dans nos jugemens sur les actes du gouvernement à la nature que le gouvernement affecte; nous nous contenterons donc ici d'observer, comme un

fait naturel, que les événemens, les vœux, les principes dont le discours du roi fait mention, y sont présentés dans leurs simples rapports avec les avantages de durée, d'éclat, de puissance, auxquels le gouvernement aspire.

Mais quand le gouvernement a parlé ainsi pour lui-même, quand la chambre des pairs, en reproduisant les paroles du gouvernement, a parlé pour le gouvernement, qui parlera pour la nation? Voilà l'objet, et le seul objet de l'adresse des députés. Le gouvernement a exposé les faits du bien ou du mal public à sa manière; le gouvernement a énoncé ses volontés; ses projets, ses espérances, ses dogmes. C'est à la chambre des députés qu'il appartient d'exposer en regard les manières de voir, les besoins, les volontés, les principes de la nation; cela est d'autant plus nécessaire que le gouvernement prétend aussi faire mention du bien national, et que c'est de ce nom qu'il appelle les avantages que la nation lui procure. Il prononce les mots d'intérêts publics, et, sous cette formule universelle, il comprend le seul petit nombre d'intérêts qui lui sont communs avec la nation, c'est-à-dire, les intérêts sociaux, moins celui de la liberté, qui limite sa puissance; moins celui de la pu-

blicité, qui livre ses actes à l'examen ; moins celui de l'économie, qui restreint ses jouissances de consommation ou d'action. Le bien suprême aux yeux du gouvernement c'est la prépondérance extérieure, c'est la force des armées, c'est le pouvoir du régime social, c'est l'unité, c'est l'obéissance ; choses nécessaires sans doute pour la société, mais nécessaires comme un mal qu'elle s'applique contre un mal plus grand. Le gouvernement exagère de toutes ses forces le besoin de ce remède douloureux ; chaque année, il en développe pompeusement les effets passés, et il en prouve la nécessité future ; voilà l'objet de son discours ; les députés lui répondent : cette réponse ne peut avoir qu'un sens.

C'est de rétablir les faits que le gouvernement a dénaturés, c'est de distinguer ce qu'il a confondu, c'est d'éclaircir ce qu'il a obscurci, de publier ce qu'il a omis. En un mot, les députés doivent dire tout ce que le roi n'a pas dit, et ne rien dire de ce qu'il a dit ; car il ne leur convient pas de s'amuser à faire l'écho, la nation les a nommés pour parler d'après eux-mêmes ou d'après elle.

Le texte nécessaire de l'adresse des députés, en réponse au discours du roi, cette année,

c'était le fardeau des derniers emprunts mis en regard avec la libération du sol ; c'était la misère des contribuables opposée au bonheur métaphysique de la France replacée à son rang ; c'était le régime de l'occupation étrangère subsistant après que l'occupation a fini ; c'étaient les obstacles opposés aux communications de pensées et aux associations des citoyens ; c'étaient les entraves de la publicité , les lois qui créent des délits nouveaux , le défaut d'institutions municipales , le peu de fixité des limites du pouvoir, le défaut de sûretés contre ceux qui l'exercent. Voilà quelle était la matière de l'adresse des députés, et voici le texte abrégé de cette adresse :

« Notre sol est libre enfin , la bannière de
» France flotte seule sur nos remparts.

» La France a retrouvé son influence et son
» rang ; notre monarchie légitime et constitu-
» tionnelle est devenue l'une des bases du droit
» public de l'Europe.

» Le sacre de nos rois, témoin de nos vieilles
» libertés , sera la garantie de nos libertés nou-
» velles.

» Nous repousserons tout principe pernicieux
» qui attaquerait l'ordre social que nous devons
» à votre sagesse.

» Nous apprenons avec douleur , mais sans

» étonnement, que l'état des finances ne per-
» met pas à votre majesté de proposer la dimi-
» nution des charges publiques.

» La situation du crédit fixera notre atten-
» tion ; quelle atteinte durable pourrait-il re-
» cevoir quand notre dette, moins forte dans la
» proportion de nos revenus que celle des au-
» tres peuples, est garantie par un sol fertile
» et une industrie étendue ?

» La loi du recrutement a trouvé partout
» soumission et respect.

» La réparation des maux que la France en-
» dure encore, l'accroissement des biens qu'elle
» possède déjà, sont également attachés au
» maintien d'une liberté bien ordonnée. »

C'est avec surprise que nous retrouvons ici les paroles du roi et rien de plus ; les jouissances métaphysiques de la France libérée sont encore proclamées, et l'on se tait sur ses maux réels. La chambre des députés a vu les fatigues de chaque contribuable ; de chaque citoyen payant l'impôt et ne recevant point de salaire sur l'impôt ; elle a vu la société relâchée par le défaut absolu de liens locaux, et les habitants de la France réduits à l'état abject de l'isolement sous le pouvoir ; elle l'a vu, et elle félicite la nation de ce que sa monar-

chie légitime constitutionnelle est une partie du droit public de l'Europe. Il eût fallu dire ce qu'est ce régime par rapport à la France, et nonce qu'il est par rapport à l'Europe. D'ailleurs ce n'est pas prouver beaucoup en faveur d'une institution, que de la publier partie intégrante du droit public de l'Europe. Ce droit public est large; et si le bien n'en est pas rejeté, il n'y entre pas tout seul. La sanction des conquêtes, le partage des troupeaux d'hommes, sont aussi du droit public de l'Europe; est-ce un grand bien pour ceux qu'on envahit, ou qu'on se distribue?

Ces sortes de félicitations devraient être d'autant plus loin de la bouche des députés, que ce n'est pas sans dessein qu'elles ont été imaginées; on les emploie d'ordinaire pour étourdir les nations, et les endormir sur leurs misères, comme les enfans malades qu'on assoupit par des contes. Beaucoup de libertés et peu d'impôts, voilà tout le nœud de la destinée des peuples.

Au contraire, la chambre des députés a vu, *sans étonnement*, que les impôts ne seraient pas diminués; ce peu de surprise lui vient-il de la facilité avec laquelle ses commettans supportent les taxes? La chambre des députés promet

toute son attention au *crédit public* ; d'où vient donc qu'elle s'intéresse tant à l'état du crédit qui se nourrit des impôts , et si peu à l'état des impôts qui dévorent le patrimoine des familles ? Le crédit public , ou le crédit du gouvernement , car c'est là le vrai nom , se mesure à la portion des revenus de chaque citoyen sur laquelle le gouvernement a pris droit , ou est présumé devoir prendre droit. La chambre a-t-elle cru donner , par sa parole , une sûreté aux créanciers du gouvernement ? Mais ce n'est pas en vertu de son crédit , c'est en vertu de sa bonne foi que le gouvernement paiera ; la chambre , si tel était son dessein , devait seulement prêcher la bonne foi. A-t-elle voulu promettre de la hausse à ceux qui jouent sur les fonds ? Mais la chambre des députés n'est pas la chambre des agitateurs ; elle est la chambre de la nation. A-t-elle voulu montrer au gouvernement la perspective de nouveaux emprunts , car c'est à emprunter et à emprunter seulement que peut lui servir son crédit ? Mais le gouvernement , qui n'est pas tenu de paraître dévoué aux contribuables , a eu plus de pudeur ; il a dit que la dette ne serait point accrue.

Notre dette , dit la chambre des députés ,

notre dette est garantie par un sol fertile, et une industrie étendue; en termes plus précis, la dette du gouvernement est hypothéquée sur la terre, sur les revenus, sur l'industrie, sur le travail de chaque Français; hélas! la France le sait trop bien, et la France ne peut guère concevoir comment ces tristes certitudes lui sont proclamées avec emphase par les députés de ses intérêts. Oui, il est vrai que nul contribuable n'est aujourd'hui pleinement propriétaire de ses capitaux ni de son industrie; il est vrai que nul ne rentrera dans la plénitude de ses droits de possession, avant le temps où le gouvernement aura remboursé sa dette; il est vrai, pour revenir au texte de l'adresse, que la dette est garantie par notre sol et notre industrie; mais, si la chambre des députés voulait nous l'annoncer, ce n'était pas du ton dont on célèbre un triomphe, mais de celui dont on déplore un malheur; et surtout elle devait promettre ses efforts constans pour que l'expropriation des contribuables ne fût pas poussée plus loin, selon les promesses même du gouvernement.

Mais c'est tout le contraire; la chambre des députés trouve notre dette faible en proportion de nos revenus. De quels revenus veut-elle parler? Entend-elle les revenus des citoyens en

masse ? Mais le jour où l'intérêt de la dette approcherait de ces revenus, c'en serait fait de la vie de tous les Français, moins les créanciers de l'état. Entend-elle les revenus du gouvernement ? Mais si ces revenus sont élevés maintenant à une hauteur disproportionnée avec les facultés des contribuables ; s'ils doivent à toute force décroître désormais, c'est une conclusion vicieuse, que celle qui se tire de leur situation actuelle, qui est violente et passagère. Si la dette est faible, comparée au produit des taxes, la dette est énorme en elle-même, parce que les taxes sont énormes. Que les autres nations soient grevées d'un fardeau plus lourd encore, qu'est-ce que cela nous importe ? Ce n'est pas à nos députés qu'il appartient d'être tellement réservés dans leurs prétentions sur notre bien-être, qu'ils nous croient assez heureux s'il y a des peuples plus misérables.

A la fin de son adresse, la chambre se ravise, elle prononce le mot de liberté. Mais pourquoi ne perce-t-elle pas le vague de cette expression abstraite, et n'en tire-t-elle pas quelque chose de réel et de pratique ? Pourquoi n'énonce-t-elle pas des libertés, les libertés dont la nation a besoin ? Pourquoi la chambre use-t-elle de la locution obscure et presque per-

fide, de liberté bien ordonnée? La liberté est la liberté ; elle n'a pas deux manières d'être telle ; en l'ordonnant, en travaillant sur elle, on la tue : ce n'est plus liberté, c'est permission. La chambre, au contraire, devait réfuter d'avance le sophisme contenu dans ces paroles, lequel est encore trop en usage ; elle devait promettre de revendiquer les libertés civiles comme des droits fixes, et non comme des licences qui se restreignent à plaisir ; elle devait proclamer que là où se trouvent des codes et des juges, la liberté est toujours bien ordonnée ; que là où toute manière de nuire est déterminée par des lois, nulle manière d'agir n'est funeste.

Si par une modestie mal entendue, la commission de la chambre des députés chargée de rédiger l'adresse, craignait de se consulter elle-même sur l'intérêt des citoyens, que n'avait-elle recours aux notes des conseils généraux des départemens? L'organisation de ces conseils est de nature telle que quand ils consignent certaines demandes, on peut être assuré que ces demandes ont été hautement et long-temps proférées. Les institutions municipales, l'instruction publique, les questions de l'industrie bien ou mal résolues, entrent dans les procès

verbaux des conseils généraux de département , et la chambre des députés , création libre des contribuables , se tait sur toutes ces choses.

L'autorité aura beau jeu , après cela , de qualifier de sottes rêveries les réclamations de bien public , et d'appeler séditeux les hommes sans mission qui , dans le silence de leurs mandataires , élèveront la voix pour eux-mêmes et pour leurs concitoyens. On les écrasera de ce silence même , lorsqu'ils viendront prétendre que le public a des besoins.

La chambre espère de bonne foi des projets de loi qui satisfassent à ces besoins , qu'elle sent toujours , même en les taisant. Mais qui les lui a promis ? quelle garantie en a-t-elle ? Aucune. De simples bruits de ministère sont le seul fondement de son attente. Que sait-elle si ces bruits même n'ont pas été semés pour l'endormir ? Croit-elle qu'on pense devoir quelque chose à qui n'a rien demandé ? Et d'ailleurs , si l'on a deviné ces besoins , qu'elle n'a point énoncés , dans quelle mesure y voudra-t-on céder , et ne se prévaudra-t-on pas de son silence pour ne céder qu'à demi ? La chambre croit-elle qu'il sera toujours temps de faire valoir nos désirs par des amendemens aux projets ministériels ? Mais a-t-elle donc oublié qu'il y a aussi des moyens

de rendre impuissante sa plus ferme volonté d'amender (1).

Nous ne pouvons nous le dissimuler, la chambre des députés, en votant l'adresse rédigée par sa commission, a paru en quelque sorte vouloir s'anéantir elle-même. Elle a ouvert la session par une tentative de suicide. A Dieu ne plaise que nous la croyons volontaire ! Mais l'erreur d'un moment aura de longues suites. La chambre des députés s'est établie comme un corps passif ; elle va recevoir l'impulsion malgré elle. L'initiative que la loi lui refuse en détail, et qu'elle pouvait légalement saisir dans l'ensemble par la teneur de son adresse, va l'entraîner de projets de loi en projets de loi, de votes en votes, sans qu'elle ait le loisir de s'expliquer ou de se reconnaître. La chambre est sur le terrain du gouvernement, c'est dans cette position désavantageuse qu'elle va se débattre contre lui. On lui proposera ce qu'on voudra, avec l'alternative de répondre oui ou non ; la chambre sera continuellement suspendue entre le mal d'une institution mutilée, et le mal

(1) Lisez les discussions de la session dernière sur l'introduction du jury dans les procédures contre les écrivains.

du défaut d'institution. Elle voudra en vain se placer alors à ce milieu où elle eût pu s'établir et se fortifier par avance ; elle voudra en vain rappeler les besoins déterminés et le vœu réel de ses commettans ; le gouvernement répondra que ce sont des chimères , qu'il l'a interrogée à temps , et qu'elle a répondu comme il agit ; qu'il agirait autrement si elle eût parlé autrement , mais qu'il est trop tard pour changer de route.

Vote de la loi pour la levée provisoire des impôts directs et indirects.

Le 23 décembre, le ministre des finances a présenté à la chambre des députés un projet de loi portant en substance :

« Que provisoirement , les six premiers douzièmes des contributions directes seraient recouvrés sur les rôles de 1818 ;

» Que jusqu'à la promulgation de la nouvelle loi de finances , les contributions indirectes seraient perçues d'après les lois existantes ;

» Qu'il serait ouvert au ministère des finances un crédit de deux cents millions pour le paiement des dépenses du service. »

Le ministre, en invitant la chambre à voter

cette loi de finances provisoire , a promis que ce serait la dernière de cette espèce qui lui serait soumise ; il a annoncé comme prochaine la présentation d'une disposition législative qui ferait cesser pour 1820 les votes d'impôts et de crédits provisoires ; il a prétendu qu'il y avait nécessité pour cette année.

La commission chargée par la chambre d'examiner le projet ministériel , a avoué la nécessité. Elle a regretté qu'en lui demandant la continuation des impôts, l'administration des finances ne rendît passes comptes , chose qu'elle doit être en état de faire chaque jour. Elle a regretté encore que la loi qui doit mettre fin aux votes provisoires n'ait pas été présentée en même temps que la demande ; elle a conclu au vote de la loi en assignant le 1^{er}. juillet comme dernière limite à la perception des impôts indirects.

M. Dupont (de l'Eure) a attaqué la nécessité du vote de six douzièmes de l'impôt direct , et de six mois de perception des impôts indirects ; il a proposé à la chambre de ne voter que trois douzièmes , et de donner pour terme à la perception le 1^{er}. avril , limite de la loi du 25 mai 1818.

M. le conseiller d'état Capelle , chargé de

la défense du projet de loi, a répondu qu'il serait digne de la chambre d'avoir confiance dans le gouvernement, et que de plus il était de son intérêt de ne pas se préparer de nouvelles fatigues, résultats nécessaires d'une nouvelle demande.

M. de Villèle a rappelé à la chambre que le gouvernement dépend d'elle tant qu'il a besoin d'elle, et qu'il lui convient en faisant cesser le besoin de faire cesser la dépendance. Si, par exemple, a-t-il dit, le gouvernement voulait aujourd'hui dissoudre la chambre, il aurait les mains liées; donc la chambre doit voter dans le plus court délai, afin que le gouvernement puisse la dissoudre, s'il lui en prend envie.

M. Courvoisier répète, d'après le commissaire du roi, qu'il serait digne de la chambre de ne pas discuter longuement quand la nécessité parle.

M. le ministre des finances confond le vote de deux cents millions de dépense avec celui de six mois de recette sur l'impôt direct, et de la perception illimitée de l'impôt indirect; il persuade à la chambre qu'en votant tout cela, elle ne votera jamais que deux cents millions. Il traite d'inutile l'amendement de la commission qui assigne un terme à levée des contribu-

tions indirectes; il prétend que cet amendement dit exactement ce que dit le texte du projet; et pourtant il en demande la suppression.

La chambre va aux voix. L'amendement de la commission est écarté; les amendemens de M. Dupont (de l'Eure) sont écartés.

Le texte du projet de loi est adopté par la chambre à la majorité de 185 voix contre 17.

Ce vote est remarquable par sa précipitation; on serait presque porté à croire que la chambre s'est rendue aux persuasions des deux avocats du gouvernement qui lui ont annoncé que sa dignité consistait à être crédule et prompt.

En effet, quand on recherche dans les discours du ministre et de ses amis les raisons qui peuvent avoir déterminé si rapidement l'assentiment des députés, on ne trouve rien que deux affirmations sans preuve; l'affirmation de la nécessité de la loi, et l'affirmation de son urgence.

La nécessité, d'abord, devrait être démontrée, elle ne l'a pas été; mais quand bien même la chambre l'aurait pressentie d'instinct, faculté qu'elle doit toujours dissimuler parce

que ses commettans y ont peu de foi, quand même la majorité de la chambre, au seul mot de nécessité proféré par le ministre, aurait été persuadée, la question d'urgence restait encore à vider; et, de quelque manière qu'elle eût été résolue, la chambre pouvait toujours sauver sa gravité, en se ménageant de l'espace pour une discussion aussi sérieuse que la matière. L'urgence était satisfaite, si la chambre eût voté provisoirement pour le temps de la discussion.

La chambre des députés est sous les yeux des citoyens; les citoyens sont attentifs aux propositions que reçoit la chambre; ils les jugent en eux-mêmes, et quand la décision de la chambre a précédé de beaucoup celle de leur conscience, ils sont tentés, à tort peut-être, de la taxer de légèreté. S'il importe à la chambre d'être populaire, il lui importe, non pas comme on le lui a dit d'être confiante et expéditive, mais d'être dure à croire, et lente à procéder. Ses décisions sont toujours mesurées par le public au seul poids des raisons qu'on lui présente: s'il y a pour elle d'autres motifs plus secrets, l'opinion n'en tient pas compte; la chambre, pour son propre crédit, doit les traiter comme s'ils n'étaient pas.

Le vote un peu trop hâtif de cette loi mènerait à penser que les députés des contribuables se sont faiblement inquiétés de peser s'ils devaient livrer ou ne pas livrer l'argent des contribuables, mais que leurs soucis ont seulement roulé sur le personnel du ministère, au profit de qui l'argent serait voté. Ce n'est là sans doute qu'un pur soupçon, mais la chambre ne doit jamais pouvoir être soupçonnée.

La chambre n'est redevable de rien envers tel ministère, plus qu'envers tel autre; elle ne relève que de son mandat. C'est là qu'est son devoir, c'est là aussi qu'est son intérêt. En cédant à d'autres mobiles, elle peut se préparer des repentirs amers. Si, parmi la majorité qui a voté la loi, il y a quelques hommes dont la conviction, d'abord inébranlable devant les argumens de nécessité et d'urgence, ait été entraînée plus tard par la simple vue des colonnes du moniteur, s'il est vrai qu'il y en ait, nous leur rappelons que tout ministère comme tel est gêné par la chambre, et que tout ministère est tenté de la dissoudre quand elle l'en a rendu libre; nous leur rappelons que tout ministère est passager de sa nature; que la volonté qui l'a fait peut le défaire, et que demain, peut-être, les ministres seront congé-

diés, et la chambre dissoute d'un même coup. Nous leur demandons quel serait alors l'état de leur âme, et si leur conscience serait à son aise pour avoir fléchi un moment devant des noms d'hommes.

Le 31 décembre, le projet de loi sanctionné par la chambre des députés, a été présenté à la chambre des pairs, qui l'a adopté sans discussion à la majorité de 103 voix contre une. Nous n'avons pas de jugement à porter sur ce vote.

A. THIERRY.

DU PROJET DE LOI

SUR LES POUDRES ET SALPÊTRES.

LE gouvernement avait déjà le monopole de la fabrication et de la vente des poudres. Il avait aussi le monopole de la fabrication du salpêtre indigène; mais l'importation du salpêtre exotique était permise, et tous les arts industriels qui font usage de cette matière, pouvaient la recevoir librement du commerce extérieur. Aujourd'hui, le gouvernement demande que l'industrie ne jouisse plus de cette liberté; il demande que l'importation des salpêtres soit frappée d'un droit assez fort pour qu'on ne puisse plus en tirer du dehors; et, tandis qu'il veut qu'on interdise l'emploi du salpêtre exotique, il se réserve le privilège à peu près exclusif de la fabrication du salpêtre indigène; il veut que les manufactures de produits chimiques, les pharmacies et les arts de toute espèce, qui consomment annuellement plus de trois cent mille quintaux de salpêtre, ne puissent plus l'acheter que de la direction des pou-

dres, et au prix qu'il plaira au gouvernement de fixer.

Et quels sont les motifs sur lesquels le gouvernement appuie la demande de ce nouveau monopole? Ces motifs sont *la nécessité de favoriser une production utile à l'industrie et indispensable pour la guerre*. On prévoit la possibilité d'une guerre qui fermerait nos ports et nous mettrait dans l'impossibilité de tirer des salpêtres de l'Inde. On veut que, ce cas arrivant, la production du salpêtre indigène ait fait assez de progrès pour pouvoir suffire à la fois aux besoins de l'état et à ceux de l'industrie; et c'est pour favoriser ce progrès qu'on propose de prohiber l'importation du salpêtre exotique, et de donner au gouvernement le privilège de la fabrication et de la vente du salpêtre indigène.

Vouloir s'assurer qu'en cas de guerre l'état et l'industrie ne manqueront pas d'une denrée de première nécessité, c'est assurément un projet très-louable. Mais le moyen qu'on propose pour cela était-il bien nécessaire, et ce moyen d'ailleurs va-t-il au but qu'on dit vouloir atteindre?

Avant la révolution, on n'avait pas pris de précaution de ce genre; on ne s'était pas préparé par des lois destinées à favoriser la pro-

duction du salpêtre indigène , à la guerre que la révolution a provoquée ; cependant , on ne sache pas que , pendant le cours de cette longue et vaste guerre , la France ait jamais manqué de salpêtre. Comment , après une telle expérience , peut-on dire qu'il faut favoriser la production du salpêtre pendant la paix , sous peine d'en manquer quand la guerre éclatera ?

Mais supposons qu'il fût nécessaire de s'aviser d'avance ; la précaution qu'on propose est-elle la bonne , et est-ce en donnant dès à présent un grand développement à la fabrication du salpêtre indigène qu'on peut acquérir la certitude de n'en pas manquer au besoin ?

Il nous semble d'abord que , quand on veut faire prendre un grand développement à une branche d'industrie , on ne commence pas par s'attribuer le privilège à peu près exclusif de l'exploiter. C'est une maxime devenue triviale , que nulle industrie ne fait de progrès qu'en raison du degré de liberté dont elle jouit , et il est assurément assez étrange de voir une administration qui prétend vouloir favoriser la fabrication du salpêtre , commencer par accaparer tous les terrains propres à en produire , et ne laisser la liberté d'en extraire que des lieux

placés hors de la circonscription des salpêtrières royales, c'est-à-dire, des lieux où elle a reconnu qu'il n'y en avait point.

Mais, admettons que la meilleure manière de favoriser un genre quelconque de production soit de l'accaparer; est-ce en favorisant la fabrication du salpêtre indigène, c'est-à-dire, en faisant faire une extraction immense et continue, en obligeant tous les arts à ne consommer que du salpêtre tiré de notre sol, qu'on est sûr de n'en pas manquer quand la guerre arrivera? C'est au contraire par cet expédient qu'on court le risque de n'en pas avoir assez quand on n'en pourra plus tirer d'ailleurs. Le salpêtre est une substance dont notre sol est naturellement avare. Pour en avoir avec quelque abondance et ne pas se ruiner en frais d'extraction, il faut l'attendre, il faut le laisser s'accumuler; et plus on en veut consommer maintenant, plus on est sûr d'en manquer plus tard. Le projet, en provoquant une grande consommation actuelle du salpêtre indigène, va donc directement contre le but qu'il dit vouloir atteindre; il expose l'état et l'industrie à manquer de cette matière lorsqu'on ne pourra plus la recevoir du commerce extérieur.

Mais cet inconvénient futur est certainement racheté par quelque grand avantage présent ; et, si l'on veut forcer l'industrie à ne consommer que du salpêtre indigène , c'est sans doute qu'on se flatte de le lui procurer, en ce moment, à beaucoup meilleur marché qu'elle ne pourrait le recevoir de l'Inde ou de l'Espagne ? Non , on ne se flatte point de cela. On convient , au contraire, que le salpêtre indigène coûte infiniment plus que l'exotique, et il est certain qu'on nous le fera payer très-cher maintenant pour nous exposer à en manquer tout-à-fait plus tard. Un homme fort éclairé, qui a été long-temps à la tête de l'administration des poudres, a calculé que l'obligation imposée à l'industrie de ne consommer que du salpêtre indigène lui causerait une perte annuelle de plus de deux millions (1).

Mais ces deux millions perdus par l'industrie seront certainement gagnés par le trésor qui pourra diminuer d'autant nos autres charges ? Non, ces deux millions ne seront pas gagnés par le trésor ; ils seront complètement

(1) Observations sur les deux projets de loi relatifs aux poudres et salpêtres ; in-4°. de 12 pages ; de l'imprimerie de Porthmann, rue Sainte-Anne, n°. 43.

dissipés en frais de régie ; et encore ne suffiront-ils pas, à ce qu'il paraît, au surcroît de dépenses que doit entraîner le monopole des salpêtres ; car l'administration, en demandant ce monopole, propose une loi pour élever le prix des poudres, sur lesquelles elle faisait perdre déjà deux millions au public pour faire gagner quatre cent mille francs au trésor (1).

Voilà donc que le projet de loi présenté par le gouvernement pour favoriser, *d'une manière spéciale*, la production du salpêtre indigène, tend à diminuer les revenus du trésor, doit coûter deux millions tous les ans à l'industrie ; et tout cela pour contrarier le but même qu'il doit avoir, pour épuiser notre sol de la matière qu'il s'agit d'accumuler, et en rendre l'extraction de plus en plus dispendieuse.

Mais, enfin, ce projet de loi n'a-t-il donc aucun avantage ? Si, il en a un, et il faut convenir qu'il est immense. Il tend évidemment à faire de M. le directeur des poudres et salpêtres un personnage un peu plus considérable ; il doit agrandir son domaine, étendre ses attributions, augmenter le nombre de ses cliens et de ses sous-ordres. Voilà sans doute des résul-

(1) Voyez les Observations déjà citées.

tats imposans. Cependant le paraitront-ils assez pour faire adopter le projet de loi? Suffira-t-il de voir qu'on va hausser un peu, sur son piédestal, M. le directeur général des poudres, pour que l'on consente aussitôt à adopter une mesure qui nous fera consommer en temps de paix une substance qu'il faut ménager pour les temps de guerre, qui doit diminuer les revenus du trésor, augmenter de deux millions les charges de l'industrie, et multiplier le nombre déjà si scandaleux et si embarrassant des hommes à place? C'est ce que l'avenir nous apprendra. Nous osons douter dès à présent, cependant, que le projet soit très-appuyé dans les chambres; nous doutons même, tant il nous paraît absurde et dommageable, qu'il soit défendu par le ministre qui l'a présenté. Son excellence reconnaitra, si elle ne l'a déjà fait, que sa religion a été surprise par des ambitions subalternes; et elle ne voudra certainement pas, pour élever un directeur des poudres, causer un tort notable au pays.

D. R.

DU PROJET DE LOI

SUR LA RESPONSABILITÉ DES MINISTRES.

Aussitôt que les principes du gouvernement représentatif ont été reproduits en France, on a vivement sollicité une loi sur la responsabilité des ministres ; mais , depuis cette époque , les désirs à cet égard sont toujours allés en s'affaiblissant , et aujourd'hui il n'y a pas de loi dont le besoin soit moins senti.

Ce changement dans les idées n'est pas le résultat d'une marche rétrograde : il est , au contraire , le fruit de l'expérience. On s'est convaincu que l'incapacité , l'ignorance et la méchanceté des agens secondaires du pouvoir, engendraient des abus bien plus nombreux et bien plus criants que ceux qui pouvaient émaner directement des ministres ; on a senti qu'il était ridicule de prétendre atteindre un ministre dans un pays où les préfets , les sous-préfets , les maires , les commissaires de police , les gendarmes , et jusqu'aux gardes champêtres , étaient mis hors d'atteinte.

On est allé plus loin ; on a vu que la respon-

sabilité des agens secondaires n'était elle-même qu'un faible remède contre les malversations. Il vaut mieux, a-t-on dit, constituer le pouvoir de manière qu'il ne devienne point abusif, que de chercher un remède aux abus : rendez aux communes et aux départemens la faculté de choisir leurs administrateurs ; rendez aux gardes nationales la faculté de nommer leurs officiers ; constituez les tribunaux, et surtout les jurys, de manière qu'ils ne soient pas des commissions du pouvoir exécutif, et nous aurons peu besoin de rendre les fonctionnaires responsables : nous n'aurons pas du moins à nous plaindre, puisque le mal qui pourra nous arriver ne viendra en grande partie que de nous.

Il faut une grande dose de courage à un pauvre homme pour oser porter plainte, nous ne disons pas contre son préfet ou son sous-préfet, mais seulement contre son maire ou contre un gendarme. Or, n'est-ce pas se moquer de lui que de lui présenter comme une garantie la faculté d'attaquer le gouvernement en personne, et de traduire le ministre devant la chambre des pairs ? Il n'y a peut-être pas en France cent individus qui osassent, non pas en former l'entreprise ; mais en concevoir la pensée.

Le nouveau projet de loi sur la responsabilité des ministres n'est donc rien , ou du moins bien peu de chose. Que les chambres l'adoptent ou qu'elles le rejettent ; qu'elles le modifient ou qu'elles le laissent tel qu'il est ; qu'elles en ajournent la discussion ou qu'elles le mettent en délibération sur-le-champ , cela ne peut avoir pour nous aucune importance : nous n'en verrons pas un abus de plus ou de moins. La loi , si elle est adoptée , sera ensevelie dans le Bulletin des lois , et il s'écoulera peut-être plus d'un siècle avant que personne s'avise d'aller l'y consulter.

Ce qui est véritablement important pour la nation française , nous ne saurions trop le répéter, c'est d'abord une organisation administrative qui coupe la racine aux abus ; c'est ensuite la réforme de l'ordre judiciaire. La responsabilité des agens du pouvoir ne vient qu'en troisième ligne. La responsabilité des ministres ne doit être placée qu'au quatrième rang ; et il y aurait peut-être peu de danger à les déclarer inviolables s'ils voulaient franchement consentir à ce que leurs subordonnés fussent soumis à une responsabilité efficace.

Nous ne discuterons donc point le projet de loi présenté aux chambres. Dès qu'un projet ne

peut avoir aucun résultat, peu importe qu'il soit bien ou mal rédigé : le temps est trop précieux pour le perdre en vaines discussions. Nous avons besoin de lois qui s'exécutent sur-le-champ ; celles dont l'exécution doit être léguée à la postérité ne nous touchent point. Faisons des lois pour nous, et laissons nos descendants en faire pour eux ; les députés que nous choisissons ne sont pas chargés de représenter les générations à venir.

On assure, au reste, que le ministère avait fait divers projets de loi, soit pour rendre responsables les fonctionnaires de toutes les classes, soit pour opérer diverses réformes, telles que la diminution des appointemens, la suppression de plusieurs emplois inutiles, la réduction de certains pouvoirs. Mais lorsque, jetant les yeux sur la liste des membres de la chambre des députés, il a vu le nombre prodigieux de procureurs généraux, de procureurs royaux, de préfets, de maîtres de requêtes, de conseillers d'état, de receveurs, de directeurs, de ministres d'état, qui siègent dans cette chambre, et qui, en général, sont fort habiles à défendre leurs pouvoirs et leurs salaires, il a craint, dit-on, de perdre la majorité ou même d'être accusé de trahison. Cette considération

324 *Du projet de loi sur la resp. des ministres.*

lui a fait ajourner ses projets à un temps où les électeurs, plus éclairés sur leurs intérêts, enverront à la chambre des députés des hommes qui ne seront pas personnellement intéressés à s'opposer à la diminution des impôts et à l'établissement des garanties individuelles.

SALAIRES DE COUR.

MINISTÈRE DU TRÉSOR PUBLIC.

Extrait des minutes de la secrétairerie d'état.

Au palais des Tuileries, le 13 février 1810.

N A P O L É O N, empereur des Français, roi d'Italie et protecteur de la confédération du Rhin,

Voulant mettre nos successeurs à même d'appeler autour du trône des personnes éminentes par leurs services, sans jamais être arrêtés par l'insuffisance du revenu qu'elles possèdent,

Nous avons résolu de constituer six dotations en faveur et au profit des six grandes charges de notre couronne, et, en conséquence, nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Nous constituons sur le grand livre de la dette publique de France un revenu de cinq cent mille francs à prélever sur le fonds de 750,000 fr. de rente appartenant à notre domaine extraordinaire; lequel revenu de 750,000 fr. sera distribué entre lesdites charges de la manière suivante :

Une inscription de 100,000 fr. de rente à la charge du grand aumônier (1).

Une inscription de 100,000 fr. de rente à la charge du grand maréchal (2).

Une inscription de 100,000 fr. de rente à la charge du grand chambellan (3).

Une inscription de 100,000 fr. de rente à la charge du grand écuyer (4).

Une inscription de 50,000 fr. de rente à la charge du grand veneur (5).

Une inscription de 50,000 fr. de rente à la charge du grand maître des cérémonies (6).

ART. II.

Notre intendant général du domaine extraordinaire fera transférer, au nom de ces grandes charges, lesdites rentes qui devront être immobilières conformément à nos statuts, et ne

(1) S. A. E. Monseigneur Joseph Fesch, cardinal, archevêque de Paris et de Lyon.

(2) S. Ex. M. Geraud-Christophe-Michel, duc de Frioul.

(3) P. Montesquiou-Fezensac.

(4) A.-L. Caulaincourt, duc de Vicence.

(5) L.-A. Berthier, prince et duc de Neuchâtel et Wagram.

(6) L.-P. de Ségur.

pourront être aliénées sans notre autorisation spéciale.

ART. III.

Venant les titulaires à ne plus remplir activement le service de leur charge, par quelque cause que ce soit, nous entendons que dès lors ils cessent de recevoir la rente que nous attachons à ladite charge, et, dans ce cas, nous nous réservons de disposer de ce revenu de la manière que nous aviserons être la plus avantageuse au bien de notre service.

ART. IV.

L'intendant général du domaine extraordinaire est chargé de l'exécution du présent décret.

Signé NAPOLEON ,

Par l'empereur :

Le ministre secrétaire d'état ,

Signé H.-B., duc DE BASSANO.

~~~~~  
LOUIS, par la grâce de Dieu, roi de France et de Navarre, à tous ceux qui ces présentes verront, salut.

En autorisant les grands officiers de notre couronne et état à reprendre leurs fonctions

telles qu'elles ont été anciennement déterminées par les titres de leur création, *nous croyons devoir supprimer les droits, et émolumens qui s'y trouvent attachés, et qui pesaient sur certaines classes de nos sujets* ; nous avons considéré que les personnages pourvus des grandes charges de la couronne, trouvent dans l'honneur éminent qu'ils en reçoivent la récompense la plus digne d'eux, et nous sommes assurés qu'ils aimeront à seconder notre désir de concilier la splendeur du trône avec les besoins de nos finances, et la représentation nécessaire à un grand royaume, avec les ménagemens que nous devons à nos peuples ; nous avons cependant reconnu équitable de leur accorder quelque indemnité des dépenses qu'entraîne leur service, et nous leur avons laissé à ce titre une partie des rentes qui ont actuellement même une affectation semblable : voulant seulement rendre cette affectation régulière et plus conforme à l'ancienne constitution de la couronne et état de France ;

Où le rapport du ministre secrétaire d'état de notre maison, et de l'avis de notre conseil,

Nous avons dit et disons, ordonné et ordonnons ce qui suit :

## ARTICLE PREMIER.

*Les droits , émolumens , taxes et perceptions attribués par les édits des rois nos prédécesseurs aux charges et offices de grand aumônier, grand maître de notre maison , grand chambellan et grand écuyer, sont et demeurent supprimés sans aucune répétition des arrérages à quelque titre et par quelque personne qu'ils soient dus.*

## ART. II.

N'entendons néanmoins par l'article précédent nuire ni préjudicier aux droits , prérogatives et privilèges purement honorifiques desdits grands officiers, dont chacun d'eux continuera de jouir en droit soi, ainsi qu'il est établi par les anciens édits et réglemens.

## ART. III.

En remplacement des droits , émolumens , taxes et perceptions supprimés par l'article premier et pour toute indemnité, une partie des cinq cent mille francs de rentes , précédemment attribuées à des services analogues à ceux des grands officiers , continueront de leur être affectées ainsi qu'il suit ;

## SAVOIR :

|                                                                                    |            |
|------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Au grand aumônier, pour une somme de cent mille francs, ci. . . . .                | 100,000 f. |
| Au grand maître de la maison, pour une somme de cent mille fr. . . . .             | 100,000    |
| Au grand chambellan, pour une somme de cent mille fr. . . . .                      | 100,000    |
| Au grand écuyer, pour une somme de cent mille fr. . . . .                          | 100,000    |
| Aux quatre premiers gentils-hommes de la chambre, à chacun vingt mille fr. . . . . | 80,000     |
| Au grand maître de la garde-robe, pour vingt mille fr. . . . .                     | 20,000     |
| Total égal. . . . .                                                                | 500,000 f. |

## ART. IV.

Pour l'exécution de ce que dessus, le ministre secrétaire d'état des finances est autorisé à opérer le transfert desdits cinq cent mille francs de rentes des anciens ayant droit, aux noms desquels elles sont inscrites, aux noms des grands officiers de la couronne, ainsi qu'ils sont ci-dessus désignés.

## ART. V.

Nos ministres et secrétaire d'état de notre

maison et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de notre présente ordonnance, qui sera lue, publiée et enregistrée partout où besoin sera.

Donné à Paris le 27 septembre, l'an de grâce 1814 et de notre règne le vingtième.

*Signé* LOUIS,

Par le roi :

Et plus bas,

*Signé* BLACAS D'AULPS (1).

---

(1) Aux termes de la loi de finances, de mai 1818, le domaine extraordinaire est réuni au domaine de l'état. Lors de la discussion dans la chambre des députés, M. Casimir Perrier éleva des réclamations sur l'emploi des 10 millions dont il s'agit; M. de la Bouillerie hasarda quelques observations en réponse; la chambre ne donna aucune suite aux unes ni aux autres, et la loi ne contient aucune disposition relative à cet objet.

La loi n'ayant point autorisé expressément cette distraction de l'actif du domaine extraordinaire, s'il est d'une utilité reconnue que M. le grand aumônier et quelques autres officiers de la couronne, en outre leurs traitemens et prérogatives, jouissent de 100,000 fr. de rente, c'est la liste civile seule qui doit en fournir le capital.

---

## QUATRIÈME PARTIE.

---

### PÉTITE REVUE.

---

#### CORRESPONDANCE (1).

---

— ON nous adresse du fond des Vosges des détails sur le *Ban de la Roche*, et sur l'*administration du pasteur Oberlin*, qui nous paraissent assez instructifs et assez intéressants pour mériter d'être rendus publics. Les voici :

« Les quatre villages de Fonday, de Beaumant, de Bellefosse et de Waldersbach, que comprend le Ban de la Roche, sont situés dans une des parties les plus âpres des Vosges : ils ne contenaient, il y a soixante ans, que trois cents âmes ; cette population était gros-

---

(1) L'abondance des matières nous oblige à renvoyer au volume prochain diverses lettres sur l'établissement et la perception de certains impôts, ou sur des objets de commerce. A l'avenir nos volumes paraîtront à des époques moins irrégulières et plus rapprochées.



sière, vicieuse, misérable; le prédécesseur du pasteur Oberlin avait entrepris de la civiliser; le pasteur Oberlin lui a succédé il y a cinquante-un ans dans cette tâche.

» Aujourd'hui la population du Ban de la Roche s'élève à dix-huit cents âmes : cette terre, qui n'en pouvait pas nourrir le sixième, se prête aujourd'hui à des exportations; l'économie et la propriété tiennent lieu d'aisance; la sérénité est sur tous les visages, et la pauvreté n'y a jamais l'aspect du besoin et de la misère.

» Le territoire du Ban de la Roche est maintenant aussi bien cultivé que les environs de Genève. C'est encore un effet des premiers efforts du pasteur Oberlin. Dès long-temps il a amélioré, par des importations bien calculées, toutes les espèces de végétaux du pays. Une société d'agriculture, composée des meilleurs cultivateurs, décerne tous les ans, en livres ou en instrumens, des primes pour le plus beau tau-reau, le champ le mieux tenu, l'étable la mieux soignée, etc.; en sorte que le bien-être des habitans est toujours dans un état progressif. J'ai vu à Fonday d'aussi belles vaches qu'en Suisse. Cependant, auprès de ces améliorations, on regrette de voir de vastes sommités,

jadis couvertes de bois, aujourd'hui tout-à-fait dépouillées : tout ce pays se dégarnit de bois ; et le besoin pour lequel la prévoyance est le plus nécessaire, est celui auquel on pense le moins. Cette rocailleuse contrée du Ban de la Roche est percée de chemins excellens : les habitans les ont faits avec le pasteur, et les entretiennent seuls, sans que M. le sous-préfet s'en inquiète.

» Le passé et le présent étaient faits pour décourager le pasteur dans ses premiers projets d'améliorations ; il s'adressa à l'avenir, et l'éducation des enfans fut l'objet de ses premiers soins ; ils n'ont pas été infructueux ; les enfans d'alors sont maintenant des hommes, et ils seront surpassés par les enfans d'aujourd'hui. Dans chacun des villages est une école primaire ; toutes les écoles sont dirigées par M. Legrand, négociant suisse, qui est venu s'établir au Ban de la Roche, et à l'industrie duquel les familles doivent une grande partie de leurs vertus et de leur existence, puisqu'il chasse l'oisiveté et procure des bénéfices. M. Legrand introduit la méthode d'enseignement mutuel dans ces écoles ; il met en pratique des moyens admirables d'y surveiller l'emploi du temps des élèves et des maîtres. On enseigne

aux enfans la lecture, l'écriture, la grammaire française ; on leur fait lire et apprendre par cœur des chapitres de l'Évangile et des leçons d'agriculture : les plus avancés prennent des notions de dessin, de botanique, de minéralogie, de géographie. Les bâtimens de ces écoles ont été construits par le pasteur. La rectitude d'idées de ces enfans est vraiment étonnante.

» Le temps n'est jamais à charge quand on sait occuper son esprit : le dimanche ne se passe pas en querelles et en débauches ; la paroisse a une bibliothèque chez le pasteur ; elle est ouverte non-seulement aux paroissiens, mais aux gens de communes et de communions différentes : chaque dimanche les paysans viennent, s'ils veulent, échanger leurs livres ; les voisins lisent et raisonnent ensemble pour se reposer des travaux de la semaine. On croit, dans ce pays, que les bonnes œuvres sont le meilleur moyen de célébrer le dimanche ; et sans doute Dieu les préfère au latin qu'un sacristain chante faux sans le comprendre. Si donc il se trouve une veuve, un affligé, les jeunes gens vont, dans l'après midi du dimanche, travailler son champ, y porter le fumier, en enlever la récolte ; pendant ce temps les jeunes filles sont

réunies dans le local des écoles, et y travaillent pour les pauvres.

» Sur un sol aussi ingrat, les ressources manquent parfois à l'appel que leur font les besoins. On a recours alors à la caisse d'emprunt ; elle est de 800 francs, dont 300 francs laissés par le prédécesseur de M. Oberlin, et 500 fr. économisés par lui. Tous les habitans sont admis à venir y puiser, sans autre condition que d'éprouver un besoin réel et d'être exacts à rendre. La première inexactitude est punie par l'exclusion pendant un an du droit d'emprunter ; les récidives peuvent rendre cette exclusion définitive. Mais, si un habitant est frappé par des malheurs non mérités, on fait une collecte dans la paroisse, ses dettes sont payées, il reçoit quelques avances, et il rembourse quand il peut. J'ai été témoin, au prône d'aujourd'hui, d'une collecte de ce genre faite pour un malheureux étranger à la paroisse, qui avait été dépouillé par son fils.

» Dans une contrée où tous les devoirs de la morale et de l'humanité sont si bien et si naturellement remplis, les lois ne doivent point être violées ; on fait ordinairement mieux qu'elles ne prescrivent ; la conscience est plus sévère qu'elles : je choisirai un exemple entre mille.

Lorsque les assignats furent créés, ils furent mis sous la sauvegarde de la bonne foi de tous les citoyens français; le pasteur Oberlin, prenant sa part de cette obligation nationale, d'autant plus sacrée, qu'elle était contractée au milieu des plus grands dangers de la patrie, s'est dès lors imposé une retenue sur son terrain pour racheter des assignats. Du montant de cette retenue il achète des livres, des instrumens d'agriculture, des outils; il les met aux enchères en assignats qui s'amortissent entre ses mains. Le danger passé, il n'a point oublié cette dette sacrée : dimanche dernier, encore, il a fait un encan. Voilà toute la part que, relegué dans les Vosges, il a prise à la révolution. Deux de ses fils sont morts dans les guerres de la liberté.... Pasteur Oberlin ! s'il y avait en France mille citoyens comme vous, nous aurions été le premier peuple de la terre !

» Le pasteur Oberlin qui bâtit des écoles, perce des routes et améliore l'agriculture, qui dote des caisses d'emprunt, donne des prix de culture, forme une bibliothèque villageoise, et rachète des assignats, qu'un malheureux n'implore jamais sans recevoir des consolations et des secours; le pasteur Oberlin est donc bien riche....? son traitement de ministre est toute

sa fortune ; mais ses vertus inspirent à tout ce qui l'entoure le besoin de concourir au bien qu'il fait ; et lui-même , dans sa longue et laborieuse carrière, n'a peut-être pas consommé la valeur de ce que la gourmandise et l'ostentation d'une troupe de missionnaires coûtent en un mois , dans une petite ville où les dupes et les hypocrites sont en nombre un peu fort.

» Le pasteur m'a fait cadeau d'un Évangile , que je conserverai comme un trésor de famille. Il en donne à tous ceux qui vont le voir.

» J.-J. BAUDE.

» 24 octobre 1818. »

— Voici une lettre que le président d'un tribunal de première instance écrivait l'année dernière à l'un de ses justiciables , au sujet des élections. La date en est ancienne ; le sujet dont elle traite est d'un intérêt permanent ; et il n'est jamais trop tard pour faire connaître la morale que quelques fonctionnaires publics croient devoir prêcher aux électeurs.

« B..... 6 août 1818.

» J'arrive de Paris , mon cher.... ; j'ai vu le roi , j'ai vu les princes , j'ai vu les ministres ; tous sont d'accord relativement aux prochaines

élections , tous désirent que les mêmes députés soient réélus (1), tous se sont prononcés formellement , surtout pour qu'on écartât un homme que je n'ai pas besoin de te nommer ; la famille royale n'en entend parler qu'avec horreur : les ministres veulent l'éloigner, par des motifs de la plus haute politique que je ne peux pas consigner ici. *Je suis personnellement convaincu qu'on se trompe sur le caractère et les intentions de cet homme ; mais je connais les intentions du gouvernement , et je dois les respecter ; mais je ne veux pas me mettre en contradiction avec le premier magistrat du département , avec le président du collège électoral , avec l'élite des gens honnêtes et des vrais royalistes ; mais , en un mot , je ne veux pas sacrifier les intérêts de mon département , qui serait frappé de défaveur et d'une sorte d'ostracisme moral , s'il faisait le choix dont on nous menace. De pareils motifs , mon ami , s'appliquent à toi comme à moi. Tu m'as fait connaître , il y a quelques mois , tes intentions en faveur de N\*\*\* ; je ne les ai combattues alors que fai-*

---

(1) De ces deux députés , tous deux fonctionnaires publics , l'un avait constamment siégé au centre , et l'autre entre le centre et le côté droit.

blement, parce que je voyais les élections encore éloignées, et que j'espérais que jusque-là la raison ferait taire l'exagération de la reconnaissance. J'apprends cependant, par des amis communs, qui en sont surpris et douloureusement affectés, que tu persistes dans les mêmes dispositions. Comment se fait-il qu'un esprit aussi juste, qu'une raison aussi supérieure, qu'un cœur aussi droit aient pu prendre le change d'une manière si extraordinaire? quelle idée te fais-tu donc de la reconnaissance, si tu lui sacrifies l'intérêt de ton pays? *Vox populi suprema lex*. Voilà un principe d'éternelle vérité, et qui doit toujours rester gravé dans le cœur de tout bon Français. Mais, me diras-tu, on méconnaît les principes de N\*\*\*; député, il se rangera sous la bannière du gouvernement. C'est possible, et je serais assez disposé à le croire; mais je dois respect et obéissance au chef qui nous gouverne; je lui dois soumettre mon intelligence et mes faibles lumières. Je dois croire surtout qu'il sait mieux que moi qui l'on doit porter et qui l'on doit éviter....

» Si une fois nous sommes d'accord pour écarter N\*\*\*, nous le serons, je pense, bien vite sur les députés que nous devons élire, *puisque les mêmes raisons qui doivent nous por-*



*ter à rejeter ceux que le gouvernement redoute, doivent nous exciter à choisir ceux qu'il désire. Mon bulletin portera, quoi qu'il arrive, ces deux noms : Louis d'A.... S.... Outre le vœu du gouvernement, j'ai par-devers moi une connaissance particulière du caractère de ces messieurs et de leurs intentions; et, à cet égard, il n'y a rien à désirer. M. d'A...., surtout, est un homme respectable, s'il en fut jamais, et qui ne peut que gagner à être connu. S'il a rendu peu de services jusqu'à présent, c'est que son crédit n'était pas considérable; maintenant il va en avoir beaucoup. Le ministre de la police épouse mademoiselle de Saint-Aulaire, qui se trouve la nièce, à la mode de Bretagne, de M. d'A....; or, le ministre de la police est tout-puissant, donc....*

» Quant à M. S...., *il a accès dans les divers bureaux de tous les ministères. IL EST NATURELLEMENT OBLIGEANT. Les services qu'il a rendus à une foule de personnes le prouvent. On pourrait facilement trouver un homme plus éloquent et plus instruit que lui, mais on trouverait difficilement un homme aussi obligeant.*

» Adieu, mon ami; quoi qu'il arrive, j'aimerai toujours à te donner ce nom; mais il me serait bien pénible que nous n'eussions pas la

même religion et la même croyance politique. Non, ce n'est pas possible. Adieu, je t'aime et t'embrasse du meilleur de mon cœur. »

\*\*\*\*\*

*Lettre d'un général français expatrié, à un  
Américain résidant à Paris.*

« New-Yorck, 16 octobre 1818.

» JE vous dois depuis long-temps une réponse à l'aimable souvenir que j'ai reçu de vous il y a plusieurs mois. Je profite de deux ou trois jours de repos que je prends auprès de ma famille, et du départ du capitaine \*\*\*, pour m'acquitter envers vous.

» Depuis mon arrivée dans votre immense et superbe patrie, j'ai eu peu de temps à moi, et le grand et imposant spectacle d'un pays monté, si l'on peut parler ainsi, d'une tout autre manière que notre vieille Europe, a absorbé toutes mes pensées. Tous les jours je me dis et je me redis combien on est loin, dans ce vieux monde, d'avoir des idées exactes sur celui-ci; combien les principes qui assurent à ce pays une prospérité croissante, sans fin, comme sans exemple, sont opposés à ceux sous lesquels la pauvre Europe languit, se démène et croupit depuis mille à douze cents ans; combien

ce mot *gouverner les peuples* est pour moi aujourd'hui vide de sens ! Je vois ici une grande, vigoureuse, énergique nation ; j'y vois tout le monde occupé à son bien-être, sans être gêné par l'autorité, ou, pour me servir du mot européen, sans être *protégé par elle*. J'y vois les individus riches, et personne ne comprendre ce que c'est qu'un gouvernement riche. Enfin, j'y vois une administration sans ce qu'on appelle, en Europe, un gouvernement, et tous les citoyens ne reconnaître pour autorité suprême que la loi. Vous me pardonnerez donc un sentiment de jalousie envers vos compatriotes ; c'est celui de n'être pas, comme eux, né sur le sol des idées raisonnables et généreuses. Qui pourrait se défendre d'un pareil sentiment, quand on voit les malheurs de l'Europe, et la félicité qui semble être le partage de votre heureuse patrie ?

J'ai eu l'honneur d'accompagner M. le président dans la tournée qu'il a faite dans le Chesapeake. Vous pouvez vous imaginer tout le contraste qui devait se présenter à mes yeux, témoins autrefois de la pompe dont les souverains s'entourent en Europe, pour augmenter le prestige de leur puissance, et fasciner les yeux de la multitude. Ici, c'est un citoyen qui

va voir ses concitoyens. Il est reçu par eux avec estime et cordialité. Il est accueilli comme un ami, et fêté comme un parent. Partout il reçoit l'expression du respect et de la confiance ; et nulle part on n'entend ces bruyantes et tumultueuses acclamations, auxquelles tant de souverains ont été trompés, et qui sont plus souvent l'expression de la folie que celle d'une affection à l'abri des coups du sort et de l'infortune. Le président de l'Union est l'homme choisi par le cœur et la confiance de ses compatriotes. Son élection à la première magistrature lui tient lieu de tout : elle est la preuve de leur amour et de leur attachement. ....

» Tout homme libéral sourit à l'avenir immense de prospérité et de gloire qui vous tend les bras. Tout ami des idées vraies, raisonnables et généreuses, doit faire des vœux pour le sol où la liberté a établi son temple ; et, si jamais elle en était chassée, l'espèce humaine retomberait sous le joug des idées gothiques. L'union américaine est une preuve noble et imposante de la liberté mise en pratique, et l'argument le plus puissant contre ces oligarchies européennes, qui prétendent que la liberté ne peut exister qu'en théorie. »

Paris, le 15 novembre 1818.

*A MM. les rédacteurs du Censeur Européen.*

MESSIEURS,

On lit dans le Censeur Européen, septième vol., page 237 : *Des voix s'élevèrent pour demander que la souveraineté eût des bornes ; et en note : Protestation de cinq députés au corps législatif.*

Il est vraisemblable que l'auteur de l'article intitulé *Commentaire sur l'Esprit des lois*, a été induit en erreur sur ce qui se passa dans le sein du corps législatif vers la fin du mois de décembre 1813. On lui a laissé ignorer que ce qu'il attribue à cinq membres de ce corps fut l'expression des sentimens d'une immense majorité de la chambre. Je vais retracer succinctement les faits.

Après la désastreuse campagne de Dresde, Napoléon convoqua le corps législatif, et lui fit une communication diplomatique. On sait que toute discussion politique était interdite à ce corps. Il était réduit à faire connaître son vœu par une adresse. Trop nombreux pour la rédiger, il chargea cinq membres de ce soin : leur projet fut présenté à la chambre par l'organe sonore de M. Lainé.

Cette adresse, qui, sans avoir toute l'énergie que le sujet comportait, était cependant pleine de dignité, fut accueillie avec enthousiasme, on pourrait même dire à l'unanimité; mais, sur la demande de l'impression, il s'éleva une discussion assez longue, qui se termina par un appel nominal. Sur trois cent soixante-huit membres dont le corps était composé, cinquante-deux seulement votèrent contre l'impression. Dès lors l'adresse devint, par son adoption, l'ouvrage de l'immense majorité du corps législatif. C'est donc une injustice d'avoir réduit à cinq ceux qui, par leur sanction, donnèrent à cette adresse la force essentiellement nécessaire à son existence.

Ce trait de patriotisme prononcé irrita le monarque, qui dans la nuit fit briser la planche, interdire les presses et fermer le bureau des procès verbaux; le lendemain, le corps législatif n'existait plus (1).

Le silence que le despotisme imposait alors

---

(1) N. B. De là vient que dans les procès verbaux du corps législatif on ne trouve ni l'adresse, ni la discussion relative à cette adresse, ni le résultat du vote émis par l'assemblée, ni même le renvoi de la chambre. Ils finissent à la séance du 29, et annoncent l'appel nominal pour le scrutin relatif à l'impression.

sur tout ce qu'il voulait dérober à la connaissance du public, fit que rien de positif ni d'exact ne transpira sur cet événement. Les gazettes étrangères seules en parlèrent. Il y fut rapporté et commenté de diverses manières, et toujours très-inexactement. On attribua à M. Lainé tout l'honneur de la résistance ; et quoiqu'il ne passât pas parmi beaucoup de ses collègues pour le principal rédacteur de l'adresse, je n'ai point ouï dire qu'il eût fait réfléchir sur ses collaborateurs quelques rayons de la gloire dont on l'environnait.

Le Censeur Européen la distribue aux cinq membres de la commission ; c'est un acte de justice, mais il n'est pas complet. Cela tient sans doute à une erreur. On ne la relèverait pas, si elle existait dans une de ces productions éphémères, qu'un même jour voit naître et mourir ; mais elle ne doit point se trouver dans un ouvrage fait pour prendre place dans toute bibliothèque bien choisie. Nous invitons donc les auteurs du Censeur Européen à la rectifier ; et nous pensons qu'ils s'y prêteront d'autant plus volontiers, qu'elle vient de se reproduire d'une manière plus grave dans un ouvrage dont le mérite égale la célébrité, dans les *Considérations sur la révolution*, pages 411 et 412.

On se demande comment madame de Staël, si bien instruite des faits principaux de la révolution , a pu ignorer celui-ci , et s'abandonner à l'idée qu'un corps aussi nombreux ne comptait que cinq Français dans son sein. Cette aberration est d'autant plus étonnante , que dans la page 412 elle rapporte textuellement quelques phrases du discours autant inconvenant qu'inconcevable tenu par l'empereur chancelant , non à une *députation* , mais au corps législatif entier ; et qu'en traitant de la première restauration , page 44 du troisième vol. , elle dit , en parlant du corps législatif : *Cette assemblée avait montré du caractère dans la dernière époque du règne de Bonaparte.*

Quelle est donc la cause de cette divergence ? Nous aimons à croire que, si madame de Staël n'eût pas été si rapidement enlevée à ses admirateurs et à ses amis , elle aurait su concilier la vérité qui guidait sa plume à la page 44 du troisième vol. , avec le sentiment qui l'animait, en terminant la page 411 du deuxième vol.

Agréez , messieurs , l'assurance de ma parfaite considération.

POMPIERRE , ancien membre  
du corps législatif.



*Budget de la ville de Paris, pour l'exercice  
1818.*

Voici l'arrêté qu'on lit en tête de ce budget :

« Nous, conseiller d'état, préfet du département de la Seine,

» Vu l'article 44 de la loi du 15 mai 1818, qui ordonne que les budgets des villes dont les revenus excèdent cent mille francs..... *seront annuellement rendus publics*, en chacune des dites villes, par la voie de l'impression.....

» Avons arrêté et arrêtons ce qui suit :

» Le budget de la ville de Paris, pour l'exercice 1818..... et le compte des recettes et dépenses de l'exercice 1819..... seront imprimés en un seul cahier, *au nombre de deux cents exemplaires, pour être distribués aux membres du conseil et aux diverses autorités et fonctionnaires que nous aurons désignés.*

» Paris, 1<sup>er</sup>. août 1818.

» Signé CHABROL. »

N'est-ce pas là une singulière manière de donner aux budgets des villes dont les revenus excèdent cent mille francs, la publicité voulue par la dernière loi des finances ? Un budget n'a-t-il pas acquis une grande publicité, quand

un préfet l'a fait imprimer au nombre de deux cents exemplaires , et qu'il a pris la précaution d'ordonner qu'il ne fût distribué qu'à des fonctionnaires publics et à des fonctionnaires de son choix ? Il nous semble que , publier ainsi , c'est dérober à la connaissance du public ce qu'on a l'air de vouloir lui faire connaître.

On voit , par le budget de M. le préfet , que les dépenses de la ville de Paris se sont élevées , en 1818 , à plus de trente-quatre millions , à une somme peu différente de celle à laquelle se montent annuellement toutes les dépenses du gouvernement général des vingt-deux états unis d'Amérique. Le taux de ces dépenses , et surtout la manière dont elles ont été rendues publiques , inspireraient le désir de les passer en revue ; et nous regrettons de ne pouvoir nous occuper ici de ce travail. Peut-être y reviendrons-nous dans un autre volume. Pour le moment , nous nous bornons à dire un mot sur une chose qui nous paraît mériter d'être signalée.

En 1814 , lors de la première occupation de la capitale , le conseil municipal de la ville de Paris avait emprunté , par forme de cotisation , aux propriétaires et habitans de la ville , une somme de cinq millions , destinée à pourvoir

aux besoins des troupes étrangères. Aux termes de l'emprunt, cette somme devait être remboursée dans quatre ans, c'est-à-dire, l'année dernière : elle ne l'a point été. On avait spécialement affecté à ce remboursement les produits de l'octroi et ceux de la caisse de Poissy ; ces fonds ont été employés à d'autres usages. On voit par les chapitres 6 et 29 du budget, que la ville a dû recevoir du trésor, pour l'acquittement de cette dette, une somme d'environ quatre millions en valeurs de l'arriéré ; cette somme n'a point été à sa destination, et l'emprunt reste toujours à rembourser. Enfin, on lit dans un rapport de M. le préfet au conseil municipal, que les orages politiques ont tellement changé les circonstances depuis 1814, que l'opinion semble affranchir l'administration de la parole qu'elle a donnée de rembourser la cotisation municipale. Nous ne savons pas de quelle opinion entend parler M. le préfet ; mais ce n'est certainement pas de l'opinion des contribuables. L'opinion des contribuables est que les circonstances peuvent faire faire banqueroute, mais qu'elles ne libèrent pas ; et il leur est difficile de comprendre comment la ville est encore à se libérer, surtout quand elle a reçu du trésor les fonds nécessaires pour

cela , et qu'elle ne peut plus alléguer les circonstances.

*Élections de 1819.*

— Les élections de 1818 n'étaient point encore terminées, qu'on s'occupait déjà, dans plusieurs départemens, des élections de 1819. Ce zèle, de la part des électeurs, est d'un heureux présage ; il nous fait espérer qu'avec la patience nous arriverons à une époque où la majorité de la chambre des députés sera franchement constitutionnelle, et où les garanties individuelles ne se réduiront pas à de vaines dénominations. Dans le département de la Charente-Inférieure, on s'occupe particulièrement des choix à faire l'année prochaine ; et, si les renseignemens qu'on nous a transmis sont exacts, les électeurs de ce département nous donneront quatre bons députés. Sur les quatre, deux seulement paraissent devoir être pris parmi les éligibles qui habitent dans le département ; savoir : M. Thénard Dumousseau, ex-sous-préfet de Jouzac, et M. Audry de Puyraveau, près Surgères. Le premier, doué d'un caractère ferme, et jouissant d'une fortune indépendante, est très-capable de soutenir à la tribune les intérêts de ses commettans. Le se-

cond, connu par ses principes, par ses lumières et par la fermeté de son caractère, est un des principaux agriculteurs du département. Négociant distingué, il a abandonné le commerce pour se livrer exclusivement à l'agriculture ; il a fait dans cette science plusieurs découvertes utiles. Ses connaissances en économie politique peuvent nous être d'un grand secours dans la chambre des députés, où ces connaissances ne sont pas très-communes. Les deux autres candidats, sur lesquels on avait les yeux lorsque ces détails nous ont été transmis, étaient le général La Fayette et M. Benjamin Constant. Le premier ayant été élu par le département de la Sarthe, nous ignorons par qui on se propose de le remplacer.

---

## OUVRAGES NOUVEAUX.

---

*Des Pouvoirs et des obligations des Jurys*, par sir Richard Phillips, ex-Shérif de Londres et de Middlesex; traduit de l'anglais, par M. COMTE, et précédé d'un discours préliminaire du traducteur. (Vol. in-8°. de 460 pages. — Au bureau du Censeur Européen. Prix : 6 f. et 7 f. 50 cent. par la poste.)

Ce n'est point un ouvrage de circonstance que le traducteur donne au public; c'est l'exposé des principes et des usages qui se pratiquent en Angleterre dans la procédure par jurés, procédure qui est admise pour toutes les causes civiles et criminelles. Cet exposé n'appartient pas à un individu étranger aux lois anglaises, et habitué aux pratiques des gouvernemens arbitraires; il appartient à un homme qui a été élevé sous la législation dont il trace le tableau; qui l'a mise en pratique en qualité de magistrat, et qui en a souvent fait l'application en qualité de juré; il appartient enfin à un homme éclairé, rempli de zèle pour la liberté, et très-porté par conséquent à propager les institutions qui doivent lui servir de garantie.

L'auteur est convaincu que le système du jury n'était pas compris en France lorsqu'il y a été adopté. Peut-être sa conviction sera-t-elle partagée par tous ceux qui liront son ouvrage avec quelque attention. On a cru que l'étude des lois romaines était nécessaire pour entendre les lois françaises; nous n'examinerons pas si

l'on a eu tort ou raison ; mais nous ne craignons pas d'affirmer que l'étude de la procédure anglaise nous est beaucoup plus nécessaire pour apprendre comment il faut procéder quand on veut arriver à la découverte de la vérité , que l'étude des lois romaines pour nous faire entendre le code civil. Dans toute affaire civile ou criminelle , les débats et le jugement ne doivent avoir pour objet que de séparer l'erreur de la vérité ; et c'est sous ce rapport que la manière dont on procède en Angleterre nous paraît admirable.

La manière de procéder tient peut-être autant à la sagacité et aux lumières des défenseurs ou des juges qu'aux dispositions des lois ; c'est un fait dont l'expérience nous a parfaitement convaincus , et qu'il nous serait aisé de démontrer par de nombreux exemples. Un homme habitué aux pratiques anglaises aurait sur celui qui ne les connaîtrait pas un avantage incontestable. Dans la plupart des causes où la raison serait de son côté , il pourrait réduire son adversaire à l'absurde. C'est cette considération , plus encore que l'espoir de voir introduire dans l'administration de la justice en France , des réformes dont nous paraissions fort éloignés , qui a engagé l'un des auteurs du Censeur Européen à publier cette traduction.

Dans un discours préliminaire , le traducteur s'est attaché à combattre quelques erreurs que beaucoup de gens considèrent comme des principes essentiels à un gouvernement bien constitué ; il a examiné quelles conditions sont nécessaires pour que le pouvoir judiciaire soit séparé , et indépendant du pouvoir exécutif ; il a fait voir , en comparant la législation française à la lé-

gislation anglaise, que la séparation et l'indépendance ne sont que nominales en France, et qu'elles sont réelles en Angleterre; enfin, il a prouvé qu'il n'y a en France ni liberté ni sûreté possibles, tant que l'ordre judiciaire ne sera pas différemment constitué.

— *Essai historique sur les services et les travaux scientifiques de Gaspard Monge, professeur à l'école du génie militaire, à l'école Normale, à l'école Polytechnique, etc.; par Charles DUPIN, élève de Monge, et membre de l'Institut de France. (Vol. in-8°. de 328 pages, chez Bachelier, libraire.)*

Si l'histoire des hommes peut être intéressante, c'est surtout lorsqu'elle se rattache aux progrès de l'esprit humain. Jadis on ne voyait rien au-dessus d'un gagnant de batailles : conquérir une province ou asservir un peuple, pour les soumettre à l'exploitation, étaient les faits les plus glorieux. Aujourd'hui, les peuples sont trop éclairés pour juger de la même manière; ils sentent qu'ils sont naturellement en état de paix, et que la guerre ne peut plus exister qu'entre des mangeurs d'hommes, ou entre ceux-ci et ceux qui veulent les repousser. Les marchands de la rue Saint-Denis n'iront jamais chercher querelle, de leur plein mouvement, aux marchands de Londres ou de Berlin; et jamais les agriculteurs de la Brie ou de la Beauce ne prendront volontairement les armes pour aller incendier les moissons des agriculteurs de la Silésie. Il ne peut donc plus y avoir de conquêtes glorieuses que celles que font la vérité sur l'erreur, la liberté sur l'esclavage, l'industrie sur les matières que nous fournit la nature. Nos géné-



raux sont les savans, les presses notre artillerie, et les ateliers nos champs de bataille. L'histoire d'un homme qui a fait faire des progrès à l'esprit humain, doit donc être bien plus intéressante pour nous, que l'histoire d'un homme qui a conquis un empire. C'est sous ce rapport que nous recommandons à nos lecteurs l'Essai historique de M. Dupin, sur les services et les travaux scientifiques de Gaspard Monge. Jamais une vie n'a été mieux remplie que celle de ce savant mathématicien; son zèle pour le progrès des arts et des sciences ne s'est pas ralenti un seul instant. Un de ses principaux titres de gloire est d'avoir été l'un des fondateurs de l'école Polytechnique, de cette école qui, par la seule force de son institution, a résisté à toutes les tentatives qu'on a faites pour la corrompre, et qui a produit un nombre si considérable d'hommes éclairés, amis de la liberté et dévoués à leur pays. M. Dupin, à qui nous devons plusieurs autres écrits patriotiques, était digne par son amour pour les sciences et par son zèle pour tout ce qui peut contribuer à la gloire et à la prospérité de la France, d'être l'historien des travaux de Monge.

— *Du Conseil d'état selon la charte constitutionnelle, ou notion sur la justice d'ordre politique et administratif*; par J.-B. SIREY, avocat aux conseils du roi et à la cour de cassation. (Vol. in-4°. de 580 pages, à Paris, chez M. Harlai, n°. 21, près le Palais de Justice.)

VOILA un titre qui flatte singulièrement messieurs du conseil d'état. Dans un moment où l'existence légale de ce conseil est contestée par des membres de la chambre des députés, par des membres de la chambre des

pairs, et par la plupart des écrivains qui s'occupent de politique, pouvait-il arriver en effet quelque chose de plus agréable à MM. les ministres d'état, conseillers d'état et maîtres des requêtes, qu'un volume ayant pour titre, *du Conseil d'état selon la charte*, volume in-4°, volume de 580 pages, volume qui à lui seul en dit plus que tous les députés, tous les pairs et toutes les brochures ensemble ! Si les membres de ce conseil avaient eu quelques scrupules sur la légalité de leur existence, nous sommes persuadés que ces scrupules auraient disparu à la lecture du titre de l'ouvrage que nous annonçons ; et qu'à compter de ce moment il n'y en aura pas un qui ne soit allé toucher ses appointemens en toute sûreté de conscience.

Nous sommes du nombre de ceux qui pensent que, selon la charte, il n'y a point de conseil d'état : nous aurions désiré, par conséquent, qu'au lieu d'intituler son ouvrage *Du conseil d'état selon la charte*, M. Sirey l'eût intitulé *Du conseil d'état selon les ordonnances ou selon les actes du gouvernement impérial*. Ce titre aurait eu plus d'exactitude, et n'aurait donné lieu à aucune contestation ; car ceux-là même qui défendent ce conseil ne peuvent pas disconvenir qu'il ne soit selon les ordonnances, selon les senatus-consultes, et même selon les décrets impériaux.

Au reste, que le conseil d'état soit ou non selon la charte, on ne peut pas contester qu'il ne soit ; et, puisqu'il existe, et qu'il juge d'après certaines règles, il importe aux citoyens de savoir comment il procède et comment il juge : sous ce rapport, l'ouvrage de M. Sirey aura une utilité qui ne peut être contestée. Cet ouvrage, en effet,

n'est point une théorie : c'est l'exposé de ce qui est, et tout livre qui expose clairement les choses comme elles sont, est par cela même un bon livre, quand ces choses valent la peine d'être connues. On trouve dans l'ouvrage de M. Sirey des choses dont on ne se doute guère ; on y voit, par exemple, qu'il est interdit aux avocats du conseil de livrer à l'impression les mémoires par lesquels ils demandent l'autorisation de mettre en jugement les agens du gouvernement accusés de prévarication. Cette sollicitude paternelle n'expliquerait-elle pas les grandes fureurs qui se sont manifestées contre les auteurs de la *Bibliothèque historique* ?

— *Du régime municipal et de l'administration de département.* (Vol. in-8°. de 285 pages. Prix : 4 f. et 5 f. par la poste, chez Barrois l'aîné, libraire, rue de Seine, n°. 10.)

Ce livre, qui ne peut avoir été dicté que par les intentions les plus libérales, n'est, à proprement parler, qu'une compilation des opinions qui ont été publiées sur le régime municipal ou sur les administrations de département. On regrette que l'auteur ait tant accordé au jugement d'autrui, et si peu au sien. Il aurait fait un meilleur ouvrage, si, s'appropriant tout ce qu'il avait trouvé de bon dans ses immenses lectures, il en eût fait un système bien lié. Nous vivons dans un temps où la raison a plus de poids que l'autorité sur les hommes influens ; il faut donc leur donner des raisons et non leur citer des autorités. On est aujourd'hui généralement d'accord sur les principes ; il ne s'agit plus que de trouver des moyens d'exécution, et c'est précisément

la chose dont on s'occupe le moins ; il est vrai que c'est la chose difficile. L'auteur de cet écrit y a joint un catalogue d'ouvrages sur le régime municipal et l'administration de département ; ce catalogue peut être d'une grande utilité à ceux qui veulent approfondir cette matière.

— *Considérations sur l'état actuel des sociétés en Europe, avec des observations sur la Note secrète, sur le dernier ouvrage de madame de Staël et sur celui de Monilosier*; par G. MASUYER. (Vol. in-8°. de 486 pages. Au dépôt de l'auteur chez Henri Grand.)

L'AUTEUR de cet écrit a eu , pendant long-temps , un très-grand mépris pour les sciences morales et politiques. Il prétend avoir prouvé , dans un autre ouvrage , que ces sciences ne méritent pas l'attention du philosophe ou de l'homme épris de la seule vérité ; qu'il faut , par conséquent , les abandonner et ne jeter sur elles qu'un regard de dédain et de pitié , si l'on veut être heureux. Mais tel est , dit-il , le malheur de ceux qui s'en occupent quelques instans , qu'ils sont entraînés à s'en occuper ensuite malgré eux. C'est donc , en quelque sorte malgré lui , que M. G. Masuyér a composé le livre qu'il nous donne. Ses intentions sont toujours honorables : mais ses vues ne nous paraissent pas très-nettes , ni ses idées exposées avec assez d'ordre. *Les moyennes proportionnelles morales et politiques* , sur lesquelles il fonde son système , ne seront probablement pas comprises de tout le monde , et seront cause peut-être qu'on n'ira pas jusqu'aux parties de l'ouvrage où l'on trouve des idées plus claires et plus justes.

— *De l'arbitraire , dans ses rapports avec nos insti-*

*tutions , ou la police , les prisons , le jury , les lois pénales et la peine de mort en France ; par M. Bail , ancien inspecteur aux revues , etc. ( Brochure in-8°. de 144 pages. )*

L'AUTEUR de cet écrit commence son introduction en ces termes : « L'idée dominante et le but de cet écrit , sont de prouver , par des raisonnemens et des faits , que , malgré l'établissement du système représentatif , malgré la charte , malgré toutes les lois conservatrices de la liberté publique , *nous ne nous sommes jamais enfoncés plus avant dans le champ de l'arbitraire* , et de chercher les moyens qui peuvent nous en préserver à l'avenir. »

Le projet de M. Bail est vaste ; pour l'accomplir , plusieurs volumes in-8°. suffiraient à peine. Ce n'est donc qu'une esquisse qu'il a pu nous donner : mais c'est déjà beaucoup que d'avoir osé publier une vérité que tout le monde sent , mais que personne n'ose s'avouer.

— *Sur le vice radical de la loi de finance , appelée budget , et sur une fausse application de la charte à cette loi ; par M. GABIOU , de la Société royale et centrale d'Agriculture , ancien notaire à Paris. ( Brochure in-8°. , de 162 pages , chez Delaunay , libraire. )*

Il est rare que les personnes qui écrivent sur les dépenses publiques , aient des notions bien saines sur l'économie politique ; c'est ce défaut de connaissances positives , qui rend la plupart des écrits qui paraissent sur cette matière , si insipides et si peu instructifs. M. Gabiou n'est point dans ce cas ; il ne parle que de ce qu'il sait , et n'affirme que ce qu'il entend. L'idée fondamentale de son écrit en est la preuve. Il estime , comme

tout le monde , que la dépense doit être en proportion de la recette : mais , à ses yeux , la recette d'un peuple , ce sont ses produits annuels ; les sommes payées aux percepteurs de contributions sont une partie de ses dépenses. Pour faire un budget , il faut donc prendre pour base les revenus de la nation ; car , sans cela , il est impossible de proportionner les dépenses aux recettes. Dans la pratique on suit une marche certaine : on donne l'état des sommes que le gouvernement réclame pour ses dépenses , et il faut que ses dépenses soient couvertes de gré ou de force. Ce n'est pas sans quelque raison , comme on voit , que M. Gabiou a écrit *sur le vice radical de la loi de finances*. MM. les députés chargés de défendre nos revenus contre la voracité de l'administration , pourront consulter sa brochure avec succès.

— *Exposé de la conduite du ministre de la marine envers le personnel de l'armée navale* ; par G. LAIGNEL , capitaine de vaisseau. (Brochure in-8°. de 38 pages , au bureau des archives navales ).

CETTE petite brochure est pleine de faits : elle fournira des renseignemens précieux à MM. les députés , quand ils auront à discuter le budget du ministre de la marine.

— *Les quatre Ages de la garde nationale , ou Précis historique de cette institution militaire et civile , depuis son origine jusqu'en 1818* ; par un électeur du département de la Seine. (Brochure in-8°, de 100 pages , chez Lhuillier , libraire ).

CETTE brochure appartient , à ce qu'on assure , à l'auteur d'un écrit sur le même sujet , qui jeta l'effroi , il y a quelque temps , parmi l'état-major de la garde natio-

nale de Paris. Il ne s'agissait de rien moins que de mettre en jugement le téméraire qui avait osé dévoiler tant de scandaleuses vérités. L'écrit que nous annonçons aujourd'hui n'est pas moins précieux que le précédent; il nous fait voir comment une institution, conçue dans les vues les plus libérales, a dégénéré en instrument de despotisme, et comment les habitans de Paris, par exemple, sont obligés de payer 700,000 francs, sans compter les frais d'habillement, pour se garder eux-mêmes, et pour être vexés par un nombreux état-major.

— *Consciences littéraires d'à-présent, avec un tableau de leurs valeurs comparées, indiquant de plus les degrés de talent et d'esprit; par un jury de vrais libéraux.* (Volume in-8°. de 363 pages, chez Plancher, libraire).

VOILA, sans contredit, le livre le plus scandaleux qui pût être lancé dans la république des lettres. Donner la mesure de la conscience et du talent des écrivains et des orateurs sacrés et profanes, c'est une entreprise qui serait capable d'effrayer l'homme le plus intrépide. Aussi tous ceux auxquels on a attribué d'avoir pris part à cet ouvrage se sont-ils empressés de le désavouer: nul n'a voulu en prendre sur lui la responsabilité. Personne n'a été oublié dans le catalogue; ce qui ne laisse pas que de fournir des rapprochemens assez bizarres. M. de Bonald se trouve à côté de Bobèche, et on leur accorde le même degré de talens; mais l'un est à zéro pour la conscience, et l'autre est porté au maximum. Il ne faut pas croire au reste que ce soit l'esprit de parti qui a rendu les jugemens: ce qui nous le prouve, c'est que les auteurs ac-

cordent ou refusent de la conscience ou de l'esprit aux hommes de toutes les couleurs. Le public peut n'être pas de leur avis sur plusieurs points ; mais , s'il leur impute des erreurs , il ne les accusera pas du moins de mauvaise foi.

— *Notice historique et bibliographique des journaux et ouvrages périodiques publiés en 1818.* (Brochure in-8°. de 56 pages , à la librairie constitutionnelle de Brissot-Thivars ).

L'AUTEUR ne se borne pas à nous donner l'histoire de chacun de nos journaux ; il nous apprend aussi quels en sont les rédacteurs actuels , et nous indique les lettres sous lesquelles chacun d'eux se cache. Enfin , il nous apprend quel est l'esprit qui préside à la rédaction de chacune de nos feuilles périodiques et semi-périodiques. Les amateurs de journaux , qui veulent savoir quels sont les gens qui se chargent de les endoctriner , peuvent faire leur *vade mecum* de ce petit écrit.

— *De l'Homme et du Monde* ; par J.-B.-J. THÉRY, docteur-régent de l'ancienne Faculté de Médecine de Paris , etc. , etc. ( Brochure in-8°. de 156 pages ; chez l'auteur , rue de Vangirard , n°. 36 ).

Le sujet que l'auteur embrasse est si vaste , que nous n'en dirons rien , crainte d'en dire trop peu.

— *Origine des vices de la Constitution britannique* (brochure in-8°. de 128 pages , chez Lhuillier , libraire).

— *De la liberté de la presse , et du Jury dans les délits de la presse* ; par J. BLANC DE VOLX. (Brochure in-8°. de 128 pages , à la librairie constitutionnelle de Brissot-Thivars ).



— *Quelques vues sur l'Équilibre politique des nations, et de l'Europe en particulier* ; par J.-H. REY, de Grenoble. (Brochure in-8°. de 74 pages, chez Lhuillier, libraire ).

— *Revue encyclopédique, ou Analyse raisonnée des productions les plus remarquables dans la littérature, les sciences et les arts* ; par une réunion de membres de l'Institut, et d'autres hommes de lettres. (Volume in-8°. de 196 pages ).

Parmi les nombreux écrits périodiques ou semi-périodiques qui paraissent en France, celui-ci est, sans contredit, un des plus remarquables, sous le rapport des connaissances et du style : il doit en paraître un cahier par mois. Le cahier que nous annonçons renferme plusieurs articles très-bien faits : nous citerons notamment celui de M. Alexandre de la Borde, celui de M. Lanjuinais, et celui de M. Lemercier, de l'Institut.

— *Chronique Religieuse*. Cet écrit, qui paraît par petits cahiers d'une feuille et demie, est rédigé par des ecclésiastiques aussi recommandables par l'étendue de leurs connaissances que par le zèle avec lequel ils ont servi la cause de la liberté. Chez eux l'amour de la religion n'est pas la haine des lumières, et la vertu ne se borne pas à des pratiques. Si tous les ecclésiastiques suivaient leur exemple, la religion et la philosophie cesseraient bientôt d'être en état de guerre.

— *De la force des gouvernemens, ou du rapport que la force des gouvernemens doit avoir avec leur nature et leur constitution*, par J. J. TARAYRE, lieutenant général. (Broch. in-8°. de cent pages ; à Paris, chez Delaunay et

*Pélicier*, au Palais-Royal et *Mongie*, boulevard Poissonnière; prix, 2 fr. )

CET écrit est le premier, à notre sens, dans lequel l'organisation de la force armée ait été traitée dans son vrai point de vue. On y voit combien une armée spéciale et permanente, soit qu'on la compose de prolétaires et de gentilshommes, soit qu'on l'organise à la Bonaparte, comme il paraît qu'on va le faire au moyen de la loi de recrutement, forme une disparate choquante avec la nature du gouvernement sous lequel nous vivons. « Un gouvernement représentatif, dit le général Tarayre, ne doit pas être soutenu par une armée spéciale. Fondé sur l'avantage du plus grand nombre, il est naturellement défendu par les intérêts qu'il protège et l'opinion qui doit lui servir de base. N'est-il pas toujours sûr d'avoir la force, lorsqu'il reste dans ses limites? et, s'il veut en sortir, faut-il que la nation lui donne des moyens pour appuyer ses projets? L'armée que nous donne la loi du recrutement, est trop nombreuse par rapport à l'institution de la France, et trop faible, s'il fallait se défendre contre l'attaque de nos voisins; elle paraît être organisée uniquement pour protéger les aberrations du gouvernement ».

La brochure du général Tarayre est remplie de vues saines, et est écrite avec beaucoup de force; elle sera lue avec intérêt et avec fruit. Nous nous proposons d'en rendre compte dans notre prochain volume.

— *Le seizième Siècle en mil huit cent dix-sept*; par l'auteur du *Paysan et le Gentilhomme*. (Vol. in-8°. de 316 pages d'impression; à Paris, à la librairie constitu-

tionnelle de *Brissot-Thivars*, rue Neuve des Petits-Pères, n°. 3).

IL était difficile de renfermer dans un cadre plus ingénieux, un tableau plus énergique des vices de l'administration, et des abus dont souffrait la France, à l'époque dont l'auteur de cet écrit a voulu conserver les traits. Son ouvrage est un excellent rapport sur notre situation intérieure en 1817, et ce rapport, par l'art avec lequel l'auteur a su le mettre en récit, et par le mérite particulier de la narration, se fait lire avec tout l'intérêt d'un roman. Cette nouvelle production de M. Chatelain nous paraît faire beaucoup d'honneur à son talent. Elle est fort supérieure à son premier ouvrage, et permet de beaucoup attendre de lui.

— *Correspondance inédite de l'abbé Ferdinand Galiani, conseiller du roi de Naples, avec madame d'Épinay, le baron d'Holbach, le baron de Grimm, et autres personnages célèbres du dix-huitième siècle*, édition imprimée sur le manuscrit autographe de l'auteur, revue et accompagnée de notes; par M. \*\*\*, membre de plusieurs académies. (Deux volumes in-8°. , à Paris, chez *Treuttel et Wurtz*, rue de Bourbon, n°. 17; et à Strasbourg et Londres, même maison de commerce).

CES lettres sont déjà si connues, que notre unique dessein, en les annonçant ici, est de dire un mot de l'avantage de l'édition de MM. Treuttel et Würtz sur celle précédemment publiée par M. Dentu. Celle-ci, faite sur une copie très-fautive des lettres de Galiani, renferme plusieurs erreurs graves, que MM. Treuttel.

et Würtz, possesseurs du manuscrit autographe de l'auteur, ont pu facilement éviter. L'édition publiée par M. Dentu a été faite avec une telle précipitation, qu'on n'a pas même pris la peine d'en retrancher un certain nombre de passages, dont le bon goût autant que la décence, et le respect pour les mœurs, commandaient impérieusement la suppression. Enfin, on trouve, dans celle de MM. Treuttel et Würtz, un dialogue sur les femmes de l'abbé Galiani, et une notice historique sur sa vie et ses ouvrages, par feu M. Ginguené, que ne renferme pas l'édition de M. Dentu.

FIN DU ONZIÈME VOLUME.

# TABLE

## DES MATIÈRES.

|                                                                                                                                                                                                                   |        |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| <b>I<sup>re</sup>. PARTIE. — Matières générales.</b>                                                                                                                                                              |        |
| VUE des révolutions d'Angleterre (suite).                                                                                                                                                                         | Page 1 |
| DE l'influence qu'exercent sur le gouvernement les salaires attachés à l'exercice des fonctions publiques.                                                                                                        | 75     |
| <b>II<sup>e</sup>. PARTIE. — Ouvrages scientifiques et littéraires.</b>                                                                                                                                           |        |
| OBSERVATIONS sur les dernières élections et sur la situation présente du ministère; par M. le marquis de Villeneuve.                                                                                              | 119    |
| PETIT COURS de jurisprudence littéraire, ou Répertoire de police correctionnelle à l'usage des gens de lettres, selon MM. Hua, Vatimesnil, Marchangy; par Jouselin de la Salle.                                   | 151    |
| CONSIDÉRATIONS sur les principaux événemens de la révolution française; par madame la baronne de Staël. — Examen critique de l'ouvrage posthume de madame la baronne de Staël; par J.-C. Bailleur, ancien député. | 202    |
| <b>III<sup>e</sup>. PARTIE. — Actes de gouvernement.</b>                                                                                                                                                          |        |
| RENOUVELLEMENT du ministère.                                                                                                                                                                                      | 265    |
| SESSION de 1818.                                                                                                                                                                                                  | 285    |
| <i>Cens. Europ.</i> — Tom. XI.                                                                                                                                                                                    | 24     |

|                                                       |          |
|-------------------------------------------------------|----------|
| Du projet de loi sur les poudres et salpêtres.        | Page 313 |
| Du projet de loi sur la responsabilité des ministres. | 320      |
| SALAIRES de cour.                                     | 325      |
| IV <sup>e</sup> . PARTIE — Petite revue.              |          |
| CORRESPONDANCE.                                       | 332      |
| BUDJET de la ville de Paris pour l'exercice de 1818.  | 349      |
| ÉLECTIONS de 1819.                                    | 352      |
| OUVRAGES nouveaux.                                    | 354      |

**FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.**



